

# REVUE HISTORIQUE

**Paraissant tous les deux mois**

SOUS LA DIRECTION DE

**GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.**

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

**TRENTE-TROISIÈME ANNÉE.**

---

**TOME QUATRE-VINGT-DIX-SEPTIÈME**

**Janvier-Avril 1908.**

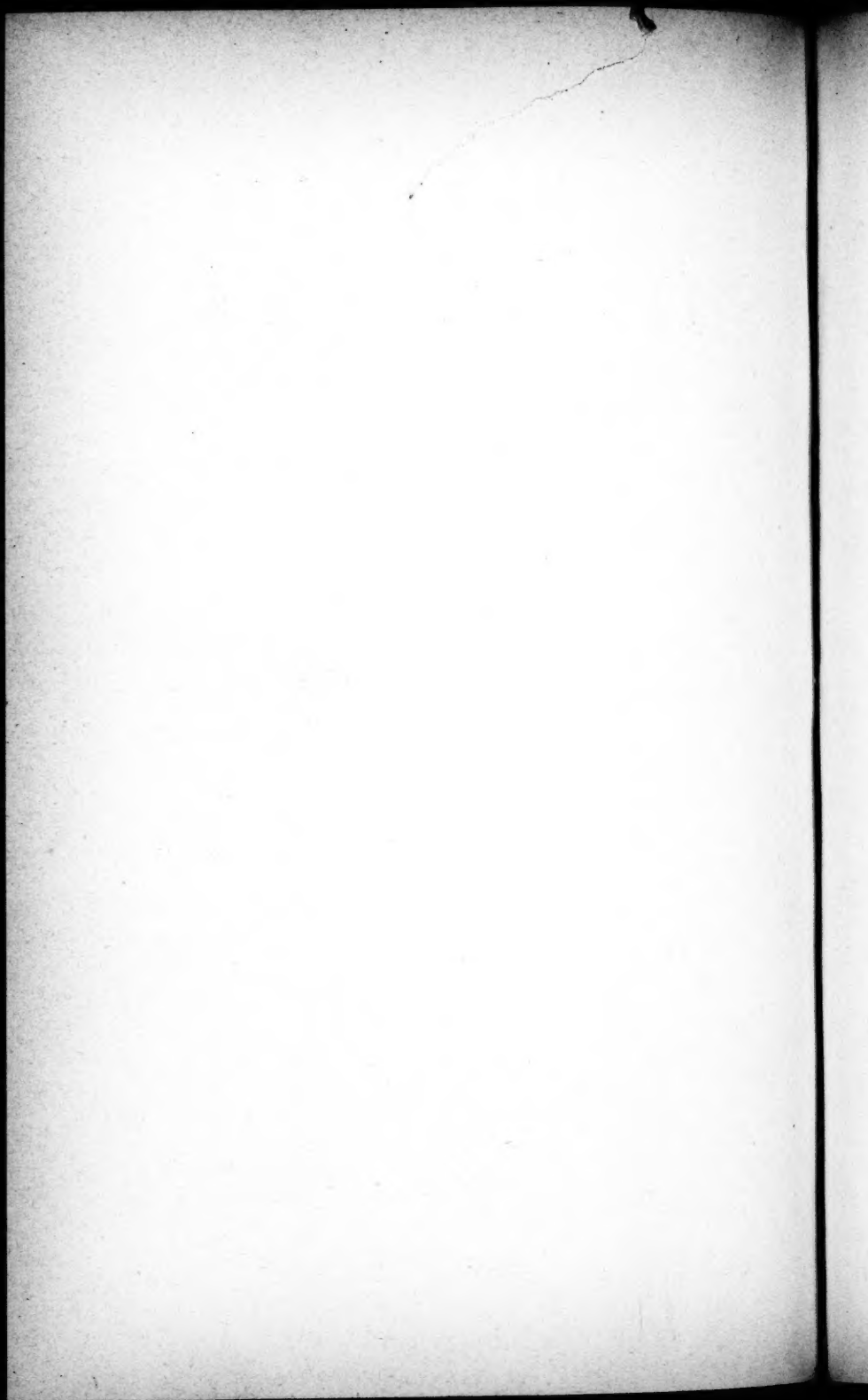
---

**PARIS**

**FÉLIX ALCAN, Éditeur**

**108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN**

**1908**





**REVUE**  
**HISTORIQUE**

101

# LA LÉGENDE DE RAOUL DE CAMBRAI

(Suite et fin<sup>1</sup>.)

## III. — ESSAI D'UNE INTERPRÉTATION NOUVELLE.

Remarquons d'abord que l'action du roman se déroule sur un territoire fort limité et qui semble familier au conteur et à son public. Elle est localisée principalement à Cambrai et entre Cambrai et Saint-Quentin. Si l'on se place sur les bords de l'Oise, à Origny-Sainte-Benoîte, où est le centre de l'action, et que l'on trace autour d'Origny une circonférence de cinquante kilomètres de rayon, tous les lieux mentionnés par le poète se trouvent compris sur le petit territoire ainsi circonscrit : Cambrai, l'Arrouaise, Clari, Péronne, Saint-Quentin, Roye, Nesle, Tiam, Ribémont, Hirson, Laon. Agrandissez le cercle de quelques kilomètres ou de quelques lieues encore, vous y ferez entrer Arras, Douai, Chimay, Rethel, Soissons. Ainsi, l'imprécision historique fait contraste dans le roman avec la précision géographique. Ces « remanieurs » qui auraient altéré si gravement les données historiques de leur modèle en auraient en même temps respecté la topographie : à deux siècles et demi des événements, la légende de *Raoul de Cambrai* semble encore enracinée à Cambrai ; ajoutons que le remaniement si tardif que nous avons, autant qu'on peut en juger par les caractères linguistiques, a été rimé dans la région même où ont vécu les personnages du roman.

C'en est assez pour nous inviter à chercher à Cambrai et autour de Cambrai les points de formation de la légende.

1. — « *Raoul de Cambrai* » et l'église Saint-Géri. — Ni M. P. Meyer, dans l'analyse si substantielle qu'il a donnée de la chanson (p. iv-x), ni G. Paris, dans toute son étude, ne mentionnent même saint Géri. Il tient pourtant une grande place dans le poème.

1. Voir *Rev. hist.*, t. XCV, p. 225.

*REV. HISTOR.* XCVII. 1<sup>er</sup> FASC.

C'est par les reliques de ce saint que jurent, dans les circonstances les plus graves de leur vie, ces trois personnages, Raoul de Cambrai, son oncle Guerri le Sor et Bernier, qui a été élevé près de Raoul à Cambrai. Quand Guerri le Sor réclame au roi Louis l'héritage dont son neveu a été dépouillé, c'est en invoquant saint Géri qu'il le revendique :

654. Ce chaleng je, *par le cors saint Geri!*

Raoul menace-t-il les barons que le roi lui a donnés comme otage de les jeter en prison dans sa tour, il leur dit :

869. « Dedens ma tor, *par le cors saint Geri*,  
De grant dolor i serez raempli. »

Bernier, se plaignant à Guerri du meurtre de sa mère, s'écrie :

4524. « Mal m'a bailli Raous de Cambresi  
Ki ma mere arst el mostier d'Origni,  
Dame Marsent au gent cors signori.  
Celes mameles dont ele me norri  
Vi je ardoir, *par le cors saint Geri.* »

A l'instant décisif du drame, quand Raoul, élevant son hanap devant Bernier à genoux, jure de ne laisser nulle trêve aux fils d'Herbert, il prend saint Géri à témoin de son serment :

4645. « Or m'entendez, franc chevalier hardi :  
Par cest vin cler que vos veés ici  
Et par l'espee qui gist sor le tapi  
Et par les sains qui Jhesu ont servi,  
Li fil Herbert sont ici mal bailli.  
Ne lor lairai qui vaille un parisi.  
*Par cele foi que je doi saint Geri*,  
Ja n'avront pais!... »

Guerri le Sor, traité de couard par Raoul :

2487. Par maltalent a juré *saint Geri*;

et Bernier, maudissant Raoul, dit :

2247. « Dieus me laist vivre que li aie meri!  
Si ferai je, par Dieu qui ne menti,  
Se j'en ai aise, *par le cors saint Geri!* »

1. M. P. Meyer remarque (p. LVIII) que les formules de serment sont une

Quel est ce saint obscur, que pas une autre chanson de geste ne mentionne<sup>1</sup> ?

Saint Géri est un évêque de Cambrai et d'Arras qui, dans les premières années du VII<sup>e</sup> siècle, avait exorcisé sur une colline voisine de Cambrai un « bois consacré au culte des démons » et y avait fondé une abbaye sous le vocable de Saint-Médard et de Saint-Loup<sup>2</sup>. Il y mit comme abbé son frère, Landon ; il voulut y être enterré, et bientôt ce monastère, le plus ancien peut-être de toute la région, ne fut plus connu que sous le nom de son fondateur. En 884, les Normands l'incendièrent. Il fut reconstruit et transformé en une église collégiale. Au XI<sup>e</sup> siècle, « le nombre des frères, autrefois plus grand, était réduit à cinquante, qui, grâce aux secours de l'évêque Gérard (1076-1092), prenaient leurs repas dans un réfectoire commun »<sup>3</sup>. Cette église subsista jusqu'en 1545. A cette date, Charles-Quint la fit raser pour construire une citadelle sur son emplacement ; « les chanoines de Saint-Géri passèrent alors à Cambrai dans l'église de Saint-Vaast, qui porte maintenant le nom de Saint-Géri, et où, dans un chœur magnifique que les chanoines construisirent, repose le corps du saint<sup>4</sup>. »

Pourquoi rapporter ces faits ? C'est que sur cette motte de terre où s'élevait le moutier de saint Géri sont localisées plusieurs des scènes de *Raoul de Cambrai*. Dès les premiers vers du poème, quand le père de Raoul, Raoul Taillefer, meurt :

30. La jantil dame Aalais au cler vis  
Tel duel en fait si grans ne fu ois ;

grande ressource pour un poète qui cheville : « Il y a des saints pour chaque rime : saint Amant, saint Lienart, saint Thomas, saint Richier, saint Géri, saint Firmin... » Sans doute. Mais, d'une part, la fréquence des invocations à saint Géri est significative ; le poète avait à sa disposition, pour les rimes en *i*, bien d'autres saints qu'il n'invoque pas : les saints Merri, Remi, Tieri, Valeri, etc. D'autre part, le versificateur, même pris de court par les besoins de la rime, invoque de préférence des saints de sa région : saint Amant (honoré à Saint-Amand, Nord), saint Richier (de Centule-en-Ponthieu), saint Firmin (premier évêque d'Amiens), les « saints de Ponti » (Ponthieu), la « dame que l'on quiert à Nivelles » (sainte Gertrude). Saint Géri disparaît de la seconde partie de la chanson, qui n'a plus un intérêt local.

1. Sauf les *Narbonnais*, au v. 4139. Voy. E. Langlois, *Table des noms propres contenus dans les chansons de geste*.

2. On possède trois Vies de saint Géri. Voy. Potthast, 2<sup>e</sup> éd., p. 1328.

3. Voy., pour de plus amples renseignements sur cette maison, les *Gesta episcoporum Cameracensium*, publ. par Bethmann dans les *Mon. Germ. hist.*, SS., t. VII, surtout aux pages 456-457 et 500-502.

4. Voy. Le Glay, *Cameracum christianum*, Lille et Paris, 1849, p. 101.

Et li baron l'avoient cevelit,  
Si l'enterrerent au mostier saint Geri.

Par la suite, presque aussi souvent qu'Aalais apparaîtra dans le roman, ce sera là, dans cette église où est enterré son mari, ou bien sur le parvis, à la porte de cette église. Le roi Louis lui envoie de Paris un messager :

157. De Paris ist, droit a Cambrai s'en va.  
Par la grant porte en la cité entra;  
Au grant mostier de saint Geri torna.  
La gentil dame en la place trova;  
Maint chevalier en sa compagnie a.

C'est sur cette place qu'elle reçoit du roi l'ordre détesté qui détermine sa destinée et celle de tous les personnages du drame; c'est là qu'elle demande les avis de ses conseillers. Vient le jour où elle maudit son fils. Pour en demander pardon à Dieu, elle se réfugie au sanctuaire de Saint-Géri :

1136. Dame Aalais ot molt le cuer marri;  
Son fil maldist, fors del palais issi;  
Entree en est el mostier saint Geri;  
En croiz se met devant le crucefi;

quand elle en sort, c'est sur la place du moutier, là même où elle avait jadis reçu le messager du roi, qu'elle supplie le vieux Guerri et son fils de renoncer à la guerre. Raoul ne l'a pas écoutée. Il a suivi sa destinée, on le rapporte mort à Cambrai :

3544. Par mi la porte eis vos entrer Gautier,  
Qui Raoul porte sur son escu plegnier,  
Si le sostienent li vaillant chevalier,  
Le chief enclin soz son elme a or mier.  
A saint Geri le portent au mostier.  
En une biere fisent le cors couchier.  
Quatre crois d'or fisent au chief drecier...

3745. Li sage clerc i font le Dieu mestier.  
Dame Aalais, ou n'ot que corecier,  
Devant la biere sist el faudestuel chier.

Dans cette église où repose déjà le père de Raoul, auprès de la chaise de saint Géri, devant le vieux Guerri et devant les barons assemblés, dame Aalais, puis Heluys, la fiancée de Raoul, disent

le regret du héros, et, là aussi, l'enfant Gautier vient faire serment de le venger.

Mais les jours passent, et les saisons et les années. Gautier semble avoir oublié le mort. Un jour de Noël, il joue paisiblement avec d'autres enfants sur cette même place du moutier :

3744. A un haut jor de la Nativité,  
 Dame Aalais, qui le cuer ot iré,  
 Le Dieu servise a la dame escouté.  
 Del mostier ist, si com on ot chanté :  
 Gautelet a en la place trové ;  
 As effans joe, qui forment l'ont amé.

Du gant qu'elle porte à la main, elle lui fait signe de venir :

« Beaus niés, » dist ele, « or sai de vérité  
 Raoul vostre oncle aveis tout oublié... »

Gautier a compris que l'heure est venue et qu'il lui faut quitter ses jeux d'enfant. Il demande à être armé chevalier. Aalais fait appeler le vieux Guerri :

3805. Dame Aalais corut aparailier  
 Chemise et braies et esperons d'or mier  
 Et riche ermine de paille de quartier.  
 Les riches armes portèrent au mostier.  
 La messe escoutent de l'evesque Renier,  
 Puis apparellent Gautelet le legier.  
 Guerris li saint le branc forbi d'acier,  
 Qui fu Raoul, le nobile guerrier.

Ainsi, dans le même sanctuaire où gisent son mari et son fils et où elle les a pleurés, l'aïeule a ramené le bel enfant pour qu'il ceigne près de leur tombe l'épée qui les vengera.

Or, sur cette même place tragique, se dressaient<sup>1</sup> au XII<sup>e</sup> siècle les baraques d'une foire fréquentée : « Le Mont des Bœufs, écrit Le Glay<sup>2</sup>, nommé ensuite Mont-Saint-Géri, était devenu une espèce de ville annexée à Cambrai, ayant ses coutumes, ses

1. Cette église et cette place ont disparu aujourd'hui. Mais, deux ans avant leur destruction par Charles-Quint, quelqu'un les avait dessinées et l'on peut voir ce dessin reproduit (*ex apographo anni 1543 Melchioris Fallonis*) dans les *Acta sanctorum Belgii*, t. II, p. 261.

2. *Cameracum christianum*, p. ix.



usages municipaux et même une foire longtemps célèbre. » C'est en grande partie à l'éclat de cette foire que la *Vita sancti Gaugerici* attribue le développement et la célébrité de Cambrai : « Mons Gaugerici... a fidelibus Christi plurimum coepit amari, incoli, multimodis rebus augeri...; denique in perenni sancti Patris memoria solemnibus nundinis dedicatus, a frequentatione mercantium longe lateque vulgatus, adusque terras ultimas propagato nomine innotescit, urbemque Cameracum, cui confinialis adhaeret, ante ignobilem et obscuritate contractam... ubique gentium procul extendit<sup>1</sup>. » Un privilège du pape Alexandre III confirme en 1180 cette foire, ou plutôt ces foires : car il y avait foire deux fois l'an, le 11 août, jour de la déposition de saint Géri, le 18 novembre, jour de son élévation.

Des jongleurs les fréquentaient. Nous pourrions les supposer sans grand risque. Mais ce n'est pas une conjecture. Ils les fréquentaient si régulièrement et en si grand nombre qu'ils finirent par former une sorte de confrérie, peut-être affiliée, comme à Fécamp ou à Beauvais, par certains liens aux ecclésiastiques du lieu, car les chanoines de Saint-Géri célébraient (du moins au xv<sup>e</sup> siècle) une fête spéciale qui s'appelait *la Fête des jongleurs* : « In solemnitate beatissimi Gaugerici pro festo nuncupato *Joculatorum*, quod fit feria V post octavum Paschae<sup>2</sup> ».

Or, le jongleur qui a rimé *Raoul de Cambrai* (ou celui dont il remaniait le poème) avait fréquenté cette foire et l'église elle-même. Non seulement il sait et s'adresse à un public qui sait que Raoul est « enterré au mostier » :

3721. Sa sepulture sevent bien li auquant;

mais encore il se rend exactement compte des titres et qualités des ecclésiastiques de Saint-Géri :

3545. Li saige clerc i font le Dieu mestier.

3718. L'evesque chante la messe hautement.

3808. La messe escoutent de l'evesque Renier.

1. AA. SS. *Bolland.*, 11 août, p. 687.

2. AA. SS. *Bolland.*, *ibid.* On y lit une lettre d'un secrétaire de l'archevêque de Cambrai, datée du 8 août 1734. Il dit avoir trouvé la mention de cette fête, ignorée des plus anciens rituels, dans un ordinaire écrit de plusieurs mains au xv<sup>e</sup> siècle. Il ajoute : *De joculatoribus nihil habeo certi quod proferam.*



Il sait, comme on voit, que le « mostier Saint-Geri » n'est pas une abbaye proprement dite, mais plutôt un chapitre, une réunion de clercs séculiers (*li saige clerc*) vivant en commun, un collège de prêtres prébendés par l'évêque de Cambrai<sup>1</sup>.

D'autre part, Aalais, avons-nous dit, est un personnage historique. Comment le savons-nous, Flodoard (on ne saurait en être surpris) ne l'ayant pas nommée? Si nous savons qu'elle a vécu, c'est par deux documents provenant d'églises de Cambrai. Une liste des bienfaiteurs du chapitre de l'église cathédrale de Cambrai, dressée vers 1190<sup>2</sup>, dit :

Alaidis comitissa dedit nobis dimidiam partem de Bairi<sup>3</sup> et alteram dimidiam ad custodiam ecclesie nostre.

L'autre document nous intéresse plus directement encore. L'évêque de Cambrai Liébert, mort avant 1070, y relate les donations faites antérieurement au chapitre de l'église collégiale de Saint-Géri<sup>4</sup> :

Notum sit omnibus fidelibus ecclesiae Liebertum, gratia Dei Cameracensem episcopum, ea quae ad usus fratrum in ecclesia beati Gaugerici quidem servientium, partim a reliquis fratribus, post liberalem elemosinae benignitatem a Lothario, item a Lothario et Carolo regibus factam, et a Johanne papa auctoritate apostolica confirmatam, tradita sunt, hujus cartae testimonio ne a memoria excidant commendasse et episcopalis privilegio dignitatis ne ab aliquo diripiantur legitime laborasse. Tradidit itaque ad usus fratrum praedictorum Adelaidis pro sua filii sui comitis Radulphi anima villam quae dicitur Coteham<sup>5</sup> et quae ad eam pertinet arabilem terram; comes Ybertus, Torci<sup>6</sup>; Heribertus dimidiam culturam Mainsendis<sup>7</sup>; Gislanus... Aloris... Walterus, etc...

1. Voy. Le Glay, *Cameracum christianum*, p. XI et XXIII.

2. Voy. A. Longnon, p. 356; cf. F. Brassard, dans les *Souvenirs de la Flandre wallonne*, 2<sup>e</sup> série, t. IV (1884), p. 164.

3. Boiry-Notre-Dame, arr. d'Arras.

4. Voy. A. Longnon, p. XXII, et Ch. Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien*, Bruxelles, 1865, p. 424.

5. Contes, arr. de Montreuil, cant. d'Hesdin, ou Cantaing, arr. de Cambrai, cant. de Marcoing (Duvivier).

6. Torcy, arr. de Montreuil, cant. de Fruges (Pas-de-Calais), ou Torcy, arr. de Château-Thierry, cant. de Neuilly-Saint-Front, Aisne (Duvivier).

7. Metz-en-Couture, arr. d'Arras, cant. de Bertincourt, Pas-de-Calais (Duvivier).

Cette charte est donc un recensement, écrit vers le milieu du XI<sup>e</sup> siècle, des documents principaux de la collégiale de Saint-Géri. Ces documents, l'évêque les énumère dans l'ordre de leur ancienneté. N'est-il pas remarquable que la plus ancienne des chartes émanant de particuliers que l'on conservât à Saint-Géri ait concerné précisément notre Aalais et une donation qu'elle faisait pour l'âme de son fils Raoul?

Ainsi, elle était la plus ancienne bienfaitrice dont le souvenir, grâce à une charte ou à une mention d'obituaire, survécût au XI<sup>e</sup> siècle. N'est-il pas remarquable que le document le plus ancien après celui-là ait concerné cet autre bienfaiteur, le comte *Bilbertus*, dont le nom est identique à celui du père de Bernier dans la chanson de geste<sup>1</sup>?

Ces remarques concourent à nous persuader que l'église Saint-Géri de Cambrai fut l'un des points de formation de notre légende. Bertolai de Laon et son poème du X<sup>e</sup> siècle n'ont jamais existé. Mais, un siècle et demi ou deux siècles plus tard, quelques germes légendaires se formèrent dans cette église. Les chanoines y conservaient les tombes de deux Raouls (vv. 33 et 3721)<sup>2</sup> : l'une d'elles pouvait être la sépulture d'un très authentique comte de

1. Il y a même quelque chose d'inquiétant à trouver ainsi réunis dans ce document ces trois noms de la chanson de geste : Aalais, Ybert (faussement appelé *comte* comme dans le poème), Herbert. Les chartes présentées à l'évêque Liébert par les chanoines de Saint-Géri n'auraient-elles pas été des faux, fondés sur la légende de Raoul de Cambrai (que cette légende ait été connue au temps de l'évêque Liébert par un roman en langue vulgaire ou par un écrit monastique)? En d'autres termes, Aalais ne serait-elle pas un personnage fictif? Il y a apparence que non, car la mention de sa donation de la *villa quae dicitur Coteham* a bien l'air d'un renseignement tiré d'un obituaire; et surtout l'autre document, la liste, où elle figure, des bienfaiteurs de l'église cathédrale, n'a rien de légendaire, semble-t-il. En admettant que les chartes de Saint-Géri vues par l'évêque Liébert aient été des faux fondés sur une légende, il resterait donc que les chanoines de Saint-Géri auraient les premiers introduit dans cette légende ce personnage réel, Aalais; il resterait de plus que cette légende semble avoir été imaginée par eux.

2. Ce n'est pas sûr, et l'on trouvera d'abord que nous accordons ici large crédit au poète, tandis qu'ailleurs nous lui contestons àprement son Bertolai. Mais on voit la différence : ce qu'il rapporte de Bertolai remonte à plus de deux siècles, et ni son public ni lui-même ne pouvaient en contrôler l'historicité; au contraire, ses auditeurs savaient ou pouvaient savoir si les tombes dont il parle étaient ou n'étaient pas dans l'église Saint-Géri; de plus, pour l'une des tombes, celle du fils, son dire est appuyé par l'acte de donation d'Aalais. Au reste, supposé que ces tombes n'aient existé que dans l'imagination du poète, il suffit à notre raisonnement qu'Aalais ait fait cet acte de donation; il rappelait à travers les siècles aux chanoines de Saint-Géri leur devoir de prier pour l'âme de Raoul.

Cambrai, Raoul, mort en 896. Ils conservaient en outre dans leurs archives des chartes où une comtesse Aalais leur donnait des biens, à condition qu'ils priaient pour l'âme de son fils Raoul. Qui était cette bienfaitrice et ce comte Raoul, pour lequel ils priaient?

Peut-être n'en savaient-ils pas plus long que nous<sup>1</sup>. Un jour, un passage des *Annales* de Flodoard apprend à l'un d'eux qu'un Raoul, fils de Raoul de Gouy, a envahi en 943 le Vermandois et qu'il a péri tragiquement. A tort ou à raison, ces clercs reconnaissent dans le Gouy de Flodoard le Gouy qui est à quelques lieues de leur église; ils identifient les deux Raouls de Flodoard aux deux Raouls dont ils ont les tombeaux : de là une première formation légendaire, un rudiment d'histoire romanesque, que plus tard des jongleurs recueilleront.

Cette explication n'est conjecturale qu'en un point : en ce que je suppose qu'un certain jour un clerc de Saint-Géri a pu lire un passage d'une chronique latine; cette conjecture est-elle en soi très téméraire? Je montrerai bientôt que d'autres clercs, pour raconter cette même histoire de Raoul de Cambrai, ont exploité certainement des chroniques latines et probablement Flodoard. Pour le reste, sans recourir à nulle conjecture, je me suis borné à recueillir des faits : des faits négatifs, qui relèguent Bertolai dans le vague pays des mythes; des faits positifs aussi, bien rares sans doute, puisque les titres anciens de l'église de Saint-Géri ont disparu presque tous, significatifs pourtant.

Ce n'est pas une hypothèse, c'est un fait que saint Géri est un des acteurs célestes de notre roman, comme saint Riquier est l'un des acteurs de *Gormond et Isembard*, comme saint Samson de Dol est l'un des acteurs d'*Aiquin*, etc.

C'est un fait, et non une hypothèse, que le sanctuaire de Saint-Géri est souvent le théâtre de l'action, comme Saint-Faron de Meaux est le théâtre du *Moniage Ogier*, comme l'abbaye d'Aniane est le théâtre du *Moniage Guillaume*, etc.

C'est un fait que le poète de *Raoul de Cambrai* dit avoir vu à Saint-Géri la tombe de son héros, comme on voyait à Saint-Romain-de-Blaye la tombe de Roland, à Belin celle d'Olivier, à l'abbaye de Fécamp celle de Richard de Normandie, à Pithiviers

1. Il se peut qu'à une époque ancienne, au ix<sup>e</sup> siècle par exemple, plusieurs comtes de Cambrai se soient appelés Raoul; de toute la série des comtes laïques de Cambrai qui ont précédé Isaac, nous n'en connaissons plus qu'un ou deux.

celle de Salomon de Bretagne, à Dortmund celle de Renaut de Montauban, à Mortara celle d'Ami et d'Amile, à Saint-Riquier celle d'Isembard, à Gellone celle de Guillaume d'Orange, à Meaux celle d'Ogier, à Saint-Honorat-des-Aliscans celle de Vivien, etc.

C'est un fait que des foires attiraient deux fois l'an à Saint-Géri un grand concours de marchands et de pèlerins, comme en tant d'autres lieux où, comme par hasard, sont localisées des chansons de geste, comme à Saint-Denis en France, comme à Lagny, comme à Provins, comme à Saint-Riquier, etc.

C'est un fait que des jongleurs fréquentaient les foires de Saint-Géri, comme ils fréquentaient les foires de Champagne, celle de Lendit, etc.

C'est un fait que des chartes nous montrent en la comtesse Aalais une dévote de saint Géri et que le poète de *Raoul de Cambrai* la peint pareillement sous les traits d'une dévote de saint Géri. Comment le poète pouvait-il connaître cette particularité de la vie d'Aalais? Par Bertolai? Ceux-là le croiront qui admettent que Guibour, femme de Guillaume d'Orange, a pu entrer dans la légende sans le concours des moines de Gellone, lesquels conservaient son nom dans leur cartulaire; ceux-là le croiront qui estiment que Berte, femme de Girard de Roussillon, a pu entrer dans la légende sans le concours des moines de Pothières, lesquels vénéraient Berte comme leur sainte; ou qu'Heluys, sœur de Garin le Lorrain, a pu entrer dans la légende sans le concours des clercs de Pithiviers qu'elle avait enrichis.

2. — *L'abbaye d'Origny-Sainte-Benoîte*. — La légende de Raoul de Cambrai se rattache à d'autres maisons religieuses encore : soit qu'elle y ait été seulement recueillie sur le tard, soit que tel de ces monastères ait peut-être contribué, lui aussi, à la constituer. Il nous faut visiter ces maisons et regarder ce qui s'y passe.

Origny, que Raoul, selon la légende, incendia, est un gros bourg de la Thiérache, à seize kilomètres à l'est de Saint-Quentin, sur la rive gauche de l'Oise (aujourd'hui canton de Ribemont). Vers le milieu du iv<sup>e</sup> siècle, sainte Benoîte, dame romaine, avait, dit-on, reçu le martyre en ce lieu. Auprès de ses reliques, dès 850 au plus tard, une communauté bénédictine s'y était éta-

blie<sup>1</sup> : celle que, selon la chanson de geste, gouverne Marsent, mère de Bernier.

Nous n'avons conservé malheureusement presque aucun des titres anciens de cette maison<sup>2</sup>. Mais les érudits du xvii<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup> connaissaient un petit traité de l'invention et translation de sainte Benoîte, conservé dans l'abbaye, et qui racontait la légende de Raoul de Cambrai. Par les extraits qu'ils en ont fait, on voit que ce récit avait été composé en français, en prose, au xve siècle au plus tard : il était fondé, directement ou indirectement

1. Sur l'abbaye d'Origny, voy. la *Gallia christiana*, t. IX, col. 620; dom Lelong, *Histoire du diocèse de Laon*, 1783, p. 114 et suiv.; J. Poissonnier, *Histoire de l'abbaye royale d'Origny-Sainte-Benoîte*, Saint-Quentin, 1888.

2. Nous n'avons que l'analyse, donnée par Flodoard (*Histoire de l'église de Reims*, liv. II, c. 2), d'un diplôme de Charles le Chauve, délivré vers 850, et relatif à sa fondation. Nous possédons en outre une liste des noms des plus anciennes abesses (voy. ci-dessus). Le *Livre de la trésorie de l'abbaye d'Origny* (Bibl. de Saint-Quentin, ms. n° 86), écrit à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, donne, aux pages 159 et 163, trois notes historiques relatives aux années 876, 1231, 1299, qui n'ont pas d'intérêt pour nous.

3. On conserve en manuscrit à la Bibliothèque de Saint-Quentin une *Histoire de sainte Benoîte, vierge et martyre, patronne du royal et très célèbre monastère d'Origny...*, par Quentin Delafons (1647). M. P. Hazard a bien voulu en copier pour moi quelques pages, d'où j'extrais ce qui suit. Aux pages 100 et suiv., Quentin Delafons résume et commente un « traité de l'invention et translation de sainte Benoîte, qui se trouve au livre du trésor de la dite abbaye », où il est question d'incendies qui ruinèrent l'abbaye : « Le premier de ces deux feux est attribué à la guerre qui fut entre Raoul, comte de Cambrai, et le comte de Vermandois... » [P. 102]. « Cette guerre estoit entre Raoul, comte de Cambrésis, et Bernier, qui estoit fils d'Ymbert de Ribemont, et cet Ymbert de Ribemont, fils d'Héribert (ou d'Herbert, comme il y a en ce traité), comte de Vermandois... » [P. 103]. « Ce seigneur de Ribemont pouvoit avoir un fils, qui fut appelé Bernier, d'une femme nommée Marsene, laquelle d'après fut abbesse de ladicte abbaye d'Origny. Et de fait nous pouvons tirer de ce traité quelque sujet de l'estimer ainsi, d'autant qu'il adjoute que la mère de ce Bernier étoit abbesse de la dicte abbaye d'Origny et s'appeloit Marsene [ou Marsence], et qu'elle engendra et eut le dict Bernier, *ainsoin qu'elle fust religieuse et nonnain de la dicte eglise* : non pas que je veuille dire que la dicte Marsene ait eu le dict Bernier depuis qu'elle fut religieuse, ainsi qu'on le pourroit estimer, prenant ce mot *ains* ou *ainsoin* comme signifiant *encore* ou *combien*, en une façon assez commune de parler de ce temps, mais d'autant qu'il est certain qu'ils signifient aussi *devant* et *auparavant*, comme il se peut justifier de ce qui se lit en ce mesme traité : *que li eglise est moult duement ancienne et avoit moult long temps qu'elle avoit esté fondée ains que li abbesse Ricovare fust abbesse...* Au reste, ce bruslement, qui arriva au jour du grand vendredi, apporta un très grand dommage à cette abbaye, d'autant que l'abbesse Marcece et toutes ses religieuses et nonnains furent brûlées, non pas toutes



tement, sur la chanson de geste<sup>1</sup>; il la résumait exactement, sans rien y ajouter, semble-t-il. Ce traité donnait en outre ce renseignement curieux que l'on montrait dans la nef de l'église, à Origny, la tombe de la légendaire abbesse Marsent, tuée par Raoul de Cambrai.

Ainsi, dès une haute époque peut-être, la chanson de geste de *Raoul de Cambrai* avait trouvé asile dans le monastère d'Origny. Mais ce n'est là sans doute qu'un fait d'adaptation banal. Si ce monastère a recueilli ces fictions poétiques déjà développées, on ne voit pas qu'il ait en rien contribué à les former. En est-il de même des abbayes que nous allons maintenant considérer?

3. — *Les abbayes de Waulsort, Homblières, Saint-Michel-en-Thiérache, Bucilly, etc.* — Arnold de Raisse<sup>2</sup> place au 28 mai une notice *De beato Eilberto* et dit qu'on vénérât encore au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle la tombe de ce saint<sup>3</sup> dans l'église du monastère de Waulsort, par lui fondé.

Il n'est autre que ce héros de notre poème, Ybert de Ribemont, le père de Bernier, l'adversaire de Raoul de Cambrai :

3088. Le comte Ybert qui tenoit Vermandois;

il a ceci de commun avec douze ou treize autres personnages de chansons de geste que nous connaissons le lieu de sa sépulture et que sa tombe était honorée comme celle d'un saint.

Waulsort, sur la Meuse, à peu de distance de Dinant, est une ancienne abbaye de Bénédictins, qui releva tour à tour des évêchés de Metz, de Liège et de Namur.

fois tellement consommées par le feu qu'elles aient esté seulement suffoquées par le feu ou la fumée, d'autant que le traicté susdict remarque que cette abbesse Marsenne fut puis après enterrée dans la nef de la dicte église, devant l'huys qui est en la manche de saint Jean. » [P. 104]. « L'abbaye d'Origny fut réparée et restablie par la dévotion d'Ymbert de Ribemont et Bernier, son fils. » — Ces données de Quentin Delafons ont été résumées par Pierre de Saint-Quentin, *le Miroir d'Origny*, Saint-Quentin, 1660, p. 404.

1. En effet, aucun autre texte connu de nous, ni la *Chronique de Waulsort*, ni Ph. Mousquet, etc. (voy. Longnon, p. XLV), ne pouvait fournir tous les renseignements contenus dans les citations de la note précédente.

2. *Ad natales SS. Belgii Johannis Molani auctarium*, Douai, 1626, p. 48. C'est d'après cet ouvrage qu'est composé l'article « Eilbert, comte de Florennes », dans la *Biographie nationale belge*.

3. « Visitur etiamnum sepulchrum ab humo modice adsurgens ante ostium chori. »

Dès les premières années du XI<sup>e</sup> siècle, elle eut à lutter contre un monastère voisin, celui d'Hastières, qui jusque-là était demeuré en sa dépendance<sup>1</sup>. La lutte s'envenima vers le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, au temps de l'abbé de Waulsort Thierry II : les moines d'Hastières, pour établir l'ancienneté et l'indépendance primitive de leur maison, avaient produit des documents falsifiés ; les moines de Waulsort, pour maintenir leur suprématie, y opposèrent des documents non moins suspects pour la plupart<sup>2</sup>. Un moine de l'abbaye se chargea de les grouper en une relation suivie, l'*Historia Walciodorensis monasterii*<sup>3</sup>, composée peu après l'année 1152<sup>4</sup>. C'est une chronique des premiers temps du monastère et par conséquent c'est d'abord une biographie de son fondateur, le comte Ybert.

Presque dans le même temps, pour le remarquer au passage, bien loin de la Meuse, dans les Basses-Cévennes, deux abbayes bénédictines, Aniane et Gellone, s'étaient pareillement querellées. Pour soutenir la lutte, Gellone avait, comme Waulsort, publié une biographie de son fondateur, et la Vie de saint Guillaume de Gellone est pleine de fictions empruntées aux chansons de geste. Pareillement, la Vie d'Ybert exploitera la chanson de geste de *Raoul de Cambrai* et d'autres chansons de geste encore.

Elle s'ouvre en effet par une généalogie fantastique d'Ybert, prise en partie aux chansons du cycle de Guillaume d'Orange : le

1. Voy. Sackur, *Die Rechtsstreit der Klöster Waulsort und Hastière*, dans la *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, t. II (1889), p. 341-355, et *Die Lebensbeschreibung des heiligen Forannanus* (*ibid.*, p. 369-379); — L. Lahaye, *Étude sur l'abbaye de Waulsort, de l'ordre de saint Benoît* (944-1795), Liège, 1890.

2. Je n'ai pas, fort heureusement, à entrer dans l'histoire de cette querelle. Je me borne à dire que le bon droit était du côté de l'abbaye de Waulsort et que le conflit se termina par sa victoire (le 12 janvier 1152, Eugène III confirme la suprématie de Waulsort; le 8 mai 1152, Frédéric, roi des Romains, règle la sujétion d'Hastières; le 17 mai 1155, Adrien IV proclame à nouveau la prééminence de Waulsort, etc.).

3. Publiée d'abord par d'Achery, *Spicilegium*, t. II, p. 100 de l'édition in-fol., t. VII, p. 511 de l'édition in-4°. M. Longnon a réimprimé, d'après l'édition de d'Achery, quelques pages de la chronique (*Raoul de Cambrai*, p. xcix). Waitz en a depuis procuré une édition meilleure dans les *Mon. Germ. hist.*, SS., t. XIV, p. 505.

4. D'Achery, Mabillon, etc., la dataient de la fin du XI<sup>e</sup> siècle; MM. P. Meyer et Longnon ont accepté cette date et, comme on lit en cette chronique un résumé d'un poème sur *Raoul de Cambrai*, ils ont conclu naturellement (p. xl) que le poème connu par le chroniqueur de Waulsort remontait au

comte Ybert descend en droite ligne d'Aymeri de Narbonne<sup>1</sup> et d'Ermenjart, par leur fils Garin d'Anseüne<sup>2</sup>, par leur petit-fils Bovon-sans-Barbe et par leur arrière-petit-fils Ébroin<sup>3</sup>. Ébroin<sup>4</sup> épouse Berte, fille du comte *Widericus*<sup>5</sup>, et engendre sept fils, le comte Ybert, Wedon de Roze, Herbert de Saint-Quentin, etc., et ces trois derniers noms sont ceux de personnages connus du poète de *Raoul de Cambrai*.

Mais, dans le poème, Wedon et Ybert étaient les fils d'Herbert de Vermandois : ils deviennent ici ses frères.

Après avoir rapporté cette généalogie bizarre, le chroniqueur entre dans le vif de son sujet, qui est de retracer la vie de son héros. Le comte Ybert, plus preux et plus hardi à la guerre que tous les hommes de son temps, avait dès sa jeunesse bâti sept châteaux forts pour se garer de toute fortune contraire. Un jour qu'il se promenait sur un champ de foire dans un bourg de la Thiérache, un beau cheval le tenta. Ce cheval appartenait à un clerc de haute naissance, chanoine de l'église Notre-Dame de

x<sup>e</sup> siècle. Ils ne le feraient plus aujourd'hui, car Waitz a établi la date vraie (acceptée depuis sans contestation par Sackur, p. 369, etc.). Je ne m'arrête pas à reproduire les observations de Waitz à l'appui de cette datation : elles sont décisives.

1. Appelé *comes Nammericus*, notamment dans une copie de l'*Historia* qui se trouve à la Bibl. nat., coll. Duchesne, t. 72, fol. 1.

2. *Garinus, comes de Ansolonia*, dans la copie de la collection Duchesne.

3. M. Longnon (p. c., note) croit probable que « le paragraphe de la *Chronique de Waulsort* qui renferme la généalogie du comte Ybert est l'œuvre du religieux qui, vers l'an 1243, continua jusqu'à son époque l'histoire du monastère de Waulsort et obéit dans ces quelques lignes à la tendance si manifeste alors de rattacher à deux ou trois familles héroïques tous les héros des chansons qui constituaient alors le cycle carolingien ». Cette hypothèse était plausible en effet tant que l'on attribuait la *Chronique de Waulsort* au x<sup>e</sup> siècle; depuis que l'on y reconnaît une œuvre postérieure à l'an 1152, on n'a plus de raison suffisante de croire interpolée la généalogie du comte Ybert.

4. Ébroin est le premier personnage réel que l'on rencontre dans cette généalogie. Était-il réellement le père d'Ybert? M. L. Vanderkindere (*Les Principautés belges*, t. II, p. 204) en doute. En effet, Ébroin est déjà mentionné comme fidèle du roi Louis le Bègue en 879, et Ybert n'est mort qu'en 977.

5. *Widericus* est un nom pris à un diplôme authentique de Charles le Simple, délivré vers 915. Les moines d'Hastières s'étaient servis de ce personnage pour fabriquer un acte (reproduit dans la *Defensio libertatis ecclesiae Hastieriensis*, *Mon. Germ. Hist.*, SS., t. XIV, p. 541), où il apparaît comme leur fondateur. C'est là que l'auteur de la *Chronique de Waulsort* est allé le chercher pour faire de lui le grand-père maternel d'Ybert et préparer ainsi l'union d'Hastières et de Waulsort.



Reims. Ybert l'acheta, mais, n'ayant pas à sa disposition l'argent nécessaire pour le payer aussitôt, il prit terme et, contre l'avis de sa femme, la très noble et très sage dame Hersent, il donna en gage au clerc un objet d'un prix inestimable : un béryl précieux, œuvre antique de saint Éloi, qui y avait entaillé l'histoire de la chaste Suzanne<sup>1</sup>. Le clerc emporta ce trésor à Reims; puis, quand le comte Ybert, lui apportant en argent le prix du cheval, voulut reprendre le béryl, il fit l'ignorant et nia qu'il eût rien reçu en gage. Outré de colère, le comte réunit une armée puissante, assiégea Reims, prit la ville et poursuivit son larron jusque dans la basilique de Notre-Dame. Il y mit le feu et reconquit enfin son béryl.

Charles, roi de France, voulut venger l'outrage infligé à Reims et à son église. Il vint attaquer sur leur territoire le comte Ybert et ses frères. Mais il fut vaincu et pris : « C'est en l'année 922 qu'Ybert et son frère Herbert firent ainsi prisonnier le roi Charles de France »; ils l'emmenèrent à Péronne et l'y retinrent de longs jours en captivité; puis ils finirent par le relâcher.

Peu après, le roi Charles se vengea; Herbert venait de mourir, après avoir confié ses quatre fils à son frère Ybert; avant même qu'il fût enterré, un comte de Cambrai, nommé Raoul, envahit sa terre : le roi Charles de France la lui avait donnée, par ressentiment de sa captivité de Péronne.

Tout d'abord, Raoul attaque Saint-Quentin et l'incendie; puis la guerre se déroule comme dans notre chanson de geste. Raoul met le feu à un monastère de femmes (qui n'est pas nommé); les nonnes et l'abbesse périssent. Comme dans le poème, l'abbesse est une femme jadis séduite par Ybert, et elle est la mère de l'écuyer de Raoul, Bernier : deuil du bâtard, *desmesure* de Raoul, qui le frappe à la tête et le chasse, son retour auprès de son père, Raoul tué en bataille par Bernier, ce sont les mêmes scènes que dans notre chanson. Ici, la mort de Raoul met fin à la guerre; mais, peu après, comme dans le poème, l'enfant Gautier veut venger le mort. Pendant trois jours il combat contre Bernier à la

1. Ce joyau existe encore. Après des aventures multiples (il fut jeté dans la Meuse et repêché), il est aujourd'hui conservé au *British Museum*. C'est une intaille sur cristal de roche, « la plus belle intaille que nous ayons de l'époque carolingienne ». M. Lahaye a donné dans son livre sur Waulsort une planche qui représente ce béryl et il en a raconté l'histoire (p. 292-294).

cour du roi : la bataille reste indécise ; un jugement d'amis rétablit la paix,

Quelque temps après, Bernier mourut, encore tout jeune homme. Ybert n'avait pas d'autre enfant : cette perte le fit rentrer en lui-même ; il prit en horreur sa vie passée et résolut de se tourner vers Dieu. De concert avec sa femme, Hersent, il fonda une abbaye à Saint-Michel-en-Thiérache ; puis, à quelque distance de là, un monastère de femmes à Bucilly ; d'autres églises encore. Il se remémora le sacrilège qu'il avait commis en brûlant la basilique de Notre-Dame à Reims, et, comme il avait en sa jeunesse bâti sept châteaux forts, monuments de malédiction, il voulut élever sept demeures de bénédiction. C'est ainsi qu'il fonda l'église de Florennes et que, en l'an 944, il jeta les fondements de l'abbaye de Waulsort, où il devait un jour (en 967) accueillir un homme de Dieu, venu de l'Écosse, saint Forannan...<sup>1</sup>.

Ce récit, que j'ai réduit à ses seuls traits essentiels, appelle quelques remarques.

Non pas qu'il soit utile de le comparer en détail à la chanson de geste : les concordances de ces deux récits prouvent que le chroniqueur de Waulsort exploitait<sup>2</sup> un poème à peu près semblable à celui que nous avons et qu'il n'y a nulle raison de faire remonter jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle ; là où ces récits diffèrent, le chroniqueur a-t-il reproduit son modèle ou inventé à son plaisir ? On ne sait.

Ce qui frappe d'abord, c'est que la vie du comte Ybert est un roman modelé sur le même patron que la vie de Girard de Roussillon. Ici et là un héros orgueilleux, qui, au cours de sa vie guerrière, commet de grandes fautes et des sacrilèges, jusqu'au jour où une épreuve suprême (ici, la mort de Bernier, là, la mort du petit Thierry) lui enseigne la voie du salut ; aidé de sa femme (ici, Hersent, là, Berte), il choisit Dieu pour son héritier, et, comme Girard de Roussillon avait fondé douze monastères en souvenir des douze victoires que Dieu lui avait accordées, le comte Ybert fonde sept églises en souvenir de ses sept châteaux forts. Depuis l'aventure du début, qui a mis en

1. Voy. la *Vita s. Forannani* († 982), auctore Roberto, dans les *AA. SS. Bolland.*, t. III d'avril, p. 808-814. Ce Robert, abbé de Waulsort, l'a écrite vers 1140.

2. Directement ou par l'intermédiaire d'une source latine, analogue à la *Vita Girardi comitis*, par exemple.

relief son orgueil et sa futilité (à cause d'un cheval et d'un béril, l'église de Reims est profanée, des hommes périssent en bataille, le roi de France est jeté en prison, et, par représailles, le roi lance contre Ybert Raoul de Cambrai), jusqu'à la mort de Bernier, qui amène la catastrophe, c'est un scénario bien agencé, où l'agression de Raoul de Cambrai intervient à la place utile et logique. Est-ce le moine de Waulsort qui a le premier imaginé cette combinaison de dramaturge habile ? Ou bien aurait-il existé une chanson de geste dont Ybert de Ribemont était le héros principal et où l'aventure de Raoul de Cambrai ne formait qu'un épisode ? Je me borne à poser la question.

Quoi qu'il en soit, le moine de Waulsort a donc résumé une version de *Raoul de Cambrai* ; mais ce récit de chanson de geste, il l'a enfermé entre deux dates : 922, date où le roi Charles est jeté dans la prison de Péronne, 944, date de la fondation de Waulsort. La date de 944 lui était fournie par les parchemins de son abbaye<sup>1</sup>, la date de 922 par Flodoard ou par l'une des nombreuses sources annalistiques qui relatent la capture du roi Charles le Simple par Herbert de Vermandois. Dans cette même abbaye de Waulsort et dans le même temps, un autre moine plagiait l'*Histoire de l'église de Reims*, de Flodoard<sup>2</sup>. Notre chroniqueur, pour composer sa vie du comte Ybert, avait sur sa table une version de la chanson de geste de *Raoul de Cambrai*, et aussi des chroniques latines et des chartes ; lors donc que nous supposons que là-bas, à Cambrai, un chanoine de Saint-Géri avait pu, un jour, lire les *Annales* de Flodoard et en rapprocher certain passage de certaines chartes et de certaines traditions de son église, cette supposition n'était pas si invraisemblable : c'est ce que nous voyons faire au moine de Waulsort.

Mais n'y a-t-il nul autre enseignement à tirer de sa *Chro-*

1. Par exemple par un diplôme de l'empereur Otton, délivré le 19 septembre 946 (*Mon. Germ., Diplomata*, t. I, n° 81, p. 160), en faveur du monastère de Waulsort, fondé par Eilbert et sa femme Hersent (voy. Karl von Kalckstein, *Geschichte des fr. Königthums unter den ersten Kapetingern*, p. 257, n. 2 et Ph. Lauer, *ouvr. cité*, p. 148).

2. Je fais allusion à la *Vie de saint Eloi*, composée à Waulsort et publiée dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. V, p. 344 et suiv. L'auteur y démarque, à la page 350, dix lignes du livre IV, ch. iv de l'*Histoire de l'église de Reims*. Ce plagiat a été remarqué d'abord par l'éditeur de la *Vita s. Forannani* (*AA. SS. Bolland.*, t. III d'avril, p. 819 E).

*nique*? Sommes-nous ici, comme à Origny-Sainte-Benoite, en présence de simples faits d'exploitation tardive d'une légende héroïque déjà toute constituée et qui n'avait rien dû jusque-là à des influences monastiques? Pour le savoir, posons-nous cette question : le comte Ybert, au dire de la *Chronique de Waulsort*, fonde ou restaure, entre autres monastères, Homblières, Saint-Michel-en-Thiérache, Bucilly; qu'en fut-il dans la réalité?

A Homblières (à six kilomètres de l'est de Saint-Quentin, diocèse de Soissons), depuis le milieu du VII<sup>e</sup> siècle, des religieuses occupaient une abbaye<sup>2</sup>. Au temps de l'abbesse Berte († 946), ces filles étant tombées dans le désordre (*non satis honeste viventibus*), elles furent expulsées en 948, et des moines bénédictins, dont le premier abbé fut un certain Bernier, vinrent s'établir à leur place.

Des chartes authentiques nous apprennent quels furent les auteurs de cette réforme : c'est un seigneur nommé Ybert (*Eilbertus*), agissant de concert avec sa femme Hersent (*Hersendis*), qui possédait l'abbaye d'Homblières à titre de bénéfice et qui la tenait du comte Albert I<sup>er</sup> de Vermandois. Les chartes et

1. Cette recherche implique l'examen d'un grand nombre de chartes. Pour les critiquer avec sûreté, il y fallait un diplomate, et je ne suis qu'un littérateur : *incedo per suppositos cineres*. Du moins, j'ai lu avec application tous les documents anciens relatifs aux abbayes dont je parle, et, je crois, tout ce qu'on a publié sur elles. De plus, j'ai eu entre les mains un dossier précieux, déposé à l'École des Hautes-Études : c'est une collection, faite par A. Giry, des pièces relatives à Waulsort et aux églises réellement ou prétendument fondées par le comte Ybert. A. Giry préparait un mémoire sur ce personnage; il n'en a malheureusement rédigé que cinq ou six pages, auxquelles j'emprunterai, comme on verra, deux remarques importantes. Ce fragment d'étude débute ainsi : « Ybert, héros de la chanson de geste de *Raoul de Cambrai*, est particulièrement intéressant à étudier, parce que, à côté de la légende épique, s'est développée sur son nom une curieuse légende monastique. Les derniers éditeurs du poème l'ont, avec toute raison, identifié avec un personnage du même nom, baron renommé, mentionné dans un certain nombre de chartes et dans la *Chronique* de l'abbaye de Waulsort, qu'il avait fondée. Je pense seulement qu'il serait plus exact de dire que la légende, peut-être à cause de la similitude de nom, a réuni en une seule individualité deux personnages différents, l'*Eilbertus* des chartes et son suzerain le comte Albert I<sup>er</sup> de Vermandois. » La suite ne permet pas (du moins ne m'a pas permis) d'entrevoir le plan de l'auteur, ni s'il se proposait de tirer de son étude des conclusions d'ordre littéraire.

2. Voy. sur cette abbaye la *Gallia christiana*, t. IX, col. 1074 et suiv.; cf. E. Lemaire, *Essai sur l'histoire de la ville de Saint-Quentin*, 1886-1887, p. 300.

diplômes distinguent nettement Albert, seul qualifié du titre de comte : *Adalbertus, inclitae indolis comes*, et Ybert, qui est appelé seulement *nobilis vir*<sup>1</sup>, *idoneus satis vir*<sup>2</sup>, *venerabilis vir Eilbertus*<sup>3</sup>. Le comte Albert est le seigneur (*dominus*)<sup>4</sup>, Ybert est son vassal (*fidelis*)<sup>5</sup>, et tous les actes marquent ce rapport.

La *Chronique de Waulsort* attribue la fondation de l'abbaye de Saint-Michel-en-Thiérache au comte Ybert, et il est sous-entendu qu'il est, ici comme en ses autres œuvres pieuses, assisté par sa femme Hersent. La *Vie de saint Cadroe*<sup>6</sup>, composée vers l'an mil<sup>7</sup>, donnait déjà la même version, bien qu'elle ne nomme que la seule Hersent<sup>8</sup>. Or, cette tradition, si ancienne

1. Diplôme de Louis IV d'Outre-Mer, du 1<sup>er</sup> octobre 948, intitulé dans le cartulaire d'Homblières (Bibl. nat., lat. 13911, fol. 9; *Recueil des historiens de la France*, t. IX, p. 605) *De expulsionem sanctimonialium et quomodo monachi intraverint* : « ... Nostram adeuntes praesentiam Adalbertus, inclitae indolis comes, una cum nobili viro Eilberto et conjuge sua Hersendi... Nostra annuente auctoritate praedictus Eilbertus praedictam abbatiam domino suo videlicet Adalberto reddidit, isdem vero comes nostrae ditioni eandem reddidit... »

2. Bulle du pape Agapet II (955), qui approuve la réforme opérée par le roi Louis IV, par Albert et Ybert : « *Comite Adalberto et idoneo satis viro Eilberto qui eandem abbatiam jure beneficii possidebat* » (Ms. 13911, fol. 13; cf. Colliette, t. I, p. 564). Les mêmes termes reparaissent dans une bulle de Jean XII en 956 (ms. 13911, fol. 8; cf. Colliette, t. I, p. 566).

3. Diplôme de Lothaire, éd. L. Halphen et F. Lot, *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V*, 1907, n° IX.

4. Voy. ci-dessus la note 1.

5. Voy. Longnon, p. xxvi, n. 1, et, entre autres documents, cette charte de 968 (ms. 16911, fol. 12; cf. Longnon, p. xxv, n. 2) : « Hilbertus pro remedio animae meae, praesente Adalberto comite et filio ejus Heriberto coram altari s. Mariae in monasterio Humoliarensi, multis adstantibus, legaliter tradidi... S. Heilberti, qui hanc chartam fieri jussit et manu propria firmavit. S. Lantberti, filii sui (sur ce fils d'Ybert, voy. Longnon, p. xxvi, n. 3, et E. Lemaire, *Histoire de Saint-Quentin*, p. 303). S. Adalberti comitis. S. Heriberti, filii ejus, etc. » — D'après une charte publiée par Colliette (t. I, p. 165) et citée par M. A. Longnon (p. xxvii, n. 1), Ybert aurait encore été vivant en 988; mais si l'on se reporte au manuscrit (13911, fol. 17), on voit que la date de cette charte est incertaine : il y a 986 à la marge et 908 dans le texte.

6. Cette vie a été publiée dans les *AA. SS. Bolland.*, t. I de mars, p. 469-480; puis (éd. partielle) par L. de Heinemann, dans les *Mon. Germ. hist.*, SS., t. XV, 2<sup>e</sup> partie, p. 689-692.

7. Elle est l'œuvre d'un abbé Immon, qui est soit Immon de Gorze († 1006), soit plutôt Immon de Waulsort (991-995).

8. Elle raconte que Cadroe, issu d'une illustre famille d'Écosse, était parti d'Irlande, averti par une vision, sur une barque que la tempête jeta près de Boulogne. De là, il chemina avec treize compagnons jusqu'au monastère de Saint-Fursi à Péronne. Non loin de là « erat matrona Hersendis nomine, nobi-



qu'elle soit, semble erronée; elle est contredite par un document authentique, d'où il résulte que Saint-Michel-en-Thiérache ne fut pas fondé par Hersent et par Ybert, son mari, mais bien par Albert I<sup>er</sup>, comte de Vermandois<sup>1</sup>.

litate et opibus inclyta, sanctae devotionis ardore plena, et, quia erat sterilis, si quos inveniret sanctae peregrinationis viros, suscipere cogitabat eisque satisfacere ». Ayant appris l'arrivée de Cadroe et de ses compagnons, elle va à leur rencontre et leur offre une église de Saint-Michel, qui se trouvait dans la forêt de Thiérache. Ils s'y établissent et choisissent l'un d'eux, Maccalan, pour les diriger. « Puis, le vœu d'embrasser une règle constante persévérant en eux, Hersent, à leur demande, envoya Maccalan au monastère de Gorze, près de Metz, et Cadroe à celui de Saint-Benoît-sur-Loire pour s'y former dans la pratique des constitutions monacales. Après leur engagement, cette dame, leur bienfaitrice, les plaça dans l'abbaye de Waulsort, dont Cadroe devint abbé; Maccalan gouverna Saint-Michel. » (J'ai emprunté ces quelques lignes de résumé à Colliette, t. I, p. 480; cf. dom Lelong, *Histoire du diocèse de Laon*, p. 155 et p. 598; Malleville, *Dictionnaire historique de l'Aisne*, au mot *Saint-Michel*, etc.).

1. En effet, si l'on se reporte au *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Michel-en-Thiérache*, publ. par Amédée Piette, Vervins, 1883, p. 22, on y lit un acte, daté de 1153, où Gautier, évêque de Laon, certifie qu'il a vu un privilège accordé par le comte Eilbertus, fondateur de la ville et de l'église de Saint-Michel; de plus, on y trouve, à la p. 20, un acte daté de 958, où Weltrude, femme du comte Eilbertus, donne des biens à l'abbaye pour son salut et pour le salut de son mari et de ses enfants. Ce comte Eilbertus ne peut être autre que le comte Albert de Vermandois. — Ces données certaines sont, à vrai dire, contredites par une charte (la première du cartulaire), datée de 945, et attribuée à l'évêque de Laon, Raoul, où l'on voit un certain Herbert, archidiacre de Laon, céder la chapelle de Saint-Michel, pour qu'un monastère y soit établi, à une dame nommée Hersent : « ... Notum fieri volumus qualiter oratorium in saltu qui dicitur Terascia in honore beati Michaelis archangeli ex antiquo fuerat vili scemate constructum, sed postea prope fundotenus destructum. Processu deinde temporis, quedam matrona nomine Hersendis per assensum Herberti, nostre ecclesiae archidiaconi, cui idem erat oratorium jure beneficiario collatum, ... prout melius potuit restaurare libenter studuit. Ubi, causa orationis ad eundem oratorium confluentibus... populis, laus et honor Dei omnipotentis et venerabilis memoria b. Michaelis archangeli adeo crevit ut etiam quidam homines Hibernicae regionis mare transnavigantes ad nos causa peregrinationis loca quibus commorari deberent uspiare precurrentes ad predictam matronam angelico ductu, ut credimus, pervenerunt. Sicque audita fama ejusdem oratorii libenti animo illuc pergere dispositum fuit. » Etc. — Mais cet acte est très probablement un faux. Giry donne de nombreuses raisons de le croire. Sans rapporter ses arguments d'ordre diplomatique, je transcris celui-ci, qui est une remarque de bons sens : « Le préambule, au lieu d'être comme de coutume le développement d'une idée générale, est le récit de la fondation du monastère, et, sauf quelques traits qui y ont été ajoutés, il ressemble étonnamment au récit de la *Vie de saint Cadroe*. La fondatrice en particulier y est appelée, comme dans le récit de l'hagiographe, *quedam matrona nomine Hersendis*, ce qui est étrange mis dans la bouche de l'évêque pour désigner la personne à la prière de laquelle il donne le privilège. »

De même, la *Chronique de Waulsort* attribue à son comte Ybert, mari d'Hersent, la fondation du monastère de femmes de Bucilly<sup>1</sup>. Dejà la *Vie de saint Cadroe* l'attribuait à dame Hersent<sup>2</sup>. Mais il résulte d'un acte authentique que le véritable fondateur, ici encore, est Albert, comte de Vermandois<sup>3</sup>.

On est donc, à Waulsort, à Homblières, à Saint-Michel, à Bucilly, en présence de traditions de moines, qui, par erreur ou à bon escient, confondent Ybert et son suzerain.

Si nous revenons maintenant à la chanson de geste, nous y remarquerons d'abord deux traits singuliers, d'où il résulte, semble-t-il, que le poète connaissait ces traditions erronées de moines et qu'il s'y intéressait.

Pourquoi Ybert y est-il appelé « de Ribémont » ? « Rien ne s'oppose, écrit M. A. Longnon, à ce que le château de Ribémont, situé sur la rive gauche de l'Oise, à six kilomètres de l'abbaye d'Origny et à neuf kilomètres de l'abbaye d'Homblières,

1. Arr. de Vervins, cant. d'Hirson.

2. *Vie de saint Cadroe*, § 23 : « Praedicta matrona [Hersendis], sancto ardens desiderio, exceptis his quae commemoravimus locis, locum quemdam *Buccellum* nomine a fundamentis in honore s. Petri erexerat atque ad Deo servendum virginum chorum ibidem aggregaverat. » Récit d'une visite de Cadroe à ce couvent : il y délivre une religieuse possédée du démon.

3. Cartulaire de Bucilly (Bibl. nat., lat. 10121, fol. 2); la pièce qui nous intéresse se trouve au mot *Bucilly* dans le *Dictionnaire de l'Aisne* de Melleville. En voici les passages essentiels : « *Privilegium de domino Eilberto, Viromandensi comite*. Ego, Bartholomaeus, Dei gratia Laudunensium episcopus. Quia seculo senescente cuncta simul deficiunt... Eapropter notum fieri volumus tam futuris quam praesentibus quod inter aliarum ecclesiarum privilegia quae ob sui vetustatem pene deperierunt, in conspectu generalis synodi precepimus offerri et rescribi, rescripta sigillo nostro firmari, firmata coram personis adstantibus recitari. Inter autem privilegia unum erat vetustissimum sub nomine *Eilberti Viromandensis comitis, ejusdem Buccelliensis ecclesie fundatoris conscriptum*, quod propter auctoritatem ejusdem fundatoris diligentius audiri et ipsius continentiam presenti scripto fecimus inseri. Ipse quippe comes, ob remedium anime suae et predecessorum suorum, instinctu uxoris suae *Gertrudis*, fundavit ecclesiam de veteri Bucillaco, in allodio suo... S. domini Bartholomei episcopi, qui hoc scriptum fieri jussit. Actum Lauduni in generali synodo et confirmatum anno incarnati verbi M. C. XX. » Sur quoi A. Giry écrit : « Ce renouvellement fait en plein synode de Laon en 1120 prouve que l'abbaye de Bucilly fut fondée par le comte Eilbert (Albert) de Vermandois... A la vérité nous savons que la femme du comte Albert I<sup>er</sup> s'appelait Gerberge et non Gertrude, mais il est supposable que l'erreur provient du copiste du cartulaire de Bucilly ou plutôt du scribe de la charte de l'évêque de Laon, qui avait sous les yeux un document en mauvais état, ainsi que le dit la charte : « Antiqua privilegia quae ob sui vetustatem pene deperierunt. »

ne fût réellement le chef-lieu de son fief<sup>1</sup>. » Que Ribémont ait été le chef-lieu de son fief, c'est une hypothèse<sup>2</sup>; que le Ribémont de la légende héroïque soit à neuf kilomètres seulement de l'Homblières de la légende monastique, c'est un fait.

De même, pourquoi l'un des comparses du roman, Herbert, fils d'Herbert de Vermandois, est-il appelé Herbert « d'Hirson »?

2029.

Ja est siens Ireçons

Et de Tieraisse tient les plus fors maisons;

Il tient bien trente que chastiaus que donjons.

Pourquoi, entre ces trente châteaux et donjons, le poète a-t-il choisi précisément Hirson? Si l'on songe que le comte Herbert II possédait, outre le Vermandois, des pays très vastes et que, s'il avait voulu concéder un domaine à son fils Herbert, le futur comte de Meaux, il avait le choix entre une cinquantaine d'autres châteaux plus considérables qu'Hirson<sup>3</sup>, il apparaît comme hautement improbable qu'Hirson ait jamais été la résidence réelle de notre personnage. Or, cet Hirson de la légende des jongleurs est à trois kilomètres seulement de Saint-Michel-en-Thiérache de la légende des moines.

Ces deux coïncidences, si elles ne sont pas fortuites, supposent nécessairement que la légende des jongleurs procède de la légende des moines.

Elles peuvent être fortuites? Soit. Je les néglige donc et je les rejette pour retenir entre l'une et l'autre légende les seuls rapports qui sont certains.

Ybert, contrairement à ce qu'il fut dans la vie réelle, est, selon la chanson de geste un comte :

4825. Li quens Yberz o le coraige fier;

il n'était qu'un vassal du comte Herbert de Vermandois; il devient son fils :

4964. J'ai non Yberz, flus sui Herbert feü;

1. P. xxv.

2. Il résulte de tout ce que disent Colliette (*Mémoires pour servir à l'histoire du Vermandois*, t. I, p. 295) et Ch. Gomart (*Essai historique sur la ville de Ribémont*, 1869, p. 31 et suiv.) qu'on ne sait s'il a existé au x<sup>e</sup> siècle des seigneurs de Ribémont.

3. On n'a malheureusement aucune mention du château d'Hirson (*Iricio*), plus ancienne que 1136 (voy. dom Lelong, *Histoire du diocèse de Laon*, p. 516, et Matton, *Dictionnaire topographique de l'Aisne*, p. 141).



il devient en outre, après la mort de Raoul, comte de Vermandois et promet à son fils de lui laisser un jour ce comté. Il a donc usurpé dans le poème les titres et qualités d'Albert, à qui le Vermandois échut lorsque les cinq fils d'Herbert se partagèrent l'héritage paternel.

Dans la *Chronique de Waulsort*, la combinaison légendaire est, comme on a vu, à peu près identique : Ybert devient comte, devient un frère d'Herbert de Vermandois, et il domine dans le Vermandois.

Dira-t-on que le chroniqueur de Waulsort n'a fait qu'enregistrer ce qu'il lisait dans *Raoul de Cambrai* ? En cette hypothèse, un poète ayant, par une mésaventure sans cause profonde, par un accident purement littéraire, débaptisé le père de Bernier pour lui donner le nom d'un sien vassal, le chroniqueur de Waulsort aura répété son dire. Cette explication pourrait être proposée si le moine de Waulsort n'avait attribué à son héros que ses fondations réelles de monastères. Mais non ; il lui en attribue d'autres encore, à faux ; et qui fut le vrai créateur de ces autres maisons ? Toujours, comme on l'a vu, le comte Albert de Vermandois. Le chroniqueur ne prête pas à son fabuleux « comte Ybert » la création ou la réforme d'abbayes prises au hasard, mais seulement d'abbayes fondées ou réformées soit par le noble homme Ybert (Waulsort, Florennes), soit par son suzerain Albert (Bucilly, Saint-Michel-en-Thiérache), soit par le noble homme Ybert, assisté de son suzerain Albert (Homblières). Où, comment, à quelles fins se sont formées ces combinaisons ? Je serais malhabile à le rechercher, et ce n'est pas mon objet. Mais, s'il est difficile de suivre cette légende monastique dans le détail de ses modes et de ses accidents, du moins le point de départ en est visible : ce sont des opérations de moines qui lisent dans les plus anciennes chartes de leurs couvents ici le nom d'Ybert, là le nom d'Albert, là les noms réunis d'Albert et d'Ybert, qui se communiquent d'une maison à l'autre les noms de leurs fondateurs, et qui, trompés par la ressemblance des deux noms ou l'exploitant, trompés aussi par la similitude des dates, brouillant toutes ces données et les simplifiant, en sont venus à vénérer tous un même fondateur, saint Ybert, comte de Vermandois. Ce n'est pas le chroniqueur de Waulsort qui a pris sur lui d'inventer cette combinaison, puisqu'on en trouve l'un des germes dans la *Vie de saint Cadroe*, composée vers l'an mil ; et de supposer qu'il

en ait pris l'idée dans une chanson de geste, c'est une hypothèse que nul n'a formée ni ne voudrait former, je crois. Si je l'ai considérée ici, ce n'est que pour la symétrie et pour épuisser la série des possibilités logiques, qui désormais se réduisent à deux.

Ou bien la légende monastique et la légende jongleresque furent d'abord indépendantes l'une de l'autre; ou bien les jongleurs n'ont fait que répéter la légende des moines.

C'est à la première de ces deux hypothèses que s'est arrêté, semble-t-il, M. A. Longnon : « *A côté* de la tradition épique qui faisait jouer à Ybert un rôle dans le *Raoul*, il se forma sur son compte une véritable légende que nous appellerions volontiers monastique et qui le présente à la postérité comme un grand bâtisseur d'églises<sup>1</sup>. »

Si l'on analyse cette opinion, voici ce qu'elle implique :

1° D'une part, des moines exaltent le vassal Ybert en additionnant ses fondations pieuses et celles de son suzerain Albert de Vermandois.

2° D'autre part, à côté d'eux et indépendamment d'eux, par un accident analogue et de sens inverse, des jongleurs humilient le comte Albert de Vermandois en lui imposant le nom de son vassal Ybert, parce qu'ils ont été trompés, eux aussi, par leur homonymie à peu près complète.

Mais, si ressemblants que soient ces deux noms, ils ne peuvent se substituer l'un à l'autre (qu'on me pardonne d'exprimer cette vérité trop vraie) que dans l'esprit d'hommes qui les connaissent l'un et l'autre. Comment pouvaient-ils entrer en conflit dans la légende de *Raoul de Cambrai* où il n'y a place que pour l'un des deux personnages? Le poème primitif, celui de Bertolai (si l'on veut), donnait nécessairement *Albert* : l'adversaire de Raoul n'y pouvait être que l'un des fils d'Herbert de Vermandois; c'est la donnée même du récit; si on l'écarte, il n'a plus rien d'historique. Dès lors, comment le comte Albert a-t-il pu se transformer sous la plume d'un remanieur en Ybert de Ribemont? Si on répond que ce remanieur a connu la légende monastique, où la confusion était déjà faite, c'est tout ce que je demande. Mais si l'on n'en veut pas convenir, on ne peut plus présenter qu'une explication : c'est que les versions

anciennes du poème, celle de Bertolai, par exemple, présentaient l'un auprès de l'autre ces deux personnages, Ybert et Albert. Seulement, quel rôle pouvait y jouer Ybert ? Était-il déjà l'ancien amant de l'abbesse Marsent et le père de Bernier ? Si oui, Raoul, qui n'en veut qu'aux fils d'Herbert, n'a plus de motif d'attaquer Origny, ni de brûler Marsent, ni d'offenser Bernier, et ce qui pouvait subsister encore du poème de Bertolai s'effondre. Si non, si cet Ybert ne tenait dans le poème primitif qu'un rôle de comparse et de personnage muet, comment a-t-il pu usurper dans les remaniements le nom et le rôle de son suzerain Albert ?

3° Mais l'hypothèse que ces deux personnages auraient été confondus, par l'effet de deux accidents indépendants l'un de l'autre, ici par les moines, là par les jongleurs, implique encore un troisième accident : la fantaisie inexplicable du chroniqueur de Waulsort, qui, « prenant pour de l'histoire authentique le récit de la chanson de geste », a résumé *Raoul de Cambrai* et soudé les deux légendes jusqu'alors étrangères l'une à l'autre.

Le seul recours, je crois, est de substituer à cette théorie, qui suppose une succession d'accidents bizarres, la théorie d'un développement unique. La légende monastique d'Ybert ne se développe pas à côté de la légende épique d'Ybert : légende monastique et légende épique ne sont qu'une seule et même légende. Tout procède du travail des moines, qui, compulsant leurs chartes, ont identifié à tort Albert et Ybert. Le premier poète de *Raoul de Cambrai* n'a fait que répéter ce qu'ils disaient. Et le personnage épique d'Ybert de Ribémont n'existerait pas, si par hasard la fondation des abbayes de Bucilly et de Saint-Michel-en-Thiérache n'avait pas été faussement attribuée par un moine au noble homme Ybert.

La présente étude n'explique pas complètement, je ne le sais que trop, la formation de la légende de *Raoul de Cambrai*. Les fêtes de l'église Saint-Géri, l'affluence des jongleurs autour de cette église, le hasard qui a voulu que l'un d'eux fût un poète d'imagination hardie et vigoureuse, la curiosité d'un public de foire ne suffisent pas à rendre compte de tout. En outre, on n'aperçoit pas comment furent introduits dans le poème ces deux personnages réels, Ernaut de Douai, Bernard de Rethel, et pourquoi un conteur a extrait leurs noms des *Annales* de Flodoard ou de quelque autre texte latin. Bien des choses nous restent mys-

tériеuses. Il faut se rappeler que nos documents d'églises sont très rares, et que, si nous possédons du moins quelques documents d'églises, nous n'en avons pas un seul qui émane des châteaux. Or, ce souci de leurs origines qui préoccupe les moines dans leurs cloîtres était-il chose étrangère aux familles seigneuriales? Rappelons-nous ces *curiales* du Hainaut, à qui un moine de Liessies s'adresse vers 1204 pour apprendre quelque chose de la fondation de son abbaye et qui lui donnent ce nom d'un héros de chanson de geste : Guerri le Sor. Peut-être notre légende, outre qu'elle procède de combinaisons de clercs occupés à reconstruire par un jeu semi-conscient d'imagination le passé de leurs églises, représente-t-elle aussi, par quelques-uns de ses traits, les préoccupations généalogiques de certaines familles de barons.

De cette longue étude résulte du moins un double enseignement. Sans l'œuvre des moines d'Homblières, de Waulsort, de Saint-Michel-en-Thiérache, etc., Ybert de Ribemont ne serait pas devenu un héros de chanson de geste; et, pareillement, ni Raoul de Cambrai, ni sa mère Aalais n'auraient été chantés par les jongleurs de geste si les chanoines de Saint-Géri n'avaient pas conservé dans les documents de leur église la mémoire ou le nom de ces personnages. L'autre enseignement, c'est que ces fictions ne furent pas d'abord de la vie, mais dès l'origine des fictions, d'origine livresque. Ici comme ailleurs, le passé n'est devenu poétique que lorsqu'il fut véritablement le passé, et le poème de *Raoul de Cambrai* n'est pas l'œuvre des combattants de la bataille de 943. Si j'apprenais demain qu'un érudit prétend avoir retrouvé dans quelque manuscrit du x<sup>e</sup> siècle le poème de Bertolai lui-même, je me méfierais d'abord, comme se méfièrent les bons réalistes d'antan qui se refusaient, malgré l'enthousiasme de Fauriel, de Gérusez et de Renan, à considérer comme authentique certain chant basque sur la bataille de Roncevaux : le *Chant d'Altabiscar*, composé, disait-on, par l'un des vainqueurs de Charlemagne.

Joseph BÉDIER.

---

## LE COUP D'ÉTAT DU 24 AVRIL 1617

(Suite<sup>1</sup>.)

Réellement maître, dans ces conditions, du gouvernement du royaume, Concini ne cacha plus qu'il était le véritable souverain. Il fit l'homme omnipotent<sup>2</sup> ! On lui donna du « Monseigneur » et de « Votre Excellence »<sup>3</sup> ! Il organisa une garde de gentils-hommes qu'il payait mille livres chacun<sup>4</sup>, de douze soldats qu'il costumait en laquais et qu'il affublait de grandes épées<sup>5</sup>. Par crainte ou par amour, tout le monde se mit à « adorer le veau d'or »<sup>6</sup>, on sollicita ses faveurs ; en vertu du principe prôné par Bassompierre qu'il faut « être paroissien de celui qui est curé », on se précipita sur ses pas ; il répandit l'argent et les faveurs<sup>7</sup>. Finalement, « tout le Louvre se trouva rempli de ses serviteurs »<sup>8</sup>. Vrai « maire du palais », il était parvenu à « tirer à

1. Voir *Rev. hist.*, t. XCV, p. 292.

2. « Je l'accompagne à une mouche qui, assise en un jour d'été sur la ridelle d'un chariot vide tiré à quatre chevaux, s'écrioit : « Que nous faisons une grande poussière nous autres ! » (*Βασιλικα παραινεσις, Avis au roi* (s. l.), 1617, in-4°, p. 8).

3. *Bibl. nat.*, Cinq Cents Colbert 221, fol. 255 v°.

4. Ils étaient quarante. On sait qu'il les appelait ses « coglioni » et que le mot français lui est resté au singulier comme sobriquet. Ce sobriquet se rencontre dans tous les écrits du temps (Agrippa d'Aubigné, *le Baron de Fœnestes*, éd. Raimès, p. 227).

5. Il avait en plus une compagnie de 100 gendarmes, 200 cheveau-légers commandés par d'Hocquincourt et possédait un régiment (N. Pasquier, *Lettres*, 1623, p. 554).

6. *Discours sur l'arrivée de Monsieur le duc de Longueville*, Amiens, 1617, in-12, p. 3, et dépêche d'O. Bon du 11 oct. 1616 (*Bibl. nat.*, ms. ital. 1770, p. 58).

7. Matthieu, *la Conjuraison de Conchine*, p. 15.

8. J.-B. Matthieu, *Hist. de Louis XIII*, dans P. Matthieu, *Hist. de Henri IV*, t. II, p. 77. Des gens protestaient contre cet engoûment (« Discours contre les flatteries prodiguées au maréchal d'Ancre par le sieur A., mis dans la bouche du sieur Louis Servin, avocat général au Parlement, d'Arnauld, le capitaine, et du prévôt des marchands F. Miron », *Bibl. nat.*, ms. Dupuy 501, fol. 5).

lui la domination entière de l'État, ne laissant à Sa Majesté que le titre et l'image de la dignité royale »<sup>1</sup>; il avait voulu « s'accroître, s'agrandir et régner seul sous l'ombre du roi »<sup>2</sup>, il y était arrivé!

Sa domination revêtit les formes de la plus odieuse des tyrannies. Il acquit « les belles qualités des puissants : le mépris de tous les autres hommes, la colère, l'impatience, la promptitude à faire injure au premier venu et l'oppression des plus faibles qu'il rendit ses esclaves »<sup>3</sup>! Il trancha du personnage glorieux, refusant de haut les audiences qu'on lui demandait, exigeant des marques de respect profond et se mettant hors de lui si on négligeait le moindre signe de révérence<sup>4</sup>; il devint de plus en plus irritable : « On ne pouvoit tant soit peu toucher cette montagne qu'elle ne fumât de courroux! » « Il frappoit alors, troubloit et bourrasquoit tout ce qu'il vouloit »<sup>5</sup>! Des espions, payés par lui, l'informèrent de ce qui se faisait et de ce qui se disait à la cour, à la ville, dans les provinces<sup>6</sup>. De son autorité propre, il faisait emprisonner des gens<sup>7</sup>; il s'avisa de publier des ordonnances, de signer des mandements par lesquels il imposait aux villes des contributions pour ses troupes<sup>8</sup>; il voulut même faire marcher la justice, mais cette fois, les parlements

1. *Déclaration et protestations des ducs et pairs*, 1617, in-4°, p. 15.

2. Lettre de Louis XIII au duc de la Force, dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. II, p. 452; *Mercurie françois*, 1617, p. 134.

3. Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 32.

4. Il fit une fois marcher des troupes contre la ville de Verneuil, dont le gouverneur avait oublié de lui rendre à son passage les honneurs qu'il attendait (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 209). Il fallut un arrêt du Conseil ensuite pour arranger l'affaire (Arch. nat., E. 55<sup>a</sup>, fol. 364 r°).

5. Matthieu, *op. et loc. cit.*

6. « Il ostoit la liberté de parler à tout le monde par le moyen de ses mouchards » (*Ibid.*, p. 31). « Il avoit établi dans Paris et aux principales villes du royaume des personnes qui n'avoient aucun soin que de voir les actions des uns et des autres et reconnoître si quelqu'un parloit mal de lui » (Pontchartrain, *Mém.*, p. 389).

7. Le 1<sup>er</sup> mai 1617, on élargit trente-quatre personnes « ayant été prises et constituées prisonnières par ordonnance et commandement du feu marquis d'Ancre sans plainte aucune ni information » (Arch. nat., E. 55<sup>a</sup>, fol. 360 r°, 402 r°); puis trente autres ensuite (Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 151 r°).

8. Les villes réclamèrent ensuite le remboursement de ce qu'elles avaient payé et eurent toutes les peines du monde à y parvenir (Bibl. nat., ms. fr. 18192, fol. 63 r°; Arch. nat., E. 57, fol. 134 r°; 58<sup>a</sup>, fol. 94 r° et 202 r°). On produisit au procès de Léonora treize ordonnances imprimées sous le nom du maréchal sans mention du roi (Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 89 v°). Concini agissait d'au-



se regimbèrent<sup>4</sup>. Tout le monde eut peur : « Il étoit si puissant qu'un chacun désiroit sa faveur et craignoit sa colère. On vouloit être son serviteur et tous ceux qui le vouloient ne l'étoient pas. Chacun le révéroit les mains baissées en terre; c'étoit une chose merveilleuse du nombre des chiens qui léchoient ce tyran<sup>5</sup>! » En fait, jamais puissant ne fut plus mortellement haï!

Il s'en rendit compte et il s'en moqua. « S'ils ne m'aiment pas, disait-il en ricanant, *jous* me ferai craindre<sup>3</sup>! » Mais les accusations articulées contre lui se précisaient dans le public, confirmant la violente antipathie dont il étoit l'objet. Le bruit courut qu'il traitait avec l'étranger et trahissait l'État; on raconta qu'il étoit en correspondance avec le roi d'Espagne<sup>4</sup>. Et la colère universelle s'élevait contre « ce misérable »! « C'étoit grand pitié, s'écriait-on, de voir Conchine, sa femme et leur ministres usurper toute la puissance du royaume! » Dans les rues, « les petits garçons, les nourrices, les lavandières, chantoient publiquement des guéridons »<sup>5</sup>.

Peu à peu cette haine générale engloba, d'abord confusément, puis nettement, la reine régente elle-même. Malgré le respect

torité, violant toutes les règles d'administration les plus usuelles (arrêt du Conseil du 20 juillet 1617 redressant quelques-uns de ces abus de pouvoir; Arch. nat., E. 55c, fol. 227 r°).

1. Conflit avec le parlement de Rouen à propos d'un maître des requêtes auquel Concini veut faire faire des actes de procédure. Le maréchal pensa faire interdire le parlement (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 32; Arch. nat., E. 55e, fol. 24 v°).

2. Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 16-20. « On se ressentait bien heureux d'être connu de ses huissiers et valets de chambre. »

3. *Dialogue du berger picard avec la nymphe champenoise*, Paris, J. Sara, 1617, in-12, p. 12.

4. Voir « Recueil des charges qui sont au procès fait à la mémoire de Conchino » (Bibl. nat., ms. fr. 16536, fol. 470-500); le résumé des accusations politiques portées par les commissaires Courtin et Delande contre Concini (*Ibid.*, Cinq Cents Colbert 221, fol. 300 v°). On cita au procès ses lettres en Espagne, en Flandre, en Allemagne (*Ibid.*, fol. 23 r°, 272 v°, 279 r°, 283 r°; *Chapitre du procès fait à la mémoire de Concini*, p. 2); cf. N. Pasquier, *Lettres*, 1623, p. 296. Léonora protesta « que son mari étoit bon François, qui n'avoit aucune intelligence avec les étrangers » (Bibl. nat., Cinq Cents Colbert 221, fol. 327 v°).

5. *Les Particularités de la mort tragique du maréchal d'Ancre*, p. 5; Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 17 et 52; *Mém. de Beauvais-Nangis*, éd. Monmerqué, t. II, p. 131. — Bassompierre cherche à défendre Concini (*Remarques sur les vies des rois Henri IV et Louis XIII*, Paris, P. Bienfait, 1665, in-12, p. 275) et Richelieu estime que « son imprudence fut son seul crime » (*Mém.*, t. I, p. 150). Ce ne furent pas les seuls apologistes du maréchal (voir le ms. 3243 de la Bibliothèque de Rouen).

religieux du temps pour les personnes royales, Marie de Médicis, jugée responsable de la tyrannie du maréchal, fut l'objet de l'animadversion publique. On déclara qu'on avait assez d'elle, « qu'on ne désiroit plus vivre sous la loi d'une femme dont tous les jours il y avoit plainte »<sup>1</sup>. Les princes révoltés dirent dans une déclaration qu'en cas de mort du roi et de l'institution d'une nouvelle régence, « ils ne souffriroient pas que la reine mère du roi fut admise à la régence, au préjudice de l'État »<sup>2</sup>. En chaire, un prédicateur osa s'écrier qu'il était temps « de jeter la déesse dans la mer avec une ancre d'or attachée au col »<sup>3</sup>; des vers satiriques violents contre Marie de Médicis coururent sous le manteau<sup>4</sup>; et il fut même question de complots et d'attentats contre elle<sup>5</sup>. Marie de Médicis, informée, s'indignait; elle s'élevait contre la « légèreté des peuples et particulièrement de celui de Paris qui se laissoit si facilement emporter à la croyance des choses les plus absurdes du monde, jusqu'à lui imposer une infinité de calomnies »<sup>6</sup>! Puis elle pleurait<sup>7</sup>. Elle sentait bien qu'elle n'avait personne pour elle, que ceux qui essayaient de la défendre n'invoquaient que des excuses : sa trop grande bonté et facilité, ses bonnes intentions. Elle avouera plus tard que « tout ce que l'on peut dire si le roi n'a pas été bien servi, c'est qu'il y avoit faute d'hommes et que l'esprit de la femme n'est pas propre pour gouverner et conduire »<sup>8</sup>. En réalité elle était impuissante,

1. *Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre depuis le 24 avril*, p. 5. « La reine mère était universellement haïe à cause du maréchal d'Ancre » (Fontenay-Mareuil, *Mém.*, p. 112). « Cette haine et malveillance contre Concini alloit sur la reine mère » (Pontchartrain, p. 380); Bentivoglio parle « del grandissimo abborimento che qui s'ha alla regina per rispetto del maresciallo d'Ancre » (*Lettere*, Florence, 1863, t. I, p. 43). Cf. V. Siri, *Memorie recondite*, t. IV, p. 29.

2. Bibl. nat., nouv. acq. fr. 7797, fol. 90 r°. Ce serait le prince de Condé qui serait régent.

3. Lettre de la marquise de la Force à son mari dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. II, p. 449.

4. On trouve ces vers dans le recueil de Conrart (bibl. de l'Arsenal, ms. 4113, p. 402). Voir le réquisitoire du duc de Rohan contre Marie de Médicis (dans *Mém.*, éd. Michaud, p. 518-522).

5. Dépêche d'O. Bon du 17 janvier 1617 (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 250).

6. Passage inédit de la *Relation exacte* de M. de Chaulnes (Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 127 v°).

7. N. Pasquier, *Lettres*, 1623, p. 557.

8. *Le Limousin*, p. 1. Dans les écrits qu'elle fit composer à Blois pour sa défense, elle plaidait les circonstances atténuantes (*Discours sur la régence de la reine. Au roi* (s. l. n. d.), in-4°; *le Manifeste de la reine mère*, Blois, 1618,



prisonnière d'une situation qu'elle ne croyait plus pouvoir dénouer et d'ailleurs encore tout de même confiante ou insouciant. Mais il était un personnage auquel elle ne prêtait guère attention, qui, lui, n'était pas insouciant : c'était le roi.

Jeune garçon de seize ans, modeste et timide, Louis XIII avait été élevé dans l'appréhension de sa mère. Il ne connaissait guère ses caresses. Marie de Médicis, dénuée de tendresse de cœur, s'était toujours montrée à son égard sèche et dure. Le fouet avait été son principal moyen d'action<sup>1</sup> : elle avait tenu son fils par la crainte, et Saint-Simon répète qu'elle le souffletait<sup>2</sup>. Qu'était-il pour elle, sinon un enfant insignifiant ! Terrifié par la régente, le petit prince se fermait devant elle, demeurant muet, sans expansion, sans élan. Au fond, elle l'ignorait, et, le prenant pour un sot, elle le méprisait<sup>3</sup>. Ils se voyaient peu, quelques minutes le matin, à onze heures, quelques minutes après le dîner, et le soir après souper de même. On amenait le roi à sa mère régulièrement, fatidiquement, démarches protocolaires et, par suite, sans attrait. Marie de Médicis lui adressait à peine la parole, l'enfant s'occupait, jouait, puis se retirait sans qu'il y eût eu entre les deux êtres le moindre contact<sup>4</sup>. On disait que la souveraine, tenant à conserver l'entière direction du royaume, avait intérêt à laisser végéter le prince dans une minorité indéfinie : de fait, elle ne l'entretenait jamais d'affaires, ne voulait pas qu'on lui en parlât<sup>5</sup>.

in-12, p. 11; Mathieu de Morgues, *la Restauration de l'État*, Paris, 1617, in-12, p. 18. Sur l'excuse de son excessive bonté et facilité, voir *le Fantassin qui passe partout*, Paris, 1619, in-12, p. 7. « Cette débonnaire princesse, écrivait-on, a toujours eu de très bonnes intentions » (*la France mourante, dialogue* (s. l. n. d.), in-12, p. 25). Le dernier travail paru sur la régence de Marie de Médicis est celui de A.-P. Lord, *The regency of Marie de Médicis*, London, G. Bell, 1904, in-12.

1. Voir la scène caractéristique racontée par le chancelier Du Vair (*Anecdotes de l'histoire de France tracée de la bouche de M. Du Vair*, dans *Mémoires de Marguerite de Valois*, éd. Lalanne, 1858, p. 298).

2. Saint-Simon, *Parallèle des trois premiers rois Bourbons*, p. 9, 266.

3. Nous renvoyons à ce que nous avons dit déjà des rapports de Marie de Médicis et de Louis XIII enfant dans *Au temps de Louis XIII* (Paris, C. Lévy, 1904, in-8°, 2<sup>e</sup> éd., chap. 1) et *la Vie intime d'une reine de France* (chap. v). On trouvera là les références nécessaires.

4. *Journal d'Héroard*, Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 282 v°. Nous citerons le manuscrit d'Héroard, plutôt que l'édition de Soulié et Barthélemy, pour les raisons que nous avons déjà indiquées ailleurs (*Au temps de Louis XIII*, p. 1 et 2).

5. Pontchartrain, *Mém.*, p. 383, 378, 388. Pontchartrain est pour nous une source très précieuse et très sûre. Occupant une situation fort importante, — il

Elle racontait à qui voulait l'entendre « qu'il étoit incapable de s'en occuper, qu'il avoit l'esprit trop faible, trop peu de jugement; que sa santé n'étoit pas assez forte pour prendre ces soins »<sup>1</sup>. Lorsque les princes révoltés lui reprochaient de tenir le roi « captif, privé d'autorité, sans liberté », les ministres répondaient avec assurance, par la plume de Richelieu, que Marie de Médicis « ne prenoit connoissance des affaires qu'à l'instance prière et supplication de son fils »<sup>2</sup>. Très rarement appelait-on le prince au Conseil, lorsqu'il n'y avait pas moyen de faire autrement et à condition qu'il n'ouvrit pas la bouche<sup>3</sup>. Une fois, il osa y venir de lui-même pour savoir ce que l'on discutait. La reine se leva vivement, le prit par le bras et, le mettant à la porte, « le pria de s'aller esbattre ailleurs ». Ce n'était plus un enfant; il avait seize ans. Il rougit de honte<sup>4</sup>! Que voulez-vous? disait Marie de Médicis au nonce, « le roi n'est pas disposé à gouverner; il me dit qu'il ne peut supporter le poids des affaires en raison de son âge et du peu de goût qu'il a pour l'administration »<sup>5</sup>. Elle mentait. Le roi ne lui avait jamais rien dit de pareil. Les ministres à leur tour renchérisaient. Richelieu assurait « en jurant » que la reine faisait tout ce qu'elle pouvait pour décider le roi à s'appliquer au gouvernement<sup>6</sup>. Mais les gens de cour n'étaient pas dupes. Ils savaient bien que le roi était « prisonnier de la reine et du maréchal »<sup>7</sup>, qu'il n'était rien, qu'un fantôme, un nom, un titre, et, adorateurs des soleils bienfaisants, ils allaient là où était la puissance à craindre, la manne à solliciter, à la reine seule ou à Concini, négligeant le roi, inutile ou même dangereux à suivre<sup>8</sup>.

était un des sept secrétaires de la chambre du roi (Bibl. nat., ms. fr. 7854, fol. 286 v°), — et par conséquent bien renseigné, il a de plus visiblement rédigé ses mémoires d'après des notes prises au jour le jour.

1. Pontchartrain, *loc. cit.*

2. *Mercurie françois*, 1617, p. 78.

3. Héroard, Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 289 v°, 359 r°.

4. N. Pasquier, *Lettres*, 1623, p. 556. Pasquier devait tenir le fait de Mangot, dont il était l'ami. Vraiment, écrit le duc de Rohan (*Mém.*, éd. Michaud, p. 511), « le mépris de la reine mère envers son fils est trop apparent! »

5. « Ne per l'eta, ne per l'inclinazione esser capace ancora d'un tanto peso » (propos de Marie de Médicis au nonce, Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 127).

6. *Ibid.*, p. 43. « Luçon m'assevero piu volte con giuramento che la regina faceva quanto poteva per indurre il re ad applicarsi al governo. »

7. « Sua Majesta e tenuta, si puo dire, prigioniera della regina e del marescial d'Ancre » (amb. vénitien, Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 80).

8. Beauvais-Nangis, *Mém.*, éd. Monmerqué, p. 110.

Et alors Louis XIII demeurait seul, négligé, délaissé : « Tout le monde l'abandonnoit » ; qui cherchait à lui parler devenait suspect. « On n'osoit le regarder sans crime ; ses conseillers d'État, ses secrétaires d'État n'osoient le voir, ni parler à lui, sans courir hasard d'être en même temps chassés<sup>1</sup>. » Ah ! les heures humiliantes de ce mépris universel dans le mensonge d'un apparat conventionnel ! A mesure que l'enfant devenait jeune homme, sur cette nature renfermée mais délicatement sensible, les blessures d'une âme ayant à un haut degré le sentiment de la dignité et la jalousie de son pouvoir royal envenimaient chaque jour une douleur de plus en plus amère<sup>2</sup>. Il était ulcéré. Ne lui était-il même pas venu aux oreilles que la régente caressait le rêve insensé de voir son second fils Gaston monter sur le trône et de recommencer une nouvelle régence<sup>3</sup> ! Mais, si devant sa mère qu'il redoutait, cet enfant de seize ans ne pouvait que se taire, devant les insolences de Concini, il se révolta !

Concini, lui, méprisa brutalement le jeune roi. Il le tint pour un enfant qu'on devait traiter en petit garçon, « un imbécile », « incapable de commander », un être « puéril »<sup>4</sup>. D'après un confident écho de ses opinions, Ruccellai, le prince n'avait aucune valeur, *non valeva niente*<sup>5</sup>. Le maréchal eût répété volontiers le mot de Léonora : « Un idiot<sup>6</sup> ! » Le moins qu'il put

1. « Il le voyoit et le savoit bien et, par une grande bonté, se reculoit d'eux pour ne causer leur ruine et étoit tellement abandonné que même aucun de ses propres domestiques, voire même sa propre nourrice, le trahissoient et rapportoient ce qu'il disoit » (Pontchartrain, *Mém.*, p. 388).

2. « Si conosco che il re e sensitivo e che a gran mira di esser stimato » (Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 489). Nous reviendrons ailleurs sur le caractère de Louis XIII jeune homme pour montrer par de nombreux témoignages que la sensibilité et la jalousie de son pouvoir ont été les traits caractéristiques de sa personnalité : nous ne pouvons qu'indiquer ici ce détail.

3. « Il re ha mostrato d'aver l'animo esulcerato per l'impression grande che hanno fatta in lui i sospetti presi che la madre desiderasse di vider re il fratello, d'esser nuova reggente » (Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 229; cf. V. Siri, *Memorie recondite*, éd. de 1677, t. IV, p. 64).

4. J.-B. Legrain, *Décade commençant l'histoire du règne de Louis XIII*, p. 420. « Il vous regardoit dédaigneusement comme enfant » (*Ancre de la paix*, Lyon, 1617, in-12, p. 8). Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 33, 260 : « Il publioit partout la faiblesse et l'imbécillité de son âge (du roi). »

5. « Fu referito a Sua Maesta che Ruccellai, in tempo del suo favore con Ancre, aveva piu volte avuto a dire che Sua Maesta non valea niente » (Bentivoglio, t. I, p. 432).

6. Pontchartrain, *Mém.*, p. 389. Voir un autre trait de mépris des Concini pour le roi dans Monglat, *Mém.*, Amsterdam, 1727, in-12, t. I, p. 14.

faire fut de le dédaigner. Sans souci de la dignité royale, il se divertit à étaler aux yeux de la cour l'éclat de son faste tapageur et provoquant. « A la barbe des princes et seigneurs étonnés de son impudence », il venait au Louvre environné d'une suite obséquieuse de cent à deux cents gentilshommes, « piafant, morgand tout le monde et faisant fiente de toutes choses »<sup>1</sup>. Le matin, à son lever, cette cour innombrable l'entourait, lorsque Louis XIII n'avait pas « deux douzaines » de courtisans près de lui. S'il venait au Louvre, le château était plein; quand il en sortait, « ce n'étoit plus qu'un désert, qu'une solitude »<sup>2</sup>. Le contraste était choquant. Une fois où Louis XIII se trouvait dans la grande galerie du bord de l'eau, en novembre 1616, avec trois personnes, il perçut un remous au bout de la galerie : c'était Concini et son monde qui entraient. Le maréchal pénétra et, sans plus faire attention au roi que s'il n'y était pas, il se mit près des fenêtres, où sa suite, tête nue, l'entoura, lui faisant la cour. Or, il savait bien que le prince était à deux pas; Louis XIII sortit « le cœur plein de déplaisir »<sup>3</sup>. Était-ce donc le maréchal qui était le souverain? On aurait pu le croire à cette réunion de cour du carnaval de 1617, où Concini, se faisant porter à boire, une voix cria dans le fond : « Le roi boit! » Et une clameur, moitié goguenarde, moitié enthousiaste, répondit : « Le roi boit! Le roi boit! »<sup>4</sup> On ne comptait plus les impertinences qu'il prodiguait publiquement à Louis XIII. Le soir du jour où le maréchal fut tué, Louis XIII les énumérait avec animation à ceux qui venaient lui faire leurs compliments. Une fois, disait-il, où il jouait au

1. « Il n'avoit point de honte de se faire suivre et paroître avec un train de roi » (*Confession générale du seigneur Conchine trouvée après sa mort en son cabinet*, Paris, L. Ménard, 1617, in-12, p. 4).

2. *La Voix du peuple au roi*, Paris, 1617, in-12, p. 4. « Le Louvre n'étoit plus que la basse-cour de son logis. Le roi étoit méprisé, tout trembloit sous le nez du maréchal » (Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 17).

3. *Journal d'Héroard*, 12 novembre 1616 (Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 334 r°). Après la mort de Concini, le 27 mai, un matin où Louis XIII devait aller à Saint-Germain, il se leva de bonne heure et, suivi seulement du capitaine des gardes Du Hallier, gagna la même galerie, vide à cette heure matinale. Il dit au capitaine : « Du Hallier, vous voilà bien empêché; que ne me faites vous faire place! » comme s'il y eut grande presse; et, après lui, dit : « C'est Conchino qui doit être ressuscité pour retenir la cour chez lui! » (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 482).

4. « Che riusca con grandissima mortificatione non solo della regina e del medesimo mareschiale, ma di tutti i buoni che l'udirono » (Dépêche d'O. Bon, du 7 février 1617, Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 318).

billard avec lui, Concini n'était-il pas resté couvert? « *Per Dio*, Sire, avait articulé le maréchal, Votre Majesté me permettra bien de me couvrir! » Le roi s'était tu, et, après son départ, il avait dit en colère: « Avez-vous vu comme il s'est couvert? » Une autre fois, le maréchal, entré au Conseil des dépêches, s'était assis dans le fauteuil, « la chaise » du roi, dirigeant la séance, commandant aux secrétaires d'État de lire leurs dépêches, donnant son avis, « menant le Conseil à la baguette »! Une autre fois, il avait osé dire devant tout le monde, en parlant d'un acte du prince, que celui-ci « méritoit le fouet »! Mais ce qui avait le plus blessé Louis XIII, c'était le fait public de Concini se posant en protecteur et en défenseur du roi. « Il a armé à l'étranger, disait Louis XIII au premier président du Parlement, M. de Verdun, et fait entrer dans mon royaume 3,500 Wallons et Liégeois pour la sûreté de sa personne; il a levé en France 2,800 fantassins et 300 chevaux qu'il soudoyait à mes dépens et à ceux de mon peuple »; et, par une lettre imprimée, « il a osé me les offrir » équipés et entretenus quatre mois à mes frais, « lui qui a volé mes finances et baillé mes fermes à qui bon lui a semblé »! Et le jour où le prince avait demandé à la reine 2,000 écus « pour employer à des choses de peu de conséquence », et qu'on les lui avait refusés sous des prétextes quelconques, le maréchal n'était-il pas venu le trouver entouré d'une foule de seigneurs; ne lui avait-il pas dit qu'il était fâché que la reine ne lui eût pas donné cet argent, qu'une autre fois il n'avait qu'à s'adresser à lui, Concini, et qu'il lui ferait avoir tout ce qu'il voudrait, soit des trésoriers de l'Épargne, soit de ces propres deniers! Louis XIII avait été indigné! Ainsi, « ce particulier, étranger, qui n'avait rien de vaillant quand il vint en France, étoit assez insolent pour se présenter devant lui, qui étoit seul, accompagné de tant de seigneurs et de noblesse, pour lui dire qu'il avoit tort de ne pas s'adresser à lui » et qu'il lui donnerait l'argent du trésor qu'il voudrait ou même celui de sa bourse, l'aumône<sup>3</sup>!

1. L'après-midi du 24 avril, Louis XIII rappelle ces détails (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 463). Voir aussi une lettre de Malherbe à Peiresc mentionnant un fait du même genre (Malherbe, *Œuvres*, éd. Lalanne, t. III, p. 373).

2. *Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre depuis le 24 avril*, p. 8-9. La lettre imprimée de Concini (*Lettre écrite au roi par Monsieur le mareschal d'Ancre*, Paris, J. Guerreau, 1617, in-12) produisit un très mauvais effet dans le public (*Mercurius françois*, 1617, p. 156). L'indignation du roi frappa l'entourage (Pontchartrain, p. 383).

3. Pontchartrain, *loc. cit.* Ce trait ne fut pas le seul de ce genre (V. Siri,



Et l'indignation, dans l'âme du jeune roi, montait jusqu'à l'exaspération. Son entourage « le reconnoissoit en un chagrin et déplaisir extrême »<sup>1</sup>. Le prince répétait avec rage : « Ce maréchal veut être la ruine de mon royaume! » Il l'abhorrait. Il éprouvait à son endroit un dégoût qui croissait de jour en jour<sup>2</sup>. Un moment vint où il ne lui fut plus possible de dissimuler. Lorsque le maréchal s'approchait du prince, celui-ci le regardait à peine et ne lui répondait pas. Une fois où Louis XIII allait à Saint-Germain, on lui donna, pour l'escorter, une compagnie de cavalerie appartenant à Concini et commandée par un de ses amis, d'Hocquincourt. Le roi entra dans une telle colère, ne parlant de rien moins « que de faire tailler cette compagnie en pièces » qu'il fallut la changer<sup>3</sup>. Son caractère s'altérait ; il devenait sombre, mélancolique. Sa santé s'en ressentit : il tomba malade et, en novembre 1616, eut une violente attaque de nerfs d'allure épileptiforme ? On fut inquiet. Les bons esprits ne se méprirent pas sur la cause du mal<sup>4</sup>.

*Memorie recondite*, éd. de 1677, t. IV, p. 47). Le fait était d'autant plus choquant que Concini venait de se faire donner 450,000 livres comme dédommagement de la perte qu'il avait subie par le pillage de sa maison de la rue de Tournon en 1616. « On dit qu'il n'y a point d'argent à l'Épargne, s'écriait Louis XIII, lorsque je veux faire donner des ordonnances de 30 francs, mais on trouve bien 450,000 livres pour le maréchal! » (Arnauld d'Andilly, *Journal*, éd. Halphen, 1857, p. 222). Une des premières choses que fit le roi après le 24 avril fut d'ailleurs de faire rapporter ce don par arrêt du Conseil (Arch. nat., E. 55<sup>e</sup>, fol. 348 r°).

1. Pontchartrain, p. 385.

2. « Questo maresciallo vuol essere la rovina del mio regno! » (Bentivoglio, t. I, p. 45).

3. « Il re l'abborisce » (*Ibid.*). « Accrescerci le disgusti del re contro il marescial d'Ancre! » (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 104. Dépêche d'O. Bon).

4. Matthieu (*la Conjuraction de Conchine*, p. 261) cite d'autres incidents analogues. Voir aussi Bentivoglio, *op. et loc. cit.* Une fois, Louis XIII fit garder les portes de la petite galerie, où il jouait au billard, afin que le maréchal n'entrât pas (V. Siri, *Memorie recondite*, t. IV, p. 46).

5. L'ambassadeur vénitien nous tient au courant dans ses dépêches de cette crise du roi, qui parut assez grave et qui fut, dit-il, « effetto di melancolia e di mala sodisfattione che egli (le roi) riceve dal vedere il governo del regno passare con gravissimi disordini » (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 61, 85, 104, 128). Louis XIII fut pris par les intestins, sa partie faible. Marie de Médicis manœuvra auprès du Parlement afin de se faire confirmer la régence en cas de décès du roi (*Ibid.*, p. 104), préoccupation qui trahit bien l'état de ses sentiments. L'attaque épileptiforme du prince, le 31 octobre 1616, de laquelle nous avons une description précise dans le *Journal* d'Arnauld d'Andilly (éd. Halphen, p. 224), est tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de la santé



Il n'était pas possible à Marie de Médicis de ne pas s'apercevoir des sentiments du roi pour le maréchal : elle en était très ennuyée. Quant à Concini, s'en étant bien rendu compte, ou il haussait les épaules, ou, irrité, il s'en prenait à l'entourage immédiat du prince et parlait de faire chasser quelques-uns de ceux qui avaient sa particulière confiance<sup>1</sup>. En novembre 1616, d'impatience, il quitta Paris et s'en alla en Normandie<sup>2</sup>.

Mais que pouvait faire un enfant de seize ans devant une mère souveraine en droit de l'État et un usurpateur maître en fait du royaume ? Rien, sinon attendre ; et, puisqu'on parlait de sa succession possible, que ses jours n'étaient pas en sûreté, dissimuler jusqu'à ce que les circonstances fussent meilleures. Et, de parti pris, le jeune roi se décida à continuer « de faire l'enfant »<sup>3</sup>. Les vides et puériles journées que celles qu'il était obligé de vivre au Louvre, dans l'automatique exécution d'un règlement qu'on lui faisait appliquer ! Le matin, après le lever et le déjeuner, une promenade aux Tuileries, la messe, la visite à la reine-mère, à la reine régnante, le dîner ; puis nouvelle visite à Marie de Médicis, à Anne d'Autriche ; retour aux Tuileries, l'après-midi, ou quelque part en chasse ; rentrée le soir, souper, visite encore aux reines et coucher<sup>4</sup> ! Actif et ardent comme il l'était, ayant besoin de se dépenser dans des exercices violents,

de Louis XIII. Ce fut une réaction nerveuse produite par une exaspération trop contenue. Les détails abondent sur cet accident dans les documents contemporains.

1. Dépêche d'O. Bon du 19 oct. 1616 (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 81, 85, 140) ; Chaulnes, *Relation exacte*, p. 458.

2. « Quand j'ai été contraint de me retirer, ou, pour mieux dire, de m'enfuir en Normandie... » (Bassompierre, *Journal*, éd. Chanterac, t. II, p. 108). Il partit un matin à sept heures dans un carrosse à huit chevaux, escorté de cinquante cavaliers (Arnauld d'Andilly, *Journal*, éd. Halphen, p. 243).

3. « Le roi, reconnaissant le péril éminent que sa personne et son État encouroient, estima qu'il falloit dissimuler, contrefaisant l'enfant jusqu'à ce qu'il eut l'opportunité d'y remédier » (Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 259). Cf. les propos dans le même sens tenus le 28 avril par Louis XIII à M. de Verdon (*Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre depuis le 24 avril*, p. 7). « Nous avons été contraints de dissimuler, ayant touché au doigt le péril éminent que notre personne et État encouroient » (*Lettre du roi au parlement de Dijon* (s. l.), impr. de C. Guyot, 1617, in-12, p. 4).

4. D'après le *Journal* d'Héroard (Bibl. nat., ms. fr. 4025, par exemple fol. 277 v°). Les visites aux reines sont une formalité traditionnelle dans le protocole de la journée du roi (cf. H. La Ferrière, *Lettres de Catherine de Médicis*, t. II, p. 92).

il montait alors à cheval<sup>1</sup>, courait à pied, jouait à la paume, aux barres; creusait, faisait des amoncellements de terre, menait charrois et tombereaux; il lâchait dans le jardin des Tuileries lapins, daims, chevreuils, marcassins, après lesquels il entraînait des chiens; ou bien, s'il pleuvait, rentré au château, incapable de rien faire, se distrait à jouer au billard, — son billard était dans la petite galerie, la galerie d'Apollon d'aujourd'hui<sup>2</sup>, — à chanter dans des chœurs qu'il organisait, à peindre, à forger à son petit atelier qu'il avait en haut du Louvre, à fourbir ses arquebuses dans son cabinet des armes, riche en belles pièces<sup>3</sup>. S'il pouvait sortir de Paris, il allait chasser les cailleteaux à la plaine du Roule, faire voler les émerillons à Grenelle, à Montrouge, à Vaugirard, aux Chartreux<sup>4</sup>. Pas de visite, presque pas de lecture. Que pouvait paraître dangereuse aux maîtres du jour une vie aussi futile! Et, pour mieux donner le change, le roi se divertissait à des jeux qui pouvaient sembler n'être plus de son âge: il battait du tambour, jouait au soldat, montait la garde; il attelait des chiens à de petits canons et les faisait défiler dans les allées des Tuileries; costumant des garçons avec des habits de figurants de ballets, il les faisait danser au son du violon en tapant du tambour; il cuisinait, il servait des maçons; il fouettait des mulets attelés<sup>5</sup>. « Je faisais l'enfant », disait-il ensuite. Il réussissait. Ni Marie de Médicis, ni Concini ne se méfiaient vraiment « d'un enfant enfantissime », à l'existence aussi vaine.

Cependant, princes, grands et seigneurs, excédés de l'insupportable domination du maréchal d'Ancre avaient, depuis plusieurs mois, quitté Paris, et, prenant les armes, rassemblé des troupes sous le commandement des ducs de Nevers et du Maine<sup>6</sup>.

1. Toutes les indications qui vont suivre sont extraites du *Journal* d'Héroard pendant les six mois qui précèdent le 24 avril 1617 (*Ibid.*, passim).

2. *Ibid.*, fol. 338 r<sup>e</sup> et v<sup>e</sup>. Louis XIII s'est mis à beaucoup jouer au billard pendant la période dont nous parlons. Il n'y jouait pas auparavant. « La galerie d'Apollon » est dite alors la « galerie » tout court. Celle du bord de l'eau est appelée « la grande galerie ». Héroard écrit : « Le roi va en la galerie et en la grande » (*Ibid.*, fol. 334 v<sup>e</sup>).

3. *Ibid.*, fol. 280 v<sup>e</sup>, 302 r<sup>e</sup>, 333 v<sup>e</sup>, 345 r<sup>e</sup>.

4. *Ibid.*, fol. 298 v<sup>e</sup>, 299 r<sup>e</sup>, 311 r<sup>e</sup>, 312 r<sup>e</sup>. En décembre 1616, il eut la fantaisie d'acheter une petite maison à Courcelles, « près du port de Neuilly », à M. Galand, avocat au Parlement; il y fit faire un fort (*Ibid.*, fol. 348 r<sup>e</sup>, 349 r<sup>e</sup>).

5. Toujours d'après Héroard (*Ibid.*, fol. 285 r<sup>e</sup>, 294 r<sup>e</sup>, 365 r<sup>e</sup>, 370 r<sup>e</sup>, 377 r<sup>e</sup>). Héroard écrit en marge « facétieux! » (293 r<sup>e</sup>). Cf. *le Roi hors de page à la reine mère*, p. 14, et Pontchartrain, *Mém.*, p. 386.

6. Voir le P. Griffet, *Hist. de Louis XIII*, Paris, 1758, in-4<sup>e</sup>, t. I, p. 164.

Dans des proclamations véhémentes, ils faisaient appel à l'opinion : « Nous nous sommes associés, disaient-ils, pour le rétablissement de l'autorité du roi notre prince et souverain seigneur et la conservation de l'État, appelés à ce devoir par la clameur publique<sup>1</sup>. » Ils dénonçaient l'indigne état du gouvernement : « Les étrangers et leurs fauteurs se sont impatronisés et mis en possession de la personne du roi et de l'administration et absolu gouvernement du royaume qu'ils occupent injustement et exercent avec une extrême tyrannie et oppression »<sup>2</sup>; ils disaient au roi : « Tout le pouvoir du gouvernement de votre État est entre les mains du maréchal d'Ancre et de ses partisans qu'il a introduits près de votre personne afin d'y faire toutes choses à ses fantaisies et être seul arbitre de la vie, des biens, honneurs et dignités de vos sujets<sup>3</sup>. » Ce qu'ils voulaient, c'était « faire ôter l'autorité publique des mains des usurpateurs, rendre au roi la dignité de sa couronne, tirer sa personne hors de leurs mains et de leurs desseins<sup>4</sup>. » Ils adjuraient le peuple de se joindre à eux : « François, s'il vous reste quelques marques de la générosité de vos aïeux, si vous êtes héritiers de la fidélité et du zèle qu'ils ont témoignés au service des rois et bien de l'État, si vous avez quelque sentiment des malheurs auxquels les traîtres de la patrie nous ont, par leurs artifices, insensiblement plongés », prenez les armes<sup>5</sup>! Et, de toutes parts, un frémissement général répondait. Les troupes des princes grossissaient. Ceux même qui ne voulaient pas aller avec eux, les Lesdiguières, les d'Épernon, les Montmorency, les Rauquelaure, les d'Alincourt, songeaient à former un tiers parti, à rassembler 40,000 hommes et à marcher

1. *Déclaration et protestation des princes, ducs, pairs...*, 5 mars 1617, in-4°, p. 20. Cette déclaration fut colportée partout, imprimée en latin et en allemand et répandue à l'étranger; elle fut insérée dans le *Mercur françois* (1617, p. 140).

2. « Association de Messieurs les princes pour le bien public » (Bibl. nat., nouv. acq. fr. 7797, fol. 88 r°).

3. *Lettre de M. le duc de Nevers au roi* du 31 janvier 1617 (s. l.), in-4°, p. 5.

4. « Association de Messieurs les princes » (*loc. cit.*, fol. 89 r°).

5. *Protestation des vrais François unis pour le service du roi et la conservation de son État* (s. l. n. d.), in-4°, p. 1. La pièce est assez curieuse et ne manque pas d'allure. Voir un autre manifeste du 4 février signé de César de Vendôme, Bouillon et du Maine (Arch. des Aff. étr., France 771, fol. 26 r° et suiv.). Les princes avaient pris pour cachet trois fleurs de lis avec cette devise : *Periclitante regno, regis vltà, regis familià* (Bibl. de l'Institut, coll. Godefroy, t. 268).

sur Paris pour mettre, eux aussi, le roi « en pleine liberté et autorité »<sup>1</sup>. Après la noblesse, disait-on, le bas peuple allait se soulever : Paris s'agitait ; on s'inquiétait des protestants. C'était l'orage<sup>2</sup>. Le gouvernement fut très troublé. La reine demeura « perplexe et confuse »<sup>3</sup> ; Concini, hors de lui, se raidit contre le vent.

Il prit des mesures. Sur ses ordres, les autorités policières de Paris, chevalier du guet, prévôt de la connétablie, lieutenant de robe courte, durent faire surveiller attentivement les groupes et arrêter les gens suspects<sup>4</sup>. On changea les gardes des portes ; plus de cinquante potences furent dressées aux carrefours afin d'intimider le public ; un capitaine ayant été surpris envoyant des émissaires aux princes pour les renseigner, fut saisi, sommairement jugé et décapité en pleine cour du Louvre<sup>5</sup>. La garde du roi n'était pas sûre ; Concini prétextait la formation de trois armées qu'on mettait en campagne pour la renvoyer de Paris<sup>6</sup>. Ainsi partirent les gendarmes du roi, les chevaux-légers et seize compagnies de gardes françaises sur vingt ; il ne demeura que les Suisses, moins à craindre parce que beaucoup ne parlaient pas le français<sup>7</sup>. En revanche, le maréchal fit entrer dans Paris des fantassins italiens à sa solde<sup>8</sup>.

Mais, allant plus loin, il commanda de surveiller le roi. Il fit épier ceux qui lui parlaient et ce qu'on lui disait. Des propos imprudents lui ayant été rapportés, il donna ordre de chasser du Louvre leurs auteurs. Il fut dit et répété qu'il était dangereux de

1. Pontchartrain, *Mém.*, p. 385. « La haine, dit-il, que toutes sortes de personnes portoient au maréchal d'Ancre et à sa femme étoit si grande que chacun pense bien faire pourvu que l'on travaille à sa ruine. » Cf. Arnauld d'Andilly, *Journal*, 1857, p. 286.

2. Amb. vénitien, Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 185.

3. « Più perplessa e confusa che mai sia stata » (*Ibid.*, p. 207).

4. Pontchartrain, *Mém.*, p. 378.

5. « Fu decapitato per mezzo il Louvre » (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 341). Sur les potences, voir le *Mercure français*, 1617, p. 115.

6. Ces trois armées étaient celles de Montigny dans le Nivernais, du comte d'Auvergne dans l'Ile-de-France, de Guise et Thémises en Champagne (*Ibid.*, et comte de Souvigny, *Mém.*, éd. de Contenson, 1906, in-8°, p. 42).

7. N. Pasquier, *Lettres*, 1613, p. 556. Des quatre compagnies de gardes françaises qui restaient, Concini voulait encore en expédier trois autres à M. de Guise. Mangot et Richelieu s'y opposèrent sous prétexte que le roi resterait trop seul. Cf. Pontchartrain, *Mém.*, p. 386 ; *Mercure français*, 1617, p. 164.

8. Qui cantonnèrent au faubourg Saint-Germain (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 59).

s'approcher du roi. Louis XIII dénoncera publiquement à tout le royaume, le lendemain de la disparition du maréchal, que « c'eût été un crime capital à un de nos officiers et sujets de nous voir en particulier et nous entretenir de quelque discours sérieux »<sup>1</sup>!

Se sentant personnellement menacé, Concini voulut assurer sa défense. Il possédait Amiens, Ancre, Péronne; il les fortifia, entassant les armes, les munitions, remplaçant les garnisons par des troupes étrangères à sa solde, cherchant à constituer de ce groupe, au nord, entre Paris et la frontière, une « citadelle »<sup>2</sup>. Il occupait Quillebeuf, sur la Seine, en aval de Rouen, Pont-de-l'Arche, en amont; il renforça ces deux places, mit, pendant quatre et cinq mois, plus de 2,000 ouvriers à la première, afin d'exécuter le plan de fortification que lui avait dessiné l'ingénieur italien Gamurini, et fit amener des canons de l'Arsenal de Paris. Maître de Rouen, en tenant ces deux points stratégiques, il avait dans sa main « la clef de la France », puisqu'il disposait « de la rivière qui donne à vivre à Paris »<sup>3</sup>. Il songea

1. *Lettre du roi au parlement de Dijon*, 1617, p. 3; Matthieu, *la Conspiration de Conchine*, p. 33; *Déclaration et protestation des princes...*, p. 13. « Envieux qu'il (Concini) étoit du pauvre petit Pierrot, fils du jardinier de Saint-Germain-en-Laye, que le roi, pour son plaisir, désiroit avancer, il le fit chasser avec beaucoup d'autres » (*Confession générale du seigneur de Conchine*, Paris, T. Ménard, 1617, in-12, p. 5).

2. Les dépositions au procès de Léonora Galigaï du secrétaire de Concini, Ludovisi Vincente (Bibl. nat., Cinq Cents Colbert 221, fol. 203 r°), de Balthazar Nardi, qui fut reçu à Amiens dans l'intimité par le maréchal (fol. 374 r°), et du médecin Alvarez (fol. 378 v°) fournissent des renseignements précis sur ces faits. Voir aussi A. Danicour, *Une révolte à Péronne sous le gouvernement du maréchal d'Ancre, l'an 1616*, Péronne, 1885, in-8°.

3. Il fit venir de l'Arsenal de Paris vingt à vingt-cinq canons (N. Pasquier, *Lettres*, 1823, p. 552). Afin de mieux tenir cette clef de la Seine (Bentivoglio, *Lettre*, t. I, p. 166), il parla de faire rebâtir le fort Sainte-Catherine de Rouen (*Mercurius françois*, 1617, p. 161). L'ingénieur Gamurini qui fit le plan des fortifications de Quillebeuf (Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 155 r°) était attaché à Marie de Médicis et très en faveur près d'elle (Arch. des Aff. étr., France 775, fol. 163 r°; 773, fol. 182 r°). Il envoyait à la princesse tous les plans dont celle-ci pouvait avoir besoin (lettre de Marillac à Richelieu, *Ibid.*, 775, fol. 99 r°). Il fut tué en 1622 devant Montpellier (Bassompierre, *Journal*, éd. Chanterac, t. III, p. 126; comte de Souvigny, *Mém.*, éd. de Contenson, t. I, p. 111). Louis XIII, le lendemain de la mort de Concini, devait ordonner de démolir les fortifications de Quillebeuf (*Lettres patentes de déclaration du roi, contenant le vouloir et intention dudit seigneur sur la démolition du fort de Quillebeuf*, Rouen, impr. de M. Le Mégissier, 1617, in-8°). Un arrêt du Conseil du 14 juillet 1618 régla l'opération (Arch. nat., E 594, fol. 111 r°).



de plus à disposer d'une armée en campagne. Il commandait trois régiments français de 1,000 hommes; il fit venir de l'étranger des Flamands, des Italiens<sup>1</sup>. Après sa mort, on trouva dans ses papiers le brouillon d'une lettre commencée, qui contenait ces mots : « J'aurai, à la fin du mois de mai, 30,000 hommes, 10,000 François et 20,000 étrangers, avec soixante pièces d'artillerie; je vous laisse à penser à quel point seront réduites mes affaires<sup>2</sup>. »

Alors, devant les préparatifs de guerre civile, et au milieu du tumulte des haines surexcitées, il y eut un affolement dans le royaume. « Les ordres et corps de l'État furent éperdus. » La France se trouva « en combustion »<sup>3</sup>. Craignant l'enlèvement des convois sur les routes, les receveurs particuliers et les receveurs généraux des finances n'envoyèrent plus le produit des impôts et, à Paris, le Trésor n'eut plus d'argent<sup>4</sup>. Il fallut emprunter; les officiers avancèrent leurs soldes aux troupes<sup>5</sup>. Sur le point d'aller rejoindre l'armée, Louis XIII dut solliciter des particuliers un prêt de 40,400 livres<sup>6</sup>! L'état du gouvernement

1. François Daquin, capitaine de la garnison d'Amiens, a fourni sur ces détails aux juges de Léonora Galigai les éclaircissements nécessaires. Les trois régiments étaient ceux d'Ancre, du marquis de Porte et de M. de Mauny (Bibl. nat., Cinq Cents Colbert 221, fol. 401 v°). Le correspondant en Flandre de Concini était M. J.-J. de Belgiojoso, qui expédiait de Belgique hommes, armes et outils par chariots. « Et sait que ledit maréchal a fait venir des Pays-Bas quatre à cinq grandes tentes, une grande pour lui dans laquelle il y avoit salle, chambre, garde-robe et cabinet; une autre pour son écurie, une autre pour sa cuisine et une autre pour le commun » (fol. 402 r°). Le roi ensuite garda les canons que Concini avait fait venir de Flandre et dont il paya le solde que Concini n'avait pas réglé au fondeur (Arch. nat., E. 55c, fol. 161 r°).

2. B. Legrain, *Décade commençant l'histoire du règne de Louis XIII*, p. 420.

3. « La France tenue humainement pour perdue; les François en opprobre, risée et proie à toute nation; les étrangers tout prêts pour venir à nos funérailles et nous dévorer » (Βασιλικαὶ παραίνεσις, *Advis au roi*, 1617, in-4°, p. 5).

4. Arrêts du Conseil du 21 mars 1617 (Bibl. nat., ms. fr. 18191, fol. 411 r°), du 6 avril (Arch. nat., E. 55a, fol. 217 r°). On ne pouvait même pas faire voler le sel (*Ibid.*, fol. 286 r°). Les princes révoltés d'ailleurs faisaient main basse sur toutes les caisses publiques (*Ibid.*, 55a, fol. 162 r°, 56a, fol. 350 r°); ou les receveurs ne pouvaient pas percevoir les impôts (*Ibid.*, 55a, fol. 211 r°). Il fallut transférer des sièges de recettes (*Ibid.*, 55a, fol. 128 r°, 129 r°, 151 r°).

5. Arrêt du Conseil du 11 février 1617 ordonnant de les rembourser (Bibl. nat., ms. fr. 18191, fol. 202 r°), par exemple de rembourser Duplessis-Mornay à Saumur (le 18 avril; Arch. nat., E. 55a, fol. 299 r°).

6. En mars 1617 (Bibl. nat., ms. fr. 18191, fol. 262 r°. Arrêt du Conseil déterminant les conditions du remboursement de cet emprunt). Les emprunts du gouvernement au début de 1617 sont extrêmement nombreux (Arch. nat.,



était misérable. L'exaspération publique parvint à son comble. Le nonce, ému, écrivait : « Les esprits sont aussi irrités qu'on sauroit imaginer et en vérité ce sera un miracle s'il n'arrive quelque grand désordre<sup>1</sup>. » Chacun répétait : « Cela ne peut pas durer ! » Il fallait qu'on en finît d'une façon ou d'une autre ! Il y avait dans l'air comme une catastrophe : « Dieu veuille, ajoutait Bentivoglio, que la perte du maréchal n'entraîne pas celle de la reine, qui est bonne et a de bonnes intentions<sup>2</sup> ! »

Sous l'effet de la tempête, Concini était devenu agité, inquiet, « pâle, hagard en ses yeux »<sup>3</sup>, en état de fureur indisciplinée. « La rage me mange les os », écrivait-il à Richelieu<sup>4</sup>. Ses violences redoublèrent. Les malheureux ministres, aux prises avec les troubles de l'État et exaspérés par les brutalités du maréchal, étaient, à leur tour, au bout de leur patience. Comprenant « le désordre dans lequel on s'alloit », Richelieu se décida à abandonner la partie. Au cours de discussions avec Concini, celui-ci l'avait traité d'une manière si insolente que l'évêque s'était senti profondément blessé dans son honneur « de gentilhomme ». Il offrit sa démission ; la reine ne l'accepta pas ; cinq fois, dit-il lui-même, il revint à la charge, suppliant « jusques aux larmes ». Marie de Médicis « lui fit fermer les portes jusques à ce qu'il lui eût promis de continuer l'exercice de sa charge »<sup>5</sup>. A son tour, Barbin, trouvant que « ce misérable maréchal

E. 55a, fol. 7, 115 r°, 133 r°) : 110,000 liv. le 28 février (fol. 310 r°), 100,000 liv. le 9 mars (Bibl. nat., ms. fr. 18191, fol. 353 r°), 277,875 liv. le 22 avril, deux jours avant le coup d'État (Arch. nat., E. 55a, fol. 354 r°), etc. Et Richelieu affirmait au contraire qu'on avait de l'argent (V. Siri, *Memorie recondite*, t. IV, p. 35).

1. Bentivoglio, *Lettres*, Paris, 1680, in-12, p. 99.

2. Bentivoglio, *Lettere*, Florence, 1863, t. I, p. 166. « Io mi confermo sempre piu che questa violenza non puo durare e voglia Iddio che il suo precipizio (du maréchal) non se tiri dietro quello della regina, principessa per altro di somma bonta e sommamente desiderosa del bene. » Il répète ailleurs le mot « non puo durare » (p. 106).

3. « La couleur fort déchargée » (Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 11).

4. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 152.

5. Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. VII, p. 417, 418; Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 152. « Ayant remontré à la reine que comme gentilhomme il n'avoit pu souffrir certains discours du maréchal, la reine lui fit fermer les portes jusques à ce qu'il lui promit de continuer l'exercice de sa charge » (passage inédit de la *Relation* de M. de Chaulnes; Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 137 r°). Léonora était très mal avec Richelieu à ce moment (lettre de Tantucci à Richelieu du 21 février 1619; Arch. des Aff. étr., France 771, fol. 57 r°).

n'étoit plus supportable, venoit lui aussi demander congé à la reine ». « La régente se courrouça contre lui d'appréhension de se voir abandonnée » ; elle refusa<sup>1</sup>.

La panique gagna de plus près encore les entours de Concini. Léonora était trop intelligente pour se faire illusion sur la ruine qui la menaçait elle et son mari : « Madame, disait-elle à la reine, souvenez-vous qu'il se perdra et en se perdant il vous perdra, et moi, quant et quant<sup>2</sup> ! » Elle résolut de réaliser ses biens et de se sauver en Italie. Elle chargea son écuyer Desdiguères de tâcher de lui vendre le domaine de Lésigny-en-Brie et sa maison de la rue de Tournon ; elle parla d'aller faire un pèlerinage à Notre-Dame de Lorette, afin d'expliquer son départ<sup>3</sup> ; par l'intermédiaire des banquiers Lumagne et Mascarini, elle plaça des fonds considérables au delà des monts<sup>4</sup> ; elle donna l'ordre d'emballer ses meubles<sup>5</sup>. Mais Concini lui notifia qu'elle ne partirait pas ; qu'il ne voulait pas partir ; il lui défendit de continuer ses préparatifs<sup>6</sup>. Et, cependant, lui-même ébranlé, avait fini un instant par hésiter. Sous le coup des nouvelles alarmantes qui lui arrivaient de tous côtés, accablé par la mort de sa fille, qu'il perdit le 2 janvier 1617, il avait eu une heure d'affaissement. « *Segnour*, je suis perdu ! *Segnour*, je

1. Barbin, plus tard exilé, implorant Richelieu pour tâcher de rentrer, lui rappelle ces faits (lettre de Barbin à Richelieu du 22 janvier 1622, *Ibid.*, 775, fol. 121 v°). Cf. Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 195 ; Chaulnes, *Relation exacte*, p. 461 et 469 ; Arnauld d'Andilly, *Journal*, 1857, p. 292. D'après Arnauld, qui tient le fait du commissaire, M. de Castille, chargé de dépouiller les papiers de Barbin, Concini écrivait à celui-ci du même ton qu'à Richelieu et lui disait « qu'il l'avoit mis en la charge où il estoit (à rapprocher de ce que nous avons dit plus haut que Concini affirmait aux ministres être l'auteur de leurs nominations) pour faire tout ce qu'il lui plaisoit et qu'il avoit rage jusques dans la moelle des os contre lui de voir qu'il faisoit le contraire et que, cent diables ! il vouloit qu'il fit avec des troupes sans argent ! »

2. N. Pasquier, *Lettres*, 1623, p. 558. « Son avis étoit qu'il n'y avoit point de sûreté pour eux. »

3. Desdiguères développe lui-même au procès de Léonora tous ces détails dans sa déposition (Bibl. nat., Cinq Cents Colbert 221, fol. 60 r°).

4. Nous avons indiqué ailleurs, avec les sources, tous ces mouvements d'argent (*la Vie intime d'une reine de France*, p. 385).

5. Arnauld d'Andilly, *Journal*, 1857, p. 287.

6. Dépôts d'André de Lizza, l'aumônier de Léonora (Bibl. nat., Cinq Cents Colbert 221, fol. 407 r°), de son médecin Alvarez (fol. 380 v°). Cf. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 153, 170 ; Déageant, *Mém.*, Grenoble, 1668, p. 42 ; Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 261.

suis misérable! » disait-il à Bassompierre, qui était venu le voir dans la petite maison du quai; et, comme l'autre cherchait à le consoler : « Ha! Monsieur, reprenait-il, la ruine de moi, de ma femme, de mon fils, que je vois prochaine devant mes yeux et inévitable, me fait lamenter et perdre patience! L'homme arrive jusques à un certain point de bonheur après lequel il descend ou bien il précipite, selon que la montée a été haute et roide! » Et il racontait sa vie, partie de si bas, arrivée à un tel degré de puissance; il avouait maintenant que « la fortune se lassoit de le favoriser »; il fallait, par prudence, songer à la retraite; il achèverait sa vie tranquillement en Italie, casant son fils, jouissant de ses biens; et il énumérait avec candeur les richesses immenses qu'il avait ramassées. Seulement, ajoutait-il, sa femme ne voulait pas s'en aller; il l'avait « conjurée à genoux »; elle lui avait « reproché sa lâcheté et son ingratitude de vouloir abandonner la reine »<sup>1</sup>. Déguisait-il la vérité? Léonora avait-elle reculé au moment où Concini se fût décidé<sup>2</sup>? Plus sûrement, ainsi qu'un joueur enivré par le succès, Concini ne voulait réellement pas quitter la partie; il s'entêtait, lançant avec audace son quitte ou double et, grisé de cette course folle, il prétendait savoir, par dilettantisme de condottiere insolent, l'extrémité où ce bonheur pouvait le conduire. Il le dit : « Je veux voir jusques où la fortune peut pousser un homme<sup>3</sup>. » Il s'acharna!

Alors, de toutes parts, dans le royaume, une clameur furieuse s'éleva. Elle monta cette fois jusqu'au trône. Que faisait donc le roi? Lui « qui avoit la charge et le soin de l'essaim raisonnable et civil de ses sujets, alloit-il demeurer insensible et impassible, sans sentir aucune passion du mal public »<sup>4</sup>? S'il avait du jugement, n'avait-il donc pas de courage<sup>5</sup>? « Sa prudence » n'était-elle que de la « fétardise » et sa « longanimité » de la « poltronnerie »<sup>6</sup>?

1. Bassompierre, *Journal*, éd. Chanterac, t. II, p. 109.

2. Richelieu raconte (*Mém.*, t. I, p. 121) que le couple ayant décidé un jour de s'enfuir par Caen et la mer, Léonora, au moment de monter en litière pour se mettre en route, se trouva mal d'émotion; ils ne partirent pas.

3. Ce mot, qu'il dit pour la première fois à Magny en Normandie, un soir où, dans une auberge, il était demeuré assez longtemps rêveur, assis devant le feu (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 463), il le répéta plusieurs fois. Tous les auteurs contemporains le mentionnent.

4. N. Pasquier, *Lettres*, 1623, p. 563.

5. Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 46.

6. « Les François, voyant le peu de devoir que vous faisiez de casser cette

L'heure était venue de se décider ! « Il est temps, Sire, s'écrioit-on, que vous commenciez à parler en roi, autrement tout s'en va en désordre<sup>1</sup>. » « La violence de leurs tyranniques déportements est montée à tel excès, proclamoient les princes, que leurs artifices ne peuvent plus empêcher que la voix et la doléance publique, ne frappant l'oreille de Votre Majesté, n'émeuve vivement votre compassion<sup>2</sup>. » Et le duc de Bouillon, dans une lettre rendue publique, « supplioit le prince d'appliquer aux plaies du royaume les remèdes que toute la France attendoit avec soupirs de son bras salulaire »<sup>3</sup>. « Le remède est entre vos mains, appuyaient les seigneurs en armes; il est en votre puissance; si vous n'en usez, le mal se rendra incurable; il n'est que de votre seule parole<sup>4</sup>. » « Ne ressentez-vous point cette vigueur qui anime vos semblables d'un élan au delà du commun, cet aiguillon d'honneur et cette pointe de courage qui pique leur cœur? Votre pauvre peuple à genoux, les yeux pleins de larmes n'a, ni veut avoir recours qu'à Votre Majesté<sup>5</sup>! » Et, par une démarche solennelle, les États de Guyenne assemblés disaient à Louis XIII : « La France ne peut supporter, ni demeurer muette parmi une si horrible calamité. » Nous venons, « en vous parlant librement, dire à Votre Majesté que puisqu'elle a l'âge et le cœur d'acquérir des royaumes en faisant le roi, elle doit sauver celui-ci de la domination de ces étrangers »<sup>6</sup>. La France en appelait au roi. Le roi répondit.

tyrannie de diamant, baptisoient votre prudence du nom de fétardise et votre longanimité du nom de poltronnerie! » (*Le « Te Deum » des Béarnois pour la mort du marquis d'Ancre*, Paris, M. Gobert, 1617, in-12, p. 38.)

1. Cité par Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. I, p. 535-536.

2. « La plainte est universelle! C'est la plainte de ceux de vos sujets de toutes conditions qui ont encore le cœur françois; ils implorent votre justice » (lettre des princes au roi, Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 77r°).

3. *Lettre de Monsieur le duc de Bouillon au roi* (s. l.), 1617, in-4°, p. 6. Voir aussi Sully, *Économies royales*, éd. Petitot, t. IX, p. 234.

4. *Remonstrance présentée au roi par les princes, ducs, pairs, anciens officiers de la couronne* (s. l.), 1617, in-4°, p. 2.

5. *Protestation des princes, ducs, pairs et autres vrais François* (s. l. n. d.), in-4°, p. 4. « Ce ne seroit pas être François que de laisser plus longtemps la faveur prodigieuse de cet audacieux étranger triompher ainsi insolemment de la France » (*Déclaration et protestation des princes*, 1617, in-4°, p. 19).

6. *Lettre de l'assemblée des États de Guyenne tenue en la ville d'Agen* (s. l. n. d.), in-4°, p. 2. Et comme sanction ils annonçaient qu'ils allaient arrêter les recettes des impôts, payer directement les dépenses publiques eux-mêmes puis garder le reste, dont ils rendraient compte au roi lorsque celui-ci serait le maître. Cf. *la Restauration de l'État* (s. l.), 1617, in-12.

Avec le sentiment élevé de sa dignité et la jalousie excessive de son pouvoir royal, il n'était pas possible que Louis XIII n'en arrivât pas à envisager l'éventualité nécessaire de revendiquer pour lui la direction de l'État et de chasser ceux qui gouvernaient odieusement le royaume en son nom. Anne d'Autriche confiait plus tard à M<sup>me</sup> de Motteville que « depuis sa majorité, le prince avoit témoigné en nombreuses occasions, — devant elle, — le dessein qu'il avoit de prendre connoissance des affaires »<sup>1</sup>. Mais jeune comme il était, ne disposant de rien, ni de personne, que pouvait-il faire ? Il essaya de hasarder auprès de sa mère des plaintes directes au sujet du maréchal d'Ancre : il fut très mal reçu. De quoi s'occupait-il ? A de nouvelles tentatives, l'accueil fut si emporté qu'il renonça à les renouveler. « Je ne peux rien dire à ma mère, avouait-il, parce qu'elle se met en colère<sup>2</sup>. » Peu à peu, l'idée de réclamer le pouvoir envahit son esprit, l'obséda. Il verra ensuite dans cette pensée pressante une inspiration divine<sup>3</sup>. N'était-ce pas en effet son devoir que de faire enfin connaître qu'il était le maître<sup>4</sup>, d'assurer sa liberté, « la conservation de sa personne, le rétablissement de son autorité et de la paix publique<sup>5</sup> ? » A mesure, l'idée se transforma en décision, puis

1. *Mém. de M<sup>me</sup> de Motteville*, éd. de 1723, t. I, p. 4. — « Veramente », écrit l'ambassadeur vénitien O. Bon (Bibl. nat., ms. ital. 1770, p. 135, dépêche du 29 nov. 1616), « se ben il re da tal hora segno di conoscer il stato del regno. » Cf. Bentivoglio, *Lettres*, Paris, 1680, in-12, p. 103.

2. V. Siri, *Memorie recondite*, éd. de 1677, t. IV, p. 31 ; Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 229. Louis XIII, causant avec M. de Verdun après le 24 avril, fit allusion à ces démarches infructueuses (*Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre depuis le 24 avril*, p. 8). Cf. d'Arconville, *Vie de Marie de Médicis*, Paris, 1774, in-8°, t. II, p. 338.

3. « Nous avons été poussé du conseil que Dieu seul nous a inspiré en cette occasion » (*Lettre du roi au parlement de Dijon* (s. l.), 1617, in-12, p. 6). « Je crois véritablement ce qu'il plaît à Votre Majesté m'en mander qu'en cette action elle a été inspirée du ciel seulement » (lettre de M. de Grammont au roi du 1<sup>er</sup> mai 1617 ; Bibl. nat., ms. Clairambault 373, fol. 337 r°). Cf. *Actions de grâces de la France au roi*, Paris, N. Alexandre, 1617, in-12, p. 9 ; P. d'Albo, *Panegyrique au roi sur la défaite de l'hydre de l'Arne*, Paris, 1617, in-12, p. 18.

4. Louis XIII, répondant aux félicitations de l'ambassadeur vénitien après la chute de Concini, lui dit : « Che quello haveva fatto era seguito per necessita di darsi a conoscere per re e patrone » (dépêche du 2 mai ; Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 86.)

5. *Réponses du roi aux lettres de M. du Plessis-Mornay*, Rouen, D. Geufroy, 1617, in-12, p. 3. Voir aussi la lettre de M. d'Estrées à M. de Pontchartrain du 30 avril 1617 (Bibl. nat., ms. Clairambault 372, fol. 133 r°).



« en une résolution inébranlable ». C'est Louis XIII qui a eu l'initiative du « coup d'État »<sup>1</sup>.

Pénétré de ces sentiments, il était inévitable qu'il finît par les communiquer à ceux, en très petit nombre, qui, autour de sa personne, vivaient le plus familièrement avec lui. Parmi eux, celui qu'il aimait le plus, d'une amitié tendre et émue, celui auquel il se confia le premier, fut M. Charles d'Albert de Luynes.

Grand, mince, assez joli de figure, l'air très doux, très bon et tout à fait charmant de manières, M. de Luynes était un gentilhomme du Comtat-Venaissin, âgé de trente-neuf ans<sup>2</sup>, qui, ayant été élevé comme page chez M. de Lesdiguières, étant ensuite entré chez M. du Lude avec le titre de « gentilhomme ordinaire », aux gages de cent livres<sup>3</sup>, s'était trouvé, après, sur la recommandation de M. du Lude à M. La Varenne, grand ami d'Henri IV, placé dans la volerie du roi, fonction ni plus ni moins brillante que toutes celles que les gentilshommes d'alors sollicitaient en cour<sup>4</sup>. Henri IV l'avait remarqué pour sa physionomie aimable, l'avait mis auprès de son fils le dauphin<sup>5</sup>, et le petit prince, attiré par les qualités sympathiques et séduisantes d'un homme d'ailleurs modeste, dévoué, la complaisance même, s'était pris d'une

1. « La résolution que j'ai prise de prendre en main le soin de mes affaires... » (lettre de Louis XIII à M. de Béthune, du 23 mai 1617; Bibl. nat., nouv. acq. fr. 7797, fol. 83 v°). Voir également *Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre*, p. 5; Sully, *Économies royales*, éd. originale, t. II, p. 195; Boitel de Goubertin, *Hist. mémorable de ce qui s'est passé en France*, Rouen, J. Besongne, 1619, in-8°, p. 323; *les Particularités de la mort tragique du maréchal d'Ancre*, Lyon, 1617, in-12, p. 11.

2. Il était né à Mornas (voir, sur l'origine de sa famille, Bibl. d'Avignon, ms. 1786). Son père, dit Bentivoglio (*Lettere*, 1863, t. I, p. 233), aurait été huguenot, pauvre et chargé d'enfants. Sur sa carrière avant la faveur royale, nous avons une notice précise (Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 113 r°) que nous allons suivre. Voir aussi Bibl. nat., mss. de Baluze 214-216.

3. Ou « domestique » (*Mém. de Fontenay-Mareuil*, p. 121). Son frère Brantes était en même temps page et écuyer. Ensuite, M. de Luynes promit à M. du Lude de le faire nommer duc et pair; il ne tint pas sa parole (*Discours au sujet des favoris* (s. l. n. d.), in-12, p. 27). Voir *Mercure françois*, t. V, 1619, p. 192.

4. Il succédait, aux « oiseaux du cabinet », à M. de la Rochefoucauld, qu'il dédommagea en lui payant 6,000 écus (*Journal d'Arnauld d'Andilly*, 1857, p. 222).

5. R. de Romany, *le Tourment de l'envie courtesane*, Paris, 1619, in-12, p. 12, intéressant livret écrit sous les yeux de M. de Luynes pour le défendre et contenant de précieux renseignements. Marie de Médicis n'a pas dû être étrangère à la nomination de Luynes près de son fils, car elle écrivait en 1619 à M. de Luynes : « Vous savez que je n'ai pas nui au commencement de votre fortune » (Arch. des Aff. étr., France 772, fol. 209 r°). Luynes était filleul d'Henri IV (*Mercure françois*, t. V, 1619, p. 192).



véritable passion à l'égard de celui que son propre goût pour la chasse et, entre autre, la chasse au vol, mettait perpétuellement en contact avec lui<sup>1</sup>. Devenu roi, roi négligé et abandonné, Louis XIII s'attacha davantage à son ami fidèle. Il parvint à lui faire donner un petit gouvernement, celui d'Amboise<sup>2</sup>. Comme il voulait l'avoir près de lui, au Louvre, et que les règlements de cour interdisaient à qui que ce fût de loger au château hormis un certain nombre d'officiers déterminé, il le décida à acheter de M. de Fontenay la capitainerie du Louvre, une des fonctions conférant le droit en question, et il lui attribua une chambre dans son pavillon royal, au-dessus de son appartement, en un endroit clair, ensoleillé, où il pouvait se rendre aisément par les escaliers intérieurs sans être vu<sup>3</sup>. Il y montait de temps en temps, surtout le soir avant de se coucher, l'heure la plus propice aux conversations tranquilles, sans qu'on risquât d'être troublé<sup>4</sup>. Si le prince était malade, Luynes descendait le veiller, se tenant dans la pièce voisine de la chambre du jeune roi, le cabinet de Sa Majesté, s'étendant sur une manière de lit de camp, « des formes », et ne quittant pas Louis XIII<sup>5</sup>. Concini ne s'inquiéta pas beaucoup de cette amitié. M. de Luynes donnait à tout le monde l'impression d'un homme « de bonne et modeste nature », peu ambitieux, doué d'une intelligence plutôt ordinaire<sup>6</sup>, et sur-

1. R. de Romany, *op. cit.*, p. 9. *Plaidoyé pour M. de Luynes*, Paris, S. Moreau, 1619, in-12, p. 9; écrit de la même origine que celui de Romany. « Fortuné Luynes, toi l'Hephestion de notre Alexandre!... » (*Le « Te Deum » des Béarnois*, Paris, 1617, in-12, p. 34.)

2. Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 113 r°. Ce gouvernement avait été sollicité par quatre personnes.

3. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, p. 107; Arnauld d'Andilly, *Journal*, 1857, p. 56. Le pavillon du roi au Louvre était sur l'emplacement actuel du salon dit des sept cheminées, donnant sur la Seine. La façade élevée par Leveau de ce côté a complètement fait disparaître ce pavillon, dont on apercevait encore les toits pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce toit a été depuis rasé. Héroard écrit : « Le roi monte en la chambre de M. de Loines » (27 novembre 1616; Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 340 v°). Le 31 décembre 1615, Louis XIII donnait à Luynes, « gouverneur d'Amboise et capitaine des palais, châteaux et jardins des Tuileries », 600 livres pour n'avoir pas encore touché de gages de ces charges (E. Charavay, *Collection de lettres autographes du règne de Louis XIII*, Paris, 1873, in-8°, p. 28). Le 19 octobre 1616, M. de Luynes acheta la charge de grand fauconnier, au prix de 45,000 écus (Arnauld d'Andilly, *Journal*, 1857, p. 222).

4. Héroard, *Journal*, Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 388 r°.

5. *Ibid.*, fol. 330 v°, 331 v°.

6. « E di buona e modesta natura e si puo credere che si contentera d'aver

tout assez dépourvu de courage, ce qui rassurait<sup>1</sup>. Le maréchal le méprisait. Lorsqu'on voulait attirer son attention sur les dangers de cette intimité, il répondait, en haussant les épaules : « Il y a si loin de M. de Luynes à moi que nous n'avons pas sujet de nous craindre<sup>2</sup> ! » Néanmoins, il n'était pas sans observer l'importance qu'avait acquise le gentilhomme dans la vie du roi. Irrité des sentiments peu dissimulés de Louis XIII à son égard, ayant besoin de s'en prendre à quelqu'un, il finissait par incriminer M. de Luynes : « M. de Luynes, lui disait-il, je m'aperçois bien que le roi ne me fait pas bonne mine, mais vous m'en répondrez<sup>3</sup> ! »

Richelieu et Fontenay-Mareuil s'accordent à trouver que Luynes était un esprit médiocre et un caractère pusillanime. Les confidences de Louis XIII à un ami d'aussi peu de ressources sur l'état des affaires du royaume n'eussent pas abouti à de bien sérieux résultats pratiques s'il n'était intervenu entre eux deux un homme beaucoup mieux au courant du mécanisme de l'État, — par conséquent plus au fait de ce qu'il y avait de puissance formidable latente dans le nom et un mot de la personne souveraine du roi, — puis inventif, énergique et audacieux, M. Déa-geant<sup>4</sup>.

le mani nella distribuzione de' favori e non nel maneggio del regno, del qual maneggio pero egli non sarebbe neanche in alcun modo capace » (Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 199, lettre du 26 avril 1617).

1. Quand il avait une affaire d'honneur, c'était son frère qui devait se battre pour lui (*Journal d'Arnauld d'Andilly*, 1857, p. 212).

2. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 456.

3. *Ibid.*, p. 463. Il pensa à la fin le faire chasser d'auprès du roi (*Discours à M. de Luynes par le sieur Dragon, gentilhomme servant du roi*, Paris, 1617, in-8°, p. 17).

4. Plus tard, à Blois, en vertu du principe *is fecit cui prodest*, Marie de Médicis et son entourage ne pouvant s'en prendre au roi ont cru et ont voulu faire croire que c'était Luynes qui avait imaginé et exécuté le coup d'État. « La royne mère se plaint grandement, fera écrire Marie de Médicis, de ce qu'elle a été chassée honteusement de la cour par les avis et conseil de Luynes » (*Extrait des raisons et plaintes que la royne mère du roy fait au roi son fils*, Paris, 1619, in-12, p. 3). Nous verrons plus loin que le soir du 24 avril Marie de Médicis voyait autrement les faits. Richelieu et Fontenay-Mareuil surtout ont été l'écho de cette tradition et l'ont accréditée dans l'histoire. Nous nous bornerons à remarquer ici que Fontenay-Mareuil, d'abord, n'était pas à Paris lors de l'événement, mais aux armées; d'autre part, que Richelieu, très visiblement surpris par le coup qu'il n'avait pas soupçonné et qui détruisait sa fortune sur le point d'aboutir, n'a jamais pardonné à Luynes d'avoir occupé une place qu'il comptait prendre; qu'il l'a poursuivi d'une animosité irréductible

Sorti d'une ancienne famille dauphinoise<sup>1</sup>, entré d'abord dans l'administration comme simple employé attaché « à la maison et couronne de Navarre », avec le titre ordinaire de ces modestes sous-ordres, celui de secrétaire<sup>2</sup>, puis premier conseiller et secrétaire du roi, autre titre du même genre<sup>3</sup>, M. Guichard Déageant était un homme intelligent, plein d'initiative, qui, pour des services signalés rendus à la régente dans les multiples affaires que causaient à cette princesse ses nombreux domaines, avait été récompensé de la charge de « secrétaire ordinaire » de Marie de Médicis<sup>4</sup>. D'échelon en échelon, il était arrivé jusqu'à être « premier commis » au contrôle général, c'est-à-dire manière de directeur, collaborateur immédiat et confident du ministre, Claude Barbin<sup>5</sup>. A beaucoup d'intelligence pratique, d'ardeur au travail, de volonté et d'énergie, Déageant joignait de l'habileté, de la souplesse et une ambition modérée, car c'était un modeste dans son genre; il faisait fi des vanités<sup>6</sup>. Soit crainte de l'autorité la plus redoutable, soit application à ses fonctions, il avait ensuite un sentiment hiérarchique prononcé et croyait bien faire quand il demeurait fidèle à son premier devoir, celui qu'il avait envers le roi. Un intendant des finances qu'il connaissait beaucoup, M. Arnauld d'Andilly, le mit en relation avec M. de Luynes<sup>7</sup>.

et qu'il l'accable dans ses *Mémoires*. Cette partialité doit mettre en garde contre ses affirmations. Richelieu s'est fait plus tard donner par les acteurs du drame le récit détaillé de l'événement; il ne s'est pas servi de ces récits dans la rédaction de ses *Mémoires*. C'est à ces acteurs que nous allons demander ce qui s'est passé. L'idée de la conception et de l'exécution du coup d'État par Luynes est en contradiction du reste avec ce que Richelieu et Fontenay-Mareuil disent de la médiocrité du personnage. Voir un développement de Victor Cousin sur ce point : *le Duc et le connétable de Luynes*, dans *Journal des Savants*, 1861, p. 268, et, du même, *M<sup>me</sup> de Chevreuse*, 1876, p. 29.

1. De Bellemaure, *Portrait du roi*, Paris, 1618, in-12, p. 132. « A une probité singulière, dit cet auteur bien renseigné, M. Déageant joint une telle capacité que peu l'égalent. »

2. N. Valois, *Inventaire des arrêts du Conseil d'État sous Henri IV*, t. II, p. 318.

3. *Ibid.*, t. II, p. 480. Il avait épousé Elisabeth Toulouse (p. 714). Sur ces fonctions, voir Bibl. nat., ms. fr. 25136 : « Mémoire sur les secrétaires du roi. »

4. Il fut nommé le 4 mars 1615 (Bibl. nat., Cinq Cents Colbert 91, fol. 81 v°; 93, fol. 271 r°).

5. Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. VII, p. 383. Il fut chargé de missions vers les princes révoltés (*Journal d'Arnauld d'Andilly*, 1857, p. 145).

6. De Bellemaure, *op. et loc. cit.*

7. « Ce fut moi qui donnai à MM. de Luynes M. Déageant, qu'ils ne connoissoient point du tout, pour prendre soin de leurs affaires, ce qui a fait toute sa

Par une disposition d'esprit naturelle chez ceux qu'une longue pratique de l'administration a assoupli aux convenances hiérarchiques, il pensa rendre service en confiant à de Luynes quelques mots, destinés au roi, de ce qu'il savait par Barbin des intentions de Concini. Luynes en informa Louis XIII. Le roi vit dans Déageant un intermédiaire précieux pour être informé; il fut touché du dévouement du commis à sa personne; finalement, il l'admit auprès de lui à ses réunions du soir, en haut du pavillon du roi, dans la chambre de Luynes<sup>1</sup>. Une manière de conseil du prince s'ébauchait. A ces deux premiers confidents devaient bientôt, par suite de circonstances diverses, s'en adjoindre trois autres : un cousin de M. de Luynes, le baron de Modène<sup>2</sup>; M. Louis Tronson, homme de loi, fils d'un maître des requêtes, petit-fils d'un ancien conseiller au Parlement et prévôt des marchands de Paris, personnage pondéré, judicieux, en qui M. de Luynes avait grande confiance, qu'il présenta à Louis XIII, que Louis XIII devait prendre à sympathie en raison de sa figure honnête et de son jugement équilibré et qu'il devait ensuite attacher à sa personne dans un

fortune, dont il m'a été très ingrat » (*Journal d'Arnauld d'Andilly*, éd. Michaud, p. 426). Le duc de Rohan croit à tort que c'est Luynes qui est allé trouver Déageant (*Mém.*, éd. Michaud, p. 511).

1. Ces faits résultent des témoignages concordants de Pontchartrain (*Mém.*, p. 391), de Bentivoglio (*Lettere*, Florence, 1865, t. II, p. 29); de Matthieu (*la Conjuración de Conchine*, p. 297); de M. de Chaulnes (passage inédit de la *Relation exacte*; Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 152 v°). Fontenay-Mareuil avoue lui-même que « M. Déageant a eu la principale part dans tout ce qui s'est fait contre le maréchal d'Ancre » (*Mém.*, p. 120). Déageant, par la suite, tenu en grande estime par Louis XIII (lettre de Louis XIII à Lesdiguières; Bibl. nat., ms. fr. 3722, fol. 102 r° et v°), sera extrêmement influent dans le gouvernement (Arnauld d'Andilly, *Mém.*, éd. Michaud, p. 427; Bentivoglio, *Lettere*, Florence, 1865, t. II, p. 101; *Relation de la sortie de la reine mère de Blois*, dans Aubery, *Mém. pour l'hist. du cardinal de Richelieu*, Paris, Bertier, 1660, in-fol., t. I, p. 140; J.-B. Matthieu, *Hist. de Louis XIII*, dans P. Matthieu, *Hist. de Henri IV*, 1631, t. II, p. 109; surtout toutes les lettres que lui écrit Richelieu, Avenel, t. VII, p. 383 et suiv.). Il manqua être ministre (Bentivoglio, *op. et loc. cit.*). Richelieu, qui, une fois tombé, lui faisait extraordinairement la cour, lui écrivait : « Je le souhaite (que vous soyez ministre) avec autant de passion que je me désire du bien à moi-même », ce qui n'était pas peu dire (Avenel, t. VII, p. 394). Les autres ministres, craignant son esprit dominateur, l'empêchèrent d'arriver (Bentivoglio, *Lettere*, t. II, p. 330). Il a été l'âme du gouvernement pendant plus d'un an après le 24 avril.

2. François de Raimond de Mormoiron, baron de Modène, également du Comtat. Voir sur lui la dépêche de l'amb. vénitien du 1<sup>er</sup> août 1617, Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 302.

poste exceptionnel de confiance<sup>1</sup>; enfin un dernier, plus effacé, M. de Marsillac<sup>2</sup>.

Ce fut devant ce groupe, fortuitement ainsi réuni, que peu à peu, comme le raconte Déageant lui-même, le roi dévoila toute sa pensée<sup>3</sup> : « Il donna ses sentiments du déplaisir qu'il avoit de la forme dont on gouvernoit, spécialement du peu de compte que l'on tenoit de sa personne et de ce qu'on ne lui laissoit aucune part aux affaires importantes de son royaume qui se soulevoit en divers endroits. » Il ajouta nettement qu'il fallait lui trouver « les moyens d'y pourvoir ». Le difficile en effet était de trouver ces moyens. Le prince insistait « qu'il vouloit tenter le plus doux plutôt que d'en venir aux extrêmes »<sup>4</sup>. C'était le sentiment de M. de Luynes, inquiet d'entrer dans une aventure dont le roi, si elle échouait, se tirerait toujours, mais où les comparses paieraient

1. « Monsieur Tronson e confidentissimo di Luynes ed ha avuto parte in tutto il successo del maresciallo d'Ancre » (Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 383). Nous avons la généalogie de Tronson (Bibl. nat., ms. fr. 20251, fol. 327; Bibl. de l'Arsenal, ms. 756, p. 619 et suiv.). Jean Tronson, prévôt des marchands en 1536, a laissé des lettres (L. Dorez, *Dominique de Cortone et Pierre Chambiges*, dans *Bull. de la Soc. de l'hist. de Paris*, 1905, p. 159). C'était une digne famille parisienne de gens d'administration (Pierre de l'Estoile, *Journal*, éd. Brunet et Champollion, in-8°, t. XII, à la table). Richelieu, qui a eu en horreur tous ceux qui ont participé au 24 avril, exécute Louis Tronson en deux lignes : « Il avoit déshonoré sa maison, dit-il (*Mém.*, t. I, p. 154), pour s'enrichir et il portoit en la prostitution de ses sœurs les preuves de son infamie ! » Il est possible que les sœurs de Tronson ne fussent pas des modèles de vertu (L'Estoile, *Journal*, t. X, p. 197), mais Tronson était un fort honnête homme, qui entra par son mariage dans une famille des plus honorables, la famille de Sève (Bibl. nat., ms. fr. 32839, fol. 37), devint le père d'une nombreuse et respectable lignée, dans laquelle on compte Louis Tronson, le supérieur de Saint-Sulpice; fut très aimé et estimé de Louis XIII, lequel était difficile (Bentivoglio, t. I, p. 384), fut nommé par lui un de ses quatre secrétaires du cabinet (Bibl. nat., ms. fr. 7854, fol. 286 v°) et reçut du prince des missions tout à fait de confiance (Bibl. Mazarine, ms. 2087, fol. 121-123; ms. n° 2132).

2. Il avait été au prince de Condé, puis à Marie de Médicis qui lui avait donné une pension de 2,000 livres (*Journal d'Arnauld d'Andilly*, 1857, p. 43-45). Les frères de M. de Luynes furent aussi au courant, mais au second plan.

3. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 455. Déageant, *Mém.*, Grenoble 1668, p. 37. Après tout ce que nous venons de dire de Déageant, il nous paraît superflu d'insister sur l'importance et la valeur de ses *Mémoires*. Ils ont été écrits par lui non pour être imprimés, mais à la demande de Richelieu, devenu ministre, afin de renseigner le cardinal, double circonstance qui ajoute à leur intérêt. Il est difficile de dire à quelle date se placent les premières confidences du roi; les uns écrivent trois mois avant le 24 avril (Pontchartrain, *Mém.*, p. 389), les autres six mois (Matthieu, *la Conjuraison de Conchine*, p. 264).

4. Déageant, *Mém.*, p. 37. Voir aussi Pontchartrain, *Mém.*, p. 379.



cher leur complicité. Les autres relevaient son courage. Déageant était plein de volonté, Tronson de confiance; Louis XIII partageait leur espoir<sup>1</sup>. Un soir, le 28 janvier, où le souverain vint dîner chez M. de Luynes, à la fin du repas, il leva son verre et d'une voix joyeuse il but « à la santé du roi »<sup>2</sup>.

La première idée qui fut émise, le fut par M. de Luynes; c'était celle de la fuite. Au cours de quelque excursion à Saint-Germain-en-Laye, il serait aisé de s'en aller à franc étrier soit à Amboise, gouvernement de M. de Luynes, soit à Rouen, bonne ville fidèle, et là « de mander ceux qui seroient les serviteurs du roi ». Malheureusement, le projet ne se trouva pas applicable pour diverses raisons, et, entre autres l'objection sérieuse qui fut faite que si personne ne venait trouver Louis XIII, celui-ci demeurerait dans une situation fausse et humiliante<sup>3</sup>. Le mieux serait que le roi se rendit dans une de ses armées, se mît au milieu du régiment des gardes françaises, flanqué de la compagnie sûre des cheveau-légers de M. de la Curée, et là parlât haut et ferme! Justement, pendant le mois de février, il fut question, autour de Marie de Médicis, de conduire le roi à l'armée de Champagne, afin d'intimider les princes révoltés contre lesquels on marchait. Lorsque Louis XIII apprit cette nouvelle, « il parut extrêmement gai et content, pressant lui-même de jour à autre le parlement »<sup>4</sup>. Le départ avait été fixé pour le 1<sup>er</sup> mars<sup>5</sup>; il fut retardé de jour en jour pendant trois semaines, puis définitivement décommandé<sup>6</sup>. Le roi se montra extrêmement dépité. Concini avait paru un peu surpris de la hâte qu'avait manifesté Louis XIII à rejoindre ses

1. Fontenay-Mareuil reconnaît que M. de Luynes trembla dès la première heure et que les autres, Déageant, Tronson, Marsillac, « lui élevèrent le courage et l'assurèrent contre ce qui lui faisait peur » (*Mém.*, éd. Michaud, p. 114).

2. Héroard, *Journal*, ms. fr. 4025, fol. 363 r. « Et but tête nue. »

3. Louis XIII donna lui-même ces détails l'après-midi du 24 avril à ceux qui venaient le féliciter (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 462). Pontchartrain confirme ces renseignements (*Mém.*, p. 386).

4. Pontchartrain, p. 383. Le bruit ne fut pas sans courir que le roi projetait de se sauver au milieu des armées (comte de Souvigny, *Mém.*, éd. de Contenson, t. I, p. 46).

5. Dépêche du résident florentin Matteo Bartolini, dans B. Zeller, *Louis XIII, Marie de Médicis, Richelieu*, p. 158.

6. L'amb. vénitien O. Bon note au jour le jour les retards (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 34). Pontchartrain indique les raisons officielles pour lesquelles on ne partit pas (p. 383).



troupes<sup>1</sup> et Marie de Médicis avait précisément appréhendé ce qui devait se passer<sup>2</sup>.

Force fut de trouver une autre combinaison. Le jeune roi était impatient. Depuis que la perspective s'ouvrait devant lui de sortir de la situation où il se trouvait, n'étant plus seul, mais aidé de gens d'expérience, il témoignait « un désir extrême de prendre en main le gouvernement de son État »<sup>3</sup>. On agita alors la question de s'adresser directement ou indirectement à Marie de Médicis. Le roi, par exemple, notifierait officiellement à la reine mère qu'il « vouloit prendre les rênes de l'État » et il ordonnerait aux Concini de quitter sur-le-champ le royaume. Seulement, observait-on, le roi ne possédait qu'un titre et aucun pouvoir effectif, c'était se hasarder que de s'engager dans une pareille procédure sans être sûr de réussir<sup>4</sup>. On délibéra alors d'envoyer quelqu'un à la reine afin d'appeler fortement son attention sur la situation des affaires et la nécessité urgente de se défaire du maréchal d'Ancre et de sa femme. On fit choix pour cette démarche de l'évêque de Carcassonne, M. de l'Estang, assez bon homme, alors à Paris, en raison des affaires du Languedoc dont il était député et que M. de Luynes connaissait personnellement<sup>5</sup>. Il ne fut pas dit au prélat, naturellement, dans quelles conditions et réellement par qui il était prié de parler. Il accepta de faire la démarche, exposa assez judicieusement à Marie de Médicis les raisons qu'elle avait de donner suite à la proposition, ainsi que les inconvénients qui résulteraient de ce qu'elle n'en tint pas compte; mais le procédé n'aboutit pas. Marie de Médicis était assez bien entrée dans ses vues<sup>6</sup>. Lorsque l'évêque se hasarda à aborder la

1. B. Legrain, *Décade contenant l'hist. du roi Louis XIII*, Paris, 1619, in-fol., p. 384.

2. « Una persona di conto a me ha detto de saper di certo che la regina sta in timore del re..., etc. » (Bentivoglio, *Lettere*, t. I, p. 148.) Pontchartrain confirme (p. 383).

3. Déageant, *Mém.*, p. 40. « Tellement que Sa Majesté ne cessoit de presser ses particuliers confidants à la recherche et à l'exécution des moyens qui seroient jugés les plus propres pour satisfaire à ses desirs... »

4. *Ibid.*, p. 44.

5. M. de l'Estang « avoit autrefois grandement assisté le père de Luynes en plusieurs de ses nécessités et continué les mêmes services envers ses enfants, ayant continué en tout ce qui lui avoit été possible pour aider à les maintenir dans le monde, les ayant souvent recommandés au feu roi et aux amis qu'il avoit en cour » (*Discours au sujet des favoris*, in-12, p. 13) (s. l. n. d.).

6. « La reine mère commençoit à douter d'elle-même, les affaires s'embrouil-

question avec Léonora, celle-ci, qui emballait ses meubles, acquiesça; quand Léonora transmit au maréchal la communication, Concini se mit en colère; les choses n'allèrent pas plus loin<sup>1</sup>.

On jugea, dans l'entourage du roi, que l'évêque de Carcassonne n'avait pas assez explicitement indiqué à la régente les très fortes raisons qui devaient la décider à prendre un parti. Déageant avait déjà eu l'occasion de faire tenir à la reine des lettres anonymes dans lesquelles Marie de Médicis était formellement invitée « à faire, sans plus de remise, agir le roi au maniement de ses affaires, que c'étoit chose qu'il désiroit, bien qu'il n'en fit aucun semblant, que, ne le faisant pas, cela seul étoit capable de la précipiter dans des malheurs extrêmes et de renverser de fond en comble le royaume »<sup>2</sup>. Sur ses propositions, on redoubla les avertissements à la régente. On s'arrangea pour faire agir « des gens d'honneur », « de notables personnages, » non seulement auprès de Marie de Médicis, mais encore auprès des ministres<sup>3</sup>. A la fin, ceux-ci et Léonora s'inquiétèrent de toutes ces manœuvres, qui semblaient attester une unité de direction dangereuse, et une direction, semblait-il, venant de haut; ils prévinrent le maréchal d'Ancre, qui étoit toujours en Normandie. Concini crut comprendre que le coup venait du roi : il rentra immédiatement à Paris<sup>4</sup>.

lant de plus en plus » (dépêche de Matteo Bartolini, dans B. Zeller, *op. cit.*, p. 43).

1. Déageant, *Mém.*, p. 42.

2. *Ibid.*, p. 27 et suiv. Déageant s'étend très longuement sur cette affaire de lettres anonymes qui contenaient, adressées à la reine mère, d'assez vives vérités. Louis XIII en avait eu connaissance. « Le roi voulut qu'on lui en fît lecture, assisté seulement de M. de Luynes. Sa Majesté trouva bon que l'on rendît à la reine sa mère la lettre qui étoit pour elle (il y en avait une aussi adressée aux princes) sans lui dire qu'il en eût ouï parler » (p. 36). D'Arconville (*Vie de Marie de Médicis*, t. II, p. 298) pense que ces lettres avaient été écrites par de Luynes; Levassor estime qu'elles sont l'œuvre de Déageant (*Hist. du règne de Louis XIII*, 1701, in-12, t. II, p. 240).

3. Ces détails sont indiqués par Louis XIII dans une pièce officielle : *Lettre du roi au parlement de Dijon* (s. l.), 1617, in-12, p. 4, et par Matthieu, *la Conjuración de Conchine*, p. 260.

4. *Ibid.* Marie de Médicis raconta le fait au résident florentin M. Bartolini en avouant qu'elle eût désiré que Concini ne vint pas et qu'elle le lui dit, et ajoutant « que la France n'étoit plus pour lui et qu'il lui falloit s'en aller » (dans B. Zeller, *op. cit.*, p. 173). Concini rentra le 17 avril (Arnauld d'Andilly, *Journal*, éd. Halphen, 1857, p. 280).

Ce brusque retour produisit un effet énorme. Le maréchal était en proie à une fureur indicible; il se répandait en menaces et en imprécations. Il se fit donner la liste de toutes les personnes qui approchaient de près ou de loin Sa Majesté, il parla d'en faire exiler ou emprisonner soixante à quatre-vingts, d'en faire tuer<sup>1</sup>! Quant au roi, il allait le « resserrer », le surveiller de près, lui interdire de sortir de Paris, restreindre ces sorties, sous prétexte de chasse, qui étaient inutiles; la promenade des Tuileries étant suffisante<sup>2</sup>. Pour ce qui était des « ouvertures et propositions contre ses desseins » qui avaient été faites, il allait, dira le roi ensuite, « me priver du pouvoir de les effectuer par des conseils que j'aime mieux taire que publier ». Que signifiaient ces menaces? La vie du roi était-elle en danger, comme beaucoup le crurent? Concini avait-il le projet de détrôner le prince et de mettre Gaston à sa place<sup>3</sup>?

Le soir, au pavillon du roi, l'émotion fut vive. Louis XIII indiqua qu'à son avis le maréchal avait été averti par sa femme. Ses projets étant ébruités, il était décidé, en ce qui le concernait, à prévenir Concini et à agir avant que celui-ci eût eu le temps de se reconnaître. Il fallait en finir<sup>4</sup>! Déjà, dans des conversations précédentes, Déageant avait fait allusion aux deux solutions dernières qui, à toute extrémité, se présenteraient d'elles-mêmes : ou faire tuer Concini, ou le faire saisir et le tra-

1. D'après ce que raconte Louis XIII lui-même à M. de Verdun après le 24 avril (*Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre*, p. 9). Voir aussi B. Legrain, *Décade contenant l'hist. du règne de Louis XIII*, p. 387. Parmi les gens menacés se trouvaient Jean Héroard (*Propos dorés sur l'autorité tyrannique de Cocino*, 1617, in-12, p. 31) et naturellement de Luynes (*Discours au sujet des favoris*, p. 10).

2. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 451.

3. *Lettre du roi au parlement de Dijon*, p. 5. Louis XIII fit confirmer au procureur général du parlement les dangers qu'il avait courus. « Le roi nous a chargé de vous dire, dirent les ministres au procureur général Servin, le 24 avril, qu'il avait eu de bons avertissements de la menée et entreprise du feu maréchal d'Ancre sur sa personne » (*Mém. de M. Molé*, éd. Champollion-Figeac, t. I, p. 145). Cf. *Déclaration et protestation des princes*, p. 15; Matthieu, *la Conjuraison de Conchine*, p. 256. Sur des menaces de complots et d'attentats contre le roi, le premier président du Parlement avait ouvert une enquête (Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 24).

4. Déageant, *Mém.*, p. 59. En outre, Louis XIII appréhendait le soulèvement général du royaume (passage inédit de la *Relation exacte*, Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 127 r°). « Les choses ne se pouvoient plus dissimuler ni souffrir sans trahison à l'État » (*Mercure françois*, 1617, p. 139).

duire devant le Parlement. Louis XIII avait écarté l'idée du meurtre, dont il ne voulait à aucun prix ; restait l'arrestation : il se trouverait bien dans les papiers de Concini des documents compromettants attestant des relations criminelles avec l'étranger<sup>1</sup>. Luynes, très troublé, proposa alors de revenir à l'idée de la fuite. Plusieurs fois, il l'avait reprise. Rien n'était plus aisé, affirmait-il, en pleine nuit, à minuit, que de monter en selle et de courir se jeter dans l'armée du duc d'Angoulême qui assiégeait Soissons. En mars, même, une fois, prenant ses desirs pour des réalités, il avait, un soir, donné ordre aux officiers de la grande et de la petite écurie de seller et brider les chevaux pour minuit. Un palefrenier, surpris de cet ordre, l'avait communiqué à un lieutenant, ami de Mangot, qui était allé le rapporter au garde des sceaux. Heureusement que Déageant se trouvait avec Mangot au moment où la communication avait été faite ; il avait tranquilisé le ministre devenu perplexe et, courant chez de Luynes, était allé demander à celui-ci ce qui se passait. Luynes, gêné, avait d'abord nié avoir donné l'ordre ; puis, pressé de questions, avait fini par avouer, en tâchant de faire comprendre à Déageant que la fuite était nécessaire et qu'il fallait convaincre le roi de cette nécessité. Déageant, irrité, avait refusé de faire une semblable démarche et le roi, mis au courant, avait manifesté un vif mécontentement. Louis XIII ne voulait pas fuir. Il avait vu la solution : arrêter Concini, l'embastiller et le faire juger par le Parlement ; de tous les conjurés, aucun « ne montra alors tant de résolution pour en venir à l'effet que fit Sa Majesté »<sup>2</sup>.

Mais comment arrêterait-on le maréchal ? Le roi n'avait personne : les princes étaient loin de la cour ; les gardes-françaises se trouvaient aux armées ; ce qui demeurait au Louvre était attaché à Concini par la crainte ou par la reconnaissance<sup>3</sup>. De plus, le maréchal n'allait nulle part sans être abondamment accompagné de soldats armés et de nombreuses troupes de gentilshommes disposés à mettre l'épée à la main et en mesure

1. Voir la discussion dans les *Mém.* de Déageant, p. 44.

2. *Ibid.*, p. 50. Fontenay-Mareuil fait allusion à la dénégation opposée par Luynes à l'idée qu'il aurait tenu des chevaux prêts pour emmener le roi à Amboise (*Mém.*, p. 119).

3. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 456.

d'avoir facilement raison de ceux qui chercheraient à l'attaquer<sup>1</sup>. Soit précaution, soit goût naturel, Concini, enfin, était peu à Paris et, quand il y était, ne sortait guère de sa petite maison du quai, sinon pour venir au Louvre ou se rendre, — rarement d'ailleurs, — chez lui, rue de Tournon. Tout compte fait, conclurent Déageant et Tronson, on ne pouvait l'arrêter que dans un seul endroit, le Louvre, et par un seul moyen, la surprise, étant impossible de rassembler du monde sans donner l'éveil et faire fuir le maréchal<sup>2</sup>. L'hypothèse de la résistance violente de Concini se posa alors immédiatement. Déageant déclara qu'au cas où le maréchal tenterait de s'opposer par la force à l'exécution des ordres du roi, il faudrait le tuer. Louis XIII manifesta une vive contrariété. Si on arrêtait cependant le maréchal, on ne pouvait le prendre qu'au Louvre, dans un endroit resserré et étroit, brusquement, puisqu'on n'avait pas de monde sous la main et qu'on ne pouvait pas en rassembler. Si l'arrestation ne réussissait pas, du fait que l'entourage du maréchal se portait à la défense de celui-ci, les conséquences de l'échec étaient incalculables : mieux valait ne rien tenter ou bien aller jusqu'au bout. Louis XIII maintint qu'il donnait l'ordre d'arrêter le maréchal, et les confidents obtinrent un acquiescement muet à l'idée de le tuer si « son insolence lui faisoit oublier son devoir et mépriser le commandement du roi »<sup>3</sup>.

1. Montpoullan, *Mém.*, dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. IV, p. 31. Concini avait toujours autour de lui douze gardes de trente-cinq à quarante ans vêtus de ses couleurs : chausses orangées avec passements noirs et jaune doré, boutons de même couleur, manteau de même et boutonné (*Mercur françois*, 1617, p. 196). Les princes révoltés songèrent aussi à se débarrasser de Concini et envisagèrent les mêmes difficultés (Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 118).

2. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, p. 114.

3. Déageant, *Mém.*, p. 44. Il y a unanimité des témoignages contemporains sur le fait que Louis XIII n'a pas commandé de tuer Concini, mais de l'arrêter seulement. Il le dit lui-même à M. de Verdun dans une conversation particulière (*Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre*, p. 9), il le répéta officiellement (*Lettre du roi au parlement de Dijon*, p. 6). « Votre intention, Sire, n'estoit point qu'on le tuât, car on vous avoit ouï dire que, pour expier les calamités dont il estoit cause, vous vouliez qu'il fût roué vif, vous vouliez qu'il rendît compte à votre Parlement de ce qu'il avoit entrepris contre Votre Majesté » (J.-B. Matthieu, *Hist. de Louis XIII*, dans P. Matthieu, *Hist. de Henri IV*, t. II, p. 80). Voir aussi la dépêche du résident florentin (dans Zeller, *Louis XIII, Marie de Médicis*, p. 174); Fontenay-Mareuil (*Mém.*, p. 118), qui explique qu'il n'y eut pas moyen de faire autrement qu'on ne fit; Brienne (*Mém.* éd. Michaud, p. 12). Le public fut persuadé qu'il n'avait été en effet



Qui exécuterait ? « Il sembloit qu'il eût été raisonnable, — MM. de Luynes et ses frères étant trois, — que ce fût à l'un d'eux que l'ordre fût donné. » Mais ils se récusèrent<sup>1</sup>. Louis XIII, qui ne songeait toujours qu'à une arrestation, proposa de s'adresser à un magistrat, le lieutenant civil du prévôt de Paris, M. de Mesmes. On fit venir M. de Mesmes au Louvre sous un prétexte quelconque et, après quelques mots insignifiants, le roi lui demanda à brûle-pourpoint « s'il n'étoit pas son serviteur ». L'autre protesta qu'il l'étoit sans réserve. « Alors, d'un air ambigu, Louis XIII ajouta « qu'il voyoit beaucoup de choses qui ne lui plaisoient point », et Luynes, présent, insinua que le maréchal d'Ancre « ne s'acquittoit pas bien de son devoir ». M. de Mesmes comprit ce qu'on lui proposait : il s'agissait d'arrêter le maréchal, mais le maréchal, ce que tout le monde savait, étant impossible à mettre en arrestation, il fallait, le cas échéant, le tuer ; il répondit loyalement « qu'il avoit assez de courage et de moyens pour, non pas tuer le maréchal, ce n'étoit pas de sa profession, mais pour l'arrêter et lui faire son procès dès qu'il en auroit reçu l'ordre ». Louis XIII parut satisfait. Lorsqu'on rapporta le propos à l'entourage, celui-ci vit qu'il n'y avait rien à faire avec le lieutenant civil et n'insista pas<sup>2</sup>.

A ce moment, quelqu'un prononça enfin le nom du marquis de Vitry. Nicolas de l'Hôpital, marquis de Vitry, capitaine des gardes du corps, était un diable d'homme « de peu de sens, dit le cardinal de Retz, mais hardi jusqu'à la témérité »<sup>3</sup>. Fort, robuste, portant beau, le visage mâle, la voix hardie et gaie, le geste prompt, il présentait un type accompli de soldat extrêmement

question que d'arrêter le maréchal pour le mettre en jugement (Boitel de Goubertin, *Hist. mémorable de ce qui s'est passé en France*, Rouen, 1619, in-8°, p. 324; *l'Enterrement, obsèques et funérailles de Conchine*, Paris, 1617, in-12, p. 4). Mais, d'ailleurs, il comprit qu'il n'avait pas été possible de ne pas tuer Concini (le « *Te Deum* » des Béarnois, p. 45; Saint-Simon, *Parallèle des trois premiers Bourbons*, p. 10); il trouva l'acte très légitime (voir la curieuse page de la *Divine vengeance sur la mort du marquis d'Ancre*, Paris, T. Ménard, 1617, in-12, p. 5) et les juristes trouvèrent les justifications nécessaires (P. de Lancere, *le Livre des princes*, Paris, H. Buon, 1617, in-4°, p. 405).

1. Montpouillan, *Mém.*, dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. IV, p. 28. « Ils n'avoient pas assez de hardiesse ni de résolution pour l'entreprendre. »

2. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 463. Il s'agit d'Henri de Mesmes (*Journal d'Arnauld d'Andilly*, éd. Halphen, 1857, p. 35).

3. « Il avoit un naturel des plus bouillants » (Brienne, *Mém.*, éd. Michaud, p. 12). Il se faisait des affaires pour des riens et tuait les gens en duel sur un



allant, emporté, même violent<sup>1</sup> : on le disait vaniteux<sup>2</sup>; au demeurant, c'était un assez brave compagnon et très dévoué. Pour le rejoindre, M. de Luynes parla d'un « domestique » du roi attaché aux soins des oiseaux de Sa Majesté, Dubuisson, qui avait été autrefois de la maison du père de Vitry et avait conservé des relations amicales avec le capitaine des gardes. Par M. Dubuisson, Vitry fut invité à venir voir le roi dans sa chambre le soir, au moment du coucher du prince, tard. Vitry fut exact<sup>3</sup>. Là, Louis XIII lui expliqua ce qu'il attendait de lui : arrêter le maréchal d'Ancre dans le Louvre. Sans discuter, le capitaine répliqua qu'il était aux ordres du roi et qu'il obéirait. Il demandait seulement la permission de s'adjoindre pour l'opération deux ou trois hommes sûrs, son frère du Hallier<sup>4</sup>, son beau-frère Persan<sup>5</sup>, Rouquerolles. On avait dû attendre le 1<sup>er</sup> avril que Vitry, entrant en quartier, eût pris le commandement des gardes du corps de service au Louvre afin de lui parler<sup>6</sup>. Vitry manda précipitamment du Hallier, qui se trouvait à l'armée de Soissons avec la brigade de la compagnie des gens d'armes<sup>7</sup>, et le résultat de l'entretien

mot, tel le malheureux Monglat (*Journal d'Arnauld d'Andilly*, 1857, p. 129, 142). Il rossera plus tard de coups de canne un archevêque de Bordeaux en l'appelant « bréviaire » et « cagot » (Bibl. nat., ms. fr. 6647, fol. 245. Cf. vicomte de Noailles, *le Cardinal de la Valette*, Paris, Perrin, 1906, in-8°, p. 118).

1. Il existe au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale un intéressant dessin aux trois crayons le représentant. La statue tombale en marbre où il est figuré à genoux, utile document iconographique, autrefois dans l'église du collège de Chaumont-en-Bassigny, est aujourd'hui au musée de Versailles.

2. *Les Contre-vérités de la cour*, Paris, 1620, dans E. Fournier, *Variétés hist. et litt.*, t. IV, p. 342.

3. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 452. Vitry vint « en habit déguisé afin de n'être connu; il n'y voulut pas aller la première fois parce qu'il sut que Déaigeant y estoit et ne pouvoit comprendre qu'il fût assuré de parler de cette affaire avec le commis de Barbin » (J.-B. Matthieu, *Hist. de Louis XIII*, dans P. Matthieu, *Hist. de Henri IV*, Paris, 1631, t. II, p. 78.)

4. François de l'Hôpital, seigneur du Hallier, n'était encore qu'enseigne de la compagnie d'hommes d'armes du roi (Arch. nat., E. 55, fol. 25 r°). Il deviendra maréchal de France sous le nom de « maréchal de l'Hôpital ». Voir sur lui une note de Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 158.

5. Henri de Vaudetar, baron de Persan, avait épousé Louise de l'Hôpital en 1607. Voir Chaulnes, *Relation exacte*, p. 465.

6. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, p. 114. Le 9 mars, Vitry avait reçu l'ordre des ministres de rejoindre l'armée de Champagne (Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. I, p. 369); n'ayant pas obéi, on lui avait réitéré le commandement par lettre du roi, le 28 (*Ibid.*, p. 466). Il n'en avait pas tenu compte.

7. Brienne, *Mém.*, éd. Michaud, p. 12. Du Hallier vint avec quelques-uns de ses hommes.

des quatre hommes d'exécution fut que le capitaine des gardes revint trouver le roi avec du Hallier et Rouquerolles et prier Sa Majesté de vouloir bien renouveler devant eux l'ordre qui lui avait été donné. Évidemment, les deux comparses, surpris, avaient eu des scrupules. Louis XIII réitéra son commandement d'arrêter le maréchal. Sur quoi Vitry demanda : « Mais, sire, s'il se défend, que veut Sa Majesté que je fasse? » Lui aussi prévoyait l'inéluctable difficulté! Le roi garda le silence. Déageant, qui assistait à l'entretien, dit alors : « Le roi entend qu'on le tue. » Louis XIII continuait à se taire. Vitry s'inclina : « Sire, j'exécuterai vos commandements<sup>1</sup>. » On discuta les détails; voici ce qui avait été décidé : le dimanche 23 avril, — l'affaire était fixée pour cette date, — on ferait dire au maréchal d'Ancre que le roi l'invitait à aller voir dans son cabinet des armes de petits canons dont le prince se servait pour bombarder des forts élevés dans les Tuileries et un plan de Soissons; quand le maréchal serait dans le cabinet, — on s'arrangerait pour qu'il y fût seul, — Vitry et les siens agiraient<sup>2</sup>. On avait choisi le cabinet des armes, au second, « Sa Majesté ne désirant pas que l'on mit, si faire se pouvoit, la main sur lui pour l'arrêter ou pour le tuer en sa présence, ni dans sa chambre, salle ou cabinet »<sup>3</sup>. Il fallait prévoir même un insuccès, même un échec retentissant. Dans ce cas, l'avis était unanime, le roi devrait quitter Paris immédiatement et se séparer de la régente<sup>4</sup>. On tiendrait des chevaux sellés aux Tuileries, Louis XIII passerait par la grande galerie du Louvre et irait à Meaux, capitale du gouvernement de M. de Vitry. Là, il mènerait les choses à fond, manderait son armée, poursuivrait le maréchal « dans les provinces, partout où besoin seroit en cas qu'il s'évadât et sortît de

1. La scène nous est donnée par Montpouillan, fils du duc de la Force, qui était à ce moment de l'intimité du roi (*Mém. de Montpouillan*, dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. IV, p. 32).

2. L'après-midi du 24 avril, Louis XIII donna lui-même ces détails à ceux qui venaient le complimenter (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 462).

3. Pontchartrain, *Mém.*, éd. Michaud, p. 386. Louis XIII avait un beau cabinet d'armes, « où il y avoit plusieurs sortes d'armes et surtout de beaux fusils » (Montpouillan, *op. cit.*, t. IV, p. 24), que lui entretenait un ancien garde français, Descluseaux, qu'il aimait beaucoup autrefois étant enfant à Saint-Germain et qu'il avait remarqué lorsqu'il allait jouer au milieu des gardes-françaises de service au corps de garde. Voir notre *Au temps de Louis XIII*, p. 26.

4. « Ha detto il re che se non gli succedeva (le projet d'arrestation) s'era di già risoluto d'uscir subito di Parigi e di separarsi della Madre in ogni maniera » (Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 229).

Paris »<sup>1</sup>. Si l'opération réussissait au contraire, on mettrait en prison Concini et sa femme afin que le Parlement fit leur procès; puis Louis XIII notifierait à la reine régente « de trouver bon qu'il prit le gouvernement de son État et qu'il travaillât à le retirer du péril éminent auquel il étoit tombé par le mauvais conseil du maréchal et de sa femme ». Afin que le roi eût le temps « de prendre une ferme assiette en ses affaires », on prierait Marie de Médicis de sortir de Paris, quitte à la rappeler ensuite. Il étoit enfin reconnu impossible de garder les ministres actuels, difficile d'en choisir de nouveaux. Le mieux serait de rappeler les anciens ministres d'Henri IV naguère chassés : l'effet serait excellent sur l'opinion et Louis XIII, un peu effrayé de prendre à son âge la responsabilité d'une machine aussi compliquée que celle de l'État, aurait la garantie de vieux administrateurs blanchis dans le métier<sup>2</sup>. Déageant avait tout précisé, même rédigé d'avance lettres, déclarations et proclamations<sup>3</sup>. Tel étoit le plan arrêté entre le roi, Luynes, Déageant et Tronson. Tout étoit convenu, il ne restait plus qu'à procéder à l'exécution.

Mis en face des derniers actes de l'aventure, Luynes eut alors un moment d'effroi indicible. « Il branla au manche », dit Déageant; il parla « de changer de résolution » pendant qu'il en étoit temps encore, d'attendre, de réfléchir<sup>4</sup>. Que « de difficultés se rencontroient dans l'exécution d'une si grande affaire » ! « On étoit sans force, insistait-il, sans moyens, sans ressource aux moindres obstacles qui pourroient survenir. » Et, bien que son frère Cadenet lui dit, tout irrité de sa faiblesse, que, puisque M. de Vitry étoit prévenu, il n'y avoit plus rien à faire qu'à laisser

1. Pontchartrain, *Mém.*, p. 387. Ce fut Vitry qui offrit Meaux, où il étoit chez lui (Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 127 r°).

2. Déageant, *Mém.*, p. 46. « Ces anciens ministres étoient vieux sans doute, et il plût à Richelieu de s'en moquer, mais ils avoient la confiance publique et ils la méritoient. » Victor Cousin, *le Connétable de Luynes*, dans *Journal des Savants*, 1861, p. 271. L'opinion publique faisait grand cas d'eux (lettre de M. de Ventadour au roi du 24 novembre 1617; Bibl. nat., ms. Clairambault 373, fol. 10 r°) et réclamait leur retour (lettre des princes au roi du 2 février 1617; Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 78 v°; *Remontrance présentée au roi par les princes*, 1617, in-4°, p. 7).

3. « Nul autre, pour ce qui étoit de mettre la main à la plume, n'y avoit tant travaillé que M. Déageant » (au coup d'État) (Arnauld d'Andilly, *Mém.*, éd. Michaud, p. 427).

4. Déageant (*Mém.*, p. 49) désigne Luynes sans le nommer, mais le témoignage de Cadenet qui suit va ne laisser aucun doute.

aller les événements, « il ne cherchoit que les moyens de retarder »<sup>1</sup>. Louis XIII demeura inébranlable<sup>2</sup>. « La voix du peuple contre le maréchal estoit le meilleur et le plus fidèle conseil qu'il pût avoir pour se résoudre à une action d'importance; le temps et l'occasion sembloient favoriser cet arrêtement<sup>3</sup>. » Il fallait agir. Le fait que rien n'avait transpiré dans une cour remplie des amis de Concini était un indice favorable.

Ce que le roi ne savait pas, c'est que Marie de Médicis n'était pas sans avoir appris que « depuis un grand nombre de jours » il y avait des réunions qui se tenaient « dans les appartements du haut » et qui duraient souvent jusqu'à minuit passé. Qu'y disait-on? La régente, vaguement inquiète, l'ignorait<sup>4</sup>. Dans la nuit du 19 au 20 avril, elle eut un rêve terrible qui la réveilla épouvantée et sanglotante : « Elle avoit rêvé qu'on lui faisoit son procès et que par arrêt elle étoit condamnée à mort<sup>5</sup>! » Mais quoi! Louis XIII continuait à vivre

1. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 453. Chaulnes nous rapporte ses discussions avec son frère; Montpoullan confirme que M. de Luynes en définitive n'a fait que proposer de fuir dans toute cette préparation du coup d'État (*Mém.*, dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. IV, p. 26). Louis XIII était choqué du manque de courage de son ami. « Le soir de la mort du maréchal, le roi confessa la lâcheté naturelle de Luynes, car, ainsi que l'on entretenoit Sa Majesté à son coucher du contentement que tout le peuple avoit de la fin de ce misérable (Concini) : « Il n'a pas tenu à moi, dit le roi, que cela n'ait été exécuté plutôt, mais Luynes ne s'y pouvoit jamais résoudre, tant il est poltron. Ce sont les propres mots que le roi a rendus » (*Discours au sujet des favoris*, in-12, p. 11. Opuscule assez vif contre Luynes, mais contenant des faits précis émanant évidemment de quelqu'un de la cour très au courant). La correspondance de M. de Luynes, conservée aux archives des Affaires étrangères, laisse une impression qui confirme ce qui précède. M. de Luynes était un homme doux et charmant, mais un caractère d'une faiblesse pitoyable, et un naïf. Nous reviendrons un jour sur lui pour montrer qu'il ne mérite pas les éloges que lui ont donnés V. Cousin et B. Zeller. L'étude attentive des documents montre que tout ce qu'il y a eu de netteté et de fermeté dans la politique du gouvernement durant sa prépondérance est dû à l'intervention personnelle de Louis XIII.

2. Le soir du 24 avril, le résident florentin cherchant à consoler Marie de Médicis en lui disant que le roi changerait de sentiment, la reine lui répondit qu'elle ne l'espérait pas, qu'elle connaissait bien maintenant la nature du roi (dépêche de M. Bartolini, dans B. Zeller, *Louis XIII, Marie de Médicis, Richelieu*, p. 173).

3. C'est ce qu'on disait au roi (*Mercure françois*, 1617, p. 196).

4. Elle ne parle de ce détail qu'après le 24 avril à Bartolini (dépêche du résident florentin, dans B. Zeller, *op. cit.*, p. 173).

5. Passage inédit de Chaulnes (*Relation exacte*; Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 127 v°) : « Elle étoit si affligée (dans son rêve) qu'elle étoit à l'extrémité. »

comme de coutume sans que le plus petit pli décelât sur son visage calme et impénétrable la moindre préoccupation; rien n'était changé dans ses habitudes : il ne parlait plus de Concini et ne désirait plus être mis au courant des affaires; il vaquait quotidiennement à ses occupations futiles, gardant, s'il avait un secret, une présence d'esprit, une maîtrise de soi-même, une force de caractère, une dissimulation inadmissibles chez cet enfant de seize ans. Et, de fait, tout le monde demeurera confondu, après coup, du sang-froid du prince<sup>1</sup>. Le samedi 22 avril, veille de l'exécution, le médecin Héroard notait qu'il avait « le visage gai et bon », qu'il s'était levé à huit heures trois quarts, avait déjeuné à neuf heures et demie, s'était rendu chez Anne d'Autriche, chez Marie de Médicis, qu'il était monté en carrosse à une heure pour aller chasser au château de Madrid malgré la pluie; qu'il était revenu à sept heures et demie du soir et s'était couché à dix heures, sans qu'il eût à relever dans cette journée, semblable à toutes les autres, quoi que ce soit de nature à attirer particulièrement son attention<sup>2</sup>. Seul Richelieu, — et encore n'avait-il rien appris ni rien deviné, mais uniquement par une prescience ou une coïncidence fortuite, — avait envoyé, dans la semaine qui précéda le 23 avril, son beau-frère Pont de Courlay prier M. de Luynes de dire au roi de sa part « qu'il voyoit bien que les choses ne se passaient pas comme elles devoient être et que Sa Majesté n'avoit pas sujet d'être satisfaite; que s'il plaisoit à Sa Majesté de le vouloir considérer comme l'un de ses ministres, il n'y auroit rien, soit en sa charge, soit aux autres affaires venant à sa connoissance, qu'il ne lui en donnât un fidèle avis ». Des offres de service! Trois mois plus tôt, elles eussent été acceptées avec empressement, et Richelieu eût pris la place de Déageant. Maintenant, il était trop tard. La démarche trahissait seulement l'alarme du ministre du maréchal et montrait à

1. C'est une des choses qui ont le plus frappé les contemporains. « Y a-t-il un prince qui ait jamais eu plus de puissance sur son visage? » (*Discours à M. de Luynes par le sieur Dryon*, Paris, 1617, in-12, p. 29). « Que vous, Sire, ayez eu une patience merveilleuse et conduite si secrète qu'à peine se trouveroit-elle semblable aux âmes plus chenues, c'est ce qui me jette comme hors de moi-même! » (*le Fidèle sujet au roi* (s. l.), 1616, in-12, p. 5). Voir aussi Fontenay-Mareuil, *Mém.*, p. 114; *l'Ancre de la paix*, Lyon, 1617, in-12, p. 8; *Lettre de Cléophas à Poléandre*, 1618, in-4°, p. 16.

2. *Journal d'Héroard* (Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 391 r°).



quel degré les créatures de Concini jugeaient la ruine de leur maître fatale<sup>1</sup>.

Le dimanche 23 avril, Louis XIII se leva vers les sept heures : il avait mal dormi; depuis quatre jours il ne dormait plus<sup>2</sup>. Le temps était mauvais. La pluie, qui n'avait pas cessé de tomber pendant les deux semaines précédentes, continuait<sup>3</sup>. A huit heures, le prince déjeuna. Suivant ce qui avait été décidé, on devait attendre que Concini vînt au Louvre, ce qu'il avait l'habitude de faire sur les neuf à dix heures, pour le prévenir que le roi le priait de passer au cabinet des armes. En attendant, Louis XIII se rendit dans sa petite galerie, où il se mit à jouer au billard<sup>4</sup> : il n'irait à la messe que tard, lorsque l'affaire serait achevée. Pendant ce temps, Vitry, qui était venu de bonne heure, se préparait. Il avait convoqué des gentilshommes de ses amis qu'il avait placés dans la cour du Louvre, en leur recommandant de se promener isolément sans attirer l'attention; sous leurs manteaux, qui les enveloppaient à cause de la pluie, les gentilshommes avaient des pistolets chargés. Prétendant que le roi pouvait partir d'un instant à l'autre afin d'aller à la messe, Vitry avait fait prendre les armes à la compagnie des gardes du corps de service, avec ordre de rester dans la cour comme pour faire escorte à Sa Majesté. Neuf heures, dix heures, onze heures sonnèrent; le maréchal ne venait pas. Depuis la veille au soir, on

1. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 453. Cette démarche fit très bon effet, bien qu'on se demandât si le complot n'était pas ébruité. En réalité, on voit par sa correspondance que Richelieu n'a rien soupçonné, qu'il croyait tout calme et assurait que les affaires étaient en excellent état (ses lettres à Concini des 13 et 14 avril 1617; Avenel, *Lettres*, t. VII, p. 379, 381). Richelieu va bénéficier de l'impression favorable produite par cette démarche habile. Sur le moment, M. de Luynes voulut en faire état pour demander encore qu'on ajournât l'exécution (Chaulnes, *loc. cit.*). Pas plus que Richelieu, ni les ambassadeurs ni personne ne s'aperçurent de rien (dépêche de l'ambassadeur vénitien du 24 avril; Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 80).

2. *Journal* d'Arnauld d'Andilly, éd. Halphen, 1857, p. 283. Le roi le dit lui-même. Il ajouta, parlant à Chaulnes : « Je ne sais ce que j'aurais à dire à mon premier médecin » (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 454). Héroard n'a rien remarqué.

3. *Ibid.*, p. 285; Héroard, *Journal*, Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 391 r°. Il a plu en France pendant tout le mois d'avril (*Journalier ou Mémoires* de Jean Pussot, Reims, P. Régner, 1858, in-8°, p. 191; *Journal* de Pierre Vuarin, garde-notes à Étain, dans *Recueil de documents sur l'histoire lorraine*, 1859, p. 16).

4. Il avouait ensuite qu'il avait eu toutes les peines du monde à passer cette matinée du dimanche (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 463).



avait chargé Dubuisson de surveiller la maison au coin du quai et de prévenir dès que le maréchal sortirait. Dubuisson vint dire que durant toute la nuit il avait remarqué des allées et venues et qu'on ne s'était pas couché chez Concini. Louis XIII, énervé, s'impatientait ; voyant que midi approchait, il donna le signal du départ pour la messe : il alla l'entendre à deux pas, de l'autre côté de la rue d'Autriche, à la chapelle de l'hôtel du Petit-Bourbon. Ce fut à la fin de la messe que Dubuisson, enfin accourant, annonça que le maréchal entraît au Louvre et qu'il se rendait dans les appartements de la reine mère. On se hâta pour aller dire à Concini que le roi l'invitait à passer au cabinet des armes. Mais, pendant qu'on montait chez Marie de Médicis par un escalier, le maréchal descendait par un autre et s'en allait. Il était trop tard ; le coup était manqué ; le roi alla dîner<sup>1</sup>.

Après le dîner, il y eut conférence. Décidément, l'idée de faire monter le maréchal au cabinet des armes était trop compliquée. Et s'il refusait de s'y rendre, par défiance ! D'autre part, déjà, une vingtaine de personnes se trouvaient dans le secret ; c'était miracle que celui-ci n'eût pas transpiré<sup>2</sup> ! Il était impossible d'attendre plus longtemps. Vitry proposa d'arrêter le lendemain même, au matin, Concini à l'entrée du Louvre, dans l'espèce de souricière constituée par les deux portes du château. Vieille forteresse élevée jadis par Philippe-Auguste pour protéger Paris du côté de l'ouest, comme la Bastille le protégera du côté de l'est, le Louvre avait conservé sur deux de ses quatre côtés son aspect rébarbatif du moyen âge, des tours massives, de grands murs, des fossés profonds<sup>3</sup>. L'entrée sur la rue d'Autriche,

1. *Ibid.*, p. 455. Déageant ne parle pas de la journée du 23. Nous avons le schéma de la journée de Louis XIII dans Héroard (*Journal*, Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 391 r°). Il confirme le texte de Chaulnes. Les deux escaliers dont il s'agit sont, l'un, le plus grand, sur l'emplacement de la porte qui actuellement donne accès du quai à la cour carrée du Louvre ; il est dit : « Le grand degré de la reine » ; l'autre, petit, est à l'angle sud-ouest de cette cour carrée, — il en existe encore aujourd'hui à cette même place, — et est dit : « Le petit degré du roi... » Voir notre *Vie intime d'une reine de France*, p. 74.

2. Déageant est convaincu que beaucoup de personnes devaient savoir qu'il se tramait quelque chose, entre autres Villery, le chancelier Sillery, le président Jeannin, mais qu'ils ne s'en émurent pas, persuadés que l'entourage du roi n'était pas assez fort (Déageant, *Mém.*, p. 52).

3. Il existe bon nombre de gravures ou de tableaux du temps représentant par exemple la façade du Louvre sur la Seine et permettant d'apercevoir par-dessus le Petit-Bourbon les tours et les toits de la partie du château située vers l'est. Sauf une petite gravure fantaisiste de saint Igny et les imageries un

— celle du temps de Philippe-Auguste avec un couronnement et des toits refaits sous Charles V, — était l'entrée non d'un palais, mais d'un château féodal : deux tours sombres, des deux côtés d'une porte basse et étroite, de deux mètres à peine de large, donnant accès à un passage voûté où un carrosse pouvait à peine passer ; à côté de cette porte, destinée aux charrois, une petite, dite le guichet, faite pour les piétons, avec un pont-levis spécial dénommé « la planchette » ; en avant de la porte, le pont-levis, long de six mètres, large de quatre, puis, prolongeant le pont-levis sur le fossé, un pont fixe en bois, dit « second pont du Louvre », « pont dormant », ou « pont de bois », de cinq mètres de long sur quatre de large ; et, enfin, terminant le pont fixe, une grande porte qui s'ouvrait sur la rue d'Autriche et qu'on appelait « la grand porte de Bourbon »<sup>1</sup>. La pensée de Vitry était que dès que Concini aurait passé cette grande porte, on la fermât derrière lui pour le couper de sa suite et que, d'autre part, l'autre porte basse demeurant close, le guichet à peine seul ouvert pour la circulation, Concini se trouvât ainsi pris dans cet endroit resserré<sup>2</sup>. Ce qu'il ne disait pas, c'est que, même dans cet espace restreint, il pourrait se trouver, sur le moment, que les défenseurs du maréchal fussent plus nombreux que les partisans du roi, et, en second lieu, que s'attendant à cette éventualité et convaincu

peu frustes, françaises ou allemandes, composées à propos de l'assassinat de Concini, donnant l'entrée du Louvre, nous ne connaissons pas de dessin du temps figurant cette porte du Louvre.

1. En 1866, on a pratiqué des fouilles dans la cour carrée du Louvre et on a mis à découvert les fondations de toutes les constructions dont nous parlons. Un plan de ces fondations relevées a été donné par Berty dans sa *Topographie historique du Vieux Paris, le Louvre*, t. II, p. 109. C'est d'après ce plan que nous établissons les dimensions que nous venons d'indiquer. Les expressions de « grand porte de Bourbon » et de « pont de bois » nous sont fournies par le *Définiment de la guerre apaisée par la mort de Concino Concini*, Paris, 1617, in-12, p. 6. Voir aussi la lettre de Simon Chabot, du 28 avril 1617, dans *Bulletin de la Société des bibliophiles bretons*, 2<sup>e</sup> année, 1878-1879, p. 62. Nous ne sachions pas que personne ait encore parlé jusqu'ici de l'existence de cette « grande porte de Bourbon ». Berty ne la connaît pas. Sans elle, on ne comprend pas telle phrase comme celle-ci du résident florentin : « Le pont du Louvre qui est entre les deux portes » (dans B. Zeller, *Louis XIII, Marie de Médicis*, p. 175).

2. « On avisa que l'arrestation ne se pouvoit mieux faire qu'entre la grand porte de devant le Louvre et la cour, où le passage est long et assez étroit quand on a passé le pont-levis » (*Mercure françois*, 1617, p. 197).

d'avance qu'il y aurait le moindre geste de résistance, il était décidé à s'autoriser de ce geste pour tuer immédiatement le maréchal. Louis XIII ne vit pas l'objection et approuva.

Le roi passa le reste de l'après-midi comme à l'ordinaire<sup>1</sup>; il alla faire sa visite quotidienne à Anne d'Autriche, à Marie de Médicis; par la grande galerie se rendit aux Tuileries; de là gagna les Feuillants, où il assista aux vêpres; revint vers quatre heures, en carrosse, à cause de la pluie; soupa à sept heures et demie; de nouveau revit Marie de Médicis; puis se retira dans sa chambre et se coucha vers dix heures<sup>2</sup>. M. Dubuisson avait repris sa garde rue d'Autriche, au coin de l'hôtel de Bourbon. La nuit se passa sans incident<sup>3</sup>.

Au jour, le lundi 24 avril, il se trouva que la pluie qui durait depuis longtemps avait cessé. Le ciel était gris et bas; les rues pleines de boue. Louis XIII se leva de bonne heure; on devait trouver ensuite qu'il était pâle, maigri et fatigué<sup>4</sup>. Dès qu'il fut habillé, il envoya donner l'ordre au premier écuyer de faire atteler un carrosse à six chevaux et de l'envoyer attendre au bout de la grande galerie, aux Tuileries, sous prétexte qu'il vou-

1. Il y eut une alerte l'après-midi : un gentilhomme, M. de Rissé, déjeunant chez le premier président de la cour des Aides, M. Nicolas Chevalier, lui annonça qu'on avait dû arrêter Concini dans la matinée. M. Chevalier prévint le roi, qui, surpris, fit venir Rissé et brusquement lui demanda de qui il tenait ce renseignement; l'autre balbutia, avouant qu'il l'avait supposé en voyant des gentilshommes dans la cour avec des pistolets dissimulés, mais qu'il n'en savait rien et était fâché que M. Chevalier eût répété un mot dit à la légère. Louis XIII congédia de Rissé en le priant de se taire (*Chaulnes, Relation exacte*, p. 455).

2. Héroard; *Bibl. nat.*, ms. fr. 4025, fol. 391 r°.

3. Sauf que vers dix heures et demie M. Dubuisson vint annoncer qu'on doublait les postes du château. Louis XIII se leva pour aller demander à Marie de Médicis l'explication de cette mesure insolite. La reine s'excusa de ce qu'on ne l'eût pas averti : c'était une simple précaution prise parce qu'on avait su que le cardinal de Guise faisait des levées dans Paris pour les princes révoltés et qu'on avait pensé que ces recrues étaient capables de tenter un coup de main sur le Louvre (*Chaulnes, Relation exacte*, p. 456).

4. Bentivoglio, *Lettere*, t. I, p. 234. Héroard continue à ne rien remarquer. On finit par se demander si la formule fastidieuse qu'il répète tous les matins : « Éveillé à sept heures et demie; poulx plein, égal, pausé, chaleur douce; levé, bon visage, gai; vêtu; prié Dieu; à huit heures et demie, déjeuner, etc. » (texte du 24 avril; *Bibl. nat.*, ms. fr. 4025, fol. 391 v°) n'est pas un cliché écrit machinalement. Cependant, on a constaté ce jour-là le sang-froid, la maîtrise de lui-même, la prudence et la résolution de Louis XIII (Matthieu, *la Conjuración de Conchine*, p. 283; d'Aubigné, *Libre discours sur l'état présent des églises réformées de France*, 1619, in-12, p. 13).

lait partir à la chasse<sup>1</sup>. Les gentilshommes ordinaires et les chevaux-légers furent prévenus d'avoir à se tenir prêts afin d'escorter le roi. Puis Louis XIII déjeuna<sup>2</sup>. Pendant ce temps, M. de Vitry prenait ses dernières dispositions.

Le coup à exécuter entre les deux portes du Louvre exigeant plus de monde que celui qui avait été combiné pour le cabinet des armes, le soir du dimanche, Vitry avait invité un certain nombre de ses amis, sûrs, à venir le rejoindre le lundi matin, vers huit à neuf heures, dans la cour du Louvre, pour une raison vague qu'il ne précisait pas<sup>3</sup>. Il se trouvait qu'à cette heure devait avoir lieu au château la réunion en chambre du Conseil des commissaires chargés de la revente des greffes, opération qui, d'ordinaire, amenait au Louvre un assez grand nombre d'intéressés. La présence de ce public attirerait moins l'attention sur les gentilshommes stationnant<sup>4</sup>. Le roi étant sur le point de partir, on ferma, selon le cérémonial, la vieille porte basse du château en ne laissant ouvert que le guichet<sup>5</sup>. Puis Vitry renforça le corps de gardes. Il donna la consigne au lieutenant de la porte, M. de Corneillan, — la porte du Louvre était confiée à deux officiers spéciaux, le capitaine et le lieutenant de la porte, — dès que le maréchal d'Ancre aurait franchi la grand'porte de Bourbon, de fermer immédiatement celle-ci<sup>6</sup>. Il prescrivit aux

1. L'ordre fut porté par un certain Le Terrail, que le premier écuyer, M. de Liancourt, ne connaissait pas. M. de Liancourt, par scrupule, vint demander au roi confirmation de l'ordre. Louis XIII, surpris, crut que ses projets étaient ébruités. « Le roi ne répondit rien, mais le regarda (Liancourt) ferme entre deux yeux, et, après que le M. le Premier fut rentré (chez lui), Le Terrail lui vint dire : « Vous l'avez demandé au roi; il n'a rien répondu; faites ce qu'il a commandé » (Chaulnes, *Relation exacte*; Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 128 r°).

2. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 457. C'est le récit le plus circonstancié des faits qui vont suivre.

3. Arnauld d'Andilly donne les noms de ces amis (*Journal*, éd. Halphen, 1857, p. 281), ainsi que Matthieu (*la Conjuración de Conchine*, p. 265). Il y a dix gentilshommes ordinaires du roi, La Chesnaye, du Fay, Boyer, Sarroque, etc., un exempt des gardes-françaises, Guichaumont, le porte-arquebuse du roi Galebeau, dix gentilshommes domestiques.

4. Sur cette revente des greffes, voir Arch. des Aff. étr., France 779, fol. 153 r°, et Déageant, *Mém.*, p. 60.

5. Déageant (*op. et loc. cit.*) dit qu'on ferma les portes non pour cette raison, mais parce qu'on annonça que le roi « prenait purgation » et qu'ainsi le voulait le cérémonial! L'autre motif donné par Chaulnes est plus sûr.

6. Déageant, *op. et loc. cit.* Comme récompense du service en question, M. de Corneillan aura plus tard la bizarre idée de demander au roi le privi-

gardes du corps qui, selon l'usage, se tenaient pour le service d'honneur dans la grande salle du Louvre, au premier étage, de descendre au-dessous dans la salle des gardes des Suisses — notre salle des Caryatides — afin de se joindre aux Suisses de garde, ce qui ferait une troupe plus compacte et toute prête<sup>1</sup>. La compagnie des gardes-françaises de service, commandée par M. de Fourilles, eut à prendre les armes et à se tenir en réserve de l'autre côté du Louvre, dans la cour des cuisines<sup>2</sup>. Vitry distribua ses amis : Persan et du Hallier se tinrent dans la cour avec chacun, de leur côté, un groupe de trois ou quatre hommes ; La Chesnaye se plaça près de la porte d'entrée avec un autre groupe ; quant à Vitry, il demeura dans la salle des gardes, tantôt assis sur un coffre de bois, tantôt « marchant à grands pas », le chapeau à la main et surveillant par la porte centrale de la salle restée ouverte l'entrée du guichet du Louvre. Dubuisson et d'autres étaient toujours en observation rue d'Autriche<sup>3</sup>.

On attendit ; neuf heures, neuf heures et demie, dix heures moins le quart : rien ne paraissait. Le roi, différant d'instant en instant son prétendu départ pour la chasse, s'était mis à jouer au billard ; il était distrait<sup>4</sup>. En bas, Vitry devenait nerveux ; s'imaginant subitement que l'affaire pouvait être éventée, vu le nombre relativement considérable de gens au

lège « de faire attourner et enjoliver les épousées qui seront dorénavant tant en la ville que faubourgs de Paris pour lui et les siens à perpétuité » (arrêt du Conseil d'État du 11 août 1617 qui renvoie la requête au prévôt de Paris ; Arch. nat., E. 55e, fol. 383 r°). C'était pour en tirer de l'argent. Nous ignorons ce qu'il en advint.

1. Montpouillan, *Mém.*, dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. IV, p. 33.

2. On la tint un peu à l'écart, seulement en réserve, parce qu'on croyait que M. de Fourilles était une créature de Concini, ce qui était du reste une erreur (Déageant, p. 67).

3. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 457 ; Montpouillan, *op. cit.*, t. IV, p. 34. Il y avait pas mal de gens dans la cour du Louvre, suivant l'habitude, les uns venus pour affaire, les autres, des curieux à la chasse de nouvelles, enfin des laquais et des pages (lettre de Boucher de Guilleville, échevin d'Orléans, dans J. Doinel, *Concini, récit de sa mort*, Orléans, 1883, in-8°, p. 5).

4. Baulru vint causer avec lui et remarqua qu'il amincissait indéfiniment un morceau de parchemin qu'il avait entre les mains, par nervosité (Chaulnes, *Relation exacte*, p. 457). Il existe au musée de Reims un dessin d'Abraham Bosse, intitulé « le noble jeu de billard », qui offre l'aspect du billard du temps (A. Valabrégue, *Abraham Bosse*, Paris, 1892, gr. in-8°, p. 112).



courant ou en éveil, il allait proposer de rassembler Suisses, gardes du corps, gardes-françaises pour donner l'assaut au logis de Concini<sup>1</sup>, lorsque tout à coup, vers dix heures, du seuil de la salle des gardes où il se tenait, il aperçut à la porte du Louvre un remous de gens qui entraient, et l'on vint précipitamment l'avertir que Concini, escorté d'une foule de soixante à quatre-vingts courtisans, sortait de chez lui<sup>2</sup>.

Le moment était venu. D'un geste rapide, Vitry jeta son manteau sur l'épaule, assura son chapeau, prit en main son bâton de capitaine des gardes en quartier et, faisant signe à ceux qui étaient disséminés dans la cour, se dirigea à grands pas vers la porte, pendant qu'une vingtaine de personnes accouraient à ses côtés<sup>3</sup>. Concini, sorti en effet de sa maison, arrivait à pied dans la rue d'Autriche, suivant le mur du petit jeu de paume du Louvre<sup>4</sup> et lisant une lettre que venait de lui remettre un gentilhomme normand, M. de Cauvigny, seigneur de Colomby<sup>5</sup>. Il était habillé de hauts-de-chausses de velours gris foncé, à grandes bandes de Milan, d'un pourpoint de toile noire brodée d'or, d'un manteau de velours noir garni de passementeries de Milan; il avait autour du cou une grande fraise blanche, sur la tête un feutre noir avec plumes, et, aux pieds, à cause de la boue, « des galoches »<sup>6</sup>. Pêle-mêle, sa suite l'entourait, tenant toute la rue, causant : elle s'était engagée sur

1. Il avait déjà eu cette idée la veille à la suite de la communication faite concernant M. de Rissé (Montpouillan, *op. cit.*, t. IV, p. 35).

2. N. Pasquier, *Lettres*, 1623, p. 565. Ce fut Beausse qui vint le prévenir (Matthieu, *la Conspiration de Conchine*, p. 265). C'est à tort que Boucher de Guilleville, qui était cependant présent dans la cour, a cru voir Vitry descendre le grand escalier pour venir au-devant de Concini (dans J. Doinel, *op. cit.*, p. 5). Toutes les sources sont d'accord pour dire que Vitry se tenait dans la salle des Caryatides.

3. De Chaulnes, *Relation exacte*, p. 457.

4. *Mercuré françois*, 1617, p. 197. Il tenait un bouquet à la main (*Ibid.*, p. 198).

5. Un des futurs quarante de l'Académie française; il a laissé des vers. Voir des notes biographiques sur lui dans le recueil de Conrart; Bibl. de l'Arsenal, ms. 2667, 3<sup>e</sup> partie, p. 239. Concini était suivi d'un autre Cauvigny, M. Charles de Cauvigny, seigneur de Beaux-Amis (gentilhomme tranchant du roi; Bibl. nat., ms. fr. 7854, fol. 191 r<sup>o</sup>), dont le texte imprimé fautif de Chaulnes (*Relation exacte*, loc. cit.) fait deux personnages distincts. Voir encore sur ces Cauvigny le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. XI, p. 238.

6. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 458. Concini était en deuil; il portait le deuil de sa fille, morte il y avait trois mois et demi.



le pont, puis dans le guichet, un à un<sup>1</sup>. Dès que Concini eut passé la grande porte de Bourbon, le lieutenant, suivant l'ordre donné, poussa les battants, malgré les protestations de ceux qui se trouvaient derrière. A cet instant, Vitry arrivait. Il avait eu quelque peine, sous la voûte, à fendre la presse de ceux qui précédaient le maréchal ; des amis l'avaient interpellé, l'arrêtant par le bras, lui demandant de ses nouvelles, plaisantant<sup>2</sup>. Dans sa hâte à se faire faire place, il dépassa sur le pont dormant, sans l'apercevoir, Concini, qui marchait lentement près de la balustrade droite du pont, absorbé dans sa lecture<sup>3</sup>. Interpellant alors M. de Cauvigny, lequel suivait derrière à trois pas, Vitry demanda : « Où est le maréchal ? » — « Le voilà ! » fit l'autre, le désignant du doigt. Vitry se retourna et, d'un mouvement brusque, posant la main sur le bras de Concini, lui dit : « De par le roi, je vous arrête ! » — « *A me ?* (A moi ?) » s'exclama le maréchal avec colère, stupéfait, reculant vivement vers la balustrade afin de se dégager et mettant la main à la poignée de son épée. « Oui, à vous ! » cria Vitry, et empoignant fortement le maréchal, il tourna à demi la tête pour faire un geste énergique d'appel à ses compagnons<sup>4</sup>. Mais, à l'instant, cinq coups de feu partaient presque en même temps : c'étaient du Hallier, Persan, Guichautmont, Morsains et Dubuisson qui, étant les premiers, avaient promptement relevé leurs manteaux en voyant le geste de défense de Concini, et, de leurs pistolets qu'ils tenaient prêts, visant à la tête, avaient tiré à bout portant. Des cinq balles, deux se perdirent dans la balustrade, la troisième pénétra entre les deux yeux, la quatrième dans la gorge, la cinquième sous

1. On admira beaucoup Vitry d'avoir osé attaquer Concini « au milieu de quatre-vingts cavaliers dont il étoit environné » (Matthieu, *la Conjuration de Conchine*, p. 293.)

2. Le texte manuscrit de Chaulnes (*Relation exacte*; Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 129 r<sup>o</sup>) que nous suivons ici présente sur le texte imprimé, assez défectueux, l'avantage d'une rédaction plus correcte et de détails inédits, tels que celui-ci.

3. Avec Vitry dépassèrent Concini La Chesnaye, Persan et Sarroque, qui vont se trouver derrière le maréchal, l'entourer de ce côté (*Ibid.*) et l'isoler de sa suite.

4. Tous les documents contemporains, extrêmement nombreux, qui racontent le drame, sont d'accord sur ces détails. Cauvigny-Beaux-Amis, qui était près du maréchal, à droite, du côté de la balustrade, s'avança vivement pour faire place, ce qui isola Concini (*Relation exacte*; Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 129 v<sup>o</sup>).

l'œil : la mort fut instantanée<sup>1</sup>. Le maréchal, sans pousser un cri, s'affaissa sur les deux genoux, le dos accoté à la balustrade, le chapeau roulant. Il y eut un moment de stupeur. Puis ce fut un remous dans une clameur furieuse, les conjurés se ruant aux cris de « tue ! tue ! » s'imaginant que le maréchal n'était pas encore mort et voulant l'achever ; la suite, un instant indécise, faisant mine de se précipiter au secours, puis arrêtée par le mot : « De l'autorité du roi ! » qu'on répétait, et reculant interdite. Chacun voulut donner son coup : Sarroque enfonça son épée dans les côtes, Taraud larda deux fois de sa dague. Vitry criait à tue-tête : « Vive le roi ! » D'un violent coup de pied, il fit rouler le cadavre, qui tomba la face sur le plancher de bois, une des galoches glissant au fond du fossé. Dans la presse, La Chesnaye, bousculé, fut renversé tout du long sur le corps et eut de la peine à se relever. Alors ce fut le dépouillement rapide du mort, sali de boue et de sang. Sarroque enleva l'épée, Dubuisson le diamant du doigt qui valait 6,000 écus ; Boyer l'écharpe ; un autre le manteau de velours<sup>2</sup> ; puis des archers prirent le corps et le transportèrent sous la voûte de la porte d'entrée, à gauche, dans « une petite chambre » dépendant du corps de garde<sup>3</sup> ; ils l'accotèrent contre le mur : le visage était noirci de poudre, sanglant, boueux ; la fraise à demi brûlée, tellement les coups avaient été tirés de près ;

1. *Relation exacte* ; Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 129 v°. Pour montrer les différences ici du texte imprimé de la *Relation exacte* et du manuscrit, nous dirons que le texte imprimé porte que Concini « s'avança » vers la barrière du pont après l'interpellation de Vitry, au lieu de « s'accula » que donne le texte manuscrit, ce qui se comprend mieux ; que la cinquième balle porta « sur l'oreille droite » au lieu de « à la joue, sous l'œil droit ». Il fut impossible de savoir qui avait tiré le premier, ajoute Chaulnes, ce qui fait que chacun des acteurs du drame se vantera d'avoir tué le maréchal. Vitry n'avait pas d'armes en main. Son épée était demeurée en écharpe et son pistolet dans ses chausses (Matthieu, *la Conjuración de Conchine*, p. 265). Le public avait cru que Concini s'était mis à l'abri d'attentats de ce genre (*les Charmes de Conchine desquels il se devoit servir pour éviter les coups de pistolet* (s. l. n. d.), in-8°).

2. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 457 ; *Mercure françois*, 1617, p. 198 ; Pontchartrain, *Mém.*, p. 387 ; Matthieu, *op. et loc. cit.*

3. Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 130 v° : « Sous le portail, à main gauche en entrant dans le Louvre. » Il s'agit des archers de la prévôté de l'hôtel, lesquels font le service de la porte, et qui achevèrent de fouiller Concini (*Discours sur l'arrivée du duc de Longueville*, Amiens, 1617, in-12, p. 11), après l'avoir « moitié porté, moitié trainé » (*Mercure françois*, *loc. cit.*).

un archer de la prévôté de l'hôtel, nommé Courtade, fut chargé de le garder, pendant que, — la porte demeurant ouverte, — une foule de gens entraient et sortaient, afin de voir le maréchal tué<sup>1</sup>.

Là-haut, Louis XIII, revenu dans sa chambre, attendait<sup>2</sup>. Le crépitement des pistolets était parvenu jusqu'à ses oreilles. Qu'était-il arrivé? Quelqu'un entra précipitamment et dit que le maréchal était manqué et qu'il accourait avec les siens en armes par le grand escalier<sup>3</sup>. Le jeune roi fut très maître de lui. « Ça, Descluseaux, ma grosse Vitry », fit-il; c'était une carabine que Vitry lui avait donnée et qu'il appelait ainsi du nom du capitaine. Descluseaux, ancien garde-française chargé du soin des armes du prince, tendit l'arme<sup>4</sup> : rapidement, le roi dégaina et, résolument, marcha droit, l'épée à la main, dans la direction de la grande salle, par son antichambre, décidé « à aller à eux et à leur passer sur le ventre »<sup>5</sup>. Derrière la première porte, il trouva M. d'Ornano, colonel des Corses, qui lui dit : « Sire, c'est fait! » et M. de Cauvigny, qui suivait, affirmant que le maréchal était mort, qu'il s'en était assuré<sup>6</sup>. De l'escalier

1. Arnauld d'Andilly, *Journal*, éd. Halphen, 1857, p. 281. Ce Courtade (Gabriel) se trouvait être créancier de Concini pour la somme de 8,000 livres, conjointement avec l'exempt des gardes de la prévôté de l'hôtel François de la Rivière (arrêt du Conseil du 16 novembre 1617 qui ordonne de le faire rembourser; Arch. nat., E. 57, fol. 373 r°; E. 58a, fol. 249 r°).

2. Il s'était rendu dans son cabinet des armées auparavant. Avec lui se trouvaient M. de Luynes et Déageant (V. Siri, *Memorie reconditte*, 1677, t. IV, p. 54).

3. C'est Déageant qui donne ce détail (*Mém.*, p. 65). Nous venons de voir qu'il était présent. Son témoignage va être confirmé par ce qui suit.

4. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 458.

5. Déageant laisse entendre que c'est lui qui donna le conseil au roi : « Puisque Votre Majesté, lui dit-il, paroît avoir le courage et la résolution que je lui vois, il faut aller à eux; vous leur passerez sur le ventre, voire même à tout Paris, s'ils s'opposent à vous. » Tout le monde, dans la grande salle, constata que Louis XIII avait l'épée à la main, ce qui confirme implicitement l'assertion de Déageant (Arnauld d'Andilly, *Journal*, 1857, p. 282; Chaulnes, *Relation exacte*, loc. cit.).

6. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, p. 118. Ornano dit à Louis XIII : « Sire, à cette heure, vous êtes roi! » (Arnauld d'Andilly, *op. et loc. cit.*). D'après Pontchartrain (*Mém.*, p. 387), Louis XIII aurait répondu à Ornano : « Dieu soit loué, mon ennemi est mort! » Voir aussi Chaulnes, *op. et loc. cit.* Les fragments des *Mémoires* d'Ornano publiés dans le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme* (t. VII, 1873, p. 207) ne fournissent rien sur notre sujet.

« Henri II » débouchaient des gentilshommes, le visage épanoui, joyeux, accourant complimenter le roi, et de la cour montait un bruit confus d'acclamations. Louis XIII s'approcha de la fenêtre, la fit ouvrir, se montra; du bas s'éleva, dans une explosion d'enthousiasme, un grand cri : des mains, des chapeaux, des épées s'agitaient. A peine si on put entendre le mot que Louis XIII prononça : « Merci, grand merci à vous, à cette heure, je suis roi ! » De là, il se porta de l'autre côté de la salle, à une fenêtre donnant sur la cour des cuisines et, s'adressant aux soldats des gardes-françaises, inquiets du tumulte qu'ils entendaient, leur cria : « Aux armes ! Aux armes, compagnons ! »

Cependant, au bruit qui se passait dans la cour, une femme de chambre de Marie de Médicis, Catherine<sup>3</sup>, avait ouvert une fenêtre de l'entresol où étaient les appartements de la reine et, surprise, avisant Vitry qui parlait avec animation au milieu d'un groupe, lui demanda ce qui se passait. « Le maréchal est tué », répondit le capitaine. — « Par qui ? » — « Par moi et de l'ordre du roi ! » Catherine referma vivement le châssis et courut à la chambre à coucher de la régente où celle-ci se tenait assise, pas encore habillée ni coiffée, revêtue d'un simple « manteau de chambre »<sup>4</sup>. Brusquement, la femme de chambre annonça la nouvelle. Marie de Médicis eut un saisissement : « Elle se leva de dessus son siège, fit trois ou quatre pas, puis s'arrêta court. » Son cœur battait : elle était suffoquée, incapable de dire un mot<sup>5</sup>. A ce moment accouraient près d'elle ses amies, M<sup>me</sup> de Guise, la princesse de Conti<sup>6</sup>, dans leur tenue négligée du matin, la dame

1. Voir les textes cités plus haut. Selon Brienne (*Mém.*, éd. Michaud, p. 12), le roi parut à la fenêtre « d'un cabinet qui étoit au bout de la salle des gardes qui a vue sur la cour ». C'est l'antichambre, la pièce qui est au bout de notre salle Lacaze. « Il s'éleva dans la cour du Louvre », dit Boitel de Goubertin (*Hist. mémorable de ce qui s'est passé en France*, Rouen, 1619, in-8°, p. 325), « une acclamation si grande de « Vive le roi ! » et une voix si éclatante et accordante du peuple dont la cour étoit remplie qu'il sembloit que tous eussent participé à cette exécution. »

2. Chaulnes, *Relation exacte*, p. 458.

3. Sur cette Catherine, M<sup>me</sup> Forzoni, une Italienne amenée de Florence, voir notre *Vie intime d'une reine de France*, p. 144-145.

4. Chaulnes, *op. et loc. cit.* Le texte imprimé porte que la reine se tenait dans « son cabinet de luth », ce qui est incompréhensible; le texte manuscrit donne « son grand cabinet du lit », qui est la chambre à coucher (Bibl. nat., ms. Dupuy 661, fol. 131 v°).

5. Arnauld d'Andilly, *Journal*, éd. Halphen, p. 283.

6. Sur la place de ces princesses dans l'existence de Marie de Médicis, voir notre *Vie intime d'une reine de France*, chap. vi.

d'honneur, M<sup>me</sup> de Guercheville<sup>1</sup>. Marie de Médicis se mit à arpenter à grands pas sa chambre, haletante, les cheveux défaits, battant des mains, comme folle. Les autres ne savaient que dire. Un gentilhomme, M. de la Place, entra et hasarda qu'on ne savait comment annoncer à la maréchale d'Ancre l'événement. Marie de Médicis retrouva la parole pour répondre avec véhémence « qu'elle avait bien d'autres choses à penser et que si on ne pouvoit lui dire la nouvelle, qu'on la lui chantât »! Elle éclata, répétant en termes saccadés « qu'on ne lui parlât plus de ces gens-là, qu'elle le leur avait bien dit! qu'il y avait longtemps qu'ils dussent être en Italie »! La veille au soir, encore, elle avait prévenu le maréchal que le roi ne l'aimait pas, qu'il ferait beaucoup mieux de s'en aller; mais il n'avait pas voulu, assurant que le roi lui faisait bonne mine. Maintenant, « elle avait assez affaire d'elle-même »<sup>2</sup>!

« Elle avait assez affaire d'elle-même! » Marie de Médicis comprenait que le coup était dirigé contre sa personne. Après seize ans d'indifférence, de sécheresses et de sévérités, Louis XIII, devenu le maître, allait durement faire expier à sa mère son manque de cœur et ses faiblesses!

Louis BATIFFOL.

(Sera continué.)

1. Sur M<sup>me</sup> de Guercheville, voir *Vie intime d'une reine de France*, p. 139

2. Chaulnes, *op. et loc. cit.*

---

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LA CRISE INDUSTRIELLE DE 1788 EN FRANCE.

---

Une caricature circulait à Paris, au mois d'août 1788, quelques jours avant la chute du principal ministre Loménie de Brienne : au milieu d'une place, à une potence dressée, le Commerce, représenté par un Mercure en chemise, était pendu ; sur la corde qui l'étranglait, on lisait : *Caisse d'escompte* ; — soixante-dix millions avancés au roi, la baisse des actions, trois jours de panique aux guichets étaient ainsi rappelés sur l'estampe. Attaché aux pieds nus du Mercure pendu, un poids raidissait et tendait le corps immobilisé : c'étaient les *droits d'exportation*, les *emprunts ministériels*, les *privilèges*, les *compagnies de commerce* ; — le trésor royal vide, les prodigalités des ministres, le gouffre ouvert, et que rien ne pouvait combler, autant d'entraves pour le commerce. Les mains même étaient liées par une bandelette, et, sur cette bandelette, on pouvait lire : *Traité de commerce* ; — plus que tous les abus, le récent traité avec l'Angleterre paralysait le commerce français. En quelques traits et en quelques mots, l'image résumait la grave crise économique qui, depuis plusieurs mois, sévissait et pendant de longs mois encore allait inquiéter les manufacturiers, forcer les ouvriers au chômage, les réduire à la misère. Dans les récits des derniers mois de l'ancien régime, on a beaucoup insisté sur la fameuse grêle du 13 juillet 1788 qui, fauchant les moissons, de la Normandie à la Champagne, fit d'incalculables dégâts ; les auteurs de mémoires ont décrit avec soin cet orage effroyable, car les catastrophes s'imposent et on ne les passe pas sous silence ; en revanche, ils n'ont pas raconté avec détails la crise industrielle qui, moins soudaine et moins apparente que la grêle, causa cependant plus de ruines. Dans les documents administratifs on trouve les témoignages quotidiens de la longue épreuve que subirent les manufactures françaises dès la fin de l'année 1787, et dont elles souffraient encore quand éclata la Révolution. Pour ses causes comme pour ses effets, cette crise mérite d'être connue<sup>1</sup>.

1. Les documents essentiels sont conservés aux Archives nationales sous les



## I.

Au mois d'octobre de l'année 1787, l'intendant de Châlons transmettait au Contrôleur général un mémoire des fabricants de Troyes sur l'état malheureux de leur industrie; ils se plaignaient de la cherté des matières premières, devenues rares, et que l'étranger nous enlevait; ils critiquaient les arrêts de 1779 accordant la liberté de fabrication des étoffes; ils déclaraient que, maintenant, les ouvriers quittaient les villes, devenaient nomades, allaient de province en province porter l'esprit de l'indépendance; ils gémissaient de voir que « le laboureur se faisait fabricant »; surtout, ils se répandaient en récriminations contre le traité conclu l'année précédente avec l'Angleterre. Quelques semaines après, revenant à la charge, l'intendant annonçait que, depuis sa dernière lettre, 300 métiers nouveaux avaient été démontés et que la crise atteignait Reims. Bientôt, à ces plaintes de l'intendant s'ajoutèrent, plus précises et plus pressantes, celles de la commission intermédiaire de Champagne et celles de l'inspecteur des manufactures: alors qu'en 1786 la ville de Troyes produisait pour près de 5,000,000 de toile qu'elle expédiait en Espagne, en Portugal, dans les Iles françaises d'Amérique, alors que ses fabriques de laine avaient, la même année, fourni près de 5,000 pièces d'étoffe et que toute cette industrie occupait 3,000 métiers, à la fin de l'année 1787 elle n'en occupait plus que 4,457; la réduction était presque des deux tiers; il aurait fallu 2,000 livres d'aumônes quotidiennes pour faire vivre les ouvriers inoccupés. Déjà l'émigration commençait; dans cette misérable Champagne, où la terre était pauvre, où le blé et les pâturages étaient rares, quand les fabriques s'arrêtaient, les ouvriers s'en allaient; l'Espagne, le Limbourg, Verviers et Montjoie les accueillirent et les attirèrent.

Méfiant, les fabricants de Reims s'imaginaient que les demandes de renseignements de la commission intermédiaire cachaient des « vues d'imposition » sur leur industrie ou sur les matières pre-

cotes H 1420, F<sup>12</sup>\* 107, F<sup>12</sup> 560, 656, 658<sup>n</sup>, 762, 1343<sup>a</sup>, 1374, 1387, 1411<sup>a</sup>, 1422, 1440-1441. Dans F<sup>12</sup> 678, on trouve les rapports sur l'enquête de 1788. — Parmi les imprimés, je ne citerai ici que les plus récents: F. Dumas, *Étude sur le traité de commerce de 1786...* (1904); Paul Mantoux, *la Révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle...* (1906), qui nous renseigne sur l'état de l'industrie anglaise au moment où fut conclu le traité de 1786; F. Gerbaux et Ch. Schmidt, *Procès-verbaux des Comités d'agriculture et de commerce de l'Assemblée constituante, de la Législative et de la Convention* (t. I, 1906; t. II, 1907); les réclamations contre le traité et la discussion du tarif des douanes de 1791 donnent des indications sur l'importance de la crise de 1788, sur ses causes immédiates et sur les effets qu'elle allait avoir dès la réunion de la Constituante.

mières; on savait, cependant, que les magistrats, les officiers municipaux, les principaux négociants prévoyaient la crise et cherchaient les moyens de distribuer des secours pour « maintenir l'ordre au milieu de la misère » qui les menaçait. Pour parer au plus pressé, l'assemblée provinciale demandait 60,000 livres : 40,000 pour Troyes, 8,000 pour Reims, 4,000 pour Rethel-Mazarin; le reste devait être réparti entre toutes les villes où il y avait des métiers inoccupés, en particulier à Langres, où une école de filature, récemment créée, risquait de périlcliter si l'on ne venait à son secours. L'archevêque de Reims, président de l'assemblée provinciale de Champagne, insistait en faveur des 30,000 pauvres de Troyes; il demandait de prompts secours; dans cette ville, où les deux tiers des habitants étaient « artisans employés dans les manufactures », un chômage était redoutable. L'inspecteur des manufactures, qui savait le trésor royal vide, conseillait aux fabricants de se cotiser, aux corps municipaux de faire des sacrifices; avec les sommes recueillies, on achèterait des étoffes aux fabricants « qui auraient les meilleures mœurs, la plus nombreuse famille et dont le besoin serait le plus pressant ». Peut-être le roi pourrait-il « concourir à cet acte de bienfaisance d'un douzième ou d'un huitième en pur don ». A ces demandes, le Contrôleur général répondait qu'il n'y avait pas d'argent et recommandait le seul remède que l'on eût encore trouvé aux heures de misère : les ateliers de charité.

A Sedan, les membres du corps de la Draperie royale, réunis en assemblée au mois de décembre 1787, délibéraient sur les misères que causait l'introduction des marchandises étrangères, sur l'émigration à l'étranger des jeunes ouvriers. « Attendu l'instance du mal, écrivaient-ils, il conviendrait que les fabricants, tout grevés qu'ils sont par la ruine de leur commerce, fissent un nouvel effort pour apaiser au moins les premiers besoins »; « on ne pouvait douter qu'à leur exemple MM. les manufacturiers privilégiés ne concourussent à une entreprise aussi patriotique et que MM. les fabricants catholiques non romains, — qui constituent par leur fortune la principale force de la manufacture et qui, dans toutes les circonstances, ont signalé leur zèle et leur charité sans acceptions particulières, — saisiraient avec empressement cette occasion d'en donner une nouvelle preuve et justifieraient ainsi le vœu de tous les gens de bien qui, depuis longtemps, les appellent au rang de citoyens et les vœux du monarque chéri qui daigne aujourd'hui les y admettre<sup>1</sup>... » Un grand effort de charité fut fait : le corps de la Draperie royale s'im-

1. Allusion au récent édit de novembre 1787 qui venait de rendre l'état civil aux protestants.

posa de 13,000 livres pour achat de pain à distribuer aux 10,000 ouvriers de la ville et aux 3,000 artisans de la campagne; les manufacturiers privilégiés et protestants, — les Paignon, les Rousseau, les Labauche, les Poupart de Neufelize, — se chargèrent de nourrir des familles pauvres et réunirent une somme de 3,000 livres. De son côté, le duc de Laval-Montmorency, maréchal de France, gouverneur général de la principauté de Sedan, recommanda instamment sa « pauvre ville de Sedan », où les manufactures allaient être anéanties. Encore une fois, le Contrôle général sollicité dut répondre que le trésor royal était vide; d'ailleurs, des secours en argent n'auraient fait qu'encourager la paresse; il fallait, comme à Nîmes, créer un bureau de secours où l'on ferait travailler les ouvriers : il n'en coûtait guère au pouvoir central de donner des conseils!

Émus par les renseignements qui arrivaient des villes de manufactures, les actionnaires de la Caisse d'escompte décidèrent, le 15 janvier, de donner 30,000 livres aux pauvres ouvriers. Certes, Sedan méritait une part de ces générosités : année commune, on y comptait 1,000 métiers occupant 15,000 ouvriers, les trois cinquièmes en ville, le reste dans les villages environnants; en janvier 1787, 800 métiers étaient démontés, on comptait 9,000 chômeurs; dans la ville même, des quêtes avaient produit une somme de 20,000 livres, avec laquelle on soutenait 3,500 pauvres qui recevaient six onces de pain par jour. On imagine les souffrances de cette population, privée de travail, en plein hiver!

Les drapiers de Beauvais, eux aussi, réclamaient des secours; leurs marchandises ne s'écoulaient plus et déjà le bureau des pauvres avait épuisé ses ressources; les fabricants n'étaient pas riches : ceux qui donnaient à travailler au dehors étaient peu nombreux; on en comptait à peine une demi-douzaine; ils ne pouvaient faire les avances que demande une période de crise; tous les autres n'étaient que de modestes artisans qui avaient deux, trois ou quatre métiers au plus et vendaient les pièces d'étoffe au fur et à mesure de leur fabrication; un seul jour de chômage, et c'était le commencement de la misère. Le subdélégué, le sieur de Roehy, demandait au gouvernement une avance de 25,000 livres; avec cette somme, il remettrait en activité cinquante métiers, donnerait de l'occupation à 500 personnes; peut-être ce secours suffirait-il pour attendre des jours meilleurs; sachant les difficultés financières, il offrait de rendre la somme en mars 1789 et de déposer « pour sa sûreté » des effets royaux jusqu'à concurrence de 25,000 livres; plein d'espoir, il assurait que l'engouement pour les étoffes anglaises cesserait bientôt; partout des machines nouvelles s'installaient, et la filature au grand rouet,

essayée déjà dans un village, se généraliserait; ainsi, pensait-il, la prospérité, si soudainement disparue, réapparaîtrait.

## II.

Pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, les affaires de commerce et les questions d'industrie avaient été examinées par le Bureau du commerce, — assemblée de conseillers d'État, d'intendants et de députés des villes, — qui faisait sans bruit œuvre utile, tandis qu'un Conseil royal de commerce, brillant « décor », figurait à l'*Almanach royal* et ne se réunissait jamais. Pendant la seconde moitié du siècle, l'activité du Bureau du commerce diminua cependant, non que le zèle de ses membres fût refroidi, mais parce que des théories nouvelles, favorables à la liberté, apparaissaient, que l'esprit de réglementation à outrance faisait place au *laissez faire* et que, désormais, on pensait avec les physiocrates que le « commerce devait aller tout seul »; l'agriculture était à la mode.

Dès la fin de l'année 1787, la crise industrielle qui commençait rapela tout à coup au pouvoir central que les manufacturiers, habitués depuis longtemps à la tutelle de l'État, souffraient du *laissez faire* et réclamaient une active sollicitude. Effrayé des demandes de secours qui arrivaient de toute part, aussi bien des villes industrielles que des assemblées provinciales, le contrôleur général des Finances, Lambert, déclarait que c'était une matière bien importante et qui « demandait à être prise dans son ensemble »; il n'y avait pas un moment à perdre : on se souvint alors du Bureau du commerce et on lui redonna une nouvelle vie.

Le 25 février 1788, Loménie de Brienne, le principal ministre, invitait à Versailles ceux qui composaient alors le Bureau : après le dîner, sur les cinq heures et demie à six heures, solennellement, se réunirent autour d'une longue table, — au haut bout de laquelle l'archevêque de Sens s'était assis, ayant à sa droite les fermiers généraux et à sa gauche les inspecteurs généraux du commerce, — les conseillers d'État, membres du Bureau, le comte de Montmorin, ministre des Affaires étrangères, le contrôleur des Finances, le ministre de la Marine, M. de la Luzerne, et aussi les députés des principales villes du royaume et des colonies. Loménie ouvrit la séance par un discours où il déclara qu'un des premiers objets du Bureau devait être l'examen de l'influence du traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, traité dont les effets avaient été certainement exagérés en bien comme en mal; en même temps, il devait, sans retard, s'occuper des secours à accorder aux

ouvriers sans travail et examiner les remèdes à apporter à la concurrence étrangère. M. de Sauvigny, doyen du Bureau, conseiller d'État, répondit que l'on pouvait compter sur le zèle de l'assemblée. Ce zèle, Loménie de Brienne allait immédiatement lui donner un emploi, car le règlement royal qui réorganisait le Bureau et précisait ses attributions lui donnait comme mission essentielle de dresser un état de toutes les manufactures du royaume et de procéder à une enquête sur le commerce en général. On eût dit que le pouvoir royal sortait d'un rêve et, tout à coup rappelé à la réalité, s'apercevait que la situation était grave.

Cette situation « au vrai », ce fut l'intendant du commerce, Tolozan, véritable ministre, qui l'exposa en une courte harangue. Il parla du « nombre innombrable de malheureux ouvriers dénués de tout secours pour subsister et, ce qui est encore plus affreux, pour faire subsister leurs femmes et leurs enfants » ; il déclara qu'il y avait dans le royaume 200,000 ouvriers qui étaient sans travail. A cette misère, dont la cause principale était le traité de 1786, et que le réveil des manufactures d'Italie, d'Espagne et d'Allemagne aggravait encore, il n'y avait qu'un remède : il fallait améliorer les laines de France, améliorer la culture du mûrier, du lin et du chanvre, augmenter les « mécaniques » pour diminuer le prix de la main-d'œuvre. Momentanément, on devait craindre l'émigration de beaucoup d'ouvriers ; « il serait tyrannique et barbare » de les empêcher, — comme le voulaient les lois, — de sortir de France ; des secours étaient nécessaires : le gouvernement devait faire des sacrifices. De cette séance solennelle, les membres du Bureau du commerce emportèrent l'impression que, en effet, la situation était grave et que les manufactures de France traversaient une crise dont on ne pouvait dire comment et quand elle prendrait fin.

C'est qu'il ne s'agissait pas d'une passagère disette causée par une année mauvaise et qu'une bonne récolte aurait bientôt fait oublier ; la misère, qui depuis la fin de l'année 1787 s'installait dans les villes manufacturières, ne connaissait pas les saisons, la pluie ou le soleil ; avec la fin de l'hiver, le chômage ne diminuait pas, bien au contraire. Dès le début d'avril, les négociants de Sedan, auxquels un mois auparavant le roi avait accordé 42,000 livres, demandaient un nouveau secours de 48,000 livres pour soutenir leurs fabriques ; d'avril à septembre, les suppliques vinrent des porcelainiers de Saint-Yriex, de la Chambre de commerce d'Amiens, des fabricants de tricots de Lodève, de l'archevêque de Tours, intervenant en faveur des ouvriers en soie, de la commission intermédiaire de l'Ile-de-France pour les ouvriers de Beauvais, des compagnons tondeurs de Sedan, réduits à



une extrême misère. Pendant les six premiers mois de 1788, la Caisse du commerce donna 420,000 livres pour parer aux premiers besoins. C'est alors que se créèrent les bureaux d'encouragement de Rouen et d'Amiens, le bureau de charité de Beauvais : l'initiative locale cherchait à suppléer à l'insuffisance du pouvoir central.

Un grand réconfort vint de la chute de Brienne et du retour de Necker aux affaires ; les estampes de l'époque disent copieusement l'impression que produisit par toute la France, à la fin du mois d'août, la nouvelle du départ du ministre incapable et prodigue et la rentrée en faveur du financier qui croyait pouvoir sauver la royauté. « La confiance du peuple dans ses guides », écrivait-on alors, « allait rendre inutiles les baïonnettes qui entouraient à ce moment tous les marchés publics de la France. » Illusion ! Un ministre habile, économe et qui inspirait confiance pouvait, un instant, calmer les angoisses les plus vives et trouver des ressources momentanées : il n'était pas en son pouvoir de mettre fin à une crise dont il se savait incapable de supprimer les causes.

### III.

A partir du mois de septembre, on sent qu'une volonté de bien faire se manifeste : stimulé et encouragé par le nouveau ministre des Finances, le Bureau du commerce, auquel arrivent les plaintes, décide le 2 septembre, à la suite d'une inquiétante lettre venue de Champagne, d'envoyer à tous les inspecteurs des manufactures une circulaire pour savoir d'eux à combien ils estiment « que pourra monter l'hiver prochain le nombre des ouvriers sans travail ». De ceux qui sont bien placés pour connaître la vérité, on saura ainsi si les plaintes sont fondées, quelles sont les causes de la misère, quels sont aussi les moyens propres pour subvenir aux besoins des ouvriers. Pendant trois mois, les réponses des inspecteurs arrivèrent, abondantes, documentées, à l'intendant du commerce, et cette enquête, jusqu'ici inconnue, sur l'état de la France manufacturière à la veille de la Révolution, mérite d'être dépouillée et commentée : on voudrait pouvoir reproduire ici, sans les abrégier, sans risquer ainsi d'en amoindrir l'éloquence, ces rapports qu'il y a tout lieu de croire sincères et qui donnent comme un avant-goût des cahiers des régions industrielles : ils permettent de marquer, en quelque sorte, les points noirs de la carte de France, de délimiter les provinces où la misère est grande, de connaître les industries les plus atteintes. Par cette enquête, on pourra deviner si la crise sera passagère ou si les causes en sont profondes et durables.

L'inspecteur des manufactures d'Amiens annonce pour l'hiver qui

va venir plus de 46,000 chômeurs; il y a 40,000 métiers pour les étoffes de laine, dont 4,785 à Abbeville, 5,762 à Amiens; dans ces deux villes, sur un total de 7,547 métiers, 3,668 seulement marchent encore; de ce fait, 36,000 ouvriers n'auront aucun travail; sur 8,000 métiers de bonneterie en laine, un millier est démonté; 40,000 ouvriers chôment également; de cette foule de malheureux, les uns sont partis, se sont expatriés, d'autres travaillent aux routes ou aux canaux; on essaie d'en diriger d'autres vers la filature du coton; on se préoccupe de créer de grandes entreprises pour travailler le coton et une compagnie voudrait acheter la citadelle et y créer un vaste établissement : ainsi se prépare l'évolution de l'industrie du nord de la France.

Arthur Young, passant à Rouen en juillet puis en octobre 1788, ne signale pas un chômage anormal : la crise sévit tard dans presque tout l'ouest de la France; mais si elle y apparut plus tard qu'à Sedan, à Troyes ou à Lyon, en revanche, elle y fut aussi violente. Alors qu'on pensait, à la fin de l'automne, que, la bonne récolte de cidre aidant, l'hiver ne serait pas plus rude que l'année précédente aux ouvriers de la ville ou de la campagne, dès la fin de novembre, des faillites étaient déclarées, les fabricants de Rouen se défaisaient de leurs mauvais ouvriers et commençaient à renvoyer les bons, les toileriers de la campagne congédiaient leurs tisserands. A Elbeuf, où la crise était apparue dès octobre 1787, la communauté des fabricants déclarait, en décembre 1788, que la moitié des ouvriers, — année commune, il y en avait 45,300, — était sans travail; le salaire moyen était tombé de 40 sols 6 deniers à 8 sols. C'était la crise la plus violente qu'on eût jamais vue, les banqueroutes étaient nombreuses, les ouvriers, à demi nus, mendiaient dans les villes. A Louviers, les officiers municipaux déclarent, au mois de décembre 1788 et dans les premiers jours de 1789, que depuis deux mois les faillites ont fait perdre 200,000 livres à l'industrie locale; ils remercient Necker d'un secours de 3,000 livres qu'il leur a fait venir pour les ouvriers et lui écrivent : « Sans doute la reconnaissance [de la nation] ne perdra jamais de vue tout ce que vous venez de faire pour elle : les droits du tiers état que vous avez si généreusement défendus et une représentation raisonnable aux États généraux que vous avez enfin obtenue pour lui de la justice du roi nous prouvent assez que vous ne vous occupez que de son bonheur et que vous vous sacrifiez tout entier à celui de la nation<sup>1</sup> ! Ce dévouement généreux de votre part, Monsei-

1. Le 27 décembre 1788 le roi décidait que le nombre des députés du tiers état serait égal à celui des deux autres ordres réunis. C'était un rapport de Necker qui avait fait prendre cette décision.

gneur, ranime enfin notre espoir, et si notre détresse est grande, le courage que vous inspirez l'est encore plus et nous attendons avec impatience le moment de notre régénération. » Quelques jours auparavant, ils avaient écrit : « La convocation des États généraux et leur issue favorable est maintenant l'époque unique dans laquelle on fonde toutes les espérances. » On évaluait à 48,000 le chiffre des chômeurs; le seul bureau des toileries de Rouen en signalait 40,440.

Ces chômeurs mendiaient dans les villages et, misérables, erraient à la recherche d'un morceau de pain. A Falaise, il y eut même des commencements d'émeute et l'on s'en prit aux mécaniques nouvelles; le 44 novembre, un grand nombre de femmes annoncèrent au procureur du roi qu'elles étaient résolues à brûler une nouvelle machine à filer le coton qu'un industriel venait d'acquérir; tandis que le magistrat les apaisait, on lui annonça que 2,000 personnes, armées de bâtons, s'agitaient dans un autre quartier; un instant, il calma la foule en annonçant qu'il prendrait la machine chez lui; mais, au moment où on la chargeait sur une voiture, le peuple se jeta sur les quatre cylindres de bois et les brûla; dans cette ville, où 8,000 personnes vivaient de la filature, il était dangereux de laisser l'émeute s'exaspérer; déjà on annonçait que, « si l'on manquait de pain, on saurait s'en faire donner ». Il n'y avait qu'un moyen, pensait naïvement le procureur, de tout faire rentrer dans l'ordre pour le présent et pour l'avenir, c'était d'interdire l'usage des mécaniques. A cette proposition d'un magistrat, ami de l'ordre, mais ignorant le progrès, le Bureau du commerce s'indigna : les mécaniques étaient nécessaires pour soutenir la concurrence anglaise; il fallait que l'émeute de Falaise restât isolée; il était dangereux qu'un tel exemple se propageât à Louviers, à Rouen, à Arpajon, partout où l'on créait avec sollicitude des ateliers imités des Anglais. Le détachement de grenadiers venu de Caen, « même employé avec prudence et modération », allait sans doute « contenir » la foule; mais « les fusils et les batonnettes, écrivait l'intendant, ne donneraient ni travail ni pain, et l'un et l'autre allaient manquer ». Le curé de Saint-Gervais, doyen de Falaise, s'émut; au roi il adressa, le 5 décembre, une supplique en faveur des pauvres cardeurs et fileurs que ruinaient les machines à carder et à filer le coton; la classe indigente des citoyens se livrait à des violences; la veille encore, elle avait brisé et brûlé des machines à Argentan; les manouvriers, privés de travail, respectaient la vie des citoyens, la faim seule les faisait agir; le curé demandait un secours pour les 4,000 ouvriers réduits à la misère.

Plaintes du procureur, plaintes du curé, tout cela remis à Necker « l'inquiéta »; il écrivit à Tolozan : « Je vous envoie, Monsieur, une lettre de Falaise qui m'inquiète; je réponds que je vais faire

passer quelques fonds à la commission intermédiaire d'Alençon pour venir au secours; ne croyez-vous pas qu'il faudrait envoyer 6,000 fr. à cette commission pour les répartir à mesure des besoins? Adressez-moi une lettre et un mandat. » — Et il ajoutait: « Avez-vous fait quelque chose pour Abbeville, où l'on me paraît dans une grande alarme pour le même sujet? N'y a-t-il point de lettre de la commission intermédiaire de Picardie? Il me semble que toutes ne nous écrivent pas assez sur de tels sujets, les plus essentiels cependant. » Ces quelques mots, griffonnés à la hâte, sont un précieux témoignage de l'inquiétude du ministre quelques mois avant la réunion des États généraux.

L'intendant d'Alençon, moins « sensible » ou mieux informé que la commission intermédiaire, déclarait qu'il y avait beaucoup de pauvres à Falaise, mais que « cette multitude de gens paresseux et ivrognes n'y était attirée que parce que, dans cette ville, on ne payait pas de taille, mais une imposition sur les consommations, à laquelle ils échappaient par la fraude. D'où provienne au surplus la misère actuelle de ce peuple né fainéant », — c'était reconnaître qu'elle pouvait provenir d'une autre cause que l'ivrognerie, — « il est certain qu'il souffre beaucoup, mais il a malheureusement cela de commun avec tous ceux à qui le haut prix du pain ne permet pas de s'en procurer »; et il proposait des distributions de riz cuit: le riz en grains serait vendu et avec le produit de la vente on se griserait.

L'inspecteur des manufactures de Châlons-sur-Marne, Taillarda de Saint-Gemme, écrivait qu'en Champagne la situation, mauvaise dès la fin de 1787, était devenue plus mauvaise encore; plus de la moitié des métiers de toile de la ville de Troyes étaient arrêtés; des maîtres en étaient réduits à travailler en qualité d'ouvriers. A Reims, on souffrait moins de la « demande » réduite parce que les fabricants, riches et disposant de capitaux, faisaient travailler et remplissaient leurs magasins « dans l'espérance de temps plus heureux ». Au total, dans son inspection, il comptait 44,000 ouvriers privés de leur travail; tous n'avaient pas besoin d'être secourus, car 6,000 à Troyes et 2,000 à Reims avaient émigré; cependant, les 44,000 livres de l'assemblée provinciale ne suffisaient pas pour faire vivre les chômeurs jusqu'à la belle saison.

Dans tous les centres d'industrie textile où le chômage était apparu à la fin de l'année 1787, le nombre des métiers démontés n'avait cessé d'augmenter jusqu'à l'hiver de 1788; s'il arrivait que le nombre des chômeurs diminuât, cela tenait non pas à ce que le travail fût redevenu normal, mais au fait que tous ceux qui l'avaient pu s'étaient expatriés. A Sedan et à Bourges, à Caen et à Orléans, à Beauvais, à Carcassonne, en Dauphiné, partout on se plaignait, et de toutes ces

villes les rapports arrivaient qui répétaient ce même refrain : il y a engorgement des magasins, il n'y a plus de demande d'étoffes de laine ou de toile. A Sedan, on avait vécu pendant l'hiver 1787-1788 de secours donnés par les particuliers ou par le gouvernement; les besoins multipliés et sans cesse renaissants allaient ralentir l'élan de générosité; le bureau de charité faisait tricoter des bas qu'il demandait au ministre de donner aux matelots et aux invalides pour ne pas faire tort à l'industrie en les jetant sur le marché. A Bourges, la moitié des métiers étaient démontés. Dans l'inspection de Caen, des faillites mettaient les ouvriers sur le pavé. La bonneterie orléanaise était languissante, les femmes, les filles et les enfants allaient être réduits par le chômage à la dernière indigence. Le bureau des pauvres de Beauvais se remplissait de pièces d'étoffes fabriquées par charité et qui ne se vendaient pas. A Sens, on occupait par pitié les ouvriers de la manufacture de velours. A Carcassonne et aux environs, 30,000 ouvriers manquaient d'ouvrage. En Dauphiné, partout où l'on utilisait le chanvre, la fabrication n'avait pas diminué, mais partout où l'on travaillait la laine ou le coton elle avait baissé; les draperies de Dieuleft souffraient de l'augmentation du prix des matières premières causée par les achats de maisons anglaises qui avaient enlevé toutes les laines qui se trouvaient à Marseille; les manufacturiers de Sainte-Croix, près Die, demandaient que l'on permit la mendicité; autrefois, avant la création de la manufacture, les pauvres allaient l'hiver mendier dans le plat pays; le père travaillait la terre chez des fermiers tandis que la mère et les enfants allaient tondre la main; à la belle saison, on rentrait au village pour travailler les terres. A Crest et aux environs, les draps et les toiles de coton se fabriquaient dans les fermes de la montagne : chef de famille, enfants, bergers, domestiques, chacun travaillait au métier, et les pièces tissées par les domestiques leur étaient laissées en guise de salaire; actuellement, tout le monde souffrait de la concurrence des étoffes anglaises et, depuis 1787, tout avait baissé de 40 à 45 %; c'en était fini avec les journées de seize sous pour les hommes, de dix à douze sous pour les femmes et de sept à huit sous pour les enfants de sept à onze ans! L'inspecteur des manufactures qui demandait des secours pour sa province se félicitait de voir qu'en Dauphiné il n'y avait encore guère de grandes fabriques; « c'est en liant autant qu'il se peut les manufactures à l'agriculture qu'elles se prêtent un mutuel secours; l'artisan, dans son petit domaine, trouve des ressources contre les révolutions qui surviennent dans la vente et dans la consommation... »

A Lyon et à Paris, l'industrie de la soie traversait une crise, mais



la cause de cette crise était pour ainsi dire normale; c'était surtout la mauvaise récolte de 1787-1788 qui, diminuant la matière première, diminuait aussi le travail. Dans la première de ces deux villes, déjà si éprouvée par l'émeute de 1786, il y avait 20 à 25,000 ouvriers sans ouvrage; l'inspecteur Roland de la Platière demandait instamment des secours. A Tours, l'intendant avait créé un « bureau de bienfaisance » avec l'aide de l'archevêque; une première fois, le gouvernement avait donné 2,000 livres; en juillet 1788, la Caisse du commerce fit une avance de 42,000 livres; cette avance ne fut jamais rendue et, en août 1794, le ministre de l'Intérieur décida de ne plus insister pour faire rentrer ces fonds.

Si, pour rendre plus apparents les résultats de l'enquête de la fin de 1788, on imagine une carte de France sur laquelle les régions éprouvées seraient teintées en noir, on verra qu'une large tache couvre la Picardie, la Haute et Basse-Normandie, une partie de l'Ile-de-France, la Champagne; Orléans, Bourges, Sedan et leurs environs sont des points de chômage; une partie du Dauphiné, l'inspection de Carcassonne, Lyon et Tours sont teintés de noir. Partout ailleurs, au début de l'hiver de 1788, la situation des manufactures n'était pas encore mauvaise; les inspecteurs de Dijon, de Bordeaux, de Limoges, de Nantes, de Montpellier ne craignaient d'abord qu'un « chômage normal »; peu à peu cependant, partout où l'on fabriquait des étoffes de laine ou de coton, la misère apparut; Paris ne commandait plus rien à Romorantin; des banqueroutes y furent signalées en janvier 1789; la misère était grande dans toute la région de Montpellier à la fin de 1788, et l'on y demandait à grands cris la prohibition des mouchoirs des Indes et des toiles de coton étrangères; à Soissons et à Saint-Quentin, le chômage n'était plus à redouter : tous les ouvriers qui le prévoyaient avaient émigré.

#### IV.

On ne s'était pas contenté de demander aux inspecteurs des manufactures le nombre d'ouvriers qui étaient ou allaient être privés de travail; on les avait invités à proposer des moyens pour subvenir aux besoins des chômeurs; il s'agissait avant tout de faire vivre pendant les mois d'hiver les ouvriers « oisifs »; il ne s'agissait pas de rechercher comment, à l'avenir, on rendrait la vie aux manufactures menacées; les inspecteurs n'eurent pas à se mettre en frais d'imagination pour trouver le remède; ils se souvinrent des « précédents ». Ateliers de charité pour les plus robustes, c'est-à-dire travaux de routes, dessèchement des marais, démolition des vieux remparts inutiles; fila-

ture du coton pour les plus âgés; c'était là tout ce qu'ils proposaient au pouvoir central. Donner de l'argent, pensaient quelques-uns, en particulier Roland, ne servait qu'à « faire des vauriens ». De Rouen vint l'idée d'une taxe sur les cartes à jouer, la poudre à tirer et les théâtres; on trouva à Paris que celle-là surtout méritait quelque approbation et on souhaita de la voir appliquer, non seulement en Normandie, mais dans tout le royaume; quatre sous par livre en sus du prix du spectacle donneraient de grosses recettes.

Toutes ces demandes de secours pour la création d'ateliers effrayaient Necker; le 17 décembre, il écrivait à l'intendant du commerce Tolozan : « Il me semble que vous m'avez dit hier, Monsieur, que vous continueriez à faire des recherches sur le nombre des ouvriers oisifs dans les différentes villes de manufactures. Je crois que, dans les circonstances présentes, ces recherches, si elles étaient faites avec une sorte d'exactitude et de publicité, auraient de l'inconvénient; elles annonceraient des vues de la part du gouvernement qui donneraient lieu à se reposer uniquement sur lui du sort de ces ouvriers; et de là naîtraient peut-être des demandes exagérées. La connaissance que vous souhaitez ainsi est bonne, mais un aperçu suffit en ce moment si délicat et si difficile. » Ce n'était pas l'avis de Tolozan qui, dès l'hiver de 1787-1788, avait reçu les mêmes demandes de secours : « C'est une consolation, répondait-il à Necker, pour les malheureux de savoir que le gouvernement s'occupe de leur misère... » Or, les résultats de l'enquête prescrite par le Bureau du commerce étaient affligeants, les secours que le gouvernement pouvait donner ne suffisaient pas : il fallait autoriser les assemblées provinciales à ouvrir des souscriptions volontaires, à faire des emprunts; « l'administration aurait au moins le mérite d'avoir fait tout ce qu'elle pouvait faire dans des circonstances aussi difficiles que celles où elle se trouvait. »

De toutes les « circonstances difficiles », le déficit était, certes, la plus grave; et pourtant la nécessité était si grande, Necker savait si bien, comme le lui écrivait Tolozan, « faire tous les jours de nouveaux miracles », qu'à la fin de 1788 et pendant les premiers mois de 1789, on réussit à distribuer pour plus de 4,500,000 francs de secours, tant en argent qu'en pain et en riz, sur les fonds des provinces et sur ceux du trésor royal. C'était peu pour subvenir aux misères causées par la crise industrielle ou par les grèves de juillet; c'était beaucoup si l'on songe que le trésor était vide. Cet effort du pouvoir central et des provinces, en un moment où les difficultés financières forçaient le roi à donner à la nation les États généraux, prouve à quel point la crise industrielle était sérieuse. Dans leurs réponses, les inspecteurs des manufactures n'avaient pas, — comme il arrive souvent dans les

enquêtes officielles, — exagéré le mal ; à la fin de l'année 1788, il y avait plus de 200,000 ouvriers privés de tout travail. Bien que beaucoup de chômeurs, à Sedan, en Champagne et ailleurs, eussent passé à l'étranger, bien que beaucoup de pauvres, — ceux que Lacretelle traite de « mendiants » et de « vagabonds », — se fussent dirigés vers Paris, le nombre des chômeurs qu'annonçait Tolozan au mois de février 1788 s'était maintenu identique ; la crise avait donc augmenté ; c'est qu'elle ne tenait pas aux gelées de l'hiver ou aux grêles de l'été.

## V.

Elle était causée surtout par le traité de commerce conclu avec l'Angleterre en 1786. A la question que leur posait le Bureau du commerce : « Quelles sont les causes auxquelles il faut attribuer l'inaction des fabriques ? » les réponses des inspecteurs des manufactures furent unanimes et concordantes : c'est au traité de commerce que l'on doit le chômage qui inquiète le gouvernement, ruine les fabricants et réduit à la misère les ouvriers. Du nord et de l'est, de l'ouest, du centre et du midi vinrent des plaintes véhémentes ; partout l'industrie de la laine et celle du coton, la bonneterie et la fabrication des étoffes avaient, dès l'application du traité, — mai 1787, — subi une baisse qui allait en augmentant depuis lors ; le prix de la matière première, de la laine, avait, au contraire, subi un mouvement de hausse parce que, avant même la signature du traité, toutes les laines disponibles avaient été achetées par les maisons anglaises ; partout arrivaient des étoffes anglaises de laine et de coton, vendues à meilleur marché, que les fabricants français déclaraient médiocres, mais qu'ils reconnaissaient plus jolies d'aspect que celles de France. La concurrence, préparée avec méthode, s'exerçait habilement ; en Champagne, par exemple, les Anglais avaient installé dans les villes, dans les bourgs, même dans les villages, des dépôts qui correspondaient entre eux et sans cesse étaient réapprovisionnés. Les fausses déclarations aux douanes, la complicité payée des employés de la Ferme permettaient d'éluder les tarifs ; au lieu de 12 %, on payait à certains bureaux 3 % ; enfin, assurait l'assemblée provinciale de Champagne, les Anglais avaient mis, dans leur pays, sur les étoffes françaises un droit de marque de 5 % qui écartait nos marchandises et faussait l'application du traité.

Dès le mois d'avril 1788, l'intendant du commerce maritime, de la Porte, rendait compte au Bureau du commerce des effets du traité pendant les huit premiers mois du régime nouveau :

les importations anglaises; depuis le 10 mai 1787, s'étaient élevées à 35,000,000 de livres; les exportations françaises à 26,000,000; sur ces 35,000,000 de marchandises anglaises, il y avait pour 49,000,000 de produits manufacturés en laine, soie, coton, mercerie, quincaillerie, le tout déclaré à la moitié ou aux deux tiers de la valeur. L'importation se faisait surtout par les ports francs, — Bayonne et Dunkerque, — la Picardie et la Haute-Normandie; par les ports francs, les marchandises filtraient en fraude dans le royaume; par la Normandie, les Anglais avaient introduit pour 7,500,000 francs de marchandises, surtout du coton manufacturé; ce coton ils l'avaient acheté en laine venant de nos colonies, dans les ports de Normandie. Les exportations de France étaient, en grande partie, composées de matières que les Anglais manufacturaient chez eux pour nous les revendre; si l'agriculture, concluait de la Porte, bénéficiait du traité, l'industrie en souffrait.

Nos inspecteurs se rendaient bien compte de la supériorité qu'avaient les Anglais par leurs machines qui leur permettaient une production plus intense et moins coûteuse à la fois, par leurs races de moutons savamment entretenues qui leur donnaient une laine plus belle que celle de France. Dans l'ouest de la France, où l'industrie du coton se développait depuis quelques années à l'aide de machines nouvelles, la concurrence anglaise était prématurée; l'outillage n'était pas encore assez perfectionné pour permettre de lutter avec un pays où la filature s'était transformée; les ouvriers redoutaient la machine: ils se révoltaient contre elle et la brûlaient. Dans les cahiers de corporations, on en demande, en 1789, l'interdiction; dans des pétitions, les compagnons rubanniers de Paris, en 1794, rappellent les émeutes de 1787 à 1789 et supplient l'Assemblée d'interdire les métiers qui les réduisent à la misère. Si les inspecteurs des manufactures et les fabricants, en cette année 1788, demandent au gouvernement de favoriser l'introduction des mécaniques anglaises qui feront baisser la main-d'œuvre et « permettront de favoriser les personnes du sexe..., plus sédentaires et plus frugales que les hommes », instinctivement les ouvriers, bien qu'on leur démontre que la crise est causée surtout par notre infériorité, protestent contre les nouveautés; préoccupés du pain quotidien, ils ignorent les spéculations à longue échéance; on ne saurait leur reprocher de craindre les transformations qui créent, momentanément, des misères individuelles.

D'autres causes contribuaient à diminuer l'activité des fabriques françaises: d'abord, la consommation diminuait dans le royaume: « à cause des événements », dès la fin de 1788, « on faisait des éco-

nomies » ; puis, l'Allemagne se réveillait de sa torpeur et mettait des droits sur les étoffes de France pour protéger les siennes ; l'Espagne ne commandait plus rien ; les négociants de Sedan croyaient que la situation du commerce y était mauvaise : on pouvait se demander si les produits anglais n'y faisaient pas aux nôtres une redoutable concurrence et si, dans la Péninsule, — où les Anglais, au début du *xix<sup>e</sup>* siècle, firent répandre par le clergé cette idée que les machines sont une invention du diable, — les étoffes à bon marché venues d'Angleterre ne remplaçaient pas celles de France. Peu à peu, partout, comme le disaient les membres de l'assemblée provinciale de Rouen, « le bon marché remplaçait la qualité. » Le développement rapide de l'industrie anglaise nécessitait pour elle l'ouverture de marchés nouveaux ; pour l'histoire de la fin du *xviii<sup>e</sup>* siècle et des premières années du *xix<sup>e</sup>*, l'étude de la recherche et du développement de ces marchés est capitale.

\* \* \*

Dans leur cahier de doléances, les membres du clergé du bailliage de Beauvais se plaignaient du traité de 1786 qui avait porté un coup à la draperie française et ils écrivaient : « On ne peut s'empêcher d'être frappé de la réunion singulière des événements qui, depuis deux ans, ont concouru au dépérissement de toute sorte de commerce en ce royaume. Tout semble dire que cette partie, mêlée à d'autres d'un intérêt journallement plus pressant, est nécessairement négligée ou abandonnée à des personnes sans expérience et faciles à séduire par la théorie brillante de quelque système dont les événements font voir trop tard le faux et les erreurs. » De Sedan, de Troyes, de Rouen venaient les mêmes plaintes ; plus violent, le tiers d'Elbeuf parlait du « peuple réduit à la plus extrême misère, des cœurs des Français aigris par l'infortune des temps les plus désastreux, de la langueur du commerce, de l'inaction de toutes les manufactures, du dépérissement journalier de toutes les fortunes particulières, de l'anarchie de tous les principes, du silence des lois. » « Des ministres, trompés dans leurs spéculations, ont, contre les plus sages réclamations, signé, par le funeste traité avec l'Angleterre, l'arrêt de mort des fabriques de France... » Dans l'*Encyclopédie méthodique*, Roland de la Platière décrivait les ateliers déserts, les ouvriers en fuite, les marchands aux abois, à la suite du traité qu'il comparait pour ses effets à la révocation de l'édit de Nantes : partout où la misère sévissait depuis la fin de 1787, on se plaignait de ce qui apparaissait comme la seule cause, sans cesse aggravée, de cette misère, le traité de 1786.



Tocqueville, exposant la création des assemblées provinciales, reproche à la royauté d'avoir brusquement remanié l'ancienne organisation administrative et troublé ainsi d'anciennes habitudes ; le chapitre où il nous montre que chaque Français ressentit de ces changements une petite commotion particulière est intitulé : « Comment une grande révolution administrative avait précédé la révolution politique et des conséquences que cela eut. » Ce qu'il dit de l'administration, ce que d'autres, depuis, ont dit de la justice, on peut l'affirmer de la vie industrielle : une révolution économique précéda la révolution politique et contribua à la précipiter.

Aussi longtemps qu'il y aura en présence deux systèmes économiques opposés, le libre-échange et le protectionnisme, on dissertera sur le traité de 1786 ; aussi bien serait-il vain, ici, d'apprécier, d'une manière absolue, ce traité et les préoccupations doctrinales des physiocrates qui le firent conclure. Il est peut-être moins inutile et moins vain de le juger en historien, c'est-à-dire simplement à sa place chronologique et en tenant compte de la crise qu'il provoqua : l'essai, non d'un système tout à fait libre-échangiste, mais d'un régime beaucoup plus libéral que celui auquel la France était habituée depuis Colbert, cet essai que voulut tenter Vergennes, conseillé par Dupont de Nemours, était prématuré ; la « secousse » que le ministre tenait à provoquer alla bien au delà de ses prévisions ; elle ruina pour quelques années la vieille industrie de la laine, elle ébranla la jeune industrie du coton, qui avait encore besoin de protection, elle éprouva toutes les manufactures françaises, elle désaffectionna la bourgeoisie industrielle. La crise durait encore quand l'Assemblée constituante discuta le tarif général des douanes ; de là vient que, malgré les efforts des physiocrates, les partisans de la tradition colbertienne réussirent à faire adopter, dès 1791, quelques mesures de protection ; de là vient aussi que, dans les discours et les projets de certains constituants, on trouve déjà toute la politique économique de la Convention, du Directoire et de Napoléon : le blocus de la France allait précéder et préparer le blocus continental.

Charles SCHMIDT.

---

LETTRES INÉDITES DE MALLET DU PAN

A ÉTIENNE DUMONT

(1787-1789).

Il n'est nul besoin de rappeler aux lecteurs de cette *Revue* la place éminente tenue par Mallet du Pan comme journaliste et observateur de la Révolution. Depuis les travaux de Taine, de Sayous, de MM. Michel et Descotes, pleine justice a été rendue à son esprit critique, clairvoyant et libéral, et l'on recherche avec soin les moindres documents sortis de sa plume.

Un heureux hasard nous a fait mettre la main sur une correspondance inédite de Mallet du Pan<sup>1</sup>, qui nous fournit des détails du plus vif intérêt sur sa manière de comprendre le journalisme, ainsi que sur les événements politiques en France à la veille de l'ouverture des États généraux. Cette correspondance est adressée à Étienne Dumont.

À côté des articles nécrologiques de Sismondi et de Candolle, il n'existe aucune biographie un peu complète de cet homme remarquable. Nous espérons que cette lacune sera prochainement comblée; l'on verra alors quelle place le modeste Étienne Dumont a tenue dans le monde. Brillant orateur de la chaire à Saint-Petersbourg; publiciste et collaborateur de Mirabeau à Paris; à Londres, ami et confident de lord Lansdowne, de Fox, de Sheridan, de lord Brougham, de lord Holland, de sir Samuel Romilly, traducteur de Bentham; patriote dévoué et éclairé à Genève; il fut en relation, on peut le dire, avec tout ce que l'Europe comptait de gens de mérite à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et à l'aurore du XIX<sup>e</sup> siècle.

Comme Mallet du Pan, il était citoyen de la petite république de Genève. Comme Mallet du Pan, il fut forcé de quitter sa ville natale pour rester fidèle à ses opinions politiques. Sans doute les circonstances et l'exiguïté du lieu avaient mis en rapport ces deux compatriotes. La destinée devait les rapprocher à plusieurs reprises, car ils jouèrent l'un et l'autre un rôle important dans les événements qui bouleversèrent la France en 1789.

1. Bibliothèque publique de Genève, mss. Dumont, Correspondance.

Étienne Dumont avait passé les premiers temps de son exil à Saint-Petersbourg, où il occupa avec distinction le poste de pasteur de l'Église française. Mais, sollicité par l'amitié du célèbre juriconsulte anglais Samuel Romilly, et recommandé en haut lieu par un autre Genevois de sa connaissance, Francis d'Ivernois, il accepta en Angleterre un poste de confiance auprès de lord Shelburn, nommé plus tard marquis de Lansdowne. Il vivait à Londres entouré de l'estime générale, au milieu d'un cercle d'hommes de talent. En 1788, il entreprit avec Samuel Romilly un voyage à Paris, où il retrouva son ami Mallet du Pan et fit la connaissance de ce Mirabeau dont il devait être plus tard l'un des plus impartiaux biographes.

C'est une année environ avant ce voyage que s'ouvre la correspondance de Mallet du Pan avec Dumont. On voit que les deux compatriotes ne s'étaient jamais perdus de vue, et, au moment où Mallet se décide à envoyer son fils Louis achever son éducation en Angleterre, il songe à le recommander à son ami d'enfance (5 avril 1787)<sup>1</sup>. Il est regrettable que des lettres antérieures à cette époque ne nous aient pas été conservées, car nous voyons que Mallet se plaint que deux missives de l'été 1786 ne soient pas parvenues à leur adresse; cela prouve que les deux Genevois étaient restés en constante communication.

## I.

Du mois d'avril 1787 au mois de mars 1789, Mallet tient son correspondant au courant de la politique française. Il lui peint en traits amers et sanglants la crise financière qui sévit dans ce malheureux pays, les ministres honteux qui sont appelés à l'administrer : Vergennes, ce « vil et plat charlatan » dont la femme « vendait toutes les places et partageait les étrennes des courriers de cabinet »; Calonne, cet « abbé Terray ivre ».

Dix mois plus tard, Mallet du Pan terminait une de ses lettres par ces mots : « Nous avons bien médité, et bien justement, de M. de Vergennes. C'était un aigle en comparaison des chouettes qui lui ont succédé. » Rien n'a changé. C'est toujours la même guerre de papiers, les mêmes publications de libelles injurieux, les mêmes sourdes

1. La date de cette lettre nous permet de rectifier une légère erreur qui s'est glissée dans le très intéressant volume de M. Bernard Mallet. Il dit en effet, page 78, que Louis Mallet passa trois années en Angleterre, de 1786 à 1789. Il n'y passa en réalité que deux ans, puisqu'il n'arriva à Londres qu'au printemps de 1787. Voir Bernard Mallet, *Mallet du Pan and the French Revolution*, London, Longmann, Green and Co, 1902, 1 vol. in-8°.

intrigues détruisant les meilleurs plans. Et il conclut : « Si tout ce qu'on a écrit sur les symptômes du déclin des empires a quelque fondement, celui-ci serait bien près de s'écrouler » (22 avril 1788).

Le retour de M. Necker aux affaires, à la fin d'août 1788, passa inaperçu, en présence de la grosse question des États généraux. Sous quelle forme seront-ils réunis ? Il semble que cela doive être sous la forme adoptée en 1614. Mais refusera-t-on au tiers état l'égalité des voix avec les deux ordres réunis ? Un seul des bureaux sur six, dans l'assemblée des notables, a condescendu à admettre ce privilège d'égalité, et cela sous l'influence d'hommes choisis par M. Necker. Mais, en général, cette assemblée manque d'hommes éclairés : que pourra donc bien être celle de 1789 ! Ce qui frappe Mallet, c'est la division qui se manifeste maintenant dans tout le pays entre le tiers et les deux autres ordres. « Par une maladresse extrême, on multiplie ici une foule de pamphlets médiocres, dont plusieurs injurieux, dans lesquels les divers ordres s'agrippent, se déchirent, se combattent. Au lieu de leur montrer fortement et uniquement leurs intérêts communs et de les rallier vers un but utile à tous, on s'est étudié à démontrer l'opposition de leurs droits et les sacrifices que quelques-uns devraient en faire. »

La dernière lettre de Mallet du Pan, datée du 11 mars 1789, renferme un remarquable tableau de la France à l'heure où vont s'ouvrir les États généraux. En quelques pages empreintes d'une véritable éloquence, il expose l'état des esprits et des partis dans la capitale et dans les provinces. Après trente ans de ministères incapables et corrompus, après trente ans d'abus d'autorité, d'oppression fiscale, de désordres inouis dans l'administration, une seule aspiration naissait, un seul désir montait au cœur de tous : mettre un frein à cet arbitraire illimité. Mais, au lieu de s'unir pour la réalisation d'un commun idéal, toutes les classes de citoyens s'entre-déchirent, sans plus songer à se donner une constitution.

Des trois résultats possibles, suivant Mallet, de l'assemblée des États généraux (« anarchie effroyable, ou raffermissement plus complet de l'autorité royale, ou correction de quelques abus et réparation tranquille du déficit »), les deux derniers n'étaient réalisables qu'avec un souverain énergique et un ministre des Finances d'un caractère à la fois souple et fort, d'un esprit fertile en expédients. Or, Louis XVI se montra faible, et si Necker mérita le titre d'honnête homme, ses meilleurs amis doivent lui refuser les qualités d'homme d'État. Restait donc la troisième alternative : anarchie effroyable. Les événements se chargèrent de donner raison à la clairvoyance de notre journaliste.

## II.

Si la politique française tient une large place dans les lettres de Mallet du Pan, elle ne lui fait point oublier celle des autres pays, et, en particulier, de l'Angleterre : « Lecteur assidu et attentif de vingt papiers anglais par semaine, je vous assure, écrit-il, que je me sens plutôt habitant de Londres que de Paris. »

Le traité de commerce conclu récemment entre les deux pays lui suggère des réflexions qui n'ont rien de commun avec l'enthousiasme exprimé par Mirabeau sur ce même sujet. Le ministre sans doute a rendu service au commerce national, mais il a commis une faute au point de vue de l'intérêt politique de l'Angleterre. En effet, si les négociants anglais font de brillantes affaires avec la France, et qu'il survienne la moindre querelle entre les deux nations, le parlement sera lié par les clameurs et les réclamations de ses commettants, effrayés de voir disparaître la source de leurs bénéfices. La France saura profiter de cet embarras, car il lui faut inspirer de la crainte si l'on ne veut devenir victime de son insatiable ambition.

Et puis n'a-t-on pas à redouter l'invasion de la Grande-Bretagne par les Français; l'esprit national de Londres ne s'en ressentira-t-il pas et ne perdra-t-il pas à cette fréquentation au point de vue des mœurs? « Je ne suis point philanthrope de nation à nation, ajoute Mallet du Pan; c'est une absurde et dangereuse chimère que de vouloir rapprocher des États que la nature du gouvernement a très heureusement séparés. Ces idées s'écartent beaucoup de celles du marquis chez lequel vous habitez, et je pense à cet égard absolument comme M. Fox. »

Mais une bien plus grosse question allait occuper les pensées du publiciste genevois : le procès Warren Hastings<sup>1</sup>. D'emblée il se demande s'il n'y a pas dans cette poursuite plus de politique et d'acharnement personnel que d'équité. Il va sans dire qu'à Paris on est fort aise de l'aventure, parce qu'on y voit des traces de danger pour l'avenir de l'Inde anglaise. Mais Mallet, une fois convaincu de la justice d'une cause, considèrerait comme de son devoir de la défendre envers et contre tous. Il fit offrir ses services à Hastings par un ami commun et s'engagea à rédiger sa défense d'après les notes qu'il lui communiquerait. Hastings accepta l'offre, et dès lors le rédacteur du

1. On sait que Warren Hastings, premier gouverneur de l'Inde anglaise, fut poursuivi pour crimes et malversations. Comme le prévoyait Dumont, le procès dura sept années, de 1788 à 1795. Il se termina par un verdict d'acquittement rendu par la Chambre des lords.



*Mercur* se servit de ces renseignements officieux pour réfuter les attaques furieuses de Burke et de Sheridan.

On se rappelle ce qu'il en coûta à Mallet du Pan d'avoir pris fait et cause pour Hastings et de quelles virulentes invectives il fut l'objet dans la presse française. Sans parler de Mirabeau, Clavière et Brissot l'attaquèrent dans un pamphlet où ils l'accusaient d'être acheté par l'or étranger. Mais le journaliste ne s'émut point de ses colères, il y était habitué, et l'assurance de son bon droit lui suffisait. Il mettait même une certaine coquetterie à narrer ses mésaventures et les persécutions auxquelles il était en butte. Ainsi, après la mort de Vergennes, il écrit à son correspondant : « Je suis à comprendre comment mon courage n'a pas cent fois succombé, ou comment on ne m'a pas chassé, *car je les ai menés raide...* »

Du moins, dans l'affaire Hastings, il n'avait point obligé un ingrat, et bien des années après, son fils Louis, se trouvant à Londres à la recherche d'un emploi, fut reçu à bras ouverts chez Hastings. Celui-ci déclara qu'il n'oublierait jamais tout ce qu'il devait aux bons offices de l'écrivain genevois<sup>1</sup>.

Quant à cette patrie, si chère à son cœur, Mallet ne cessait de s'en occuper; il était resté en relations suivies avec un grand nombre de ses concitoyens, exilés comme lui, à la suite des événements politiques. C'était Pierre Boin (1755-1825), avocat de talent, qui, privé du droit de plaider, remplit les fonctions de notaire, et, rentré plus tard dans les conseils de son pays, fut appelé à siéger au Conseil provisoire, lors de la restauration de la République. C'était Jean-Pierre Béranger (1740-1807) qui, retiré à Lausanne, s'y livrait à des travaux littéraires et composa une remarquable *Histoire de Genève depuis son origine jusqu'à nos jours*. C'était Francis d'Ivernois, plus tard créé chevalier en Angleterre, qui, pendant des années, plaida auprès des puissances étrangères la cause de sa patrie et eut enfin l'insigne honneur d'être le mandataire de Genève au congrès de Vienne. Nous en passons, et non des moindres.

Dans sa dernière lettre à Dumont (11 mars 1789), il lui trace un exposé fidèle de l'état politique à Genève. Il a essayé de porter remède à ses dissensions intestines, mais ses conseils ont été peu goûtés. On a élaboré de nouvelles lois<sup>2</sup>, qui lui apparaissent discutables,

1. Voir Bernard Mallet, *Mallet du Pan and the French Revolution*, London, 1902, 1 vol. in-8°.

2. A la suite de troubles violents, en janvier 1789, le gouvernement genevois s'était enfin décidé à entendre les propositions des citoyens. On abolit d'un commun accord l'édit de 1782, instituant dans la ville un régime militaire; on rétablit la milice, on rappela les émigrés, on apporta quelques modifications à

mais « on m'assure, ajoute-t-il, que les circonstances ne permettaient pas de faire mieux. Or, l'équité veut que nous jugions les hommes sur les moyens qu'ils ont en main, et non sur ceux que l'imagination peut leur supposer ».

Ce qu'il n'admet pas, c'est la prétention élevée par un de ses correspondants, et par tout un groupe de citoyens, d'attendre la convocation des États généraux de France pour leur demander des lois et de leur soumettre leurs difficultés, en un mot, de s'adresser à M. Necker et de le prier d'être le législateur de Genève. Cette prétention enflamme le courroux du citoyen libre. Il ne saurait à aucun prix accepter pour maître un républicain devenu ministre du roi de France : « Je me soumettrais aux lois faites librement par 1,327 de mes concitoyens, jamais à celles d'un vizir étranger quel qu'il soit ! » Il montre du reste que M. Necker, voulût-il s'intéresser aux choses de Genève (ce qui n'est point prouvé), n'en aurait nullement le pouvoir, n'étant que ministre des Finances, et point celui des Affaires étrangères.

Il regrette donc que les lois votées ne soient pas aussi parfaites qu'il l'eût désiré, mais il a fait du moins tout son devoir à ce sujet. Sa conclusion est empreinte d'un ardent patriotisme :

Ces lois sont sanctionnées à l'unanimité libre de la République; elles me sont désormais sacrées. Je m'y sou mets de plein gré et je croirais faire un crime de concourir à renverser cette harmonie. Celle des cours est la première à désirer. J'ai trente-sept ans et je suis las de n'avoir jamais vu que des lois de contrainte et de violence. Je me repose avec douceur sur l'idée que je pourrai rentrer à Genève sans y rencontrer des bandes de conjurés acharnés les uns contre les autres. Je déteste les victoires de parti; je secoue à jamais les sentiments de haine et de vengeance : les nourrisse qui voudra ! Voilà ma profession de foi.

Le vœu du patriote genevois se réalisa, car, lorsqu'il entra pour quelque temps dans sa ville natale en 1792, il y fut entouré, nous dit son fils, du respect et de la considération de tous. Mais la paix et la liberté rêvées ne furent rendues à la république de Genève qu'à la fin de 1813, et Mallet du Pan était mort depuis treize ans !

l'élection des Deux-Cents, etc. Les changements furent adoptés le 10 février 1789 à la presque unanimité du Conseil général (1,321 voix contre 52). Ce sont ces lois dont parle Mallet du Pan. Nous n'avons point la prétention de donner ici l'exégèse de cette lettre, qui risque de paraître quelque peu obscure à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas fait une étude spéciale de l'histoire fort compliquée des luttes politiques de Genève au XVIII<sup>e</sup> siècle.

### III.

Nous venons de voir par ces quelques extraits que la correspondance de Mallet du Pan à Dumont renferme bien des traits intéressants et des renseignements curieux. Mais ce qui fait son principal attrait à nos yeux, c'est qu'elle nous révèle sa conception du journalisme.

On sait quel développement le publiciste genevois sut donner à la partie politique du *Mercure de France*. Sayous, Sainte-Beuve et Taine, pour ne citer que les plus illustres, ont démontré d'une manière éclatante sa clairvoyance, son indépendance d'idées, son autorité. M. Hatin, dans son *Histoire de la presse en France*, déclare même que Mallet du Pan est le premier journaliste qu'il ait rencontré jusqu'à cette époque<sup>1</sup>.

Il est tout naturel que Dumont, qui le connaissait à merveille, ait pensé à utiliser ses talents au profit de ses amis anglais. Il parla de lui au marquis de Lansdowne, qui recherchait avec un soin jaloux le concours d'hommes de mérite et songeait sans trêve au développement intellectuel et social de ses compatriotes. L'ancien ministre était secondé dans ses efforts par un commerçant fort intelligent, nommé Benjamin Vaughan<sup>2</sup>, l'ami et le confident de Benjamin Franklin et le premier éditeur de ses œuvres. Vaughan ne dédaignait point de prendre lui-même la plume, et il aimait à soumettre ses essais au savant américain.

Ce fut sous ses auspices que fut fondé un journal intitulé le *Repository*, et Dumont pria Mallet du Pan, au nom du marquis de Lansdowne, d'accorder sa collaboration au nouveau périodique. Il lui indiquait en même temps le programme et le but de la publication.

La réponse de Mallet ne se fit point attendre. Il acceptait l'offre en principe, mais ne montrait pas grand enthousiasme pour le plan du *Repository*. Il craint qu'il n'aie beaucoup de peine à réussir, car il lui semble rentrer dans la catégorie des journaux *raisonneurs*, les derniers des journaux à son avis.

Puis il discute la question de la partie purement politique, qui, toujours d'après le programme indiqué, lui paraît « extrêmement difficile à traiter et restera souvent stérile ». Quel est en effet le pro-

1. Eugène Hatin, *Histoire de la presse en France*, vol. III, p. 377.

2. Voir, sur Benjamin Vaughan, la *Correspondance de Franklin* (Paris, Hachette, 1866), les *Souvenirs de l'abbé Morellet* et les *Mémoires de sir Samuel Romilly*.

gramme? « *Relever les fautes sur le commerce, sur la population, sur les usurpations faites au peuple, marquer les progrès des peuples, tracer la marche des principes, montrer l'époque où une vérité commence à percer chez une nation, etc.* »

Mallet, en quelques phrases pleines de fine ironie, de profondeur et de sens pratiques, prouve l'inanité de semblables recherches. « Tout cela est l'ouvrage des siècles, et non d'un journaliste contemporain : il ne fera là-dessus que du bavardage comme Linguet et autres verbiageurs Français... Ce qu'un journaliste applaudit à la légère dans un état comme un trait de lumière, un progrès de la raison, une opération salutaire est peut-être une sottise énorme. »

Au lieu donc de se lancer dans des affirmations vaines et hasardeuses, Mallet du Pan proposait d'employer une tout autre méthode : « Je me serais, dit-il, arrêté aux faits sur les différents points que vous indiquez, mais, tâchant à les bien constater, à caractériser avec soin un acte quelconque des peuples et des gouvernements et à offrir le pour et le contre. » Aussi bien, il existe en Allemagne un journal rédigé tout à fait suivant ses idées, c'est celui du professeur Schlözer, à Göttingue, qui a créé « un dépôt historique infiniment précieux »<sup>1</sup>. L'idéal de Mallet serait de former « un recueil de faits choisis, liés, discutés lorsqu'ils seraient douteux, prouvés lorsqu'ils seraient vrais, rassemblés avec discernement et d'après de bonnes sources ». Cet idéal, ne l'a-t-il pas réalisé dans le *Mercure de France*, et n'a-t-il pas fait de ce journal, comme Schlözer l'avait fait du sien, « un dépôt historique infiniment précieux » ?

Malgré les réserves plus haut énoncées à deux reprises différentes, l'écrivain genevois promet à Dumont d'envoyer des articles au *Repository*. Mais il se plaint des variations de ses directeurs qui changent de plan sans cesse et n'aboutiront à rien de bon, pense-t-il. Une fois de plus, il se montra bon prophète, car le *Repository*, né le 4<sup>er</sup> janvier 1788, parut bi-mensuellement jusqu'au mois d'avril de la même année, puis mensuellement jusqu'au mois d'août. Il cessa de paraître à partir de cette époque jusqu'au mois de janvier 1789. Ce fascicule de janvier, à lui seul d'un volume égal aux quatre fascicules précédents, se termine par un avis de l'éditeur annonçant une deuxième transformation de la revue, pour cause d'insuccès. Le *Repository* ne paraîtra plus que tous les six mois. En fait, il ne reparut jamais.

1. Auguste Ludwig von Schlözer, dont Mallet estropie le nom, fut un éminent historien allemand, professeur à Göttingue. Il se distingua par ses travaux sur l'histoire des pays du Nord et par d'autres ouvrages d'histoire universelle. Mallet fait sans doute allusion ici à ses *Staatsanzeigen* (18 vol., 1782-93), qui firent beaucoup de bruit comme documents d'histoire politique.

Les recherches faites pour nous à la bibliothèque du British Museum par M. Aloys Blondel nous ont permis de reconstituer la liste complète des articles (du reste généralement non signés) publiés par ce périodique, et nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'en est aucun qui soit dû à la plume de Mallet du Pan<sup>1</sup>.

Qu'est-il advenu aussi de la correspondance politique demandée par Dumont à Mallet pour le marquis de Lansdowne? Dans sa lettre du 49 novembre 1788, le publiciste genevois s'exprime en ces termes : « La correspondance dont vous me parlez me flatterait infiniment. » Il accepte donc l'offre qu'on lui transmet, mais il prévient Dumont que ses lettres pourront peut-être étonner et même scandaliser leur destinataire, car il ne se laisse jamais guider par l'opinion du moment, celle de Paris, résultat d'une foule de jugements précipités, qui font loi quelquefois tyranniquement. Il laisse, en outre, au marquis le soin de déterminer le caractère et l'étendue de ce travail; quant aux propositions pécuniaires, elles seront ce que le lord voudra; s'il est satisfait des lettres, c'est tout ce que désire Mallet.

Le 44 mars 1789, il annonce que dans peu de jours il commencera sa correspondance; mais l'objet lui en a été indiqué d'une manière insuffisante. Doit-il s'occuper uniquement de la France? « Vous croyez peut-être, remarque-t-il, que Paris offre une moisson intarissable! Oui, une moisson de riens, de quolibets, de vanteries, de propos, de harangues et d'impostures multipliées à l'infini... Les bulletins, les correspondants recueillent toutes ces rumeurs, les assortissent, les lient et présentent journellement des amas de faus-

1. M. Aloys Blondel a relevé dans le catalogue de la bibliothèque du British Museum quatre revues différentes intitulées : *Repository*. Celle qui nous intéresse porte le titre suivant : *The Repository, containing various political philosophical, literary and miscellaneous articles* (Appendix containing state papers). London, 1788-1789, 2 vol. in-8°. — A quelle date les articles de Mallet auraient-ils pu paraître dans le *Repository*? Deux passages de notre correspondance nous guideront dans notre recherche : I. Dans sa lettre du 19 juin 1788, Mallet écrit : « Ma correspondance ne peut commencer qu'en juillet, du 20 au 24. » Donc, si l'article promis avait été envoyé à la date susdite, il n'aurait pu être publié que dans le numéro du 1<sup>er</sup> août. Or, ce numéro ne contient aucun article sur la politique française. Le numéro suivant, qui ne parut qu'en janvier 1789, n'en contient pas davantage. Il renferme le seul morceau vraiment intéressant et original imprimé dans ce recueil. C'est l'extrait d'une lettre racontant une visite à Bicêtre, le fameux article composé par sir Samuel Romilly et dont Mirabeau se laissa bénévolement attribuer la paternité (voir *Memoirs of the life of sir S. Romilly*, London, 1840). II. Dans sa lettre du 11 mars 1789, Mallet offre d'envoyer pour le mois de juin un article au *Repository*, mais à cette époque la revue avait disparu. De là notre affirmation que la collaboration demandée à Mallet et acceptée par lui n'aboutit à rien.



setés du ton le plus grave et le plus confiant. Je ne puis aller sur leurs brisées; à coup sûr, ma correspondance ressemblera peu à celles dont on inonde les pays étrangers; je vous en prévient, parce que si mon scepticisme et ma critique ne conviennent pas à votre chef, nous pourrions disconstruire à l'instant où il le voudra. »

Cette correspondance politique avec lord Lansdowne est-elle restée à l'état de projet, comme dans le cas du *Repository*? Nous n'en avons pour le moment retrouvé aucune trace. Peut-être l'arrivée inopinée de Dumont à Paris (deux mois à peine après la dernière lettre de Mallet) et son séjour prolongé dans la capitale mirent-ils fin aux desseins de l'ancien ministre anglais? Par la force même des événements, il se trouvait avoir sur les lieux un correspondant placé dans les coulisses de la politique. Dumont, en effet, entretenait avec son ami et protecteur une correspondance qui est entre nos mains et qui apporte un contingent de renseignements précieux pour les débuts de la Révolution française.

Aug. BLONDEL.

#### LETTRES DE MALLET DU PAN.

Paris, 5 avril 1787.

C'est mon fils, cher Monsieur, qui vous remettra cette lettre. Le hasard m'a amené ici, il y a trois mois, le fils d'un maître de pension de Kensington nommé Dufaure, Français d'origine et de souche de martyrs protestants dans le pays d'Henri IV. J'ai assez bien jugé du père par le fils; les informations ont répondu à mon attente et j'ai gardé le jeune Anglais comme otage, en faisant passer la mer à mon petit Louis. Il est d'un âge bien tendre pour s'expatrier, mais la maison paternelle ne lui convenait pas. Sa santé, faible dans la première enfance, a rendu son éducation plus molle; il a besoin d'un régime anglais, de recevoir des coups de poing et de sentir ceux de la nécessité.

D'ailleurs, comment élever un enfant protestant dans cette Babylone? Mes occupations redoublées ne me permettent pas de deux ou trois ans les fonctions de précepteur. Comment y suppléer? Par des collègues les pires de l'Europe, par des maîtres dont la science est dans la charlatanerie nationale? Paris est la première ville du monde pour apprendre à danser, mais au delà on ne sait pas même y sauter sur la corde. Vous imaginez aisément que je ne vois pas partir cet enfant sans inquiétude; heureusement, il est sous la tutelle de mylord Fincastle, fils de Mylord Dunmore que vous avez vu chez moi à Genève, qui est venu passer l'hiver à Paris avec nous et avec qui j'ai contemplé le beau spectacle que donne la France en ce moment. Il s'est chargé de Louis, il le recommandera, mais je compte beaucoup sur votre amitié pour le visiter de temps en temps, pour m'informer de la nature de la pension et

de son chef, enfin pour lui donner les conseils et les directions scolastiques dont il pourrait avoir besoin. Il est inutile de vous dire quelles obligations vous en aura un père dont le bonheur domestique fait l'unique passion et l'unique but.

Il faut que mes deux lettres de cet été se soient perdues, et je suis très fâché de la visite qu'on vous a faite pour vous parler d'une affaire sur laquelle vous n'aviez aucune notion. Je ne la connais moi-même que par la notice ci-jointe; ayez la bonté de la communiquer à M. Romilly et de le prier de m'en donner son avis, en lui renouvelant l'assurance des sentiments que je lui porte.

Vous devez voir aujourd'hui que le théâtre politique dont vous observez la scène a encore plus d'intérêt que nos disputes genevoises. Lecteur assidu et attentif de vingt papiers anglais par semaine, je vous assure que je suis plutôt habitant de Londres que de Paris. Vous avez vu dans cette séance des discussions curieuses; il en est une à laquelle on s'est fort intéressé ici, celle du traité de commerce, quoiqu'en général rien ne soit plus étranger à Paris que le commerce et la législation. J'ai été surpris, je l'avoue, de quelques tirades des discours de lord Lansdowne; ses éloges de la France et de son ministère ne sont pas de bonne foi, car, certainement, il est trop instruit pour croire un mot de ce qu'il dit à ce sujet. Il me paraît que le ministère a bien servi le commerce national, mais fort peu l'intérêt politique de l'Angleterre. Plus elle tirera de bénéfices de cet arrangement, plus elle sera dépendante du sort même de la France. A la moindre querelle avec celle-ci, tous les négociants anglais craindront une rupture, et leurs clameurs entraveront le parlement. La France saura bien profiter de cet embarras et, comme il n'est pas de puissance à laquelle on doive inspirer plus de crainte si l'on veut réprimer son insatiable ambition, toutes les causes qui tendent à affaiblir cette vigueur me paraissent pernicieuses. Vous allez être inondés de Français; la communication sera plus fréquente, l'esprit national de Londres, du moins, s'en ressentira. Les intérêts se rapprocheront, et ne croyez pas qu'à cette fréquentation les Français gagnent le goût de la liberté; on prendra plutôt en Angleterre celui des mœurs exécrables de ce pays-ci. Je ne suis point philanthrope de nation à nation; c'est une absurde et dangereuse chimère que de vouloir rapprocher des États que la nature du gouvernement a très heureusement séparés. Ces idées s'écartent beaucoup de celles du marquis chez qui vous habitez, et je pense à cet égard absolument comme M. Fox.

L'affaire de M. Hastings prend donc une tournure décisive. N'y a-t-il pas dans cette poursuite plus de politique et d'acharnement personnel que d'équité? J'aimerais autant que le parlement renonçât à ses usurpations dans l'Inde que d'imaginer ces immenses conquêtes entourées d'ennemis par les règles du catéchisme. M. Le Gentil, savant connu et qui a résidé vingt-huit ans dans l'Inde, fait ici un pamphlet qui va paraître et dans lequel il croit réfuter toutes les calomnies répandues

contre M. Hastings et prétend qu'il a rendu d'immenses services non seulement aux Anglais, mais à toutes les nations de l'Inde.

Je vois par les lettres particulières et par les papiers qu'on s'occupe chez vous de la grande farce qui se joue au nom du roi sur le théâtre de Versailles. Ce que je vois ici, c'est que l'étranger, trompé par des gazettes mercenaires qui se copient, imagine exactement l'opposé de ce qui se passe. Les déprédations inouïes, le pillage, le désordre effréné, qui ont suivi la retraite de M. Necker, ont amené cette crise. En comblant la ruine de l'État, on faisait répéter partout que la France était au dernier période de l'opulence et de la prospérité. Enfin, après avoir épuisé tous les expédients ruineux, tous les escamotages de la finance française, toutes les filouteries d'un charlatan, il a fallu montrer le précipice et un déficit annuel de 130,000,000.

Le contrôleur général (M. de Calonne), homme d'esprit, et avec des talents subalternes, corrompu, sans principe, sans scrupules, après avoir accéléré le mal par vingt sottises et autant de prévarications, s'est présenté comme le libérateur de l'État. Il a présenté un plan indigeste, pillé de quelques brochures économiques, et où, pour réformer l'État, il veut le mettre sens dessus dessous. Ses discours, pleins de traits contre M. Necker, ont le caractère du siècle, beaucoup d'impudence, des phrases et du babil académique. On ne met plus en avant aujourd'hui le nom de Dieu, c'est l'amour du peuple; or, imaginez l'amour du peuple logé dans l'âme d'un contrôleur français!

Avec ce langage de bateleur, il a séduit tous les innocents de la capitale et les gens de lettres qu'il a richement pensionnés l'année dernière. Observez bien que ces gueux-là, vendant leur plume à qui voulait l'acheter, publiaient autrefois tous les matins une brochure contre M. Necker, et qu'il n'a pas paru un seul pamphlet contre son indigne successeur. Un académicien l'a comparé à Sully, et le marquis de Condorcet tient bureau d'éloges en son honneur. Heureusement, les nobles ont été plus clairvoyants; le clergé, menacé et outragé par le ministre, a parlé haut et ferme, et avec des lumières sur l'administration. Les parlementaires, tout le parti Choiseul, qui est celui de M. Necker, l'ont suivi : l'opposition a été constante et générale sur tous les points. Le ministre, hardi et entreprenant, n'ayant pu les réduire par la ruse, a employé les mauvais procédés. Il a fait imprimer ses harangues avec des préfaces injurieuses à l'assemblée, et, en même temps, il lui a interdit toute liberté d'imprimer. L'indignation a été dès lors à son comble. Lundi dernier, la séance a été furieuse. Le ministre a essuyé les plus grandes duretés, et l'on a pris des arrêtés violents. Il en résulte qu'avant huit jours, très probablement, l'assemblée ou le ministre seront congédiés. Ce dernier a tout ascendant sur le roi et est protégé par tous les fripons : c'est un puissant rempart. Le roi le regarde comme son sauveur, opinion que lui a donnée M. de Vergennes, dernier service qu'il rendait à la France. Le malheur est que le successeur de M. de Calonne ne vaudra peut-être pas mieux que lui. M. Nec-

ker, j'en suis persuadé, ne sera pas rappelé. Cependant, dans un pays de folies, toutes les conjectures raisonnables peuvent être démenties. Je ris de pitié, en vérité, en entendant au parlement anglais les jugements qu'on porte sur ce gouvernement et sur sa puissance. L'empereur, le roi de Prusse sont dix fois plus redoutables en ce moment. C'est le règne de l'anarchie et de l'impunité. L'État est livré à des ministres lâches et de faux talents qui paient la conservation de leur place par tous les sacrifices du bien public qu'exigent les courtisans, les bureaux, les intrigants, les coquins de tous genres que cette administration a prodigieusement multipliés. On n'avait jamais vu autant d'excès et de désordres sous Louis XV; il a eu l'abbé Terray, mais M. de Calonne est l'abbé Terray ivre!

Vous jugez par ce tableau combien je suis à mon aise ici. Ma vie est une suite d'hostilités. La mort de Vergennes y a mis un peu de relâche, mais cela ne durera pas. Je suis à comprendre comment mon courage n'a pas cent fois succombé; ou comment on ne m'a pas chassé, car je les ai menés raide, surtout à l'occasion des révoltes démocratiques de Hollande, payées, soutenues, applaudies publiquement par ce même ministre qui nous écrivait de si belles lettres contre les prises d'armes, les séditions, etc. C'était un vil et un plat charlatan, sans talents, sans caractère, sans vertus; il a laissé 16,000,000 de fortune et faisait le pauvre. Sa femme vendait toutes les places et partageait les étrennes des courriers de cabinet. J'ai rassemblé d'importants matériaux sur ce grand homme; on en formera un tableau de son ministère. Ce ne sera pas un libelle assurément, mais les gens sages pourront y apprécier cette réputation escamotée dans toute l'Europe, je ne sais comment. Au reste, silence, je vous jure, sur ce dernier article; vous ne voulez pas me faire embastiller...

Dans une autre lettre, je vous parlerai de Genève; il ne me reste de place que pour vous présenter mes amitiés, celles de ma femme et de mes enfants.

MALLET DU PAN.

P. S. — Louis est passionné pour la lecture. Si vous avez quelques livres français à son usage, il en aura grand soin. Je le recommande d'abord à vos bons offices.

2 juin 1787.

Mille et mille remerciements, Monsieur, des bontés que vous avez eues pour mon fils; il ne m'a point laissé ignorer vos utiles visites et je continue de le recommander à vos conseils. Je ne sais si ma lettre vous trouvera encore à Londres; j'en attendais une de vous relative au prospectus dont Louis vous aura remis quelques exemplaires et que je vous priais dans ma dernière de faire insérer dans le *Monthly Review* et l'*English Review*, soit en entier, soit par extrait. Je vous réitère cette prière avec instance; si cette insertion exige des frais, vous m'en enverrez la note et je la paierai. M. Grant, l'un des auteurs de l'*English*

*Review*, et avec qui j'ai été en correspondance, se prêtera sûrement à me rendre service. D'ailleurs, ces éditeurs quelconques annoncent et extraient tant de fadaïses gallicanes que je ne présume pas un refus de leur part lorsqu'il s'agit d'un ouvrage aussi important que celui du chevalier de Mouradgèa<sup>1</sup>. Il doit avoir plus de succès, proportion gardée, en Angleterre qu'ici, où les gens riches donnent bien volontiers 600 livres à un baladin, mais ne sacrifient pas leur argent à leur instruction. D'ailleurs, personne ne veut d'instruction à Paris; il est reçu qu'on n'en a pas besoin et qu'on sait tout dans ce foyer lumineux qui éclaire l'Europe entière.

Cet ouvrage rencontre un autre écueil : les philosophes de Paris trouvent très légitime qu'une impératrice qui a déifié Voltaire et qui ne croit pas au Divin s'empare de l'empire ottoman, où l'on ne lit pas l'encyclopédie. Ils se flattent que sous la douce influence de Catherine II, la Grèce va reprendre sa prospérité et qu'ils pourront y aller former des coterie philosophiques; ils sont convaincus que les riches savants et éclairés ont le droit de chasser les Turcs impolis et barbares et que la terre doit appartenir à celui qui pensionne le mieux les Aristippes et les Épicures. D'après cette opinion, ils décrivent sans le connaître encore l'ouvrage futur de M. de Mouradgèa, qui ne s'en embarrasse guère, ni moi non plus. Si vous connaissez M. Dutens<sup>2</sup> ou sa demeure, vous m'obligeriez de lui faire parvenir de ma part l'un des prospectus que mon fils vous aura remis, et je vous renouvelle ma prière de faire connaître les autres le plus que vous pourrez.

Vous aurez su par les nouvelles publiques le résultat de l'assemblée des notables :

Et de tant de conseils l'effet le plus commun

Est de voir tous nos maux sans en réparer un.

Ce n'est pas leur faute néanmoins. Ils ont montré, le clergé surtout et les parlementaires, des lumières, de la vigueur et de la vertu; mais

1. Il s'agit évidemment du prospectus de l'ouvrage de Mouradgèa d'Ohsson (Ignace), intitulé : *Tableau général de l'empire ottoman*, par M. d'Ohsson. Paris, de l'imprimerie de Monsieur, 2 vol. grand in-folio, avec fig. — Ce bel ouvrage n'a malheureusement pas été terminé, quoique M. Ch. d'Ohsson fils en ait donné un troisième volume en 1821. Les trois volumes coûtaient 500 francs. Les très rares exemplaires sur grand papier ont conservé une valeur relativement considérable. Voir Brunet, *Manuel du libraire*.

2. Louis Dutens (1730-1812), écrivain français, né à Tours d'une famille protestante, passa presque toute sa vie en Angleterre et à Turin, où il fut trois fois de suite chargé d'affaires à la cour. Il se trouvait à Paris en 1783 et fit la connaissance de Mallet du Pan. Il fut, en 1775, nommé à Paris membre de l'Académie des inscriptions et à Londres membre de l'Académie royale. Il a laissé un certain nombre d'ouvrages sur la numismatique, l'archéologie, l'histoire contemporaine de l'Angleterre et trois volumes de souvenirs sous le titre de : *Mémoires d'un voyageur qui se repose* (Paris, 1786, 3 vol. in-8°).



ils ne sont pas législateurs, ils n'ont aucun autre pouvoir que celui de la persuasion, qui ne persuade guère ceux qui ont d'autres moyens de se faire obéir. Le déficit énorme de 140,000,000 sera couvert par de nouveaux impôts, par des emprunts annuels et par des économies *projetées*, dont nos petits-fils pourront peut-être voir l'exécution. Il n'est plus question de M. Necker, toujours exilé, et que je blâme de n'avoir pas quitté un pays où l'on décerne de pareilles récompenses au désintéressement et à l'intégrité. En revanche, il est accablé de libelles de la façon de Beaudeau, de Mirabeau et autres écrivains vénals qu'on soudoie pour diffamer un homme que tous les méchants craignent de voir revenir en place. Les Genevois sont, comme de raison, dans cette honnête bande d'émigrants, surtout les négatifs dont M. Necker a perdu l'estime, depuis qu'il a refusé de prêter serment à leur aristocratie militaire.

Je suis ici depuis longtemps, mais surtout depuis trois mois, livré à de grands orages. Ma santé et ma tête s'en ressentent. Je ne sais pas si j'aurai toujours la force de supporter ces tracasseries ministérielles que les affaires de Hollande ont aggravées. J'ose croire que peu de gens auraient à ma place montré autant de scrupules et de fermeté; ma conduite sera invariable, et, quoi qu'il arrive, personne ne pourra me reprocher d'avoir un instant dérogé à mes principes, malgré tout le poids d'une autorité arbitraire.

Que pensez-vous de l'affaire de M. Hastings? Elle prend pour lui une tournure défavorable. On est fort aise ici de cette poursuite, non par esprit de justice, comme vous le sentez bien, mais par les conséquences qu'on y entrevoit pour la sûreté future de l'Inde anglaise.

Vous m'obligeriez de me dire dans votre réponse un mot de votre jugement sur la pension de Louis; il m'importe d'en être instruit.

Recevez l'assurance de mes amitiés et de celles de ma femme, et croyez-moi entièrement à vous.

22 avril 1788.

Le chevalier de Mouradzea, qui vous remettra ce billet, mon cher Monsieur, doit passer quinze jours à Londres avant de s'embarquer pour Stockholm. Je lui ai donné la curiosité de voir et d'entendre le marquis de Lansdowne, qui, dans les circonstances actuelles de l'Europe, ne perdra pas son temps à l'entretenir. Vous m'obligeriez beaucoup de lui procurer une entrevue avec mylord, qui, de toutes les curiosités de Londres, n'est pas une de celles qu'on doit moins rechercher. M. de Mouradzea a le projet d'une édition anglaise de son ouvrage; vos avis judicieux ne lui seront pas inutiles, et je vous prie de ne pas les lui épargner.

Rien n'a changé dans les affaires intérieures depuis votre départ : guerre de papier et de pathos. Pas un sentiment vrai, ni un but honnête. Une misérable petite intrigue décide et culbute les plans bons ou mauvais; c'est le règne des Andronics, des Paléologues, et, si tout ce

qu'on a écrit sur les symptômes du déclin des empires a quelque fondement, celui-ci serait bien près de s'écrouler. Nous avons bien médité, et bien justement de M. de Vergennes; c'était un aigle en compensation des chouettes qui lui ont succédé, mais elles se consolent de tout en payant des libelles contre l'Angleterre et la Prusse au comte de Mirabeau. Il vient d'imprimer, par exemple, que « l'Angleterre, réduite à la triste apathie de la servitude, était plus digne de mépris que d'envie ». Les ministres et les courtisans lisent cela et se consolent de tout le reste.

Ma famille se joint à moi pour vous assurer de ses amitiés. Je vous recommande une petite visite à Louis dans vos heures de loisir. L'ecclésiastique chez qui il demeure me paraît un homme d'un vrai et solide mérite. Je vous embrasse.

19 juin 1788.

Hier, Monsieur, j'ai reçu votre lettre sans date, et il est évident que je ne puis envoyer le 20 au *Repository* la correspondance du mois courant. Elle ne peut commencer qu'en juillet, la partie littéraire du 1<sup>er</sup> au 10, la partie politique du 20 au 24. Si la rédaction l'entendait ainsi, il faut qu'on m'en instruisse d'une manière fixe et invariable, je serai exact aux dates. Je vous remercie de l'extension que vous avez donnée à l'arrangement pécuniaire; elle devient indispensable par l'addition de la littérature qui m'obligera à des achats de livres et autres frais assez considérables. Vous réglerez cet article à votre gré, et je ne puis mieux faire que de m'en remettre à vous.

Je crois sans peine que ce recueil ne donnera aucun bénéfice les deux premières années. On est habitué à toutes ces rapsodies de Magazine, et les cadets, à moins d'être fort bien élevés, ont beaucoup de peine à percer dans le monde. Vous dirai-je plus? Si j'ai bien compris le plan du *Repository*, il me semble peu propre à acquérir la vogue. Il rentre dans la catégorie des journaux raisonneurs, les derniers des journaux à mon avis. J'avais imaginé, au contraire, qu'on songeait à un recueil de faits choisis, liés, discutés lorsqu'ils seraient douteux, prouvés lorsqu'ils seraient vrais, rassemblés avec discernement et d'après de bonnes sources. C'est ainsi que se compose l'excellent journal du professeur Schöetzer à Gottingue, le premier des ouvrages périodiques à mon avis. L'auteur en a fait un dépôt historique infiniment précieux; mais je vois qu'on veut à Londres de la philosophie moderne, des phrases sur des faits douteux ou faux, en un mot, de la politique à sentences. J'ai besoin de quelques éclaircissements ultérieurs sur vos dernières instructions.

J'approuve fort qu'on rejette des extraits de livres, mais entend-on se borner à des notices biographiques? Sans extraire un livre de quelque importance, du moins devient-il souvent intéressant d'en présenter l'objet général, le caractère, le but, l'histoire, et même les principales vérités qu'il peut renfermer. Les événements littéraires dignes d'être retenus doivent-ils entrer dans ce plan?

La partie politique, telle que vous me la désignez, me paraît extrêmement difficile à traiter et restera souvent complètement stérile : *Relever les fautes sur le commerce, sur la population, sur les usurpations faites aux peuples, marquer les progrès des peuples, tracer la marche des principes, montrer l'époque où une vérité commence à percer chez une nation, etc.*... tout cela est l'ouvrage des siècles et non d'un journaliste contemporain ; il ne fera là-dessus que du bavardage comme Linguet et autres verbiageurs français. Il y a très peu de vérités générales en administration. L'un établit des lois prohibitives et fait bien, l'autre les proscriit et fait bien encore ; ici, l'on éveille l'industrie, et l'on a tort, là, on la décourage, et on a tort également. Les théories se jettent au moule, et non les sociétés ou les individus. Un cuir peut être d'excellente qualité, mais je n'en ferai pas le moindre cas si je ne puis l'assouplir à la forme de mon pied. Ce qu'un journaliste applaudit à la légère dans un État comme un trait de lumière, un progrès de la raison, une opération salutaire est peut-être une sottise énorme. Tous les livres modernes sont pleins de ces méprises-là. Elles sont inévitables quand on se mêle de juger à la hâte sur des principes généraux, au lieu de s'instruire des rapports divers sous lesquels vit une nation et qui déterminent ses véritables convenances. La seule expérience est la pierre de touche, et il n'appartient qu'à des aigles, comme Montesquieu, de planer au-dessus d'elle-même et de la dominer.

Au lieu de cette méthode qui devient abusive de plus en plus, je me serais arrêté aux faits sur les différents points que vous indiquez, mais tâchant à les bien constater, à caractériser avec soin un acte quelconque des peuples et des gouvernements et à offrir le pour et le contre.

Au reste, puisque les rédacteurs l'entendent autrement, je tâcherai de m'approcher de leurs vues, mais je ne puis répondre que mes principes et mes jugements soient toujours les leurs. J'adopte la plupart des idées fondamentales de Smith, mais, en aucune manière, celles des économistes français, que je regarde comme les plus vains et les plus dangereux des théoriciens en matière d'administration. Bref, ils feront ce qu'ils voudront de mes premiers envois et ils rectifieront la marche si elle ne leur convient pas. J'exige seulement, lorsqu'on substituera d'autres idées aux miennes, que je ne sois désigné en aucune manière.

Quant aux événements politiques proprement dits, votre indication est assez vague. J'avais cru qu'on voulait chaque mois un tableau à grands traits des principaux faits. Au milieu d'une guerre qui intéresse toute l'Europe, ne dira-t-on rien de cette guerre ? Faut-il rejeter tout ce qui tient aux affaires extérieures et générales d'une nation pour ne s'attacher qu'à son intérieur ? Puisqu'on ne veut parler des affaires actuelles du royaume qu'après leur conclusion, le reste est zéro. Car, observez bien que cette conclusion n'arrivera pas de vingt ans peut-être, du moins pas avant l'assemblée des États généraux, si, toutefois, ceux-ci concluent quelque chose, ce que je ne crois pas du tout. La

question des parlements dure depuis plus d'un siècle; il fallait la laisser durer autant que la monarchie, et on y sera forcé quoi qu'on fasse... Notre balance politique n'est [ni] plus imparfaite ni plus irrégulière que celle des parlements, mais il en est peu d'aussi embarrassante.

Un corps chargé de l'administration suprême de la justice et en même temps de recourir à la sanction législative, un corps inamovible par-dessus le marché, est presque indestructible. L'une de ses prérogatives sert au soutien de l'autre : l'attaque-t-on comme corps politique? Il résiste comme corps judiciaire, et, sous peine de mettre le royaume en anarchie, il faut rendre aux peuples leurs magistrats. Jamais la cour ne sortira de ce cercle-là, à moins qu'elle n'ait des ministres qui sachent imprimer beaucoup de crainte ou beaucoup de confiance.

Vous me parlez de pages d'impression, mais quatre pages in-octavo ou in-douze? .....<sup>1</sup> Il faudrait que je visse l'impression pour calculer cela. Du reste, je ne puis promettre une parfaite régularité à cet égard, puisque je suis dans la dépendance des matériaux du mois plus ou moins abondants; il pourrait y avoir dans mes envois tantôt plus, tantôt moins.

Je remets à M. Tombell (?) le tableau de l'empire ottoman et les fac-similés et journaux des ordres religieux, oubliés ici par inadvertance.

Je n'ai pas le temps de vous rien dire de l'affaire d'Hastings, sur laquelle je ne suis pas prêt à changer d'opinion malgré toutes les interprétations et toute l'éloquence de M. Sheridan. Quand j'ai lu, et quand je possède les extraits du dépôt de la marine, contenant les dépêches officielles des commandants français dans l'Inde, qui calculent et établissent leur plan et leurs mesures sur la révolte de Cheyte-Sing et des Begums, qui développent leurs intrigues auprès d'elles, [quand j'ai lu] le dénuement total des ressources où l'on savait les Anglais à Calcutta, les espérances fondées là-dessus et les preuves authentiques que M. Hastings seul fit le salut de la compagnie à cette époque, toutes ces harangues me paraissent pitoyables. Mais, attendons la fin, si jamais elle arrive. Les accapareurs dans leurs grandes combinaisons paraissent avoir admirablement réussi à faire durer l'affaire plusieurs années.

Si la Providence est pour quelque chose dans l'administration de ce bas monde, elle chassera, en attendant le jugement, les Anglais du Bengale et le restituera à l'empereur, qu'ils ont volé, trahi, et auquel vos harangueurs ne rendront sûrement pas le fruit des brigandages exercés contre ce malheureux prince. Ce serait à lui de faire le procès à M. Hastings et à la Compagnie, mais le gouvernement anglais, jouissant de tous les forfaits qu'il fait la grimace de vouloir punir! L'Europe ne sera pas dupe de cette charlatanerie, et je vous assure que je n'en suis pas à ce point de crédulité. Je vous embrasse. Réponse le plus tôt possible.

1. Déchirure dans le papier de la lettre.

Paris, le 19 novembre 1788.

Je vous devais une réponse plus prompte, mon cher pasteur, car un billet que vous avez reçu de moi, il y a un mois, vous aura appris que j'attendais quelque avis nouveau sur le *R[epository]*. Les variations de ses rédacteurs doivent les fatiguer; quant à moi, je n'avais pas fait grand fond, vous vous en doutez bien, sur le projet auquel ils m'associaient et que je vois encore si peu déterminé. En conséquence, point de délicatesse, je vous prie, de votre part sur nos premiers arrangements, auxquels je ne tenais autant qu'ils eussent réuni les convenances mutuelles. Je ne suis pas d'ailleurs, vous le savez, de naturel fort intéressé, ni jaloux, je vous l'assure, de besogne à prix d'argent. Celle que je fais de cette manière, parce que je suis père de famille, me donne assez de dégoûts profonds pour me rendre indifférent sur tout travail dont le bénéfice serait le principal objet. Voilà sans doute un bien long préliminaire pour vous dire tout simplement que, quel que soit le sort du *Repository*, je ne me refuserai jamais à lui être utile quand je le pourrai, puisque vous et mylord L[ansdowne] y prenez de l'intérêt.

Quoique tous les matériaux du morceau historique soient entre mes mains et triturés, ce travail, pour être vraiment bon, exigerait un temps plus considérable. Votre terme est court; vous m'aviez parlé de Noël seulement et je suis un peu désappointé. Néanmoins, je rédigerai ce griffonnage pour le 10 décembre.

La correspondance dont vous me parlez me flatterait infiniment si je me sentais en état de la rendre intéressante à la personne qui la désire. Quel qu'en soit l'objet, je ne pourrais la remplir sans compter sur beaucoup d'indulgence. De toutes les maximes de Rousseau, celle à laquelle je m'attache chaque jour avec plus de force, c'est, n'en déplaise à M. Necker, de ne point me laisser gouverner par l'opinion. J'entends l'opinion du moment, celle de Paris, résultat d'une foule de jugements précipités qui font loi quelquefois tyranniquement. Sans être ni frondeur ni paradoxal, il m'arrive de voir souvent différemment que la voix publique; ce n'est pas sans doute un préjugé en ma faveur, mais toujours est-ce un exercice de mon esprit et de mon indépendance. Mes lettres porteraient des traces de ce travers et, en rapportant les faits comme les opinions, peut-être la mienne, inséparable de ce récit, paraîtrait-elle déplacée. Au reste, vous m'indiquez trop vaguement ce dont il s'agirait dans cette correspondance pour m'entendre ici en considérations superflues. Le mylord Lansdowne ne veut sans doute ni une gazette ni n'exige un rapport infallible sur les choses et sur les personnes. Si ses vues ne s'étendent pas au delà de ce que je puis dans ma sphère, j'accepterai avec empressement l'offre que vous me faites; ce sera à mylord Lansdowne à déterminer le caractère de cette correspondance et son étendue. Quant aux propositions pécuniaires, ma réponse sera courte; c'est que je ne suis pas dans le cas d'en faire; un pareil marché me répugne et vous me connaissez suffisamment pour assurer



mylord Lansdowne que, quoi qu'il fasse, mes désirs seront remplis si les siens le sont par ma correspondance.

Vos espérances ou vos craintes sur les futurs contingents de ce pays-ci pourraient être également raisonnables, car, à mon avis, la Providence tient les destinées de ce royaume. Elle a pour auxiliaire l'inconduite politique, à l'aide de laquelle le bien se fait par les moyens mêmes qu'on a pris pour faire mal. Les notables portent dans leur assemblée l'esprit qui a toujours régné en France. Cinq bureaux entiers paraissent décidés opiniâtrement à conserver la forme d'États généraux de 1614 et à refuser au tiers état égalité de voix avec les deux autres ordres réunis. Le sixième [bureau], soit le premier en rang, où M. Necker avait placé quelques hommes sûrs, a différé d'avis à la pluralité d'une voix seulement. On m'assure qu'il règne en général des lumières assez bornées dans cette assemblée choisie; que sera-ce donc dans celle des États généraux? M. Necker les a embarrassés de la solution de cinquante à quatre-vingts questions politiques qui occuperaient un demi-siècle un comité de Solons et qu'il leur donne à décider en peu de semaines. Une division presque ouverte et générale règne maintenant entre le tiers état et les deux autres ordres. En Bretagne, ils s'accablent d'injures et ont demandé des troupes les uns contre les autres. Les parlements tiennent pour les anciennes formes, et on peut les regarder comme ligués contre le tiers ou plutôt contre toute innovation politique de quelque importance. Par une maladresse extrême, on multiplie ici une foule de pamphlets médiocres, dont plusieurs injurieux, dans lesquels les divers ordres s'agrippent, se déchirent, se combattent. Au lieu de leur montrer fortement, et uniquement leurs intérêts communs et de les rallier vers un but utile à tous, on s'est étudié à démontrer l'opposition de leurs droits et les sacrifices que quelques-uns devaient en faire. Tout cela redonne au roi une grande prépondérance.

Je crois qu'il ne résultera de ces États généraux pas la moindre régénération politique; mais qu'ils arrangeront bien ou mal les finances, en accordant des subsides, en adhérant au plan de M. Necker, qui durera tant qu'il sera en place. La baisse des fonds continue; elle est occasionnée d'abord par l'extrême incertitude de l'avenir, ensuite par les ventes nombreuses qu'ont faites les étrangers et les nationaux pressés d'argent. Il y a toujours vingt vendeurs pour un acheteur.

Je vous adresse ma lettre à Londres, où je suppose que les tristes circonstances du moment<sup>1</sup> auront amené lord L[ansdowne]. On est ici, et à Versailles généralement, pénétré de la maladie du roi. On craint, avec juste raison, que les négociations du Nord, auxquelles il tenait fortement, ne soient interrompues par un nouveau système. On craint qu'à un règne paisible, florissant, économe, modéré ne succède

1. Le roi Georges III fut atteint d'aliénation mentale au mois d'octobre 1788. Grâce au traitement éclairé du Dr Willis, il recouvra la santé dès le mois de février 1789.

un règne de jeunes gens, d'esprit impétueux, de dissipation et de turbulence funeste à l'Europe autant qu'à l'Angleterre. Il est bien fâcheux pour elle de perdre un roi, arrivé à cinquante ans et estimé, pour être remise aux mains d'un roi de vingt-six dont, jusqu'à présent, on n'a pas connu les qualités. Que pensez-vous de la régence? Le prince seul la composera-t-il? La réflexion me ramène tristement sur cet objet. Si j'étais moins attaché à l'Angleterre, j'aurais moins d'inquiétudes. Si vous avez de quoi les calmer, écrivez-moi et recevez mes compliments. Tout à vous.

Paris, 11 mars 1789.

Voilà, mon cher pasteur, une grande lacune dans ma correspondance, et en voici la cause. Votre dernière lettre est du 25 décembre. A cette époque, avant et jusqu'à la fin du mois dernier, j'ai été forcé de sacrifier tout mon temps à un travail long et important dont j'étais chargé pour une cour étrangère. Ajoutez-y ma besogne mercurielle ordinaire et les tracasseries ministérielles d'usage, vous aurez le secret de mon silence.

Les variations de vos rédacteurs du *Repository*, que j'ai vus changer de plan cinq ou six fois depuis que vous m'avez parlé d'eux, m'ont peu encouragé, je l'avoue, à devenir leur collaborateur. Je ne puis sacrifier mon temps et ma liberté à une entreprise qui paraît chaque jour sur le point d'avorter et qui me semble n'avoir eu jusqu'ici qu'un bien faible succès. J'y aurais cherché de la considération et point d'argent, mais il est à croire qu'on n'y trouvera pas plus l'un que l'autre. Cependant, s'ils tiennent encore le terrain, je leur enverrai avec plaisir au mois de juin le morceau qu'ils demandent. Faites-leur observer que ce raccourci n'est qu'un résumé historique; à la manière des ouvrages périodiques anglais, il ne vaut pas les frais d'impression. Pour le faire d'une manière distinguée, il faut de la liberté, et il me paraît que, sur la politique, ils veulent restreindre infiniment la leur.

Dans peu de jours, je commencerai la correspondance particulière dont nous étions convenus. Vous m'en avez trop vaguement indiqué l'objet. Doit-elle se borner à la France seule? Vous croyez peut-être que Paris offre une moisson intarissable? Oui, une moisson de riens, de quolibets, de vanteries, de propos de harangue et d'impostures multipliées à l'infini. Point de pays au monde où il y ait moins de faits; tout se passe en phrases et en brochures. On y a des millions de langues et de plumes, mais on y agit peu. Il faut bien tirer d'un fatras dégoûtant d'écrits et de petits événements un point de vue quelconque; le plus souvent on n'y réussit pas. La vérité s'altère et n'est plus la vérité au bout du jour; pour en être instruit, à chaque instant il faudrait remonter aux sources, rien n'est plus difficile. Paris est peuplé de menteurs hardis dont l'effronterie en impose à ceux même qui voient juste et qui n'osent pas les contredire. Ainsi, lorsqu'on sort du cercle des faits généraux, on devient inévitablement et involontairement l'écho de

mille sottises journalières. Les bulletins, les correspondants accueillent toutes ces rumeurs, les assortissent, les lient et présentent journalièrement des amas de faussetés du ton le plus grave et le plus confiant. Je ne puis aller sur leurs brisées; à coup sûr, ma correspondance ressemblera peu à celle dont on inonde les pays étrangers; je vous en prévient parce que, si mon scepticisme et ma critique ne conviennent pas à votre chef, nous pourrions discontinuer à l'instant où il le voudra.

La France offre un étrange spectacle, si ce n'est de pitié, au moins de surprise. Il y a un an que chacun, entraîné par le sentiment matériel et juste de l'expérience, était réuni contre l'autorité royale. Des déprédations sans exemple, depuis trente ans, une succession de vizirs ineptes, despotiques et inconstants, les abus d'autorité multipliés, la longue oppression fiscale sous laquelle on gémissait et le désordre universel de l'administration n'inspiraient qu'un vœu, celui d'assigner des bornes et des freins à cet arbitraire illimité. A peine a-t-on été sur la voie qu'on a divergé de toutes parts, et à une grande contention d'État a succédé un misérable débat entre les classes de citoyens. Ils se sont disputés, non pas le droit de ne point payer jusqu'à ce que la nation fût satisfaite, mais les privilèges d'augmenter les revenus du prince. Le tiers état a bêtement suivi cette ornière, en exigeant à toute force que les autres ordres contribuassent comme lui, au lieu de demander d'être exempt comme eux jusqu'à ce que le différend fondamental fût vidé et qu'on eût fait une Constitution.

Mille brochures ridicules ont propagé les semences du schisme et l'on a perdu de vue les bases de l'entreprise pour ergoter sur le droit primitif, sur l'origine des sociétés, pour savoir si la noblesse était *dans l'ordre essentiel et naturel des sociétés*. Vingt débats subséquents ont aggravé cette division; la cour l'a favorisée, le rapport de M. Necker y a mis le comble. Dans son extase d'avoir obtenu égalité des membres aux États généraux, où l'on délibérera par ordre et non par tête, le tiers état s'est jeté à celle du ministre; force congratulations, harangues adulateurs, bassesses de tout genre, et ce même gouvernement, abhorré de tous l'été dernier, est regardé comme un dieu, parce qu'il a donné deux ou trois croquignoles à la noblesse. Celle-ci, non moins aveugle que le tiers, a montré, même dans ses sacrifices sur l'impôt, auxquels on ne pouvait se refuser sans encourir l'indignation de l'univers entier, a montré, dis-je, une morgue, une insolence, une ténacité qui a complété l'aliénation. La conduite de la noblesse est d'autant plus inexcusable que, très réellement, elle a été plus constante que le tiers dans ses vues générales de réforme, plus animée contre le trône, moins enivrée de M. Necker, auquel un coquin peut succéder après-demain, et déterminée en général à une résistance plus systématique. L'invitation de l'orgueil enflammé par une foule d'écrits injurieux leur a fait manquer le point capital de se rapprocher du tiers, lequel, de son côté, tirait de toutes ses forces à l'autre pôle. En dernière analyse, la conclusion est aujourd'hui dans la main du roi; comme on ne peut plus

trop pressurer le tiers, on pressurera la noblesse et le clergé. Tous alors pourront se vanter d'être au même point de dépression, et c'est ce que je vois de plus certain dans ce bruyant tapage que les gobe-mouches veulent bien honorer du nom de révolution. Ce sera l'histoire du Danemark en 1662, à moins que, par *philanthropie* et par *sensibilisme*, M. Nec-ker ne veuille être le tuteur bienévolé de tant d'enfants.

Il y a plus. La division des ordres se subdivise et les troncs portent des rameaux divergents à tous les points du compas. Il y a le haut, le moyen et le bas clergé, la noblesse à fiefs, la noblesse sans fiefs, les privilégiés, puis les parlements, puis le haut tiers et bas tiers, puis les villes et les campagnes, puis les provinces à tel régime et les provinces à tel autre. Il est burlesque de voir prendre le nom de *communes* à quelques avocats, quelques procureurs, quelques juges subalternes joints aux bourgeois de leurs villes qui sont dans la clientèle de ces messieurs. Cette classe parle, agit, décide des électeurs. Elle en a fait exclure en Dauphiné les trois quarts au moins des cultivateurs. Les députés de cette province sont tous des robins, pas un propriétaire de terres. En Bretagne, le tiers a demandé la légalité des impôts qui pèsent sur les villes et a gardé un silence prudent sur ceux des campagnes. Même histoire en Bourgogne, en Languedoc, etc.

Voilà les auspices sous lesquels va s'ouvrir cette fameuse assemblée régénératrice dont la convocation a exigé quarante règlements tous différents les uns des autres. Ils ne savent ni où ils vont ni ce qu'ils veulent. Pas une idée politique réfléchie. Le Dauphiné donne des instructions *sine qua non* à ses députés; d'autres provinces ne veulent point d'instructions. Ce même Dauphiné entend qu'on attribue la sanction législative aux États généraux pour les *lois générales*, les *lois particulières* restant à la décision souveraine du roi. Ce polithéisme de législateurs sera une grande et même idée. Assurément, les Français ont bien raison, dans leurs pamphlets philosophiques et profonds, de traiter en écoliers tous les autres peuples et de certifier qu'avant leurs écrivailleurs personne au monde n'avait eu la moindre idée d'un gouvernement libre. D'autres, en grand nombre, assurent que le roi est le sujet des États généraux, que c'est *au sujet* à convoquer *ses maîtres* comme il lui plaît, qu'ils le réduiront au pouvoir exécutif, en sorte que ce pauvre roi, souverain absolu il y a un an, n'aura pas même une portioncule de l'autorité législative. On leur objecte le gouvernement anglais, mais le gouvernement anglais est une monstruosité, un chef-d'œuvre de déraison. M. de Condorcet, aidé de cinq ou six législateurs en sous ordre qui travaillent pour lui à quarante livres la feuille, vient de le démontrer *géométriquement* en 280 pages.

Je ne puis aller plus loin, mon cher pasteur. Ce royaume me paraît tomber en enfance. J'ai eu la bêtise, comme un autre, de lire 200 ou 300 de ces codes et des traités que l'on a fait ici, entre 10,000, sur la politique française; j'en ai bien assez. Je suis émerveillé de la vigueur de tant de beaux génies qui, dans une brochure de 100 pages, résolvent

toutes les questions du droit public et particulier. L'ennui a gagné les gens sages, le mouvement est donné. Je n'aperçois que trois résultats probables : ou anarchie effroyable, ou raffermissement plus complet de l'autorité royale, ou correction de quelques abus et réparation tranquille du déficit, sans qu'on s'occupe de la *constitution toute fraîche* à se donner. Vos correspondants français ont sans doute bien d'autres idées et vous auront bâti les plus superbes espérances, mais le jargon de ces messieurs ne m'en imposera plus, je vous en réponds. Au reste, il ne paraît plus que des invectives et des libelles ; je dis mieux, on ne vend et on ne lit plus que cela.

J'ai pris beaucoup plus d'intérêt à la crise d'Angleterre qu'à notre confusion française, où l'on ne voit ni bases, ni principes, ni but, ni accord d'opinions fixes de part ou d'autre. Dieu en soit loué, nous voilà délivré du prince de Galles et de sa clique ! Votre lettre, intéressante et sage à ce sujet, se rencontrait en tous points avec mes opinions. Quel plat rôle ont joué les princes et quels indignes discours que ceux de Burke et de Sheridan ! S'ils avaient autant de sens que d'emportement et d'avidité, ils devraient se féliciter de ce dénouement, car leur ministère, nécessairement faible, instable et contrarié, n'eût pas été glorieux ; il eût jeté l'Angleterre dans un état de vacillation toujours dangereuse lorsqu'elle a pour principe l'inconsistance d'une autorité nouvelle morcelée et subordonnée. Après avoir dissous le parlement, les *Blue and Buff* eussent développé tous les efforts de corruption pour le récréer ; les mœurs eussent souffert autant que l'État. Il me paraît que le prince de Galles est aussi insouciant sur ses intérêts que sur ceux de la nation ; on ne sait lequel l'emporte de sa légèreté ou de son inconduite. Celle de son frère aura affligé le roi, qui le croyait moins frivole et plus sensé que l'autre. M. Deluc, à ce que je sais, avait constamment espéré cette guérison. Sa maladie n'ayant été qu'accidentelle, une fois la cause détruite, la tête a dû se remettre.

Malgré les assertions des papiers publics, je ne crois pas à un conseil de régence. Il ne manquait aux bizarreries de ces événements que la conduite de l'Irlande. Cette sœur cadette est une sœur bien légère. Comment est-il possible que, dans un État où il y a des lois, les ambassadeurs de l'Irlande présentent une adresse au prince pour lui offrir la régence le jour même que le roi est déclaré rétabli ? Comment le fils de ce monarque félicite-t-il dans sa réponse ces députés de l'île de Barataria de leur zèle et de leur attachement pour son père ? Cette réponse du prince est vraiment dérisoire et annonce un prodigieux mépris de l'auteur pour tous ses devoirs. Les Anglais se sont félicités d'avoir des princes nés et élevés au milieu d'eux. Il est de fait cependant que, depuis un siècle, aucun de leurs souverains étrangers n'a mérité autant de reproches et montré moins de qualité que ces illustres indigènes. Cette affaire d'Irlande touche à des questions fort délicates et il sera intéressant de voir le parti qu'adoptera le gouvernement à l'égard de ces insulaires.

Voilà quatre pages d'écrites sans que je vous aie dit un mot de Genève.



Je ne me pique pas de beaucoup de clairvoyance, mais je n'ai pas cessé un instant de penser à ce que je dis à M. de la Marmora en 1782 que ce régime absurde et violent mécontenterait bientôt les deux partis, qu'il fatiguerait le conseil, trop peu habile pour se servir avec dextérité des forces qu'on lui donnait, et, qu'au premier choc, cet échafaudage tomberait en pièces. Dans cette persuasion, j'exhortai constamment les citoyens à ne pas écouter leurs anciens chefs, haineux et éloignés, qui leur prêchaient sans relâche le désespoir, l'émigration, le renoncement à tous les droits. Si l'on ne connaissait toutes les inconséquences de l'esprit de parti, on s'étonnerait que ces mêmes hommes, qui jetaient ainsi la République par les fenêtres, vomissent des torrents d'injures contre ceux de leurs concitoyens qui sont au moins parvenus à lui redonner un pivot.

Leur projet m'a paru très imparfait; j'ai désapprouvé leurs bases, j'en avais indiqué de bien différentes, entre autres : la moitié de l'élection du 200 à rendre à la bourgeoisie. Elle s'est opiniâtement refusée à cette concession que lui ont offert les principaux d'entre eux, les négatifs externes et la commission même du conseil. Après avoir inutilement plaidé pour un autre arrangement, j'ai reçu de Genève, entre autres de notre ami Boin<sup>1</sup>, des apologies détaillées. Vous savez qu'il a été l'un des conciliateurs. Ses lettres ne m'ont pas fait changer d'avis sur le vice de ces nouvelles lois, mais elles m'ont invinciblement démontré que les circonstances ne permettaient pas de faire mieux. Or, l'équité veut que nous jugions les hommes sur les moyens qu'ils ont en mains et non sur ceux que l'imagination peut leur supposer.

Boin se plaint, et avec raison, de l'insolence vraiment intolérable des épîtres que leur ont adressées des absents. J'ai eu communication, de Genève et d'ici, de quelques-uns de ces *factums*, entre autres d'un long verbiage de M. Flournoy à M. Clavière. Je ne crains pas [de] le dire, cette lettre aurait dû être datée des petites maisons et y être adressée. On y met en fait que tous les derniers événements ont été une ruse du conseil, c'est-à-dire qu'il a fait *exprès* l'émeute du pain, qu'*exprès* il a fait battre et désertir une partie de son régiment; qu'*exprès* il s'est débarrassé de ce régiment pour appeler les garants, qui n'ont pas été appelés, et cent balivernes de cette force. Pas la moindre notion de la situation de la ville; selon ces Messieurs, au lieu de se rapprocher et d'éviter de s'égorger, les Genevois devaient attendre les États généraux de France; les attendre pour leur demander des lois, pour leur soumettre la question de la garantie, pour les prier de vouloir bien, au milieu du dédale incommensurable de leurs occupations, prendre en sérieuse considération la réélection et le droit négatif. Suivant eux, il fallait s'adresser à M. Necker et le prier d'être le législateur de Genève. Béranger<sup>2</sup> vient de m'exhorter, par une belle lettre de six pages, de travailler à obtenir cette faveur insigne.

1. Sur Boin, voir plus haut, p. 99.

2. Sur Béranger, voir *ibid.*

Je lui ai répondu qu'il était le maître de prendre M. Necker pour son souverain; que, quant à moi, je le récusais, que je ne voulais pas d'un républicain, devenu ministre du roi de France, pour notre dictateur et que je me soumettrais aux lois faites librement par 1,327 de mes concitoyens, jamais à celles d'un vizir étranger, quel qu'il soit. Vous voyez que je traitais bien sérieusement une folie comme il n'en entra jamais une pareille dans la tête de qui que ce soit. Ces gens-là, avec leur politique de cercles, leur ergoterie, leur science de brochures, devraient au moins apprendre les éléments de la connaissance des hommes et des formes d'administration. Ils sauraient alors que, lorsque M. Necker serait aussi zélé pour Genève qu'il y est profondément indifférent, lorsqu'il accepterait leur ridicule apostolat, il ne serait pas le maître de faire un pas. Le ministre seul de la politique a droit d'intervenir et voix prépondérante au conseil sur cet objet. Il serait aussi contraire à toutes les règles, à toutes bienséances de voir le financier du roi se mêler des affaires étrangères qu'il le serait de voir le ministre de l'étranger ordonner un impôt ou un emprunt. Les limites des départements sont ici chose sacrée. Le ministre le plus absolu ose très rarement s'en écarter. Or, M. Necker, il s'en faut, n'est pas très absolu; jamais il ne prévaudrait sur les décisions du ministre propre de l'affaire; il le tenterait moins que tout autre et il n'en a, je vous assure, pas la moindre velléité.

Les absents qui, apparemment, ont passé le Léthé depuis 1782 s'indignent de ce que les citoyens n'ont pas recommencé leur premier train, violenté les uns et les autres, dicté des lois la baïonnette en main et attendu les garants sur leurs remparts. Ces docteurs ne savent pas que plus de la moitié de la bourgeoisie était désarmée, que 800 soldats restaient encore aux casernes; que si, au lieu de profiter des ouvertures cordiales faites par les anciens négatifs, aujourd'hui détachés du conseil, on en fût revenu à la guerre des *factums*, et qu'on eût ergoté de nouveau sur la métaphysique de nos lois, ces mêmes négatifs, dont la défection a forcé le conseil à céder, s'en fussent rapprochés; ensemble ils auraient invoqué les garants. Ceux-ci, à en croire l'omniscience des absents, ne seraient pas venus, non pas plus qu'en 1782, comme nous l'affirmèrent ces sublimes politiques. S'ils étaient trompés, voilà donc la bourgeoisie encore réduite à un siège et à retomber de servitude en servitude. S'ils avaient eu raison, en attendant que l'abandon des garants eût été certain, la ville, en proie à la plus vive agitation, eût été cent fois subvertie, et, supposé que les citoyens eussent dompté les conseils, encore une loi de force et des troubles<sup>1</sup>.....

Quant à moi, qui ne croit plus ni aux livres menteurs, ni aux politiques à maximes, ni au jargon de la charlatanerie de parti, je m'en rapporte à l'expérience; elle n'a jamais trompé. Il est plaisant d'entendre reprocher aux Genevois leur édit, fait en quinze jours, par ceux qui,

1. Déchirure.

en 1768, firent en trois jours un code encyclopédique, qui, en 1781, brochèrent en vingt-quatre heures quarante-deux pages de lois fondamentales et qui, en 1782, cassèrent les conseils en deux jours. Tout cela me paraît pitoyable ; discours de gens fâchés de n'être plus rien, fâchés de ce que les citoyens ont témoigné beaucoup d'éloignement à les rappeler, fâchés de ce qu'on ne les a pas pris pour arbitres de l'État. Quant à moi, je regrette que ces lois ne soient pas de nature à remplir assez complètement le but louable qu'on s'est proposé. J'ai fait mon devoir avec chaleur à ce sujet ; mais ces lois sont sanctionnées à l'unanimité libre de la république ; elles me sont dès lors sacrées ; je m'y sou mets de plein gré et je croirais faire un crime de concourir à renverser cette harmonie. Celle des cœurs est la première à désirer. J'ai trente-sept ans, et je suis las de n'avoir jamais vu que des lois de contrainte et de violence. Je me repose avec douceur sur l'idée que je pourrai rentrer à Genève sans y rencontrer des bandes de conjurés, acharnés les uns contre les autres. Je déteste les victoires de parti ; je secoue à jamais les sentiments pénibles de haine et de la vengeance : les nourrisse qui voudra ! Voilà ma profession de foi, et, sur ce, je vous embrasse de tout mon cœur.

P.-S. — Avez-vous lu la correspondance de Voltaire qui vient de paraître ? On y voit à découvert les infernales menées, l'intolérance, les intrigues de la secte philosophique. Votre abbé Morellet était un de leurs chiens fidèles. D'Alembert écrit à Voltaire : « Je lâcherai l'abbé Mord-les ! » C'est sous ce noble calembourg qu'il paraît dans ce beau recueil en divers endroits. Voilà cependant les législateurs du genre humain, les doux contemplateurs de l'humanité souffrante. Ah ! grossiers charlatans, que Rousseau vous connaissait bien !

---

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### FRANCE.

#### ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

I. OUVRAGES RELATIFS A LA FRANCE. — M. le vicomte DE REISET, historien de la duchesse de Berry et des enfants de son mari, a voué un culte pieux et attendri à la société élégante et légère qui vécut les derniers jours de l'Ancien Régime et fut emportée par la tourmente révolutionnaire et dont les survivants connurent les joies éphémères de la Restauration. Il nous annonce une étude sur M<sup>me</sup> de Balbi, qui fut l'amie du comte de Provence, et nous donne d'abord une attachante biographie de la femme qui eut le singulier honneur de fixer définitivement le cœur volage du bouillant comte d'Artois<sup>1</sup>. La comtesse de Polastron, née Louise d'Esparbès, a encouru la vindicte de nombreux historiens, non point tant pour avoir manqué à son serment conjugal que pour avoir, nous dit-on, détourné, par sa tendresse, son illustre amant des entreprises militaires contre la France révolutionnaire, auxquelles sa naissance et son devoir le désignaient. M. le vicomte de Reiset s'est appliqué à la disculper, moins encore par ses raisonnements bien rigoureux qu'en faisant revivre pour nous tous le charme de celle que les contemporains appelaient « la bonne Louise », « Bichette » et « Luzy ». Une foule de documents puisés dans des archives privées et publiques lui ont permis d'éclairer d'une manière presque toujours inédite plusieurs coins du tableau déjà si souvent tracé de la cour de Marie-Antoinette et des aventures de l'émigration. Il faudrait être un censeur bien morose et un lecteur bien ingrat pour s'obstiner à contrister l'aimable historien et ne pas accorder toutes les circonstances atténuantes à celle qui, par sa grâce mélancolique et frêle et aussi par son désintéressement, rappelle un peu l'autre « bonne Louise », M<sup>lle</sup> de Valière, et disparut comme elle prématurément de la scène du monde. Nous ne pleurerons donc point l'infortune de M. de Polastron, qui la

1. Vte de Reiset, *les Reines de l'émigration. Louise d'Esparbès, comtesse de Polastron*. Paris, Émile-Paul, 1907. In-8°, XII-385 p.

porta si bien, et absoudrons son épouse de n'avoir pas été d'une moralité plus sévère que son milieu. Et quant à l'inaction du comte d'Artois, plus qu'à l'influence de M<sup>me</sup> de Polastron, qui agissait conformément à son droit d'amante en le retenant, nous en attribuerons la véritable origine à une autre cause. Si, selon le mot de La Rue, M. le comte d'Artois « était condamné à cacher ses vertus », il faut en accuser moins les circonstances en la maîtresse que ce qu'un contemporain a qualifié de « la lâcheté de ce prince ». Sans doute aurons-nous le regret de nous séparer de M. de Reiset, qui s'est fait l'avocat du futur Charles X en même temps que celui de son amante. Il nous restera la satisfaction d'être d'accord, pour une fois, avec M<sup>me</sup> de Boigne.

Nous disons « pour une fois », car les Mémoires de M<sup>me</sup> de Boigne<sup>1</sup>, dont le succès est si légitime dans le grand public et sur lesquels sans doute il y aura à revenir dans cette *Revue*, ne pourront être utilisés par l'historien qu'avec la plus extrême circonspection. Ils furent rédigés, — c'est l'auteur elle-même qui nous en avertit, — fort longtemps après les événements auxquels ils se rapportent, sans le secours d'aucun document et sans prétention à l'exactitude absolue, avec la seule aide de la mémoire de l'écrivain, qui était excellente, mais volontiers complaisante, et de son esprit, qui était merveilleux, mais ne résistait pas au plaisir d'orner un peu la vérité pour habiller de meilleure façon un personnage. L'impartialité ne caractérisait pas plus que l'exactitude la narratrice : « C'est, nous dit-elle avec désinvolture, une qualité dont tout le monde se vante et qu'au fond personne ne possède... Je parlerai avec indépendance et dirai la vérité telle que je la crois. » Or, la vérité que croyait M<sup>me</sup> de Boigne est loin d'être toujours celle de l'histoire. Pour ne prendre qu'un exemple, elle nous a travesti de la manière la plus déplaisante son mari, qui fut un homme de grande valeur; et il serait à coup sûr impossible de reconnaître dans le vieillard quinquex et jaloux qu'elle s'est plu à nous laisser entrevoir la personnalité singulièrement puissante d'un aventurier de haut vol, pourvu de qualités militaires et administratives de premier ordre. Il y aura donc beaucoup à laisser de côté dans la charmante « causerie de vieille femme », dans le délicat « ravaudage de salon » que cette fille égoïste, narquoise et mordante du XVIII<sup>e</sup> siècle voulut bien exécuter pour son neveu, nous dit-elle, mais bien davantage pour elle-même. D'une manière générale, les Mémoires de M<sup>me</sup> de Boigne ne pourront

1. *Récits d'une tante. Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond*, publ. p. Charles Nicoullaud. Paris, Plon, 1907. 2 vol. in-8°, xxxv-507 et 434 p.



guère être crus que là où d'autres sources en confirmeront l'autorité : mais quel historien résistera au plaisir de les citer, ayant mis son lecteur en garde de n'être pas dupe ?

Si M<sup>me</sup> de Boigne eut tout l'esprit du XVIII<sup>e</sup> siècle, une bonne part de sa sentimentalité trempa la plume de M<sup>me</sup> de Souza, dont, au surplus, la vie en refléta la morale indulgente et le scepticisme souriant et de bonne compagnie. A cheval sur deux siècles, mêlée, depuis son enfance, qui se rattache aux souvenirs de la cour de Louis XV, jusqu'aux années de sa vieillesse, dont la joie principale fut l'éducation de son petit-fils illégitime, le futur duc de Morny, aux sociétés les plus illustres et les plus curieuses, M<sup>me</sup> de Souza, qui avait d'abord été M<sup>lle</sup> Filleul et puis M<sup>me</sup> de Flahaut, est par excellence une de ces figures de second plan dont la biographie constitue un lien naturel entre une foule d'épisodes ou de personnages caractéristiques et est éminemment propre à illustrer une époque. M<sup>me</sup> de Souza fut intelligente, indulgente, assez bonne, très prudente et sagement égoïste. Ses qualités et ses défauts nouèrent autour d'elle un cercle de relations qu'accrurent ses maris et ses amants. Talleyrand, Hortense de Beauharnais et Louis-Philippe lui tinrent de près à des titres divers. Elle fut la mère de Charles de Flahaut, l'un des « lions » de l'Empire. D'autres célébrités aussi considérables, sinon davantage, furent de ses familiers. Elle écrivait des romans médiocres, mais dont la valeur, comme peinture de mœurs, est appréciable. Elle avait d'innombrables correspondants. Parfaitement au courant de la documentation de l'époque, M. DE MARICOURT<sup>1</sup>, sans avoir eu besoin de renouveler le sujet par de nombreuses pièces inédites, a trouvé dans son entourage tous les éléments d'un récit copieux, souvent instructif et toujours amusant. Son volume ne pourra être négligé par aucun de ceux qui traiteront de la société du temps. Et combien de biographies auront au moins une note à consacrer à une dame qui connut tant de monde et de si près !

M. Pierre SIMON a étudié dans un travail intéressant *l'Élaboration de la charte constitutionnelle de 1814*, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1814 jusqu'au 4 juin, date de sa promulgation<sup>2</sup>. M. Pierre Simon a dû renoncer à retrouver certains documents disparus (papiers du marquis de la Maisonfort) et à obtenir communication de ceux du duc de Blacas. Malgré de nombreuses recherches aux Archives nationales et au ministère des Affaires étrangères, il n'a donc pu renouveler autant

1. B<sup>ne</sup> de Maricourt, M<sup>me</sup> de Souza et sa famille. *Les Marigny. Les Flahaut. Auguste de Morny (1761-1836)*. Paris, Émile-Paul, 1907. In-8°, x-399 p.

2. Pierre Simon, *l'Élaboration de la charte constitutionnelle de 1814 (1<sup>er</sup> avril-4 juin 1814)*. Paris, Cornély, 1906. In-8°, 181 p.

qu'il eût été désirable son sujet ni contrôler d'une manière précise les témoignages de Vitrolles et de Beugnot, qui sont souvent sujets à caution. Mais il convient de louer la méthode avec laquelle il a tiré parti des documents existants et établi la critique des différents ouvrages de seconde main relatifs à son sujet; en sorte que son petit volume, sans constituer une contribution très originale à l'histoire de la Restauration, a une valeur réelle qu'il est juste de souligner.

Le titre seul de l'ouvrage de M. BONNAL, *les Royalistes contre l'armée*<sup>1</sup>, en indique suffisamment non seulement le sujet, mais la tendance. Il s'agit moins d'un exposé objectif de l'administration militaire de la Restauration que d'un réquisitoire virulent contre sa politique à l'égard de l'armée révolutionnaire et napoléonienne. L'auteur passe en revue successivement toutes les mesures malencontreuses ou déshonorantes qui furent prises contre les survivants de l'époque de la grande armée et n'a pas de peine à en constituer un tableau peu flatteur pour la sagesse politique des revenants de l'émigration. Meurtres, dénis de justice, procès scandaleux, violences et passe-droits de tout ordre s'accroissent sous sa plume et font de sa part l'objet d'appréciations véhémentes. Un procédé d'exposition moins voisin du ton du pamphlet n'eût pas diminué l'autorité et la portée des conclusions de M. Bonnal. Il faut ajouter que la plupart des faits qu'il nous signale étaient déjà publiés et qu'il n'a pas ajouté grand'chose à la notion que l'on avait de ces tristes événements. Bien que son récit nous soit présenté comme tiré « des archives du ministère de la Guerre », il est en général rédigé d'après des documents connus et, plus souvent qu'on ne voudrait, d'après des mémoires sujets à caution ou des ouvrages de seconde main de valeur discutable. Ajoutons que le système des références laisse à désirer et rend difficile le contrôle du lecteur.

Dans une bonne introduction, M. GONNARD établit, avec beaucoup de précision, l'intérêt qu'il convient d'attacher aux *Lettres du comte et de la comtesse de Montholon*, dont il s'est fait l'éditeur<sup>2</sup>. On sait que Montholon fut parmi les fidèles qui accompagnèrent Napoléon à Sainte-Hélène. D'abord éclipsé par Las Cases, il lui succéda dans la faveur du maître au point d'en exciter la jalousie de Gourgaud et resta son préféré. M<sup>me</sup> de Montholon, qui avait suivi son mari et eut deux enfants à Sainte-Hélène, dut quitter l'île avec ses enfants le 2 juillet 1819, à cause d'une maladie du foie. Son mari y demeura

1. Ed. Bonnal, *les Royalistes contre l'armée (1815-1820)*. Paris, Chapelot, 1906. 2 vol. in-8°, x-406 et xii-397 p.

2. *Lettres du comte et de la comtesse de Montholon (1819-1821)*, publ. p. Philippe Gonnard. Paris, A. Picard, 1906. In-8°, 84 p.

jusqu'après la mort de l'empereur. Les lettres que publie M. Gonard, et qui sont au nombre d'une cinquantaine, furent échangées entre les deux époux pendant ce laps de temps. L'éditeur les a collationnées soit sur les originaux, soit sur les copies qu'en gardait, partiellement au moins, Hudson Lowe, et qui ont été retrouvées dans ses papiers. Le fait qu'elles passaient sous les yeux du fonctionnaire anglais enlève forcément beaucoup à leur valeur documentaire, puisque les correspondants ne pouvaient s'exprimer librement. Il y en a même qui furent écrites manifestement surtout en vue de l'effet qu'elles produiraient sur Hudson Lowe. Telles quelles, elles figureront honorablement parmi les documents de seconde importance concernant la captivité. On y trouvera quelques petits faits nouveaux relatifs à la lamentable chronique intime de Sainte-Hélène.

L'Académie française compte de nombreux historiens. Sans le savoir, elle en avait un de plus qu'on ne croyait. M. René Bazin vient de le prouver en écrivant la biographie du duc de Nemours<sup>1</sup>. La préface où il explique très modestement comment il l'est devenu détermine exactement le caractère et l'importance de son ouvrage. M. René Bazin a eu entre les mains tous les papiers du duc de Nemours, par lui légués au duc d'Alençon; il était, d'autre part, épris lui-même depuis longtemps de la physionomie du second fils du duc d'Orléans, le plus légitimiste et le plus catholique des princes de la famille de Louis-Philippe. Il a obéi au penchant de son cœur et au vœu nettement exprimé du duc d'Alençon en écrivant sa biographie. De cet ensemble de circonstances, il découle à priori que l'ouvrage de l'éminent académicien a plutôt le caractère d'un panégyrique que celui d'un récit proprement critique et objectif. Loyalement prévenu, le lecteur mettra lui-même quelques restrictions ou quelques points d'interrogation à telles appréciations où il pensera que le biographe a pu être entraîné par ses propres préférences religieuses et politiques. Mais il reconnaîtra la noblesse un peu froide, réelle cependant, du héros de M. Bazin, et saura infiniment de gré à l'historien non seulement de l'agrément, de l'intérêt et du charme de son récit, mais de la quantité de documents nouveaux qu'il a mis au jour. Beaucoup sont de première importance. Parmi les plus attachants, citons les correspondances échangées à plusieurs reprises entre Nemours et son frère aîné le duc d'Orléans : elles sont d'ailleurs tout à l'honneur de l'un et de l'autre.

Les « Années militaires » du D<sup>r</sup> SYMON DE VILLENEUVE<sup>2</sup> furent peu

1. René Bazin, *le Duc de Nemours*. Paris, Émile-Paul, 1907. In-8°, x-563 p.

2. D<sup>r</sup> A. Symon de Villeneuve, *Mes années militaires (1856-1867)*. Angers, Siraudeau. In-8°, viii-473 p.

nombreuses. Nommé médecin sous-aide-major en 1856, il démissionna comme médecin aide-major de première classe en 1867. Pendant ces onze années, toutefois, il connut de nombreuses garnisons, ayant séjourné tour à tour, à des titres divers, à Marseille, à Strasbourg, à Paris, à Constantine, à Bourbonne-les-Bains, à Toulouse, à Rennes et, en dernier lieu, à Paris encore et à Compiègne, où il fut attaché au régiment de dragons de l'impératrice. N'ayant primitivement rédigé et fait imprimer quelques cahiers de souvenirs que pour ses amis et intimes, l'auteur, sur leur prière, s'est décidé à les réunir en un volume qui tiendra une place honorable dans ce qu'on peut appeler la littérature militaire intime du second Empire, qui, en somme, est moins abondante qu'on ne serait tenté de le croire. M. Symon de Villeneuve a conté ses souvenirs sans prétention d'aucun ordre et avec cet entrain et cette belle humeur qui furent les caractéristiques de beaucoup d'hommes de sa culture et de sa génération. Les déboires et les plaisirs de la vie de garnison y défilent tour à tour. Si les mœurs des mess d'officiers et les charmes du beau sexe y tiennent une place assez large et si le style n'en est pas toujours rigoureusement académique, le lecteur serait grincheux d'en tenir rigueur à l'écrivain. Il lui saura gré avec plus de justice de la franchise et du pittoresque de sa narration.

En un précédent volume intitulé *la Politique de Sadowa*, M. Gosse avait montré à quel degré d'idéalisme en était arrivé la diplomatie impériale au moment où elle aurait eu le plus grand besoin d'unité et de réalisme vigoureux. L'étude de *la Politique de Sedan*<sup>1</sup> est la suite naturelle de la même démonstration. Les sources à peu près uniques de l'écrivain sont les travaux de MM. de la Gorce et Émile Ollivier. Sa préoccupation a été, en y puisant des arguments, de combattre la Révolution et le césarisme napoléonien et de leur opposer les avantages de la monarchie traditionnelle. Le volume s'adresse donc moins aux historiens qu'à un public spécial nettement délimité.

Le D<sup>r</sup> MONY, délégué de la Croix-Rouge d'août 1870 au commencement d'octobre, puis, dans les deux campagnes de la Loire et de l'Est, chirurgien d'ambulance, jetait au jour le jour ses notes sur un carnet ou memento personnel et adressa à sa famille un certain nombre de lettres intimes. Ces documents furent communiqués après la guerre au D<sup>r</sup> Chenu, qui préparait un travail d'ensemble sur les ambulances. Sous le titre de : *Ambulance bourbonnaise*, ils furent résumés au tome I de cet ouvrage. Le D<sup>r</sup> Mony vient d'en mettre au

1. Richard Gosse, *la France et la Prusse avant la guerre*; t. II : *la Politique de Sedan*. Paris, nouv. libr. nationale. In-18, 290 p.

jour la publication intégrale, encadrée dans un certain nombre d'autres morceaux<sup>1</sup>. D'assez nombreuses lettres de son père, député de l'Allier, attestent au début l'optimisme qui régnait en dépit des premiers désastres chez beaucoup d'hommes qui refusèrent de désespérer. Un récit général de la guerre est constitué au moyen d'emprunts faits à divers publicistes, particulièrement au colonel Roussel. Enfin, la conclusion de la paix, la Commune et même des événements ultérieurs sont pour l'écrivain l'occasion d'un certain nombre de réflexions qui remplissent la fin du volume.

Malgré les innombrables études qui ont déjà retracé les débuts de la guerre de 1870, on lira avec intérêt le volume que M. le commandant E. PICARD a consacré à *la Perte de l'Alsace*<sup>2</sup>. Le lecteur, en effet, ne manquera pas d'être sensible à la précision qui caractérise les considérations d'ensemble où l'auteur compare les deux armées et les deux commandements et les chapitres successifs dans lesquels il nous démontre avec une clarté parfaite la série d'événements qui finirent par aboutir au désastre de Frœschviller. Ses conclusions, largement motivées, sont les suivantes : la faiblesse des effectifs français, l'imperfection de notre mobilisation ont eu leur influence dans nos revers. Leur cause capitale réside dans l'infériorité du haut commandement qui, malgré d'éminentes qualités militaires, était insuffisamment préparé à la direction des grandes opérations de la guerre. Dans le désastre particulier de Frœschviller, les responsabilités doivent être partagées. « Le maréchal de Mac-Mahon... commit l'erreur d'accepter la bataille avant d'avoir réuni toutes ses forces. De son côté, le général de Failly opposa aux pressants appels et même à un ordre formel du maréchal un mauvais vouloir et une inertie indéniables. » Le succès des Allemands fut dû avant tout à ces fautes.

M. James GUILLAUME poursuit sa publication documentaire relative à *l'Internationale*<sup>3</sup>, dont il fut, dans la Suisse romande, aux côtés de Bakounine, un des fondateurs et acteurs principaux. Les historiens trouveront dans ce deuxième volume de souvenirs un très grand nombre d'articles de journaux et de pièces diverses concernant le mouvement socialiste-révolutionnaire et qui sont devenus assez difficiles à réunir. Parmi les pièces inédites, ce sont les lettres de

1. Dr A. Mony, *Notes d'ambulance* (août 1870-février 1871). Paris, Plon, 1907. In-16, II-490 p.

2. Ernest Picard, 1870. *La perte de l'Alsace*. Paris, Plon, 1907. In-16, IV-376 p.

3. James Guillaume, *l'Internationale. Documents et souvenirs (1864-1878)*. T. II. Paris, Cornély. In-8°, x-356 p.



Bakounine qui continuent à être les plus intéressantes. Rédigé avec un grand souci d'exactitude, le récit de M. James Guillaume est une déposition d'un réel intérêt historique. Il offre aussi un intérêt psychologique incontestable. La répercussion de la Commune de Paris dans les milieux révolutionnaires du Jura, les furieux débats de Bakounine et de « la secte hébraïco-germanique » groupée autour de Karl Marx, les querelles et scissions continuelles qui déchiraient les premiers congrès internationaux et mettaient aux prises de la manière la plus violente tous ces champions de la fraternité internationale : autant de sujets sans doute déjà connus, mais sur lesquels M. James Guillaume s'efforce d'apporter des précisions nouvelles. Il y a un profit particulier à recueillir la déposition d'un homme qui, parmi les bouillonnements confus et haineux de tant d'imaginaires slaves et d'ambitions germaniques, joignit à des idées fort avancées certaines qualités très bourgeoises et spécialement suisses de pondération relative et d'exactitude.

M. DE MARCÈRE vient d'éditer un nouveau volume de ses souvenirs sur l'Assemblée nationale<sup>1</sup> comprenant la période qui s'étend du 24 mai au 19 novembre 1873, c'est-à-dire depuis la chute de M. Thiers jusqu'à la création du septennat. Les idées et le caractère de M. de Marcère sont assez connus pour que l'historien mesure l'importance qu'il convient d'attacher à la déposition d'un des plus considérables parmi les survivants de ceux qui essayèrent en France de créer « la République conservatrice ». Il convient, par ailleurs, de rappeler que les souvenirs de M. de Marcère ne sont pas contemporains des événements auxquels ils se rapportent, mais ont été rédigés à une époque très postérieure et avec la préoccupation visible de mettre en opposition la république rêvée par ses amis et par lui-même avec celle qui peu à peu s'est constituée et régit actuellement la France; ce point de vue, malgré la volonté d'impartialité et de modération de l'écrivain, a dû forcément influencer sur le ton du récit et des jugements formulés.

Au contraire, le *Journal de Charles de Lacombe*<sup>2</sup>, dont M. Hélot vient de publier le premier volume, a, au point de vue documentaire, un caractère différent. Député lui aussi à l'Assemblée nationale, M. de Lacombe appartenait, de par ses origines et ses convictions premières, au parti légitimiste. C'était, par ailleurs, un esprit modéré

1. M. de Marcère, *l'Assemblée nationale de 1871*; 2<sup>e</sup> partie : la Présidence du maréchal de Mac-Mahon. Paris, Plon, 1907. In-16, iv-290 p.

2. *Journal politique de Charles de Lacombe, député à l'Assemblée nationale*, publ. pour la Soc. d'hist. contemporaine par A. Hélot. T. I. Paris, A. Picard, 1907. In-8°, XLVII-326 p.

et non dépourvu de clairvoyance. Les circonstances l'avaient mis en rapport depuis de longues années avec M. Thiers et il professait pour lui une grande admiration. Il joua à l'Assemblée un rôle de conciliateur entre les différents éléments de la droite et les modérés, et, ayant dû renoncer, à la suite des déclarations du comte de Chambord en faveur du drapeau blanc, à espérer le rétablissement de la monarchie, il appela lui aussi de tous ses vœux et s'efforça de préparer le fonctionnement d'un régime républicain conservateur. Il avait l'habitude, chaque soir, de consigner sur de petits cahiers quelques notes rapides relatives aux événements de la journée. Ce sont ces notes, ces impressions, jetées en hâte sur le papier, qui constituent le fonds de la publication de M. Hélot, qui y a joint un petit nombre de lettres échangées entre MM. de Falloux et de Larcy. Si, au point de vue de la forme et de la composition, un tel volume offre forcément quelque chose d'imparfait, il a en revanche une valeur documentaire incontestable. La déposition au jour le jour d'un témoin de bonne foi, directement mêlé aux débats et aux intrigues politiques de cette période, sera consultée avec grand profit par tous les historiens.

De ses mémoires, M. de Gontaut-Biron, ambassadeur de France en Allemagne, après 1870, ne put rédiger lui-même que la première partie, qui se rapporte aux deux premières années de sa mission et fut publiée l'an dernier par M. DREUX. Mais il laissait pour l'époque ultérieure une foule de documents de première importance : notes personnelles écrites au jour le jour; minutes ou copies de dépêches officielles ou de lettres personnelles envoyées par lui; originaux de lettres personnelles à lui adressées; copies de lettres et documents officiels ou privés à lui communiqués ou rédigés par lui. Bien que ces documents aient été déjà partiellement utilisés par le duc de Broglie et par M. Hanotaux, la plus grande partie demeurait inédite. Il est inutile d'insister sur leur importance et leur intérêt. Il faut donc remercier M. Dreux d'avoir pris la peine de les classer et de les distribuer dans un ordre logique et de les avoir encadrés dans un récit des plus sobres et qui n'a pour préoccupation que de les mettre en valeur<sup>1</sup>. La fameuse crise du printemps de 1875, où la politique de Bismarck faillit remettre aux prises l'Allemagne et la France, est naturellement l'événement le plus considérable, à l'étude duquel cette publication apporte quelques éléments nouveaux. D'une manière générale, elle tend à confirmer l'opinion que le lecteur, d'après le

1. André Dreux, *Dernières années de l'ambassade en Allemagne de M. de Gontaut-Biron (1874-1877)*, d'après ses notes et papiers diplomatiques. Paris, Plon, 1907. In-8°, xi-391 p.

premier volume de ces mémoires, était amené à concevoir de M. de Contaut-Biron et qui lui est très favorable. Dans une situation exceptionnellement difficile et pénible, il fut un diplomate habile, prudent et patriote.

Il faut savoir beaucoup de gré à M. Georges WEILL d'avoir, dans son *Histoire du mouvement social en France*<sup>1</sup>, donné, dans une certaine mesure, le complément et la suite de son *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*. Les exigences rigoureuses de la méthode critique contemporaine inclinent volontiers les historiens de métier vers des monographies de détail, dont le cadre est nettement déterminé et la documentation relativement facile à épuiser, plutôt que vers des travaux d'un caractère plus général. Il en résulte que ces travaux sont entrepris de préférence par des écrivains que ne hante point ce genre de scrupule et qui, insuffisamment préparés à leur tâche et n'en soupçonnant pas les difficultés et les exigences, donnent le jour à des généralisations non seulement médiocres, mais nuisibles. Aussi est-on heureux de voir des historiens, parfaitement au courant de leur métier et, de plus, doués d'un esprit modéré et d'un jugement clair, ne pas se laisser décourager par l'impossibilité qu'il y a d'être absolument exact et complet en pareille matière et oser consacrer à quelques-unes des questions mi-historiques, mi-politiques qui nous préoccupent des ouvrages qui, s'ils ne sont, au point de vue de la science idéale, que des essais forcément imparfaits, sont pour le public et pour les historiens eux-mêmes des recueils infiniment utiles et précieux à consulter. M. G. Weill, dans son *Histoire du mouvement social en France*, a distribué, de la manière la plus logique, et commenté, de la manière la plus impartiale, une foule de faits sociaux singulièrement touffus et disparates. Tous les lecteurs lui seront reconnaissants de cet exposé clair et même agréable; et les historiens seront unanimes à louer le grand mérite d'une telle œuvre.

Dans le volume qu'il intitule *la France et Guillaume II*<sup>2</sup>, M. Victor BÉRARD a réuni, en les mettant « au point », une série d'études qui, de 1904 à 1906, ont été publiées par lui dans la *Revue de Paris*. Un premier livre traite des méthodes et des conceptions françaises : *Politique française; le Travail de la France; Finance et diplomatie*. Un second livre montre sur le vif les procédés et théories de Guillaume II : *Méthode allemande; Crise allemande; Politique*

1. Georges Weill, *Histoire du mouvement social en France (1852-1902)*. Paris, Alcan, 1905. In-8°, 494 p.

2. Victor Bérard, *la France et Guillaume II*. Paris, A. Colin, 1907. In-18, vi-315 p.

*impériale; Rêve mondial.* Un troisième livre expose, d'après le récent discours de M. de Bulow au Reichstag, ce que nous pouvons attendre de Berlin : *Menaces allemandes; Offres allemandes.* L'ensemble, nous dit l'auteur, peut donner au lecteur une idée assez complète des relations entre la France et l'empereur allemand. Le lecteur pourtant ne peut oublier qu'il a affaire non à un livre, mais à une série d'articles écrits à des dates différentes. Il n'aura pas le droit par conséquent de s'étonner de certaines lacunes, que son devoir sera de combler lui-même pour asseoir son jugement sur l'ensemble des faits dont une partie seulement lui est présentée. Le point de vue de M. Bérard pourrait, — avec quelque exagération, — se formuler ainsi : la politique extérieure et la politique économique de la France doivent avoir pour pivot l'amitié de l'Angleterre; la France a eu tort de coloniser même en mer Méditerranée, d'abord parce que cela a contrarié l'Angleterre, ensuite parce que les maniaques de la colonisation se sont donné des airs de professeurs d'énergie; la France doit consacrer son énergie à propager les idées démocratiques et humanitaires dans le monde. En attendant que l'Allemagne s'y montre favorable, ce qui est sans doute prochain, la France se défiera d'elle et la surveillera, confiante dans l'amitié anglaise et l'alliance russe. M. Victor Bérard a soutenu cette thèse avec le talent qui lui est coutumier et en exposant les faits d'après des documents souvent bien choisis et généralement d'origine anglaise. Le grossissement volontaire que nous avons donné à ses idées laisse peut-être entrevoir par lui-même combien, dans sa simplicité et sa logique apparente, cette politique toute de principes, et qui n'est pas sans souffrir en elle-même quelques contradictions, nous paraît tenir insuffisamment compte des réalités et appeler des tempéraments et des compléments. Au surplus n'est-ce pas ici le lieu d'en discuter.

Les progrès continus en France de l'esprit laïque, la surexcitation dans ces dernières années du sentiment anticlérical ont mis à l'ordre du jour la question du maintien ou de l'abandon du protectorat que la France exerce sur les missions catholiques en Extrême-Orient et dans le Levant. Dans le volume qu'il a intitulé *les Missions et leur protectorat*, M. DE LANESSAN<sup>1</sup> a tracé, d'après un petit nombre d'ouvrages de seconde main et d'après des souvenirs et impressions personnels, un tableau historique de leur développement depuis le xvi<sup>e</sup> siècle au Japon, en Chine et dans le Levant. Les conclusions sont nettement défavorables au maintien du protectorat français : il a comme inconvénient principal celui d'identifier, aux yeux des

1. J.-L. de Lanessan, *les Missions et leur protectorat*. Paris, Alcan, 1907. In-16, VII-232 p.

populations indigènes, l'influence française et la propagande catholique qui souvent heurte violemment les convictions et les traditions les plus affirmées des civilisations orientales et extrême-orientales. Selon l'avis de l'auteur, la France aura tout avantage à substituer à ce droit suranné une propagande faite par des moyens mieux appropriés et au courant de pensée latine et démocratique dont elle est traversée et aux mœurs des pays où elle veut implanter son influence. La neutralité absolue de notre enseignement officiel, le développement de certains établissements d'enseignement, principalement élémentaire ou technique, la vulgarisation de certaines notions de médecine ou d'hygiène semblent devoir plus utilement contribuer au resserrement des rapports de la France avec les populations indigènes de ses colonies ou des États indépendants d'Orient et d'Extrême-Orient.

La Société bibliographique a dressé le répertoire de *l'Épiscopat français depuis le concordat jusqu'à la séparation*<sup>1</sup>. A la division par ordre de provinces ecclésiastiques autrefois adoptée par la *Gallia christiana*, elle a préféré l'ordre alphabétique des diocèses. Quarante-dix collaborateurs choisis par elle ont été chargés de la rédaction. Quelques lignes d'introduction traitent des origines et de la circonscription de chaque évêché depuis le concordat. Une notice biographique est consacrée à chacun des titulaires qui se sont succédé sur chaque siège épiscopal et est complétée par quelques indications bibliographiques sur leurs écrits et leurs actes et par les armoiries et l'iconographie qui les concernent. Ce volume considérable, qui contient plus de cinq cents notices de cette sorte, pourra être utilement consulté, un compte suffisant devant être tenu de l'esprit d'édification catholique dont il est marqué.

Une préface de M. Victor Margueritte, féministe convaincu lui-même, présente au public le petit volume que M<sup>me</sup> AVRIL DE SAINTE-CROIX a écrit sur *le Féminisme*<sup>2</sup>. M<sup>me</sup> Avril de Sainte-Croix, dont le nom seul a l'aspect d'un oriflamme juvénile et enthousiaste, est une des propagandistes les plus dévouées, les plus sincères et les plus actives du féminisme en France. Elle s'est de plus révélée comme l'un de ses plus solides écrivains. Il n'y a rien en effet dans son travail de cette facilité un peu prolixe qui caractérise une grande partie de notre littérature féminine contemporaine, rien non plus de cette sentimentalité aigre-douce ou vindicative qui indispose aisément les

1. *L'Épiscopat français depuis le concordat jusqu'à la séparation (1802-1905)*; introduction par Mgr Baunard. Paris, libr. des Saints-Pères, 1907. Gr. in-4°, xx-720 p.

2. Avril de Sainte-Croix, *le Féminisme*. Paris, Giard et Brière, 1907. In-18, vii-219 p.



lecteurs mâles de celle qui est particulièrement féministe ; M<sup>me</sup> Avril de Sainte-Croix, remontant jusqu'aux origines véritables du féminisme, c'est-à-dire jusqu'au mouvement de pensée du XVIII<sup>e</sup> siècle, a donné un résumé net, documenté et précis de ses progrès dans le monde et particulièrement en France. Son livre est agréable à lire et demeurera utile à consulter.

Les études que M. Mézières a groupées sous le titre de : *Hommes et femmes d'hier et d'avant-hier*<sup>1</sup> lui ont été suggérées par des lectures variées. « Lorsqu'un ouvrage récent, nous dit-il, mettait en scène un personnage historique, j'essayais de démêler ce que j'avais pu y apprendre de nouveau et de le dire. » De Descartes au Père Didon, une vingtaine de figures sont ainsi esquissées et présentées au public. Dépourvues de toute prétention à l'érudition, ces études seront lues avec autant de plaisir par les historiens et par le grand public. Si celui-ci en goûtera surtout la variété et la jolie aisance, les spécialistes en admireront l'agrément et l'exquis sens de la mesure.

« Rassembler dans une seule étude les cinq expositions universelles de Paris, dégager les traits généraux et caractéristiques de chacune d'elles, la replacer dans le milieu où elle s'est déroulée en rappelant les gestes notables de l'époque où elle s'est accomplie, la rattacher aux expositions qui l'ont précédée ou suivie dans le reste du monde, indiquer enfin les conséquences qu'elle a pu avoir dans l'ordre politique ou économique », tel a été le but que s'est proposé M. Démy en écrivant son *Essai historique sur les expositions universelles*<sup>2</sup>. Le sujet, ainsi compris, était énorme et bien difficile à délimiter d'une manière précise ; aussi n'y a-t-il pas à s'étonner qu'un volume de plus de 1000 pages n'en ait donné, selon l'aveu de l'auteur, qu'une « faible esquisse ». Écrit clairement et avec ordre, assez bien fourni de chiffres et de renseignements concrets de toute nature, pourvu d'un index alphabétique copieux, le travail de M. Démy constitue d'ailleurs une œuvre utile et d'une consultation commode.

II. OUVRAGES RELATIFS A L'HISTOIRE ÉTRANGÈRE. — Les grands aventuriers d'outre-Manche tentent M. Achille Biovès, à qui l'on doit déjà un bon volume sur Warren Hastings. Celui qu'il consacre à Gordon-Pacha ne lui est pas inférieur<sup>3</sup>. Il nous présente un héros très diffé-

1. A. Mézières, *Hommes et femmes d'hier et d'avant-hier*. Paris, Hachette, 1907. In-16, 332 p.

2. Adolphe Démy, *Essai historique sur les expositions universelles de Paris*. Paris, A. Picard, 1907. In-8°, II-1097 p.

3. Achille Biovès, *Un grand aventurier du XIX<sup>e</sup> siècle, Gordon-Pacha*. Paris, Fontemoing, 1907. In-8°, VII-345 p.

rent de celui de son premier essai, mais tout aussi caractéristique du tempérament anglais. Il n'avait été jusqu'ici consacré en français que deux études fort médiocres à la curieuse physionomie de cet étrange paladin puritain, mélange incompréhensible ailleurs qu'en Angleterre de mysticisme et de besoin furieux d'action, dont l'excentricité et la naïveté allèrent parfois au delà du ridicule, dont la force d'entêtement ne plia devant aucun des obstacles que la nature ou les hommes de toutes couleurs, blanche, jaune ou noire, lui suscitèrent, et qui, tour à tour célèbre, sous le nom de Gordon le Chinois en Extrême-Orient, sous celui de Gordon-Pacha en Égypte, fut, contre les Taipings et le Mahdi, le champion héroïque et incommode, admirable et extravagant du méthodisme anglais et de l'humanitarisme civilisateur. M. Achille Biovès n'a pas mis au jour de documents inédits. Il a usé avec sagesse, méthode et critique de ceux qu'il avait à sa disposition. Si quelque lecteur est tenté parfois de regretter qu'il n'ait pas dégagé d'une manière plus personnelle et avec une touche plus violente les traits caractéristiques de son héros, tous trouveront leur profit et leur intérêt à le suivre et apprécieront la manière toute objective et impartiale dont il s'est efforcé de nous présenter les péripéties multiples de sa carrière et d'en juger l'ensemble.

Le nouveau volume de M. Jacques BARDoux<sup>1</sup> s'ajoute utilement pour fixer la « psychologie de l'Angleterre contemporaine » à celui qu'il a consacré naguère aux crises belliqueuses d'outre-Manche. Deux grands phénomènes, une réaction violente en faveur du protectionnisme, une poussée énergique du parti radical, dont l'extrême-gauche est formée par un parti ouvrier, ont troublé profondément l'Angleterre dans ces dernières années. Et les élections de 1906 ont fait voir la répercussion de ces deux courants sur le tempérament politique de la nation anglaise. M. Jacques Bardoux s'est proposé d'entreprendre l'étude attentive et critique de ces phénomènes. Sans doute, beaucoup de documents manquent encore pour en écrire l'histoire proprement dite; mais peut-être est-il possible déjà d'en retracer la chronologie. Une fois de plus, sous la plume de M. Bardoux, l'étude des documents s'anime et s'égaye de sa connaissance personnelle de la vie anglaise. Il évoque des souvenirs de voyage, présente des batailles électorales, trace des portraits. Son livre est une contribution très brillante et très importante à l'histoire de l'Angleterre contemporaine qui, à tant d'égards, est pour nous d'un intérêt si

1. Jacques Bardoux, *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises politiques. Protectionnisme et radicalisme*. Paris, Alcan, 1907. In-8°, xii-292 p.

profond; non seulement il aide à en comprendre le passé le plus récent et le présent, mais il fournit aux lecteurs français une base pour tenter d'en préjuger l'avenir, auquel celui de notre nation elle-même est si puissamment intéressé.

La question irlandaise a été envisagée récemment en France de bien des côtés; mais elle n'a fait l'objet d'aucune étude d'ensemble sérieuse depuis les ouvrages de M. de Beaumont (1839) et du cardinal Perraud (1862). Depuis cette époque, elle a considérablement et plusieurs fois évolué. Il y a donc lieu d'estimer que le livre de M. PAUL-DUBOIS sur *l'Irlande contemporaine et la question irlandaise*<sup>1</sup> comble une lacune et de se féliciter qu'il la comble d'une manière très remarquable. Une introduction historique commence par nous retracer les étapes de la formation de l'Irlande actuelle. Une première partie en retrace l'état politique et social; une deuxième l'état économique et financier; la troisième traite des possibilités de relèvement. M. Paul-Dubois a une connaissance exacte et étendue des hommes et des choses de l'Irlande et en possède parfaitement la documentation. La sympathie visible qu'il porte à la cause irlandaise ne lui enlève nullement le sens et la compréhension du point de vue britannique; de même ses visibles sympathies pour le libéralisme catholique ne vont pas jusqu'à éveiller chez lui la manie antiprotestante. Il était donc dans les meilleures conditions pour étudier de la manière la plus sérieuse une des questions les plus émouvantes de la politique mondiale, et son étude ne décevra aucun de ceux qui en prendront connaissance. Toujours avec patience et précision, souvent avec profondeur, il nous a donné, au moyen de documents éclairés par une critique attentive, un tableau exact de l'Irlande contemporaine, des questions qui s'y agitent et du point exact où en ce moment elles sont pendantes. Il ne saurait être question ici de discuter des appréciations portant sur des questions qui font l'objet de tant de débats passionnés. Contentons-nous de signaler la précision et le ton de modération qu'il a voulu leur donner. Ses conclusions sont les suivantes. La dernière chance de l'Irlande va se jouer dans les dix ou quinze années à venir. Ou bien ce sera la décadence finale « qui fera de l'île verte une terre morte, vide d'habitants, réduite à n'être plus au service de l'Angleterre qu'un ranch à bestiaux et une maison de pauvres ». Ou ce sera le relèvement, la renaissance d'une Irlande nationale qui, ayant « refait son âme », trouvera les forces nécessaires pour sortir de sa crise agraire et économique et pourra

1. L. Paul-Dubois, *l'Irlande contemporaine et la question irlandaise*. Paris, Perrin, 1907. In-8°, VIII-516 p.

vivre d'une vie politique personnelle sous un large self-government.

La question macédonienne a déjà été traitée dans plusieurs volumes de valeur inégale. Celui que lui consacre M. DRAGANOF n'est pas négligeable<sup>1</sup>. L'auteur s'applique à démontrer par les faits les résultats déplorable de l'accord austro-russe de 1903. En réalité, l'état de la Macédoine est resté des plus critiques. L'insécurité et le désordre y sont permanents. En neuf mois de 1906, il n'y a pas eu moins de 4,246 assassinats politiques. Une préface de M. Victor BÉRARD souligne ce qu'a de révoltant une telle anarchie pour la conscience européenne en plein *xx<sup>e</sup>* siècle, et il fait appel à la Hongrie, délivrée des terreurs du panslavisme et obligée de se défendre contre le danger allemand pour assurer la pacification d'un pays qui, une fois que l'ordre y sera établi, lui assurera les débouchés les plus utiles économiquement et politiquement.

Sous le titre *le Tsarisme et l'Ukraine*, une préface de M. Bjørnstjerne Bjørnson présente au public français la traduction d'un ouvrage paru en 1905 en allemand sous le titre de *Zarentum im Kampfe mit der Zivilisation*<sup>2</sup>. L'auteur, M. SEMBRATOVYTCH, mort il y a peu de temps, était rédacteur en chef de la *Revue ruthène* à Vienne. Son ouvrage est un réquisitoire des plus violents contre la politique russe en Ukraine et le tsarisme d'une manière générale. Il reproche au gouvernement de Saint-Petersbourg de maintenir systématiquement la population de l'Ukraine à l'état d'ilot, et, faisant appel aux nations de l'Europe occidentale et à la France en particulier, considère « que le panlatinisme, le pangermanisme ou tout autre alliance contre la Russie, solidement organisée, servirait autrement [que l'alliance russe] les intérêts de l'Europe occidentale, de même que ceux de la culture européenne et générale ». Il est permis, sans contester l'intérêt du réquisitoire de M. Sembratovytch, d'accueillir avec quelque réserve nombre de ses conclusions.

Le volume que M. E.-I. MICHELET a intitulé : *Essai sur l'histoire de Nicolas II et le début de la révolution russe*<sup>3</sup> risque de décevoir d'une manière assez notable ceux qui auraient l'espoir d'y trouver un exposé méthodique et lucide des événements qui ont récemment bouleversé l'empire des tzars. Résidant depuis longtemps en Russie, spectateur indigné des vices du gouvernement russe, admirateur

1. Draganof, *la Macédoine et les réformes*, préface de Victor Bérard. Paris, Plon, 1906. In-8°, xxxii-326 p.

2. Romain Sembratovytch, *le Tsarisme et l'Ukraine*. Paris, Cornély, 1907. In-8°, ii-56 p.

3. E.-I. Michelet, *Essai sur l'histoire de Nicolas II et le début de la Révolution russe*. Paris, Flammarion, 1907. In-8°, 592 p.

résolu du mouvement révolutionnaire, M. Michelet ne s'est guère servi pour écrire son livre que d'articles de presse puisés dans les journaux russes ou de nationalités diverses. Il les a groupés sous un certain nombre de chefs sans en faire la critique, se bornant à les reproduire par ordre chronologique ou à les analyser longuement. Son volumineux travail a donc en définitive l'aspect d'une compilation assez désordonnée et peu conforme aux exigences de la science historique. Le ton, qui est plutôt celui de la discussion passionnée, voire du pamphlet, que celui d'une exposition objective, achève de mettre le lecteur sur ses gardes.

On sait qu'en pays musulman, le Coran n'est pas seulement le code religieux, mais l'inspirateur de toute vie morale, sociale et politique. A qui veut apprécier les dispositions et l'état d'esprit des populations de l'Islam, rien n'est plus utile que de pénétrer la manière dont il est compris. Aussi est-il d'un intérêt considérable de connaître l'organisation et la vie des grandes « medressehs », c'est-à-dire des universités, où des milliers d'étudiants viennent, durant de longs séjours, s'initier à l'ensemble des doctrines et de la science de l'Islam. Parmi elles, celle d'El-Azhar, au Caire, joue le rôle d'une espèce de Sorbonne musulmane qui reçoit plus de quinze mille étudiants marocains, tunisiens, tripolitains, soudanais, syriens, tures, arabes, afghans, indous ou javanais. M. ARMINJON<sup>1</sup>, professeur à l'École khédiviale du Caire, s'est appliqué pendant plusieurs mois à observer la vie de ces jeunes gens et de leurs maîtres, qui rappelle sensiblement celle des clercs et des docteurs parisiens du XIV<sup>e</sup> siècle. Il en a tracé le tableau historique et descriptif, ainsi que celui des autres établissements analogues du Delta. Les disciplines qui sont la matière de leur pytanée et dont l'ensemble forme une sorte d'encyclopédie linguistique, philosophique, théologique et juridique; les méthodes d'enseignement qu'elles pratiquent et les résultats qu'elles réalisent sont de sa part l'objet d'un exposé intéressant et souvent original. L'insuffisance de l'instruction primaire des étudiants, le caractère tout passif et machinal des études de la medresseh sont, d'après lui, les imperfections capitales du système qui, propre à laisser s'épanouir des esprits alertes et indépendants, est incapable de former convenablement la moyenne. Il est à souhaiter de voir se poursuivre ce mouvement de réforme ébauché dans les ordonnances rendues de 1885 à 1900.

André LICHTENBERGER.

1. Pierre Arminjon, *l'Enseignement, la doctrine et la vie dans les universités musulmanes d'Égypte*. Paris, Alcan, 1907. In-8°, 294 p.



PUBLICATIONS DIVERSES. — M. Max BRUCHET, archiviste de la Haute-Savoie, vient de publier sur *le Château de Ripaille* (Delagrave) un ouvrage de 272 pages de texte et de 344 pages de pièces justificatives qui fait autant d'honneur à sa science qu'au goût artistique et à la libéralité du châtelain actuel de Ripaille, M. Frédéric Engel-Gros. Celui-ci a voulu que ce livre, qui est un chef-d'œuvre de typographie<sup>1</sup> et qui est orné de quinze héliogravures d'une très belle exécution, fût digne de la résidence qu'il a, depuis dix ans, restaurée avec un soin si attentif que l'artiste et l'archéologue peuvent, en le visitant, se croire transportés aux temps d'Amédée VIII. C'est surtout dans les archives de Turin que M. Bruchet a trouvé les documents qui lui ont permis de reconstituer toute l'histoire de Ripaille; désormais, cette histoire est connue dans ses moindres détails, et elle offre le plus grand intérêt tant pour l'histoire de la Savoie que pour celle de la Suisse et même de la France. M. Bruchet commence par recueillir les diverses mentions de Ripaille dans la littérature, car Ripaille a inspiré non seulement les vers bien connus de Voltaire, mais même des drames; il prouve que le nom de Ripaille ne vient pas de *ripa*, mais du haut-allemand *rispe*, qui signifie « fouillis de branches », et que le mot *ripaille*, au sens de bombance, fut employé au XIII<sup>e</sup> siècle, bien avant que le pauvre Amédée VIII fut accusé de « faire ripaille » dans le château où il menait une vie d'abstinence. Après quelques indications sur les reliques préhistoriques et gallo-romaines que Ripaille a pu fournir, M. Bruchet y transporte la cour de Savoie au temps de la grande comtesse Bonne de Bourbon et de son fils le Comte rouge Amédée VII. Il refait l'histoire du drame mystérieux de la mort du Comte rouge et ne laisse guère de doute sur la culpabilité d'Otton de Grandson, qui eut pour exécuteur de son crime le médecin Grandville, non plus que sur l'innocence de la grande comtesse et de l'apothicaire Pierre de Lompnes. Amédée VIII, après la mort tragique de son père, transforme Ripaille en une maison religieuse sous l'invocation de saint Maurice; il se retire lui-même dans le prieuré, y construit le château aux sept tours et y crée l'ordre de Saint-Maurice. M. Bruchet a reconstitué la vie vraiment religieuse qu'y mena Amédée VIII. Il n'a pas élucidé avec moins de sagacité l'aventure si curieuse qui fit d'Amédée VIII le pape Félix V de 1439 à 1449, puis le cardinal de Sainte-Sabine de 1449 à sa mort en 1454. Il a très bien discerné comment Amédée, après avoir été longtemps dévoué à l'unité et au Saint-Siège, s'est laissé cependant, quand la cause d'Éugène IV fut définitivement perdue à Bâle, entraîner par des vues ambi-

1. Il est sorti des presses de l'imprimerie Dollfus, Mieg et C<sup>ie</sup>, à Dornach.

lieuses, au service desquelles d'ailleurs il ne mit pas un grand acharnement. Un très joli chapitre fait revivre la cour de Savoie à Thonon et à Ripaille sous le règne du reste prospère d'Amédée VIII. Mais, après lui, vient la décadence et de l'ordre de Saint-Maurice et du prieuré. Quand Genève s'émancipe du joug savoyard, le Chablais est occupé par les Bernois, qui y imposent la Réforme et transforment le couvent de Ripaille en hôpital. Quand le Chablais eut été rendu au duc de Savoie en 1564, Ripaille devint une place forte qui servit à Charles-Emmanuel pour préparer l'envahissement et la reprise de Genève. C'est alors que les Genevois, alliés des Bernois, qui avaient réenvahi le Chablais, prirent pour capitaine un gentilhomme protestant français, Jean de Chaumont-Guitry, et coopérèrent avec les troupes que dirigeait, au nom du roi de France, Nicolas de Harlay, seigneur de Sancy. Ils vinrent assiéger Ripaille en 1589, s'en emparèrent le 1<sup>er</sup> mai et l'incendièrent. L'abandon du Chablais par les Bernois rendit Ripaille à Charles-Emmanuel le 10 octobre 1589 par le traité de Nyon, et désormais Ripaille redevient un établissement tout religieux. Mais il est partagé entre un prieuré commandataire et une commanderie de l'ordre de Saint-Maurice et Lazare, qu'Emmanuel-Philibert avait créé en 1572 en remplacement de l'ordre de Saint-Maurice. Saint François de Sales devint prieur de Ripaille; il y travailla à l'extirpation de l'hérésie; et, après sa mort, en 1622, le prieuré de Ripaille fut donné aux Chartreux de Vallon. La Révolution les dispersa et ruina Ripaille, devenu propriété nationale. Il fut acheté par le général Dupas pour 275,000 francs, et sa famille conserva ce domaine, qu'elle laissa dans le plus triste délabrement, jusqu'au moment où, en 1892, il fut acquis par un propriétaire qui lui a rendu une splendeur digne des grands souvenirs attachés à ce petit coin de terre.

M. Eugène WELVERT a consacré un livre du plus poignant et du plus piquant intérêt à un certain nombre des conventionnels régicides frappés par la proscription de 1816 : Barère, Châles, Carnot, Panis, Isnard, David, Grégoire, Merlin de Thionville, Tallien, Courtois, Merlin de Douai, Pointe, Sergent-Marceau et Ysabeau<sup>1</sup>. Dans un chapitre d'introduction, M. Welvert indique fort judicieusement qu'il est impossible de déterminer exactement la qualité de régicide et il note combien furent variées les intentions des conventionnels qui prirent part aux divers scrutins du procès de Louis XVI. Il indique aussi combien il est injuste de considérer comme ayant renié leur passé tous les régicides qui servirent Napoléon dans l'armée et l'adminis-

1. *Lendemains révolutionnaires. Les régicides.* C. Lévy.

tration; enfin combien fut arbitraire le critérium qui bannit tous les régicides ayant accepté l'acte additionnel. M. Welvert a cru devoir ajouter à ces justes considérations une psychologie des régicides où il représente la peur comme ayant été la principale inspiration de leurs actes. Sans nier que la peur ait été un grand ressort des âmes pendant la Révolution, je crois que, sur ce point, M. Welvert aurait mieux fait de montrer la même prudence que dans les observations que nous venons de résumer. Nous ne pouvons analyser cette série de chapitres biographiques, qui contiennent tous des choses neuves établies avec la critique la plus sagace. On y verra Barère et Panis être l'objet, de la part de la police, d'indulgences qui jettent sur leur conduite un jour bien suspect; on y trouvera une analyse de l'attitude de Carnot en 1845 et après 1845 qui le montre plus accessible aux faiblesses humaines qu'on n'est parfois disposé à le croire, et on admettra, avec M. Welvert, que, pendant la Terreur, Carnot eut sa part de responsabilité dans les violences qu'il contresigna; on lira avec un intérêt amusé l'histoire de la conversion d'Isnard qui, sans qu'on puisse le soupçonner d'hypocrisie ni de bassesse, renia toutes les idées antireligieuses et révolutionnaires qui avaient fait de lui un fougueux régicide; on refusera d'admettre les apologies intéressées par lesquelles Grégoire prétendit se disculper d'avoir été régicide; on rejettera définitivement au rang des fabrications éhontées les lettres cyniques sur Marie-Antoinette et Louis XVI attribuées au comte de Provence par Courtois fils. On s'apitoiera sur le sort de l'ouvrier Pointe et de l'excellent Ysabeau. On n'en finirait point si l'on voulait relever tout ce qui, dans ce volume, serait digne d'être signalé.

Le livre de M. AULARD sur *Taine, historien de la Révolution française* (Colin), occupera une place d'honneur dans l'histoire de la critique; il ne sera pas utile simplement parce qu'il fait toucher du doigt tout ce que l'appareil érudit des *Origines de la France contemporaine* a de fragile et de ruineux, mais aussi parce qu'il montrera la nécessité de soumettre à un examen tout aussi minutieux beaucoup d'œuvres dont l'autorité n'a pas été suffisamment éprouvée et qu'il donnera un modèle pour des œuvres semblables. M. Aulard n'a pas mis un instant en doute la sincérité de Taine, la loyauté avec laquelle il a cru se documenter de première main; mais il démontre, avec une abondance d'exemples qui ne laisse rien à désirer, que Taine, dès son premier volume et jusqu'au dernier, a procédé à ses investigations en partant d'un système déjà tout constitué dans son cerveau, a recueilli, lu et interprété les documents d'après ces idées préconçues et, par suite, a fait un choix arbitraire et a découpé, commenté ces citations

d'une manière qui les déforme. J'ai raconté ailleurs que cette méthode si dangereuse, Taine l'avait toujours pratiquée, et j'ai raconté que, lorsque j'allai le consulter, avant de me rendre en Italie, en 1866, il me conseilla de me faire d'avance une idée sur la partie de l'histoire d'Italie que je me proposais d'étudier et de me servir de cette idée préconçue comme de guide dans l'examen des documents. L'erreur fondamentale de Taine (et Sorel lui en avait fait le reproche, comme bien d'autres) avait été de rapporter toute l'évolution de la Révolution française à l'action délétère du rationalisme abstrait et de l'esprit classique, et de ne tenir aucun compte des circonstances historiques mêmes au milieu desquelles la Révolution s'est développée. — Je recommande la lecture et la méditation de la conclusion du livre de M. Aulard, où il analyse avec une très grande pénétration les dispositions morales et intellectuelles et les partis pris politiques qui ont faussé la méthode et l'œuvre de Taine. Mais, tout en étant obligé d'adhérer à toutes les critiques de détail que lui adresse M. Aulard, et à son jugement sur les causes des erreurs de Taine, je ne crois pas rigoureusement juste son appréciation finale. Il dit que Taine n'ajoute rien à ce qu'avaient dit sur la Révolution les pamphlets royalistes du temps de la Restauration et que son œuvre est presque inutile à l'histoire. Je crois au contraire qu'elle lui a été et lui sera très utile, ne fût-ce que par ce que Taine a tenté une chose qui n'avait pas été tentée avant lui, et malgré les erreurs et les exagérations qu'on peut lui reprocher. Ce ne serait pas la première fois qu'un historien aurait appuyé des idées générales en partie justes sur des analyses incomplètes et même en partie erronées. Expliquer l'évolution de la Révolution française uniquement par la guerre civile et la guerre étrangère serait tout aussi faux que de l'expliquer par les défauts de l'esprit français; car d'autres pays ont connu des dangers intérieurs et extérieurs analogues sans que ces dangers aient produit les mêmes effets. Taine n'a pas eu tort, et cela était nouveau, de chercher à déterminer quelle part revient, dans les convulsions révolutionnaires, à la psychologie même du peuple français et aux conditions spéciales créées par la brusque transformation de toutes les institutions traditionnelles. Ce qu'il a écrit sur l'anarchie spontanée produite par l'application radicale des idées de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs contient des observations très fortes et très neuves, et je crois aussi qu'il y a une foule d'observations justes et profondes dans tout ce qu'il dit sur la nature de la conquête jacobine et de l'esprit jacobin. Il en sera du livre de Taine comme des livres de Michelet, comme des quatre derniers volumes du grand ouvrage de Sorel. Il ne faut pas en accepter d'emblée les conclusions, mais il faut en tenir compte comme ayant marqué une étape vers une intelligence plus complète de la vérité historique.

Nous sortirions du cadre de notre recueil si nous nous étendions sur le livre que notre ami et collaborateur Édouard FAVRE, l'auteur des *Annales du roi Eudes*, vient de consacrer à l'enfance et à la jeunesse de FRANÇOIS COILLARD (Société des Missions évangéliques), en publiant de longs extraits de son autobiographie, de son journal et de sa correspondance inédite. Toutefois, les débuts de l'héroïque missionnaire du Zambèze, qui laissera un glorieux souvenir dans l'histoire de la colonisation de l'Afrique, offrent un intérêt qui n'est pas seulement d'ordre religieux et moral. Coillard, né à Asnières-lès-Bourges, était sorti d'une famille de paysans berrichons restée huguenote à travers les persécutions; il avait été élevé dans la misère par une mère admirable qui, devenue veuve de bonne heure, avait tout sacrifié pour satisfaire des engagements pécuniaires pris avec une généreuse imprudence par son mari, et qui, toute pauvre qu'elle était, s'était fait adorer sous le nom de *la Mère Bonté*. On verra, dans le volume de M. Favre, comment une vocation irrésistible fit de M. Coillard un missionnaire et l'entraîna au Lessouto, en attendant de le conduire au Zambèze. Cette biographie est un document inappréciable pour la psychologie de l'âme huguenote dans ce qu'elle a de plus noble et de plus pur, dans l'hérédité de ses traditions françaises. Je dis cela pour ceux qui ignorent ou qui nient ce que la France a dû de force et de sève morales et intellectuelles à ses huguenots et le mal qu'elle s'est fait à elle-même en chassant de son sein ou en réduisant à la misère les plus énergiques d'entre eux, et en avilissant les autres par des conversions imposées ou achetées.

La maison Hachette vient de rééditer, en un volume intitulé *la France*, l'admirable tableau géographique que M. VIDAL DE LA BLACHE a mis en tête de l'*Histoire de France* dirigée par M. Lavis. Le volume est enrichi de trois cent quatre gravures et cartes. Il ne faut pas considérer ni apprécier ces gravures comme une illustration pittoresque et artistique; elles constituent une documentation scientifique choisie et disposée avec une grande rigueur et accompagnée de légendes explicatives qui en précisent et en augmentent la valeur.

Gabriel MONOD.

---



## ALLEMAGNE.

## HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE.

(Année 1906.)

**HISTOIRE GÉNÉRALE.** — Les études sur les sociétés secrètes intéressent vivement le public; mais les difficultés qu'elles présentent sont considérables. M. Georg SCHUSTER ne s'y est pas laissé arrêter : il a eu le courage d'écrire une histoire des sociétés secrètes de tous les pays et de tous les temps<sup>1</sup>. Malgré la somme de lectures que son livre suppose, l'auteur ne pouvait évidemment, avec un sujet pareil, donner un exposé complet dans toutes ses parties. L'antiquité, par exemple, y est assez faiblement représentée, parce que M. Schuster a négligé précisément les publications les plus récentes qui s'y rapportent. De même, les sociétés secrètes de l'Italie et de l'Espagne modernes auraient mérité des recherches plus étendues et plus fouillées. Au contraire, sur les débuts de la franc-maçonnerie au moyen âge et sur ses nombreuses ramifications au XVIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que sur les autres sociétés secrètes des temps modernes, il apporte beaucoup de nouveau. Fruit d'un énorme travail de vingt ans, son ouvrage est, somme toute, non moins instructif que curieux.

Non moins neuf et original est le livre d'Alexandre SUPAN sur le développement territorial des colonies européennes<sup>2</sup>, sujet négligé jusqu'ici. L'auteur y suit, fort heureusement, l'ordre chronologique et non point l'ordre géographique que certaine école historique voulait tout dernièrement introduire dans cet ordre de recherches; il tient, fait-il remarquer avec raison, à écrire l'histoire et non une série d'histoires. M. Supan considère également l'évolution intérieure ainsi que les tendances différentes suivies dans la colonisation par les diverses nations aux diverses époques. Son volume, enrichi de nombreuses cartes, est une synthèse des travaux principaux, géographiques et historiques, qui se rapportent à la question; les faits essentiels y sont bien mis en relief. C'est un exposé clair et complet.

M. Alfred PRIBRAM commence la publication de la série des traités

1. G. Schuster, *Die geheimen Gesellschaften, Verbindungen und Orden*. Leipzig, Leibig, 2 vol.

2. A. Supan, *Die territoriale Entwicklung der europäischen Kolonien*. Gotha, J. Perthes.

conclus entre l'Autriche et l'Angleterre<sup>1</sup>. Le premier volume embrasse les années 1526-1748. L'introduction donne, en outre, le texte des traités antérieurs (depuis 1339) et contient un intéressant récit des relations diplomatiques et des négociations entre les deux pays du XIV<sup>e</sup> siècle à la fin du XVIII<sup>e</sup>. Les traités postérieurs à 1526 sont au nombre de cinquante-trois, s'échelonnant entre les années 1701 à 1748. M. Pribram accompagne le texte d'excellentes introductions et de notes.

Sous le titre un peu étrange d'*Histoire du développement de la Bavière*<sup>2</sup>, M. DOEBEL raconte l'histoire de ce pays depuis ses origines, en insistant de préférence sur le développement politique, intellectuel et économique plus que sur les détails militaires et diplomatiques. Le premier volume, seul paru, se termine à la paix de Westphalie. C'est une œuvre de vulgarisation, mais qui repose sur une connaissance suffisante des sources et des travaux consacrés au sujet. Le récit est clair et judicieux; le style, malheureusement, un peu sec. L'auteur sait garder une juste mesure dans l'appréciation des princes et des choses de la Bavière: mérite négatif, sans doute, mais d'autant plus louable qu'il a entrepris son travail sur l'ordre du ministre de l'Instruction publique.

Le tome IX des *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken* (Rome, Loescher), publié par l'Institut historique prussien de Rome, contient plusieurs articles qui nous intéressent ici. Paul KALTHOFF y éditte des documents concernant les relations des Hohenzollern avec la cour romaine. Dans son introduction, il montre comment l'électeur Joachim I<sup>er</sup> de Brandebourg obtint, en prenant le parti de Rome contre Luther, le droit de nommer les évêques de son pays. Son frère Albert, archevêque de Mayence, profita des mêmes circonstances pour demander la dignité de légat apostolique perpétuel en Allemagne. — Ludwig CARDAUNS prouve qu'un programme pour le rétablissement de l'unité religieuse, de 1540, est dû à George Witzel. — Arnold-Oskar MEYER publie le rapport d'un diplomate inconnu au doge de Venise, en 1660, concernant l'Allemagne et la France. Rédigé par un observateur perspicace, ce document intéressant finit par la réfutation des raisons que l'on alléguait pour le transfert de la couronne impériale au roi de France Louis XIV.

L'Annuaire des Hohenzollern<sup>3</sup> de Paul SEIDEL a reparu, dans son

1. A. Pribram, *Österreichs Staatsverträge. England. T. I (Veröffentlichungen der Kommission f. neuere Gesch. Österreichs, 3<sup>e</sup> partie)*. Innsbruck, Wagner.

2. Doeberl, *Entwicklungsgeschichte Bayerns. T. I*. Munich, Oldenbourg.

3. *Hohenzollern Jahrbuch*, 10<sup>e</sup> année. Berlin et Leipzig, Giesecke et Devrient.

dixième volume, avec l'élégance artistique d'impression et d'illustrations qui lui est particulière. Nous y rencontrons plusieurs articles d'un intérêt général. M. Gustav-Berthold Volz ne donne guère, dans son Essai sur les entrevues de Frédéric le Grand et de Joseph II à Neisse et à Neustadt, que ce qui est connu par son excellente publication de la Correspondance politique de Frédéric II. Il y fait jouer à ce roi un rôle trop passif. Frédéric ne consentait pas seulement aux entrevues avec le jeune empereur parce qu'il désirait mettre une limite à la trop grande puissance de la Russie, mais encore parce qu'il souhaitait tout spécialement de montrer à la tsarine Catherine II qu'il ne dépendait pas exclusivement de sa faveur, et de rabattre ainsi la superbe avec laquelle elle le traitait. — Reinhold Koser nous montre Voltaire comme critique des Œuvres du philosophe de Sanssouci. — Otto Hintze étudie l'organisation administrative de la cour et de l'état de Brandebourg sous l'électeur Joachim II : travail d'un intérêt général pour toute la *Kulturgeschichte* du xvi<sup>e</sup> siècle. C'est une époque de transition où l'État passe en Allemagne du régime patriarcal, établi sur le modèle de la grande propriété privée, au régime public et politique. — Ludwig Keller a pour but de démontrer les rapports intellectuels, politiques et de famille entre les Hohenzollern et les Orange-Nassau. Malheureusement, cet auteur spirituel part toujours d'idées préconçues et en exagère l'importance. Comment peut-on dire que « l'ère des grandes découvertes scientifiques et techniques ne s'est ouverte que sous le patronage de Frédéric-Henri d'Orange et de Frédéric-Guillaume de Hohenzollern », puisque ces princes n'ont rien fait ni pour Bacon, ni pour Grotius, ni pour Galilée, ni pour Leibnitz, ni pour Coménius ? En outre, M. Keller a la manie d'attribuer une importance énorme aux sociétés littéraires ou *loges*, qui ne s'occupaient alors que de jeux d'esprit ou, tout au plus, d'érudition. Appeler la loge *Frederiks-Vredendal*, constituée à La Haye en 1637, une *espèce de parlement*, c'est aller vraiment trop loin.

Friedrich-Karl Esbach retrace avec netteté, d'après les archives de la famille, l'histoire de la branche silésienne de la maison royale de Wurtemberg<sup>1</sup>, établie dans cette province en 1647 et éteinte en 1903. Les représentants les plus connus en furent le duc Eugène, général russe, qui assista à quatre-vingt-quatorze combats et gagna la bataille de Kulm en 1813, et le duc Guillaume, général autrichien, qui commanda une division à Königsgrätz en 1866. Le duc Eugène fut froissé

1. F.-K. Esbach, *Das herzogliche Haus Württemberg zu Carlsruhe in Schlesien*. Stuttgart, Kohlhammer.

des manières froides et réservées de Goethe, autant que plus tard Henri Heine. Ce même Eugène porte un jugement très sévère (p. 28) sur le système militaire prussien en 1806. Très intéressant est le récit de l'audience du jeune duc Guillaume, le 21 février 1848, chez Pie IX, qui se déclarait partisan enthousiaste du constitutionalisme et de la liberté populaire (p. 98 et suiv.). Il est regrettable seulement que M. Esbach n'ait pas consulté les ouvrages de Teuber et de Magirus sur le rôle très honorable joué par le duc Guillaume dans la bataille de Königgrätz.

Friedrich Bothe tire des archives ses *Contributions à l'histoire sociale et économique de la ville de Francfort*<sup>1</sup>. On y voit se déployer les pompes des élections impériales et les contemporains de la Renaissance jouir de tous les plaisirs matériels, jusqu'à épuisement de leurs forces. On y voit aussi les progrès terribles de l'alcoolisme au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Le nombre des habitants, dont beaucoup vivaient de l'agriculture et de la viticulture, ne fut jamais très considérable : au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle, il était inférieur à 14,000 âmes et, vers 1600, il ne monta qu'à 18,000. La ville s'appauvrit peu à peu dans des proportions inquiétantes et la misère fut la cause principale de l'émeute sanglante des années 1642-1644, connue sous le nom de son chef Vincent Fettmilch. Le travail de M. Bothe offre un vrai modèle de la manière dont on peut enrichir l'histoire par un judicieux emploi des livres de compte officiels.

L'état social et politique des paysans du duché de Saxe-Altenbourg, du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, fait l'objet d'une monographie de M. Otto-H. Brandt<sup>2</sup>, tirée, en grande partie, des archives du duché. Ces paysans avaient une meilleure position que ceux qui habitaient à l'est de l'Elbe; ils ne devaient primitivement pour leurs champs qu'un simple cens. On finit pourtant par les obliger à des corvées et par les charger de nouvelles impositions au profit des grands propriétaires ruraux, ainsi que de l'Eglise et de l'État. Quoique amélioré sur quelques points, cet état des choses survécut même à la Révolution et à l'Empire. Ce ne fut qu'en 1837 que les corvées et les impositions féodales furent abolies dans le duché. Tout cela est savamment exposé par M. Brandt.

Les *Beihefte* du *Militärwochenblatt*, année 1906 (Berlin, Mittler), renferment plus d'un article intéressant. Le major BAERKE donne un

1. F. Bothe, *Beiträge zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Reichsstadt Frankfurt*. Leipzig, Duncker et Humblot.

2. O.-H. Brandt, *Der Bauer und die bauerlichen Lasten im Herzogtum Sachsen-Altenburg vom 17. bis zum 19. Jahrhundert* (*Geschichtliche Untersuchungen*, publ. p. Karl Lamprecht, t. III, fasc. 4). Gotha, Fr.-Andr. Perthes.

récit excellent et très instructif de la bataille de Liegnitz, du 15 août 1760. — Le général W. von BLUME raconte la révolte militaire de Nancy en 1790, d'après les sources; c'est un exposé clair et détaillé, quoique incomplet. — Le général LARRAS parle du fameux passage des Saxons à l'ennemi, sur le champ de bataille de Leipzig, le 18 octobre 1813. Il constate que le nombre des troupes saxonnes engagées à Leipzig ne fut que de 435 officiers et de 3,898 soldats. La cavalerie saxonne, entourée de nombreux ennemis, n'échappa à la destruction qu'en se rendant aux Russes; de même l'infanterie de Sohr. Ces deux corps ne prirent plus part aux combats ultérieurs; on ne peut donc dire qu'ils aient *trahi*. 25 officiers et 862 soldats restèrent fidèles à Napoléon. Le reste, à peu près 60 officiers et 4,860 soldats, passa à l'ennemi, — chiffre minime qui, évidemment, n'a eu aucune influence sur les résultats d'une bataille gigantesque. Tout cela est prouvé par des documents irréfutables. Les Saxons étaient d'ailleurs fort irrités contre l'empereur, à cause des calomnies dont il les avait abreuvés pour pallier la défaite de Dennewitz. — Le général A. von JANSON publie plusieurs lettres inédites de Metternich à Schwarzenberg pendant la campagne de 1814. Elles ne sont pas très importantes, mais elles comblent certaines lacunes. — L'état-major prussien décrit la bataille sanglante du Scha-Ho, en octobre 1904, défavorable aux Russes, mais au fond indécise. On y voit que les chefs de l'armée japonaise cherchaient avant tout à éviter un échec, dont ils redoutaient les conséquences pour leur pays au point de vue financier. D'où leurs continuelles lenteurs. Le travail est accompagné de nombreuses cartes supérieurement exécutées.

HISTOIRE PAR ÉPOQUES. — Le projet d'une confédération générale de l'Empire sous la direction de Charles-Quint, en 1547, — projet destiné à suppléer aux défauts de la constitution de l'Empire, en fortifiant le pouvoir des Habsbourg, — n'avait jamais jusqu'ici été étudié en détail. M. O.-A. HECKER comble cette lacune par un travail bien documenté<sup>1</sup>. Le dessein échoua surtout à cause de la résistance de la Bavière, avide de son indépendance, et à cause des fautes commises par les conseillers de Charles V. La révolte de Maurice de Saxe mit définitivement un terme à ces idées unitaires.

La publication des rapports des nonces apostoliques en Suisse est inaugurée par le tome I des rapports du nonce Bonhomini, de 1579 à 1584, édités par Franz STEFFENS et Heinrich REINHARDT<sup>2</sup>. Tirés

1. O.-A. Hecker, *Karls V Plan zur Gründung eines Reichsbundes* (Leipziger Historische Abhandlungen, publ. p. Brandenburg, Seeliger et Wilcken, fasc. 1). Leipzig, Quelle et Meyer.

2. *Die Nuntiaturbereiche von Giov. Franc. Bonhomini, 1579-1581. Docu-*



des archives et bibliothèques de Rome, de Verceil, de Milan et de la Suisse, les documents publiés sont accompagnés de notes et d'éclaircissements très soignés. Le fondateur de la nonciature en Suisse, après le concile de Trente, le célèbre cardinal Charles Borromée, y fit un voyage en 1570. Il loue les catholiques de ce pays en général, mais dépeint le clergé comme négligent, buveur, avide, concubinaire.

Sur la contre-réforme en Styrie, Carinthie et Carniole, M. J. LOSERTH publie un premier volume de nouveaux documents<sup>1</sup>. Ce volume, qui lui a demandé onze ans de recherches, a trait aux années 1590-1600. L'introduction historique, très complète, dispensera la plupart des lecteurs de l'étude des documents mêmes.

Une bonne œuvre de vulgarisation est la biographie de l'électrice Anne de Saxe (1532-1585), par KONRAD STURMHÖVEL<sup>2</sup>. Anne a été une femme d'un bigotisme luthérien fanatique, vindicative, affreusement cruelle lorsqu'elle se croyait offensée. C'est elle qui confirma son mari, l'électeur Auguste, dans la terrible persécution des crypto-calvinistes, ainsi que dans d'autres atrocités. Le bien même qu'elle fit ne dénote pas la bonté de son cœur, mais la force qu'avait chez elle le sentiment du *devoir* envers Dieu.

L'histoire des relations entre l'Autriche et la Russie depuis le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, par HANS UEBERSBERGER<sup>3</sup>, est un ouvrage très consciencieux, neuf à plus d'un égard, fondé sur l'étude de documents presque inconnus, surtout de documents russes. On y relèvera même un excès de détails qui, traduit en un style sec et rocailleux, rend la lecture de l'ouvrage des plus pénibles. En revanche, on y trouvera des vues justes et fort instructives sur le développement politique de la Russie et sur le caractère de la politique autrichienne. Le tome I va jusqu'à l'an 1605, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'Autriche, virant de bord, s'attacha à la Pologne; les relations amicales de l'empereur Maximilien I<sup>er</sup> avec la Russie forcèrent les Jagellons polonais à rechercher l'alliance de l'Autriche et à lui abandonner la Bohême et la Hongrie et, par cela même, la prépondérance dans l'est de l'Europe. Quant à la Russie, ses rapports avec les Habsbourg lui valurent

mente. T. I (*Nuntiaturreichichte aus der Schweiz seit dem Concil von Trient*, 1<sup>re</sup> partie, publ. p. F. Steffens et H. Reinhardt). Soleure, Union.

1. *Akten und Korrespondenzen zur Geschichte der Gegenreformation in Innerösterreich unter Ferdinand II*, publ. p. J. Loserth, t. I (*Fontes rerum Austriacarum*, 2<sup>e</sup> partie, vol. LVIII). Vienne, Holder.

2. K. Sturmhövel, *Kurfürstin Anna von Sachsen* (*Biographien bedeutender Frauen*, publ. p. E. Haberland, t. V). Leipzig, Haberland, 1905.

3. H. Uebersberger, *Österreich und Russland seit dem Ende des XV Jahrhunderts*. Vol. I. Vienne et Leipzig, Braumüller.

un développement plus rapide au point de vue de la civilisation et son entrée dans le système européen.

La Silésie formait alors une partie des états autrichiens. Julius KREBS continue, par un huitième volume, la publication des *Négociations et correspondances des princes et des assemblées des états silésiens*<sup>1</sup>. Ce volume comprend l'année 1629, qui marque le point culminant de la contre-réforme en Silésie. L'éditeur a ajouté des extraits des gazettes du temps et d'autres documents concernant la contre-réforme.

Avec M. Félix KONZE<sup>2</sup>, nous atteignons la guerre de Trente ans. M. Konze établit, d'après les documents publiés, les unités tactiques de l'armée impériale, le chiffre des combattants et leur répartition en l'an 1633. Les résultats de ses recherches sont nouveaux, importants, bien établis. L'armée de Wallenstein fut moins nombreuse qu'on ne l'a cru : elle était de 102,308 hommes au commencement de cette campagne.

La mort de Wallenstein a provoqué de nombreux pamphlets. M. Friedrich STEUER y consacre une excellente étude<sup>3</sup>, qui sert à fixer les événements des derniers jours du grand capitaine.

Un des principaux généraux catholiques de cette époque fut le comte de Pappenheim. Sa campagne sur l'Elbe inférieure en 1630 est étudiée, dans une monographie fort soignée, par Rudolf HEROLD<sup>4</sup>. Pappenheim fut un des chefs militaires les plus humains de cette terrible époque; il chercha à concilier l'entretien de ses troupes avec l'existence de la population civile. La conquête qu'il fit du Lauenbourg fit naître chez les princes protestants la crainte d'une alliance suédoise, à laquelle Gustave-Adolphe se heurta, dès les débuts de sa guerre en Allemagne, et qui l'empêcha de venir en aide à la ville de Magdebourg, assiégée par Tilly. Le travail de M. Herold est excellent sous tous les rapports.

K. HAUCK, bien connu comme historien du pays de Bade, publie une biographie, aussi fortement documentée que bien écrite et intéressante, du prince palatin Rupert<sup>5</sup>. Fils du malheureux roi d'hiver de Bohême et neveu de Charles I<sup>er</sup> d'Angleterre, Rupert devint le

1. *Acta publica. Verhandlungen und Korrespondenzen der schlesischen Fürsten und Stände*, publ. p. J. Krebs, t. VIII. Breslau, Wolfarth.

2. F. Konze, *Die Stärke, Zusammensetzung und Verteilung der Wallensteinschen Armee während des Jahres 1633*. Bonn, Behrendt.

3. Dans les *Mitteilungen des Vereins für Geschichte der Deutschen in Böhmen*. Vol. XLIII (p. 141 et suiv., 318 et suiv., 1180 et suiv.). Prague, Calve, 1905.

4. R. Herold, *Gottfried Heinrich, Graf zu Pappenheim, 1630*. Munich, Beck.

5. K. Hauck, *Rupprecht der Kavalier, Pfalzgraf bei Rhein* (*Neujahrsblatt*-

chef de la cavalerie de ce dernier monarque dans sa lutte contre les troupes du parlement. Aussi l'étude de M. Hauck est-elle une importante contribution à l'histoire de la première révolution d'Angleterre.

La publication des documents relatifs à l'histoire du grand électeur de Brandebourg avance avec une lenteur désespérante. Le tome XIX, dû encore à M. Ferdinand Hirsch<sup>1</sup>, contient les papiers relatifs aux négociations politiques avec la Pologne et avec la Russie de 1673 à 1679, avec la France de 1679 à 1684, enfin avec le Danemark et l'Empire à la même époque. On aurait pu beaucoup abrégé les textes, notamment dans les parties concernant la Pologne et la Russie, qui, pendant la période traitée dans ce volume, n'ont guère eu d'influence sur la marche des événements. L'introduction de l'éditeur pour les relations avec la France est tout à fait insuffisante. Il omet, en outre, de dire que beaucoup de textes qu'il publie, — par exemple la correspondance de Spanheim, — ont déjà été utilisés et même partiellement publiés par des historiens récents.

Les volumes XV et XVI de cette collection ont presque exclusivement servi de base au travail de Hugo Rachel sur le grand électeur et les états de la Prusse orientale<sup>2</sup>. Il analyse moins les différentes phases de cette lutte que ses résultats, et son travail est malheureusement vicié par l'idée tout à fait fautive qu'il s'est faite du caractère du grand électeur, qu'il nous dépeint comme un prince naïf et presque inconscient. On ne saurait méconnaître d'ailleurs l'esprit circonspect et rusé et la pensée aussi pénétrante que raffinée de Frédéric-Guillaume.

Alliés à cet électeur, les Autrichiens, sous le maréchal de Souches, entreprirent en 1659 une campagne contre la Poméranie suédoise. Hermann Klaje y consacre une excellente monographie<sup>3</sup>, dont les éléments ont été surtout puisés aux archives de Vienne, de Stockholm et de Stettin. En dehors des faits militaires, peu intéressants, et des inextricables complications diplomatiques, l'auteur dépeint les mœurs soldatesques et bourgeoises de cette époque d'une manière aussi instructive qu'attrayante. Toutefois, le jugement qu'il porte sur le rôle du grand électeur dans la campagne de 1659 est trop sévère, puisque

*ter der Badischen historischen Kommission. Nouv. série, fasc. IX).* Heidelberg, Winter.

1. *Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg*, t. XIX, publ. p. Hirsch. Berlin, G. Reimer.

2. H. Rachel, *Der Grosse Kurfürst und die ostpreussischen Stände, 1640-1688* (*Staats- und sozialwissenschaftliche Forschungen*, de Schmoller et Sering, vol. XXIV, fasc. I). Leipzig, Duncker et Humblot, 1905.

3. H. Klaje, *Der Feldzug der Kaiserlichen unter Souches nach Pommern, 1659*. Gotha, Fr.-A. Perthes.

ce prince l'avait désapprouvée dès le commencement et n'y intervint qu'à contre-cœur.

K. TSCHAMBER croit combler une lacune en racontant la guerre franco-allemande de 1674-1675<sup>1</sup>; mais de très bonnes monographies, tant allemandes que françaises, y avaient déjà pourvu. Les archives de Karlsruhe, dont l'auteur a fait usage, n'apportent rien de nouveau. Par contre, M. Tschamber ignore une quantité d'ouvrages modernes relatifs à la campagne du grand électeur en Alsace, ce qui lui a fait commettre plus d'une erreur. En outre, il manque de méthode : il ne sait point distinguer entre les indications modernes et les documents originaux et, dans son exposé, se noie dans les détails. Enfin, son volume n'a pas d'index. Il est à regretter qu'un travail aussi considérable n'ait pas produit de meilleurs résultats.

Ferdinand FEHLING étudie les rapports entre la France et le Brandebourg de 1679 à 1684<sup>2</sup>, c'est-à-dire à l'époque de l'alliance entre le grand électeur et Louis XIV. L'auteur se sert, avant tout, de la correspondance du ministre de France à Berlin, Rébenac, en négligeant presque entièrement celle de Spanheim, ministre de l'électeur à Paris, ainsi que l'excellent livre de M. Bourgeois sur ce diplomate. C'est le même défaut de méthode qu'avait déjà commis M. Prutz en traitant le même sujet, qui est de n'écouter qu'un des partis en présence. La critique faite par l'auteur dans son introduction des travaux parus jusqu'à ce jour nous semble, en outre, tout à fait manquée. En niant toute pensée et tout sentiment allemands chez l'électeur et en expliquant sa politique exclusivement par le particularisme brandebourgeois, M. Fehling ne tient pas compte de la nature complexe de Frédéric-Guillaume ni de son respect traditionnel et à moitié inconscient pour l'empire et pour l'empereur; sa psychologie est vraiment par trop simpliste. Il est encore inexact de dire que le Brandebourg et la Prusse aient presque constamment fait opposition aux Habsbourg; jusqu'à Frédéric II, ils ont été au contraire presque toujours leurs alliés contre la France. Le sentiment allemand seul permet d'expliquer pourquoi l'électeur travailla avec une telle constance en 1683 à assurer à l'empire le maintien de la paix, alors que la France le poussait à une guerre dans l'Allemagne du Nord, avec des perspectives de brillantes conquêtes. D'ailleurs, M. Fehling se contredit lui-même sur ce point (p. 127). Rébenac, qui est sa source presque unique, n'avait évidemment aucune notion des

1. K. Tschamber, *Der deutsch-französische Krieg von 1674-1675*. Hünigues, Weber.

2. F. Fehling, *Frankreich und Brandenburg in den Jahren 1679-1684*. Leipzig, Duncker et Humblot.

tendances allemandes de l'électeur. Je passe sur bien des erreurs secondaires et me borne à conclure que le livre de M. Fehling ne peut servir qu'à rectifier celui de Prutz et à corriger quelques petites fautes de détail commises par les autres historiens.

La biographie de la belle-mère de ce prince, Amélie d'Orange, femme du *stadhouder général* Frédéric-Henri et tutrice de son petit-fils Guillaume III, femme énergique et ambitieuse, est un sujet des plus intéressants. Malheureusement, il n'est que bien imparfaitement traité par Arthur KLEINSCHMIDT<sup>1</sup>. L'auteur ne connaît pas même la littérature imprimée de son sujet et il manque tout à fait d'esprit critique. Il est plein d'admiration pour tout ce qui est prince et princesse et surtout pour la maison princière de Braunsfels, dont Amélie tirait son origine. Si nous mentionnons son livre, c'est seulement pour attirer l'attention des érudits sur un sujet qui mériterait d'être repris.

M. Richard WAGNER a retracé l'histoire d'un autre membre d'une famille princière de cette époque, le duc Christian-Louis de Mecklembourg<sup>2</sup>. C'est un personnage curieux que ce prince à demi fou qui, après s'être disputé à la fois avec sa famille et avec ses « fidèles » sujets, finit par venir s'établir à Paris, tout en continuant à gouverner ses états. L'auteur a, malheureusement, négligé l'étude des archives les plus importantes pour son sujet, ainsi qu'une partie des travaux modernes. Aussi sa monographie est-elle incomplète : le rôle proprement politique du duc est à peine esquissé, et l'on ne comprend rien aux démêlés de Christian avec la France, le Danemark et le Brandebourg. Seules ses luttes avec les autres princes mecklembourgeois et avec ses propres états sont exposées d'une manière suffisante.

Avec le courage du vrai historien, Karl von WALLMENICH<sup>3</sup> ose opposer la vérité aux ridicules exagérations auxquelles le chauvinisme bavarois s'est laissé entraîner l'année dernière à l'occasion du 200<sup>e</sup> anniversaire de la révolte des paysans de Bavière contre la domination autrichienne, après l'expulsion de l'électeur Max-Emanuel. L'auteur, Bavarois lui-même, s'est servi des actes authentiques conservés aux archives de Munich, de Bamberg et de Vienne, ainsi que des registres des paroisses. Ces documents lui permettent de réduire à de très modestes proportions cette révolte, où les paysans,

1. A. Kleinschmidt, *Amalie von Oranien. Ein Lebensbild*. Berlin, Reide.

2. R. Wagner, *Herzog Christian Louis I. 1658-1692 (Mecklenburgische Geschichte in Einzeldarstellungen, fasc. IX)*. Berlin, Suesserodt.

3. K. v. Wallmenich, *Der Oberländer Aufstand 1705 und die Sendlinger Schlacht*. Munich, Lueneburg.



excités par les fonctionnaires, ne montrèrent nul héroïsme. Leur prétendu chef, le gigantesque forgeron de Kochel, n'est qu'un personnage légendaire. Le mérite de M. de Wallmenich est d'autant plus grand que sa véracité lui a attiré les attaques du *bajuvarisme*.

Les idées de l'absolutisme princier et du mercantilisme l'ont emporté, vers l'an 1700, non seulement dans les grands territoires séculiers de l'empire, mais encore dans les petits évêchés, surtout dans ceux de Bamberg et de Würzburg, au temps de l'évêque Frédéric-Charles de Schönborn (1729-1746). Le gouvernement de ce prélat énergique, cultivé, d'un caractère digne et élevé, est un des témoignages les plus caractéristiques que nous ayons sur la situation des principautés ecclésiastiques d'Allemagne à cette époque. Karl Wild y a consacré une intéressante étude<sup>1</sup>. Il y retrace l'état intérieur des deux évêchés de Bamberg et de Würzburg, les empiétements des droits du prince sur ceux des chapitres et de la noblesse, l'organisation bureaucratique, le système administratif et économique. Frédéric-Charles rappelle beaucoup Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> de Prusse, quoiqu'il fût plus raffiné et naturellement d'un tempérament moins guerrier. Le travail est tiré des archives franconiennes.

Wilhelm GUNDLACH s'inscrit en faux contre les théories soutenues par les économistes de l'école de Gustav Schmoller, suivant lesquels tout aurait été également admirable dans l'ancienne administration du royaume. Dans son livre sur la nomination des fonctionnaires communaux au temps de Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup><sup>2</sup>, il prouve, par d'innombrables extraits de documents, que ce roi vendait les emplois municipaux et cantonaux au plus offrant, sans aucun égard pour la capacité et les services antérieurs des candidats. C'est juste le contraire de ce que Schmoller avait prétendu établir. Le petit volume démontre combien M. Gundlach a raison de vouloir enlever aux historiens officiels la tâche exclusive d'écrire l'histoire de la Prusse.

M. Gustav-Berthold Volz poursuit la publication de la correspondance politique de Frédéric II<sup>3</sup>. Le tome XXXI, qui va de mars 1774 à mars 1772, comprend les lettres relatives aux tentatives pénibles, mais couronnées de succès, faites par Frédéric pour s'interposer entre la Russie et l'Autriche dans la question ottomane et celles qui

1. K. Wild, *Staat und Wirtschaft in den Bistümern Würzburg u. Bamberg (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte, publ. p. Hampe, Marcks et Schäfer, fasc. XV)*. Heidelberg, Winter.

2. W. Gundlach, *Friedrich Wilhelm I und die Bestellung der städtischen Beamten (Bausteine zur preussischen Geschichte. Nouv. série, fasc. I)*. Jena, Costenoble.

3. *Politische Correspondenz Friedrichs der Grossen. T. XXXI*, publ. p. G.-B. Volz. Berlin, Alex. Duncker.

ont trait à la conclusion du premier traité de partage de la Pologne. On y voit se déployer toutes les qualités d'énergie et d'habileté du monarque prussien. On peut dire que, pour ménager son peuple et pour ne pas laisser croître outre mesure la puissance de son alliée, la tsarine, il a toujours travaillé et réussi à conserver la paix européenne. En Suède, nous le voyons également combattre secrètement les desseins ambitieux de la Russie en soutenant le pouvoir royal, qui y était, en même temps, le pouvoir national. Frédéric n'échoua que sur un seul point : la Russie lui refusa l'annexion de Dantzig, qui avait trop d'importance pour le commerce russe. Le rôle joué par Frédéric dans l'affaire polonaise s'y montre aussi sous un jour moins déplaisant que celui de l'Autriche; non seulement celle-ci donna le signal du partage en s'emparant, dès 1770, de plusieurs comtés polonais, mais encore, quoique alliée à la Turquie et quoique ayant accepté ses subsides, elle alla jusqu'à proposer à la Prusse et à la Russie un arrangement qui laissait les principautés danubiennes à cette dernière au cas où on lui permettrait à elle-même d'annexer la Serbie et la Bosnie (p. 728). Cette fourberie était si odieuse qu'elle indigna jusqu'au vieux renard qu'était Frédéric.

Les documents relatifs à l'administration intérieure de ce monarque du 21 mai 1748 au 1<sup>er</sup> août 1750 sont rassemblés dans le tome VIII des *Acta Borussica* publiés par l'Académie de Berlin<sup>1</sup>. L'édition est due à Otto HINTZE. Les points les plus importants auxquels touche ce volume sont la grande réforme judiciaire dirigée par le ministre de Cocceji et les modifications apportées à la constitution de la Frise orientale dans le sens de l'absolutisme royal.

Après la guerre de Sept ans, qui fit descendre la population de la province de Nouvelle-Marche de 243,000 à 156,000 âmes, Frédéric II reprit sérieusement la colonisation de ce district. L'histoire de cette bienfaisante entreprise est exposée par ERICH NEUHAUS<sup>2</sup>. L'auteur réfute les critiques formulées déjà par les contemporains de Frédéric sur la mauvaise composition des bandes de colons. En réalité, les neuf dixièmes des 15,000 émigrants de la Nouvelle-Marche avaient été chassés de leurs patries respectives par l'intolérance religieuse; ils n'étaient donc, en général, ni indignes ni indigents; on peut même dire que chaque famille possédait, en moyenne, soixante-dix écus, plus des chevaux et des bestiaux en assez grand nombre.

1. *Acta Borussica. Denkmäler der preussischen Staatsverwaltung im 18 Jahrhundert. Behördenorganisation*. T. VIII, publ. p. O. Hintze. Berlin, Parey.

2. E. Neuhaus, *Die Fridericianische Kolonisation im Warthe- und Netzebruch* (Schriften des Vereins für Geschichte der Neumark, fasc. XVIII). Landsberg, Schäffer.

Les sommes consacrées par le roi au dessèchement des marais de la Warthe et de la Netze lui rapportèrent 3 %. Tels sont les principaux résultats du travail très sérieux et fort méritoire entrepris par M. Neuhaus.

En s'occupant d'une biographie de Christian-Friedrich Pfeffel, frère du poète alsacien bien connu, Ludwig BERGSTRÄSSER<sup>1</sup> a rassemblé toute une série de documents d'un intérêt plus général et qui lui ont permis d'écrire une histoire des relations de la France avec l'Allemagne depuis l'an 1758, date de l'entrée de Christian Pfeffel au service diplomatique de la France, jusqu'en 1784, point culminant de l'action de ce diplomate. Son petit volume, très bien fait, jette un jour fort curieux sur la politique suivie par la France en Allemagne depuis son alliance avec l'Autriche. On la voit contrainte de renoncer à soutenir les petits princes contre l'empereur, s'employer du moins à empêcher leur soumission entière aux volontés de la cour de Vienne. De là des manœuvres compliquées et assez délicates, où Pfeffel ne sut point toujours réussir. La conduite incertaine et hésitante de la France amena les princes opposés au pouvoir impérial à se tourner de plus en plus vers la Prusse : ce fut pour la France une des conséquences fâcheuses de l'alliance de 1756. Le livre de M. Bergsträsser est aussi curieux que nouveau.

La grande *Histoire d'Allemagne* de Karl LAMPRECHT en est arrivée à la première partie du tome VIII<sup>2</sup>. Ce volume est une introduction à l'histoire de l'époque contemporaine, « âge du subjectivisme », par opposition aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, « âge de l'individualisme. » Ce sont là des distinctions bien artificielles et qui ne résistent pas à un examen sérieux. Le subjectivisme caractérise, sans doute, la révolution littéraire du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle (*Sturm und Drang*) et le romantisme du commencement du XIX<sup>e</sup>, mais nullement l'« âge éclairé » (c'est-à-dire la plus grande partie du XVIII<sup>e</sup> siècle), ni les tendances classiques et humanitaires de Lessing, de Schiller et de Goethe, ni le réalisme politique et administratif qui va de 1830 à nos jours. Tout le développement scientifique, avec son objectivisme radical, toute l'évolution *technique*, toute la philosophie, tant panthéiste que matérialiste, qui dominent de plus en plus notre époque, sont l'opposé du subjectivisme. La démocratie, que Lamprecht considère comme un produit du subjectivisme (p. 54), a été

1. L. Bergsträsser, *Christian Friedrich Pfeffels politische Tätigkeit in französischem Dienst* (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte, fasc. XVI). Heidelberg, Winter.

2. K. Lamprecht, *Deutsche Geschichte*, t. VIII, 1<sup>re</sup> partie. Fribourg-en-Bade, Heyfelder.

aussi puissante dans bien des cités de l'antiquité et du moyen âge qu'aujourd'hui. Mais, abstraction faite de ces classifications artificielles et fantaisistes, ce nouveau volume contient un excellent exposé du mouvement économique et intellectuel du XVIII<sup>e</sup> siècle. Malgré quelques erreurs et malgré sa tendance à considérer par trop le développement de la nation allemande comme indépendante du développement même de toute l'Europe occidentale, M. Lamprecht nous fait pénétrer plus avant qu'on ne l'avait fait jusqu'ici dans l'étude des causes et des effets de l'évolution générale de l'Allemagne. Il établit notamment d'une manière très heureuse le rôle considérable qu'y a joué l'élément bourgeois, et en particulier l'élément protestant. On retrouve, somme toute, dans ce volume la même étendue de connaissance et la même largeur de vues qui caractérisent quelques-uns des précédents.

Les travaux sur l'histoire de la civilisation composés en Allemagne depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au romantisme font l'objet d'une enquête approfondie, spirituelle et impartiale de ERNST SCHAUMKELL<sup>1</sup>. L'auteur nous donne même plus que son sujet ne comporte, puisqu'il passe aussi en revue les travaux qui touchent à la philosophie de l'histoire; cette philosophie était empruntée, en Allemagne, aux historiens anglais et français de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le premier Allemand qui prit une position originale et bien réfléchie sur ce terrain fut Herder, qui créa le genre entier dans sa patrie. Il faut lire le livre de M. Schaumkell pour comprendre le système de ce grand penseur et poète dans toute sa plénitude, avec ses qualités et ses défauts. Une simple critique : M. Schaumkell attribue à Luther et à sa réforme religieuse le mérite d'avoir rendu à la vie terrestre l'importance que le moyen âge lui avait refusée pour ne voir en elle que la préparation de l'« Au delà » céleste. Mais, en vérité, Luther n'a rien changé à cette manière de voir; ce furent Kopernik, Newton, Galilée qui, en soumettant le monde entier aux lois naturelles, détruisirent le miracle et ramenèrent l'humanité à la considération des phénomènes de la vie physique.

Un des personnages les plus marquants de l'ère révolutionnaire est William Pitt, le fils. Félix SALOMON continue la biographie de ce grand homme<sup>2</sup>. Le second volume, qui est le fruit de recherches très étendues dans les archives publiques et privées, traite de l'action poli-

1. Schaumkell, *Geschichte der deutschen Kulturgeschichtsschreibung von der Mitte des 18. Jahrhunderts bis zur Romantik*. Leipzig, Teubner, 1905.

2. F. Salomon, *William Pitt der Jüngere*. T. I, 2<sup>e</sup> partie. Leipzig et Berlin, Teubner. — Sur la 1<sup>re</sup> partie, cf. *Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 113.

lique de Pitt jusqu'au commencement de sa guerre contre la France révolutionnaire. L'auteur y fait preuve d'une méthode et d'une impartialité qui n'ont d'égale que sa profonde connaissance de l'Angleterre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il montre comment, à la chute de la prépondérance royale, en 1780, l'autorité triomphante des classes moyennes s'incarna en la personne de ce jeune homme plein de génie, enthousiaste de la liberté et de la grandeur de son pays, qu'était William Pitt. M. Salomon ne cache pas les fautes commises par ce dernier; mais il met en lumière les immenses réformes intérieures qu'il réussit à accomplir et qui permirent à l'Angleterre de mener jusqu'au bout la lutte contre un adversaire aussi redoutable que Napoléon. Le style de l'auteur est ici plus simple, plus clair et plus naturel que dans la première partie de son ouvrage.

Si le livre de Christian MEYER<sup>1</sup> sur la politique intérieure de la Prusse dans les marquisats d'Ansbach et de Bayreuth, au lendemain de leur annexion (1791), ne contient absolument rien de nouveau, le travail que Fritz HARTUNG a consacré à l'administration de Hardenberg dans ces territoires<sup>2</sup> est, par contre, excellent à tous égards. Hardenberg a eu le grand mérite de mettre fin à l'affreux désordre administratif qui sévissait là comme dans toute la Franconie. Partisan des tendances « éclairées » et « physiologistes » de l'époque, il chercha à détruire les privilèges de la noblesse, à faire triompher le principe de l'égalité des classes, à centraliser l'administration, à soumettre l'Eglise à l'État, à délivrer le commerce de toute entrave. Malgré quelques erreurs, il a réalisé des idées justes et grandes, en triomphant des entraves que lui opposa le gouvernement prussien d'alors, incapable et arriéré.

Bien que nous ne signalions pas d'ordinaire les éditions successives d'ouvrages que nous avons déjà appréciés, nous devons faire exception ici pour la 2<sup>e</sup> édition du tome III du Napoléon d'Auguste FOURNIER<sup>3</sup>. Cette édition est, en effet, sur beaucoup de points tout à fait neuve et instructive. Le savant professeur de Vienne réfute, avec toute sa profonde connaissance des faits et des personnes et avec la netteté de jugement qui lui est propre, tous les essais faits de nos jours pour représenter Napoléon I<sup>er</sup> comme un doux berger forcé à la guerre continuelle par la méchanceté de l'Angleterre et des puis-

1. Chr. Meyer, *Preussens innere Politik in Ansbach und Bayreuth in den Jahren 1792-1797* (*Historische Studien*, publ. p. Ebering). Berlin, Ebering, 1904.

2. F. Hartung, *Hardenberg und die preussische Verwaltung in Ansbach-Bayreuth, 1792-1806*. Tübingen, Mohr, 1906.

3. A. Fournier, *Napoléon I. Eine Biographie*, 2<sup>e</sup> éd., t. III. Vienne, Tempsky.



sances continentales, ou pour nous le montrer pliant sous le joug d'une nécessité mystique qui le conduisait malgré lui à la conquête du monde. M. Fournier prouve que c'était un ambitieux génial, mais effréné, dont le rêve était de restaurer et même de surpasser la monarchie universelle des anciens Césars. Il fait ressortir les conséquences désastreuses qu'eut ce règne de la force pour la France aussi bien que pour les autres nations, à la fois au point de vue économique et au point de vue politique. La résistance des peuples, avec laquelle Napoléon n'avait jamais compté, éclatera quand la France sera déjà épuisée et mécontente. — L'incendie de Moscou fut bien l'œuvre des Russes. L'armée française de 1813 ne se composa pas de soldats forts et exercés, comme le colonel Lanrezac l'a prétendu dernièrement dans son livre sur Lutzen, mais d'enfants de dix-sept ans. Comme MM. Luckwald et Demelitsch<sup>1</sup>, et à l'encontre de Oncken et de Metternich lui-même, M. Fournier prouve que le chancelier d'Autriche n'a été poussé à la guerre contre Napoléon, en 1813, que par les événements successifs et par l'explosion de l'opinion publique. Contre le regretté Albert Sorel, Fournier démontre, d'après les sources autrichiennes, que les intentions des alliés et leurs offres de paix ont été sincères. Le volume est enrichi d'une revue complète de tous les travaux parus sur le sujet et de pièces inédites tirées des archives de Vienne.

Le grand état-major prussien tente de nouveau de disculper l'armée et surtout le corps des officiers des désastres prussiens de 1806 pour en charger la nation entière<sup>2</sup>; les officiers de 1806 n'auraient été que les boues émissaires de la nation (p. 95). Malheureusement, les documents publiés dans le livre même réfutent la thèse des auteurs. Le coupable, ce fut le système gouvernemental, l'absolutisme sénile et incapable. Quand on voit les officiers capituler avec des corps de 20,000 hommes devant quelques détachements français ou des fonctionnaires rechercher avec empressement le service du vainqueur, il est clair comme le jour que le régime absolu avait tué tout patriotisme et tout sentiment d'honneur pour ne laisser subsister que l'égoïsme le plus bas. Il n'est pas vrai que le corps des officiers se soit fait justice lui-même après 1807; ce furent les tribunaux nommés par le roi qui procédèrent à cette épuration. Il n'est pas exact que la majorité des officiers de 1806 fut la même qui composa ce corps en 1813. Des 7,096 officiers de 1805, 4,933 avaient dis-

1. Cf. *Rev. hist.*, t. LXXII, p. 394 et suiv.

2. 1806. *Das preussische Offizierkorps und die Untersuchung der Kriegsereignisse. Herausg. vom Grossen Generalstab.* Berlin, Mittler.

paru de l'armée en 1813, — donc les cinq septièmes! La conduite des officiers et des soldats de cette époque néfaste est sévèrement condamnée par les jugements des commissaires justiciers et par les rapports de beaucoup d'officiers supérieurs. Ainsi, l'état-major prussien a servi la vérité historique, malgré sa thèse, ce qui est une preuve de sa sincérité, même dans l'erreur.

Le siège de Breslau par les Français en 1806 et l'occupation de cette ville pendant deux ans revivent dans le journal du médecin Frédéric-Gatthilf Friese, édité par Franz WIEDEMANN<sup>1</sup>. Friese était un homme honnête et intelligent, sévère et sarcastique, pénétrant au fond des choses, bon observateur. Son récit prouve que le gouverneur de la ville, le général de Thile, qui, plus tard, prétendit que les bourgeois l'avaient obligé à capituler, a plutôt essayé, — en vain d'ailleurs, — de se faire demander la chose par le conseil communal. Nouvelle preuve de la déplorable composition du corps de généraux prussiens à cette époque. Notons l'excellent brevet de justice, d'honnêteté et même d'humanité donné par Friese au maréchal Davoust, si calomnié plus tard. L'éditeur ne publie que les parties saillantes du journal, en les accompagnant de notes critiques et complémentaires tirées des archives de l'État et des archives municipales de Breslau.

L'histoire de la campagne d'Autriche de 1809<sup>2</sup> n'a pu être conduite par le baron BINDER VON KRIGELSTEIN, décédé en 1905, que jusqu'à la moitié du tome II. La bataille de Wagram et le combat de Znaim sont racontés par le major VON HOEN, d'après la même méthode. Krigelstein juge très sévèrement, — parfois trop sévèrement, — les chefs de l'armée autrichienne et même l'archiduc Charles; leurs soldats étaient courageux, mais manquaient de mobilité. Suivant M. von Hoen, Charles et ses généraux ne surent jamais profiter des circonstances parce qu'ils étaient convaincus d'avance qu'ils seraient battus par Napoléon. Malgré quelques erreurs, l'ouvrage des deux officiers autrichiens est fort utile pour la connaissance de cette importante campagne de 1809, d'autant plus glorieuse pour Napoléon que ses soldats ne valaient plus ceux d'Austerlitz et de Léna.

Le sixième volume de la collection « l'An 1809 », publiée par le capitaine Alois VELTZÉ, en est le meilleur : il dépeint un épisode presque inconnu de cette campagne, les luttes sur les confins militaires et en

1. F. Wiedemann, *Breslau in der Franzosenzeit, 1806-1808* (*Mitteilungen aus dem Stadtarchiv und der Stadtbibliothek zu Breslau*, fasc. VIII). Breslau, Morgenstern.

2. Binder v. Krigelstein et v. Hoen, *Der Krieg Napoleons gegen Oesterreich 1809*. T. II. Berlin, Voss.

Dalmatie<sup>1</sup>. L'auteur du volume, le feld-maréchal-lieutenant Emil von Woinovich, confirme l'idée que l'on s'est formée de l'armée autrichienne d'alors : bravoure admirable des soldats et des officiers subalternes, incapacité totale des chefs, qui restaient enfermés dans l'absurde système des cordons, de l'éparpillement des troupes, de marches et de contremarches et auxquels n'avaient rien appris les défaites continuellement subies pendant dix-sept ans au contact de la nouvelle tactique française.

La politique de Frédéric-Auguste III, électeur et plus tard premier roi de Saxe par la grâce de Napoléon, était : neutralité et maintien de la constitution de l'Empire. Gotthold Weicker<sup>2</sup> examine la solution apportée par cette politique à une question secondaire : celle du sort des chevaliers de l'Empire dans la grande liquidation de 1803-1806. S'il était une institution inconciliable avec l'idée et la tâche de l'État moderne, c'était bien celle des chevaliers de l'Empire. Mais, comme elle était solennellement reconnue par la constitution, Frédéric-Auguste chercha à la maintenir jusqu'à ce que le sentiment de son impuissance l'eût obligé à se désister. Il dut se réfugier sous la tutelle de la Prusse, jusqu'en 1806, quoique ses sympathies appartenissent à la maison impériale de Habsbourg. L'appendice donne un tableau statistique, très soigné, de la chevalerie de l'Empire il y a un siècle.

Le marquis-prince Guillaume de Bade, dont Karl Obser, l'éminent directeur des archives générales de Bade, édite l'autobiographie<sup>3</sup>, fut un personnage bien doué, courageux, fidèle au devoir, d'un caractère ferme et loyal. Dans les guerres napoléoniennes, ainsi que dans l'histoire intérieure de son petit pays natal, il a joué un rôle que permettra d'apprécier la lecture de ses mémoires, rédigés de 1851 à 1859 d'après un journal tenu par lui au jour le jour. M. Obser y a ajouté des notes explicatives et des rectifications. Dans le premier volume, qui va de la naissance du prince, en 1792, jusqu'à l'an 1818, on lira surtout avec intérêt le récit des campagnes de 1809, 1812 et 1813, auxquelles il prit une part importante. En 1812, les Badois se comportèrent bravement et, lorsqu'ils barrèrent le passage de la Bérésina, ils firent preuve d'un héroïsme auquel ni l'empereur ni ses

1. E. v. Woinovich, *Kämpfe in der Lika, Kroatien und Dalmatien*. Vienne, C.-W. Stern.

2. G. Weicker, *Die Haltung Kursachsens im Streite um die unmittelbare Reichsritterschaft 1803-1806* (Bibliothek der sächsischen Geschichte und Landeskunde, publ. p. G. Buchholz. T. I, fasc. II). Leipzig, Hirzel.

3. *Denkwürdigkeiten des Markgrafen Wilhelm von Baden*, publ. p. K. Obser, t. I. Heidelberg, Winter.

historiens n'ont rendu justice. L'exécrable administration militaire sous Napoléon, justement stigmatisée d'après les documents par M. Morvan dans son *Soldat impérial*, se montre à nu dans le récit que le prince Guillaume fait de la campagne de 1813. D'autre part, on y peut suivre pour la première fois tout au long les négociations menées par Guillaume au congrès de Vienne en vue d'assurer l'indépendance du grand-duché de Bade et les destinées de sa dynastie.

Notons, dans les *Mitteilungen des K. und K. Kriegsarchivs*, 3<sup>e</sup> série, t. IV (Vienne, Seidel), les travaux intéressants du capitaine JUST sur le duché de Varsovie jusqu'en 1809; du capitaine VELTZ sur la bataille de la Piave, le 8 mai 1809; et surtout du capitaine KERCHNAWE sur la poursuite de l'armée française de Leipzig à Erfurt, c'est-à-dire du 18 au 23 octobre 1813. Ce dernier auteur s'efforce en vain de disculper Schwarzenberg. Il faut choisir : il y a eu de la part de ce dernier ou incapacité ou désir de laisser échapper le gendre de son maître, l'adversaire des Russes détestés.

Le livre de Ferdinand STROBL VON RAVELSBERG, sur Metternich et son temps<sup>1</sup>, est aussi mal écrit que mal documenté et mal composé : presque rien sur Metternich lui-même, et avec cela de longues pages d'une ridicule banalité sur les différents États d'Europe et sur les dynasties régnantes.

Le troisième volume de l'histoire politico-militaire de la guerre de 1813, par le baron VON DER OSTEN-SACKEN UND VON RHEIN<sup>2</sup>, est supérieur aux précédents. Il est mieux écrit et les jugements y sont moins tranchants. Des soins particuliers sont donnés à la statistique des forces en présence, ce qui permet d'apprécier plus sainement les faits mêmes. On lira avec intérêt les dissertations de l'auteur sur la bataille de Bautzen et sur l'erreur commise par Napoléon quand il conclut l'armistice de Pöschwitz. S'il avait connu les tiraillements que la défaite avait provoqués chez ses adversaires, l'empereur aurait sans doute été de l'avant avec son énergie habituelle.

L'histoire de la presse allemande jusqu'au renouvellement de l'empire d'Allemagne, de Ludwig SALOMON<sup>3</sup>, est arrivée à son terme avec le tome III, qui embrasse les années 1814-1870. C'est moins l'énumération de titres de journaux qu'un exposé de la culture et de

1. F. Strobl v. Ravelberg, *Metternich und seine Zeit*. T. I. Vienne et Leipzig, Stern.

2. V. der Osten-Sacken u. v. Rhein, *Militärisch politische Geschichte des Befreiungs Krieges 1813*. T. II<sup>e</sup>. Berlin, Vors.

3. L. Salomon, *Geschichte des deutschen Zeitungs wesens von den ersten Anfängen bis zur Wiederaufrichtung des deutschen Reiches*. T. III. Oldenbourg, Schulze.

la littérature dans la mesure où elles se reflètent dans les feuilles périodiques. Malgré le labeur énorme auquel M. Salomon a dû s'astreindre pour défricher un sol encore presque inculte, son livre est bien écrit, attrayant; il sait mettre en relief les faits caractéristiques et évite soigneusement de nous donner une sèche nomenclature. Nous lui reprocherons toutefois de n'avoir pas dit un mot de la presse professionnelle et confessionnelle, pourtant si abondante, et d'avoir trop superficiellement traité, en quelques pages, ce qui a trait aux années 1849-1870. Ce sont là deux lacunes que nous regrettons dans un travail aussi remarquable et que l'auteur aura sans doute à cœur de combler.

Les grands journaux allemands ont pris la louable habitude de publier, à l'occasion de leurs jubilés, ce qu'on pourrait appeler leurs autobiographies. De ce nombre est la *Frankfurter Zeitung*<sup>1</sup>. L'ouvrage, rédigé par plusieurs hommes du métier, sous la direction de Théodore CURRI, a de l'importance, non seulement pour l'histoire du journalisme allemand, mais encore pour l'histoire politique en général. Il est écrit à l'aide du journal même, d'après ses archives et un grand nombre d'autres publications. La gloire de la *Frankfurter Zeitung* est d'avoir toujours fermement maintenu le drapeau de la démocratie, tout en conservant une réelle tenue littéraire et en ne combattant que pour des intérêts généraux. Le volume qu'elle publie, et qui est superbement imprimé, contient des notes très curieuses sur les événements survenus dans les cinquante dernières années, surtout en Allemagne.

Théodor BITTERAUF, connu par ses travaux sur l'époque napoléonienne, a écrit l'histoire du royaume de Bavière à l'occasion du centenaire de sa proclamation<sup>2</sup>. C'est une bonne et habile œuvre de vulgarisation dont je ne parlerais pas ici si l'auteur n'avait exprimé, en maints endroits, des opinions fondées sur des études personnelles et spéciales. Il n'a pu éviter l'écueil, commun à ce genre d'écrits, qui est de ne présenter que le beau côté des choses et des hommes; mais il a su, en même temps, surtout pour l'époque contemporaine, apporter beaucoup de bonnes remarques et de traits curieux qui rendent utile à l'historien la lecture de son ouvrage.

En recherchant les origines de l'Église évangélique officielle en Prusse, ERICH FÖRSTER<sup>3</sup> a traité un sujet encore à peu près neuf en

1. *Geschichte der Frankfurter Zeitung 1856-1906. Herausg. von dem Verlag der Frankfurter Zeitung. Frankfurt-sur-Mein.*

2. Th. Bitterauf, *Bayern als Königreich 1806-1906*. Munich, Beck.

3. E. Förster, *Die Entstehung der preussischen Landeskirche unter der Regierung Friedrich-Wilhelms III.* T. I. Tübingen, Mohr, 1905.



se fondant sur les documents d'archives. Peu de temps après son avènement, le roi Frédéric-Guillaume III entreprit d'unir les luthériens et les réformés de ses États en une seule et véritable organisation ecclésiastique. Stein approuva pleinement cette tentative. Mais ce ne fut qu'en 1816 que le monarque, — pieux, mais non piétiste, — réussit à créer, pour les deux grandes confessions protestantes, des synodes cantonaux et provinciaux communs auxquels il adjoignit, comme autorités administratives, des « consistoires ». Le 17 septembre 1817 fut ordonnée l'« Union » entre tous les protestants. Elle laissait d'ailleurs à chacun son opinion sur les dogmes litigieux entre luthériens et réformés. Le livre de Förster dispensera de revenir d'ici longtemps sur la question.

Gustave Mevissen a été le plus sympathique et, à certains égards, le plus éminent des grands négociants et industriels rhénans qui, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ont joué un rôle influent dans le domaine tant politique qu'économique de la Prusse. Après Ludolf Camphausen et David Hansemann<sup>1</sup>, Mevissen vient de trouver son biographe en Joseph HANSEN<sup>2</sup>, archiviste de la ville de Cologne. Cet historien joint à une profonde érudition et à une excellente méthode la connaissance des questions politiques et sociales, la notion de l'évolution historique moderne, une juste compréhension des événements et une langue correcte et élégante. Sous sa plume, la biographie de Mevissen devient l'histoire du développement intérieur de la Prusse depuis 1830. M. Hansen a eu à sa disposition les très nombreux papiers laissés par Mevissen pour toutes les époques de son existence, ce qui lui a permis de suivre toute l'évolution intime de son héros et de dégager son rôle au double point de vue économique et intellectuel.

La correspondance du ministre Ludolf Camphausen avec le roi Frédéric-Guillaume IV, éditée par Erich BRANDENBURG<sup>3</sup>, nous montre ce monarque sournois, opiniâtre, cédant devant toute résistance sérieuse pour se rattraper plus tard par l'astuce, rempli d'idées spirituelles, mais chimériques, et méconnaissant la réalité des choses. M. Brandenburg, dans son introduction et les notes, fait ressortir avec une entière franchise ce qu'il y eut d'antipathique en lui et tous les défauts de son intelligence riche, mais bizarre. Sa correspondance démontre péremptoirement que le roi n'a jamais songé à créer de

1. Cf. *Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 123, et t. LXXXIV, p. 145.

2. G. Hansen, *Gustav Mevissen. Ein rheinisches Lebensbild*. 2 vol. Berlin, G. Reimer.

3. *König Friedrich Wilhelms IV. Briefwechsel mit Ludolf Camphausen*, publ. p. E. Brandenburg, Berlin, Pötel.

plein gré ni la liberté constitutionnelle en Prusse, ni l'unité d'Allemagne sous l'hégémonie de cet État, comme M. Rachfabl l'a cependant prétendu. Cette publication, à laquelle M. Brandenburg a joint en appendice quelques autres documents intéressants, est une contribution très importante à l'histoire de l'« année folle ».

Ernest BERNER, le regretté archiviste de la maison royale de Prusse, a pu encore, avant sa mort (1905), envoyer à l'impression un recueil de documents relatifs à Guillaume I<sup>er</sup>. Ce recueil ne renferme, il est vrai, aucun morceau inédit; mais, par la juxtaposition de nombreuses pièces éparses, il permet de se faire une idée plus complète de ce que fut ce monarque, honnête homme, bienveillant, conscient de ses devoirs, bon organisateur militaire, sans jamais avoir été ni homme d'État ni grand capitaine. Il est difficile de comprendre comment la piété d'un petit-fils a pu lui faire décerner le titre de *grand*, qui ne convient qu'aux hommes hors pair auxquels le modeste souverain a été assez intelligent pour remettre le soin de gérer les affaires.

Des souvenirs des deux premiers empereurs et de leurs épouses sont publiés par Friedrich NIPPOLD, historien de l'Église bien connu<sup>2</sup>. Nous y trouvons une lettre de Frédéric-Guillaume IV au prince consort Albert, du 6 novembre 1848, où le roi combat l'idée d'une Allemagne sans l'Autriche. Nouvelle preuve de la fausseté des tentatives récentes pour faire de ce monarque le partisan d'une unité allemande sous la direction exclusive de la Prusse! M. Nippold revendique avec raison, pour l'impératrice Augusta, le mérite d'avoir défendu les idées libérales auprès de son mari. Il explique aussi fort bien la faveur montrée par cette princesse au parti catholique dans le but de réconcilier les habitants du Rhin et surtout la noblesse rhénane avec la Prusse protestante.

Les lettres du général de Voigts-Rhetz à sa femme pendant les guerres de 1866 et de 1870 sont publiées par son neveu, A. von VOIGTS-RHETZ<sup>3</sup>. Elles donnent du général l'idée d'un personnage vraiment aristocratique et militaire, énergique, ferme et pourtant humain, d'une excellente instruction. Il parle avec beaucoup d'admiration de l'armée française et des Français en général. Seul, parmi tous les Allemands qui ont parlé de ces événements, il dépeint avec

1. *Kaiser Wilhelms des Grossen Briefe, Reden und Schriften*, publ. p. E. Berner, 2 vol. Berlin, Mittler.

2. F. Nippold, *Aus dem Leben der ersten beiden deutschen Kaiser und ihrer Frauen*. Berlin, Schweichel.

3. *Briefe des Generals von Voigts-Rhetz aus den Kriegsjahren 1866 und 1870-1871*, publ. p. A. v. Voigts-Rhetz. Berlin, Mittler.

sympathie les souffrances de la population civile en France. Il n'a, au contraire, que des paroles de blâme pour la coupable négligence des médecins militaires français. Il raconte en détail la bataille de Vionville et la campagne de la Loire. Sur un seul point, il se laisse entraîner par la vanité : c'est quand il prétend que son corps d'armée (le X<sup>e</sup>) décida de la prise de Saint-Privat, le 18 août 1870 ; en vérité, son artillerie seule y contribua pour une part minime et son infanterie n'intervint pas.

Le journal de Theodor von BERNHARDI finit avec le tome IX, qui comprend les années 1869-1871<sup>1</sup>. On comprend difficilement les raisons pour lesquelles on a cru utile de publier cette partie du journal, puisqu'elle est relative à une époque où Bernhardt, résidant dans la péninsule Ibérique, vivait loin du théâtre où se déroulaient les événements décisifs et sans rapport avec les personnages importants. Il remplit son journal de médiocres récits de voyages et de bavardages politiques d'une légèreté incroyable, comme lorsqu'il prétend que l'« Internationale » républicaine était liguée avec la Prusse contre Napoléon III (p. 356) ou que, en juillet 1870, la France était archiprête pour la guerre et que la Prusse ne l'était point (p. 360). Même ce qu'il dit sur l'état intérieur de l'Espagne et du Portugal prouve une telle absence de connaissances, un tel manque d'impartialité et de clairvoyance qu'il n'y a presque rien à en tirer.

Le travail volumineux du grand état-major prussien sur le 18 août 1870<sup>2</sup> est destiné surtout à l'enseignement tactique, mais contient aussi bien des renseignements utiles à l'historien et est le fruit de recherches originales. Ce qui s'en dégage surtout, c'est que le succès tactique de la journée n'a été nullement en rapport avec les énormes sacrifices qu'elle a coûtés à l'armée allemande, et aussi que le succès stratégique a été peu considérable, attendu que, même sans la bataille, Bazaine se serait concentré à Metz. Les mouvements tournants au nord et au sud projetés par de Moltke ont été peu efficaces par la faute de Steinmetz et du prince Frédéric-Charles, et aussi par celle de Moltke lui-même, qui n'avait pas suffisamment préparé ni ordonné la lutte. Quant à Bazaine, il est représenté comme un esprit sans clarté, indécis, irrésolu, instinctivement attiré par la forteresse, où il doit trouver un instant la sécurité pour ses troupes. Il est à noter que le grand état-major prussien attribue, tout comme le général von BLUME dans son livre *Wilhelm I und Roon* (Berlin, Behr, 1906),

1. *Aus dem Leben Theodor v. Bernhardt's*. T. IX (*In Spanien und Portugal, 1869-1871*). Leipzig, Hirzel.

2. *Der 18. August 1870* (*Studien zur Kriegsgeschichte und Taktik, herausg. von dem Grossen Generalstab, fasc. V*). Berlin, Mittler.

les immenses pertes de l'armée allemande pendant les premières batailles de 1870 aux « résistances puissantes » auxquelles s'étaient heurtées toutes les tentatives faites pour réformer la tactique de l'infanterie en tenant compte des transformations subies par les armes à feu (p. 219-230). C'est rendre responsable, en somme, l'action conservatrice et trop « ancienne Prusse » du roi Guillaume. Donc, même comme militaire, ce monarque manquait de « grandeur ».

C'est à un Autrichien contemporain de ces événements, à Julius, baron de Horst, qu'est consacré un récent volume du publiciste et historien bien connu Heinrich FRIEDJUNG<sup>1</sup>. Ministre de la Guerre de 1874 à 1882, Horst fut à la fois un excellent organisateur militaire et un défenseur enthousiaste du libéralisme allemand en Autriche. On retrouve dans le petit livre de M. Friedjung cette finesse d'analyse psychologique et ces hautes qualités de style qui distinguent tout ce qu'il écrit. Ce qui nous y intéresse le plus au point de vue de l'histoire générale, c'est ce qui a trait à la mission dont Horst fut chargé en 1867 dans l'Allemagne centrale et méridionale pour s'enquérir secrètement si l'Autriche y pourrait trouver des alliés au cas d'une nouvelle rupture avec la Prusse; le résultat de son enquête fut entièrement négatif.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Aloys MEISTER publie une collection de monographies destinées à servir d'introduction à l'étude de l'histoire allemande du moyen âge et des temps modernes<sup>2</sup>. Cet utile précis s'ouvre par un chapitre où M. Meister lui-même traite brièvement et sans originalité, mais d'une manière fort louable, de la théorie et de la méthode historiques. L'auteur y combat avec raison les tendances de ceux qui veulent plier à toute force la complexité des personnages et des événements pour les faire entrer dans des cadres tracés d'avance au nom de prétendues lois générales. Le quatrième chapitre, dû à GROTEFEND, contient la chronologie allemande; le cinquième, par ILGEN, est consacré à la sphragistique; le sixième, par GRITZNER, à la science héraldique; le septième, par KÖTZSCHKE, à la géographie historique. Celle-ci est considérée comme une description des différents pays dans le passé et comme une discipline indépendante qui, cependant, peut servir à l'histoire de discipline auxiliaire. Le manuel est, dans l'ensemble, fort bien réussi. Son utilité pour

1. H. Friedjung, *Julius Freiherr von Horst*. Vienne, Koneger.

2. A. Meister, *Grundriss der Geschichtswissenschaft, zur Einführung in das Studium der deutschen Geschichte des Mittelalters und der Neuzeit*. T. I, fasc. I et II. Leipzig, Teubner. — La *Revue historique* consacra un article d'ensemble à ce manuel dès que la publication en sera achevée.

l'étudiant est grande, et les maîtres même ne le liront pas sans profit. Espérons que la continuation sera digne des parties déjà publiées.

L'historien finnois Arvid GROTENFELT continue son examen des facteurs historiques<sup>1</sup>, dont il avait donné la partie méthodologique en 1903<sup>2</sup>. Cette fois, il aborde le fond même du problème. Il est évident que, dans une question aussi ardue et complexe, il y aura toujours de nombreuses objections de détail à présenter. Mais, en général, l'auteur procède avec discernement et impartialité, quoiqu'il penche évidemment vers l'idéalisme. Il s'élève, avec raison, contre la théorie de ceux qui font de l'« hédonisme » le facteur historique par excellence : les passions, ainsi que les aspirations des peuples vers la grandeur et l'honneur de leur patrie, vers la liberté, vers la civilisation, ont souvent plus de poids dans la marche des événements que l'égoïsme ou que la recherche du bien-être. Il n'admet pas non plus que le succès soit la seule pierre de touche à laquelle on puisse reconnaître la valeur des actes en histoire. Il se refuse à admettre que tout ce qui s'est fait devait arriver en vertu d'une nécessité inéluctable. Les circonstances portent en elles-mêmes les conditions du succès ; mais c'est le propre des hommes éminents de profiter de ces circonstances et de les modeler à leur gré. Enfin, pour apprécier sainement les faits en histoire, il faut se demander s'ils ont servi à élever l'intelligence humaine, à policer les nations, à les amener à des sentiments humanitaires, en un mot, s'ils ont servi la cause de la civilisation. Ceux qui, pour établir leur jugement, ne considèrent que le succès momentané et matériel oublient que, d'ordinaire, nous ne pouvons connaître toutes les conséquences qu'un fait entraînera dans l'avenir. Telles sont les idées exposées dans ce livre clair et bien ordonné, d'un esprit tout moderne, sans excès de radicalisme, un peu optimiste peut-être. Mais cela n'est guère un défaut au temps qui court.

M. PHILIPPSON.

1. A. Grotenfeld, *Geschichtliche Wertmasstäbe in der Geschichtsphilosophie, bei Historikern und im Volksbewusstsein*. Leipzig, Teubner, 1905.

2. Cf. *Rev. hist.*, t. LXXXVI, p. 360.

---



## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

E. BABELON. *Traité des monnaies grecques et romaines*. 2<sup>e</sup> partie : **Description historique**; t. I. In-4°, iv-1670 pages. — 3<sup>e</sup> partie : un *album* in-4°, 85 planches en phototypie. Paris, E. Leroux, 1907.

Nous avons signalé déjà, lors de l'apparition du premier volume, le grand *Traité des monnaies grecques et romaines*, dont M. Babelon a vaillamment entrepris la publication. Cet ouvrage, de proportions considérables, doit comprendre de nombreux volumes, groupés en trois parties. La première partie, en trois volumes, est consacrée à la théorie et à la doctrine : histoire de la science numismatique, espèces monétaires, manipulations techniques, histoire de la monnaie, métrologie numismatique et systèmes monétaires, droit de frapper monnaie, histoire de l'art monétaire, des types et des légendes. La seconde partie doit contenir la description des monnaies connues, classées dans un ordre à la fois géographique et chronologique. La troisième partie comprendra les albums de planches, un pour chaque volume descriptif.

Le premier volume de la première partie, qui a paru en 1901 et que nous avons alors analysé, est une vaste introduction à l'étude des monnaies de l'antiquité : histoire de la numismatique, nomenclature monétaire, manière de compter la monnaie, métallurgie et production technique des espèces monétaires.

M. Babelon vient de publier le tome I de la deuxième partie, avec l'album correspondant de la troisième. On y trouve une description complète de toutes les séries archaïques, depuis les origines jusqu'à la seconde guerre médique, plus exactement jusqu'à l'année 479 avant notre ère. Dans une première section, l'auteur étudie les espèces monétaires de l'Orient hellénique : monnaies primitives en electrum (chap. i-iv); rois de Lydie et créséides (chap. v); darique et sicle médique (chap. vi); Ionie (chap. vii); Éolide, Troade et Mysie (chap. viii); villes du Pont-Euxin (chap. ix); Carie (chap. x); île de Rhodes (chap. xi); Lycie et Pamphylie (chap. xii); Cilicie (chap. xiii); Chypre (chap. xiv); monnaies incertaines d'Asie Mineure (chap. xv). La seconde section est consacrée à la Grèce propre et aux autres régions du centre hellénique : Égine et l'Eubée (chap. i); Athènes et Mégare (chap. ii); Corinthe et le Péloponèse (chap. iii); Corcyre et autres colonies de Corinthe (chap. iv); Béotie (chap. v); Phocide (chap. vi); Thessalie (chap. vii); Macédoine et Thrace (chap. viii-ix); îles Égéennes (chap. x); Cyrénaïque (chap. xi). La troisième section est réservée à l'Occident hellénique :

cités de la Grande-Grèce (chap. I); Sicile (chap. II); trésor d'Auriol et principales trouvailles de monnaies grecques primitives en Occident (chap. III). La plupart des monnaies décrites par l'auteur sont reproduites soit dans le texte, soit dans l'album, qui renferme quatre-vingt-cinq belles planches en phototypie.

On le voit, c'est un *Corpus* complet des monnaies archaïques jusqu'au temps des guerres médiques. M. Babelon a réussi à débrouiller bien des questions obscures, et, pour la solution des autres, il apporte aux numismates un incomparable instrument de travail. Surtout, il inaugure une méthode nouvelle qui sera féconde pour le progrès des études historiques comme de la science numismatique. Il entend ne point séparer la numismatique de l'histoire, car les historiens et les numismates ont tout à gagner à associer leurs efforts. A la méthode traditionnelle, purement géographique et descriptive, des anciens catalogues de médailles, il substitue une méthode franchement historique, à la fois chronologique et géographique; qui permet d'expliquer les monnaies par l'histoire et leur rend toute leur valeur historique. Avant de passer en revue les espèces monétaires d'une région, d'une cité, il les replace nettement dans leur milieu historique; et, ce milieu lui-même, il le reconstitue d'autant plus sûrement qu'il est guidé par le témoignage des monnaies. On ne saurait trop approuver et recommander cette méthode. Par la faute des numismates d'autrefois, la numismatique était restée une science secrète et stérile, interdite aux profanes. Avec M. Babelon, elle devient, pour le profit commun des historiens et des numismates, ce qu'elle aurait dû toujours être: l'une des plus riches et des plus fécondes parmi les sciences auxiliaires de l'histoire.

Paul MONCEAUX.

---

J. DE LA MARTINIÈRE. *Saint Cybard; étude critique d'hagiographie, VI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècle*. Paris, A. Picard; Angoulême, Constant, 1908. In-8°, 292 pages. (Extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*.)

Cette très curieuse étude a pour objet principal de répondre à un mémoire de M. Esmein sur la *Vie et la légende de saint Cybard*<sup>1</sup>. M. de La Martinière passe en revue un à un et en grand détail tous les textes anciens relatifs à ce saint et prouve: 1° qu'il faut considérer comme authentique une charte du 31 mars 558, par laquelle saint Cybard affranchit 175 serfs et serves; 2° que la *Vie* et les *Miracles* de saint Cybard ont été composés à l'époque carolingienne à l'aide de cette charte et de l'œuvre de Grégoire de Tours et que les autres textes hagiographiques où il est parlé de ce personnage sont d'une époque

1. *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*, 1905-1906, p. 1-67.

plus tardive encore; 3° que la conception que M. Esmein s'est faite de la réclusion de saint Cybard est contraire aux données que nous avons sur les reclus de l'époque mérovingienne; 4° que les paragraphes consacrés au saint par l'*Historia pontificum et comitum Engolismensium* sont copiés sur Adémar de Chabannes; 5° que ce dernier n'est pas l'auteur des phrases sur saint Cybard qu'on lit dans les livres I et II de sa chronique, mais que ce sont des interpolations dues à quelque clerc angoumois du début du XII<sup>e</sup> siècle, peut-être à l'évêque d'Angoulême Girard II (1101-1136) en personne.

Tout cela est fort ingénieux. Cependant, en ce qui touche la chronique d'Adémar de Chabannes, nous avouons n'avoir pas été entièrement convaincu par l'argumentation de l'auteur. Il remarque, à l'appui de sa thèse, que la rédaction primitive que nous avons cru retrouver dans le manuscrit latin 692 du fonds de la reine Christine au Vatican et dans la *Chronique de Saint-Maixent*<sup>1</sup> ne contient que les passages essentiels relatifs à saint Cybard des livres I et II de la rédaction A (ms. lat. 5927 de la Bibl. nationale). Mais, comme cette rédaction primitive ne contient pas non plus les chapitres du livre III relatifs à Angoulême et au monastère de Saint-Cybard, cela n'est même pas une présomption que ces passages ne soient pas d'Adémar, — à moins que M. de La Martinière ne soit disposé à dénier à Adémar la paternité de la rédaction A dans son ensemble; mais, alors, il aurait fallu reprendre à nouveaux frais la démonstration branlante de M. Jules Lair. D'ailleurs, il est peut-être un peu hardi d'affirmer que cette rédaction primitive ne contenait pas les passages en question, puisque nous ne connaissons cette rédaction que par une double série d'extraits. En outre, M. de La Martinière raisonne partout comme si le manuscrit latin 5927 de la Bibliothèque nationale était le seul qui nous ait conservé la rédaction A de la chronique d'Adémar. Mais les manuscrits D, E, F, G de l'édition Chavanon représenteraient, suivant ce dernier, une tradition manuscrite indépendante. Or, on y trouve tous les passages incriminés. Enfin, après ce qu'a dit M. Ferdinand Lot<sup>2</sup>, en particulier, de la manière dont Adémar procède, il nous semble d'une méthode critiquable de se refuser, comme le fait M. de La Martinière, à reconnaître en Adémar l'auteur de tous ces passages sans exception, sous prétexte qu'ils contiennent de grosses erreurs et des contradictions.

Le mémoire de M. de La Martinière n'en mérite pas moins, sur ce point comme sur les autres, la plus grande attention. C'est une œuvre de critique approfondie et sagace.

LOUIS HALPHEN.

1. Une rédaction ignorée de la *Chronique d'Adémar de Chabannes*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXVI, 1905, p. 655-660.

2. *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 351-358; *le Roi Eudes*, « duc d'Aquitaine », et *Adémar de Chabannes*, dans les *Annales du midi*, t. XVI.

Bernard MONOD. *Essai sur les rapports de Pascal II avec Philippe I<sup>er</sup> (1099-1108)*. Paris, H. Champion, 1907. In-8°, xxvii-463 pages. (*Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*, fasc. 164.)

M. Bernard Monod, qu'une mort si prématurée devait enlever à la science, avait présenté à l'École des chartes une thèse sur les relations du pape Pascal II avec Philippe I<sup>er</sup>, roi de France. Il avait repris le même sujet pour l'École des Hautes-Études, en l'étendant aux rapports du pape avec Louis VI le Gros (1108-1118). Pendant la maladie qui devait avoir une issue fatale, il exprima le désir que son œuvre fût détruite, s'il ne revenait pas à la santé. Son père et ses amis n'ont pas cru devoir déférer à ce souhait; de même qu'ils ont publié son étude si attachante sur *Guibert de Nogent*, ils viennent de livrer à la presse la première partie du moins de sa thèse, celle qui a trait aux relations de Pascal II avec Philippe I<sup>er</sup>.

Et ils ont eu cent fois raison, car ce travail fait grand honneur au jeune étudiant et rend plus vifs encore les regrets que sa mort nous a causés. Il répond à toutes les exigences scientifiques, il atteste la connaissance de tous les documents, l'intelligence des textes qui sont scrutés jusqu'au fond et où tous les mots importants ont été relevés; ces faits sont groupés sous des idées générales fort justes, et l'auteur a bien mis en lumière la politique particulière de Pascal II; il a indiqué comme elle se différencie de celle de ses prédécesseurs Grégoire VII et Urbain II et conduit à celle de Calixte II, son second successeur.

L'ouvrage se divise en deux livres. Dans le premier, Bernard Monod expose en détail, dans l'ordre chronologique, les multiples affaires qui mirent aux prises ou rapprochèrent le pape et le roi de France. Il signale les diverses légations envoyées dans le royaume; celle de Jean de Gubbio, cardinal du titre de Sainte-Anastasie, et de Benoît, cardinal de Sainte-Eudoxie; celle de Richard d'Albano, ancien doyen de Saint-Étienne de Metz; celle de Bruno, évêque de Segni. Il montre que, contrairement à ce que pensaient les anciens historiens, la politique suivie en France par Pascal II fut très habile. Contre l'empereur, qui était un ennemi irréductible, le pape chercha à s'appuyer sur la France. Aussi, après avoir suivi quelque temps, par force de tradition, l'intransigeance de ses prédécesseurs, n'hésite-t-il pas à se rapprocher de Philippe I<sup>er</sup>; il lève, le 2 décembre 1104, l'excommunication prononcée contre le roi; il ferme les yeux sur sa conduite privée et sur ses relations avec Bertrade d'Anjou, qui continuent; il lui fait les concessions les plus grandes à propos de quelques élections épiscopales et reconnaît volontiers le candidat du roi. Mais, en revanche, quand l'empereur Henri V est menaçant, Pascal II trouve un asile dans le royaume de France; il soumet aux prélats français ses griefs contre l'Allemagne, et, quand ses négociations avec les délégués allemands ont échoué à Châlons, il renouvelle au concile de Troyes ses anathèmes contre les

investitures illégales et dépose un certain nombre d'évêques allemands. Alors fut scellée l'alliance de la papauté et de la France, qui mérita vraiment le surnom de fille aînée de l'Église.

Le second livre de l'ouvrage a une portée plus générale. M. Bernard Monod essaie de tirer des faits qu'il a exposés quelques conclusions sur l'état de l'Église française au début du xii<sup>e</sup> siècle, et, avant tout, il cherche quelle règle devait être suivie pour les élections épiscopales et si cette règle fut modifiée au temps de Philippe I<sup>er</sup>. Il croit qu'entre le pape et le roi il y eut un accord à ce sujet<sup>1</sup>. Nous avouons que la question demeure encore obscure : nous n'oserions affirmer, en l'absence de tout texte formel, qu'un concordat, prototype en quelque sorte du concordat de Worms, fut signé en France vers 1106 ou 1107. Peut-être y eut-il, comme en Angleterre, en 1107, une convention entre le roi et le clergé réformiste. On sait qu'à l'assemblée de Londres, Henri I<sup>er</sup> Beau-Clerc renonça en son nom à toute investiture *per dationem baculi pastoralis vel annuli*; ainsi, plus d'investiture par des insignes spirituels. Anselme, archevêque de Canterbury, de son côté, concéda qu'on ne pourrait priver de son siège aucun évêque *pro hominio quod regi saceret*. L'Église admit qu'un prélat avait le droit de prêter hommage pour les biens temporels de son église, sans que fût fixé, ce semble, le moment où cet hommage devait avoir lieu, avant ou après la consécration ecclésiastique. Une solution semblable a été sans doute acceptée en France, grâce à l'influence d'Ives de Chartres. Mais qu'on observe combien elle était contraire aux idées de Grégoire VII. Celui-ci réclamait pour l'Église le droit de disposer à la fois de l'évêché et des biens ecclésiastiques; ces biens étaient la propriété entière, l'*alieu* de l'église; ils appartenaient au saint, patron de l'évêché; les rois n'avaient aucun droit sur ces biens : ils n'avaient que le devoir de les protéger. Au temps de Pascal II, les biens ecclésiastiques commencèrent à être considérés comme des *fiefs* : c'étaient des fiefs du roi, — *regalia*, — que le roi abandonnait à l'évêque, mais sur lesquels il conservait le domaine éminent et qu'il reprenait à la mort du prélat pour en investir à nouveau son successeur. Cette solution triompha en Angleterre, peut-être déjà en France, sous le pontificat de Pascal II; elle sera appliquée à l'Allemagne et à l'Italie par le concordat de Worms en 1122; mais, dans cet acte, on précisera le moment où se placera l'hommage, avant la consécration en Allemagne, après la consécration en Italie et dans le royaume d'Arles. Sous Pascal II, on trouva la vraie solution; ce pontificat fut vraiment, comme Bernard Monod l'a très bien vu, une période de transactions fécondes.

Bernard Monod nous donne enfin une série de renseignements sur le monachisme à la fin du xi<sup>e</sup> siècle; il montre quelles furent les vrais caractères de l'« exemption »; il insiste sur la réforme des chanoines régu-

1. P. 90. « Il y eut un compromis, cela est évident. » P. 91. « L'entente passée entre Philippe et Pascal. »



liers qui furent opposés aux moines, qui acceptèrent l'autorité épiscopale et rendirent à l'Eglise des services signalés en desservant les cures des campagnes. L'auteur connaissait et, — ce qui est plus important, — comprenait très bien les institutions ecclésiastiques du moyen âge; formé à bonne école, il annonçait un véritable historien <sup>1</sup>.

Chr. PFISTER.

**Marcel THIBAUT. La jeunesse de Louis XI (1423-1445).** Paris, Perrin, 1907. In-8°, 351 pages.

M. Thibault s'est déjà fait très honorablement connaître par une vivante et amusante étude sur Isabeau de Bavière, qui a été accueillie avec faveur par la critique et a été couronnée, — très justement, — par l'Académie des sciences morales. Il ne s'éloigne pas de l'époque qui lui est familière en nous racontant la jeunesse de Louis XI.

M. Thibault a le goût de l'histoire psychologique, il aime à observer le développement et l'évolution des caractères; il était difficile qu'il trouvât un plus beau sujet et plus séduisant que celui de la formation d'un souverain dont le rôle a été décisif dans le triomphe de la monarchie française, mais qui reste si énigmatique et si obscur. Avec un détail minutieux, M. Thibault suit la première enfance du dauphin; il essaie de démêler les premières impressions que laissent sur son âme les ravages de la guerre de Cent ans ou les premiers retours de fortune; il nous montre ses progrès dans les lettres sous la direction de son savant et pieux précepteur Jean Majoris, qui avait demandé à l'illustre Gerson comme un plan d'éducation; il nous décrit ses premières campagnes, militaires et diplomatiques, et les impatiences de son ambition qui, à dix-sept ans, le mettent aux prises avec Charles VII, au moment de la Praguerie; vaniteux et turbulent, méfiant et agité, le dauphin, vaincu et humilié, cherche dans de nouvelles affaires un divertissement à ses déboires; instrument de la politique de son père, sans cesser de poursuivre à côté ses buts personnels, il prépare, en débloquent Dieppe, assiégé par les Anglais, le retour de la Normandie à la couronne et il commande les routiers et les écorcheurs qui battent les Suisses à Saint-Jacques et qui, après une longue période d'effacement, rapportent la bannière royale sur la rive du Rhin.

A ce moment, il est permis de considérer comme terminée la jeu-

1. Voici quelques petites négligences d'impression : P. 15, au milieu, il faut lire *Gautier de Chalon* au lieu de *Gautier de Dijon*. A la table, ce Gautier devient évêque de Dijon; il n'y avait pas d'évêché en cette ville. — P. 26 et 44, Chaumoussey est en Lorraine, et l'exemple s'applique plutôt à l'Allemagne. — P. 50, lisez *l'abbé de Ribemont* au lieu de *l'abbé de Remiremont*.

nesse d'un prince, — qui n'a peut-être, après tout, jamais été jeune. — « Louis, écrit M. Thibault, était entré dans l'âge mûr; du moins, il avait arraché de son cœur la tendresse, l'enthousiasme, la générosité, la fantaisie, toutes les fleurs de la jeunesse. » Cette conclusion, comme toutes les affirmations générales, provoque quelques réserves ou, du moins, permettrait quelque discussion. Je ne suis pas bien convaincu que le dauphin ait eu jamais besoin d'arracher de son cœur des fleurs qui n'y ont jamais poussé, et, d'autre part, même dans les premières années de son règne, Louis XI demeure encore jeune par son impatience tumultueuse, par son activité tracassière, par la naïveté un peu gauche de ses maladresses. Il n'en est pas moins vrai que la physiologie du prince est dès ce moment arrêtée dans ses traits essentiels, et il nous apparaît bien tel que Commines nous le montre plus tard, revenu de toutes les frivolités, sinon de toutes les fantaisies, indifférent aux apparences du pouvoir et très friand des réalités, inquiet, sournois et soupçonneux, sans illusion sur les hommes, sauf peut-être sur lui-même, mécontent de tout et de tous, l'œil sans cesse à l'affût et l'oreille aux aguets, poussant de tous les côtés à la fois ses enquêtes et ses embûches, moins ambitieux encore qu'agité et plus épris d'intrigues que de conquêtes. « Tibère, écrit Montesquieu, cherchait à gouverner les hommes, Louis ne songeait qu'à les tromper. » M. Thibault a dessiné cette figure d'un crayon délicat et pénétrant, et, si l'on ajoute que sa documentation est très abondante et son érudition très précise, on reconnaitra sans doute en lui un écrivain d'avenir, dont nous avons le droit d'attendre d'utiles et remarquables travaux.

Précisément parce que je compte beaucoup sur lui, il me semble indispensable d'attirer son attention sur quelques défauts, assez superficiels, par cela même très apparents. M. Thibault a le goût du succès, — ce qui n'est pas un crime, — et je ne lui reprocherai pas de chercher à ne pas ennuyer ses lecteurs. Il laisse seulement trop voir qu'il désire les amuser. Il recherche avec une complaisance un peu naïve la couleur locale, les tableaux de mœurs, se plaît même à nous dessiner d'agréables paysages : il s'attarde aux enjolivements et se plaît aux fioritures; pour parler son langage, je dirai qu'il a quelque préférence pour les grâces suspectes et les mièvreries alambiquées du gothique fleuri. La première partie de son livre en particulier pourrait facilement être diminuée de moitié, sans que l'on enlevât rien d'utile. Je ne dis pas qu'elle ne plaise pas peut-être par là à certains lecteurs, mais elle paraîtra singulièrement diffuse à ceux qui ont quelque habitude de l'histoire, et, ce qui est plus fâcheux, elle les met en défiance. « Essayer de répondre à ces questions, écrit quelque part M. Thibault, nous entraînerait aux hypothèses hasardeuses, et nous nous les sommes interdites. » Principes parfaitement sages et scrupules très honorables. Seulement, après avoir ainsi rassuré son âme d'érudit et de chartiste, M. Thibault semble croire en être quitte avec ses doctrines; comme

Louis XI lui-même, il honore ses saints d'un cœur si pieux qu'il se croit autorisé à prendre quelque liberté avec eux. Comment, par exemple, concilier avec ces sévères déclarations la page 68 : « *Bien que les chroniqueurs aient négligé de rapporter les manifestations d'enthousiasme que provoqua la nouvelle aussitôt répandue, nous pouvons avancer que les habitants de la fidèle Bourges saluèrent d'unanimes acclamations la naissance du dauphin ; ils voyaient dans cet heureux événement un démenti donné par la Providence elle-même aux criminels propos des Anglais qui disaient la race des Valois maudite en Charles VII* » ? Rhétorique pure, et de la plus mauvaise ; surtout, habitude dangereuse qui risque de fausser les esprits les plus justes et les plus fermes, particulièrement périlleuse dans un genre aussi fécond en tentations que la biographie. — Est-il bien certain que Louis ait eu dans la Praguerie un rôle prépondérant ? Fut-il le jouet ou le chef des seigneurs révoltés ? J'avoue que la question me paraît avoir été tranchée un peu vite et que j'aurais désiré une discussion plus serrée. M. Thibault a eu peur d'être accusé de pédantisme, mais il ne s'aperçoit pas que son récit demeure superficiel et vague. Ces défauts apparaissent avec une netteté singulière quand nous arrivons aux événements de 1444. Que le désir d'éloigner les écorcheurs de France ait été la principale préoccupation de Charles VII, je l'admets volontiers ; mais il eut sans doute des raisons particulières pour diriger ces bandes vers la Lorraine, la Suisse et l'Alsace : ces raisons, il était indispensable de nous les indiquer, et il fallait pour cela nous présenter un tableau précis des relations de la France et de l'Empire ; je suis bien convaincu que M. Thibault juge lui-même fort insuffisante la page sommaire qu'il a consacrée au « fanfaron » Frédéric III. Il connaît sans doute, bien qu'il ne la cite pas, l'histoire de l'Alsace de M. Reuss : qu'il relise les quelques paragraphes que celui-ci a consacrés à l'invasion des Armagnacs, il trouvera là un modèle qu'il méditera avec profit.

Qu'il surveille aussi son style avec soin. Quelques pages semblent avoir été écrites avec une hâte fâcheuse : « Ses billets autographes attestent sa préférence de la langue française sur la langue latine » (p. 121) ; « l'oubli des devoirs moraux du chrétien se faisait chez le jeune prince au profit des pratiques extérieures » (p. 482). Ailleurs, des traces de mauvais goût et de préciosité : « Deux ans plus tard, il avait entrevu l'affreuse misère des humbles (1407) et, la même année, sa petite personne avait participé à l'étrange désarroi que causait à la cour l'assassinat du duc d'Orléans. » Et, malheureusement, ces erreurs sont assez fréquentes. Elles sont d'autant plus fâcheuses que M. Thibault a de l'esprit, quand il ne s'en pique pas, et de la grâce, quand il consent à ne pas minauder. Ses défaillances même ou ses excès de zèle ne paraissent pas déplaisants, parce qu'on aime à n'y voir qu'un péché de jeunesse, et M. Thibault, heureusement pour lui, pourra longtemps encore invoquer cette excuse. Peut-être cependant ne fera-t-il

pas mal de se souvenir qu'à vingt-deux ans Louis XI avait depuis longtemps rompu avec les frivolités et les vaines élégances.

E. DENIS.

Waclaw SOBIESKI. *Henryk IV wobec Polski i Szwecyi* (1602-1610). Kraków, Nakładem Akademij Umiejetnosii, 1907. In-8°, 270 pages.

On connaissait peu la politique de Henri IV pendant la guerre que Sigismond III Wasa, roi catholique de Pologne et de Suède, eut à soutenir contre son oncle, le duc Charles de Sudermanie, protestant, à qui il avait confié la régence en Suède; le duc s'était révolté et l'avait détrôné. L'issue de cette guerre pouvait avoir des conséquences très graves pour notre commerce dans la Baltique, encore assez important au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle. Sigismond, dominé par les Jésuites, était tout dévoué aux Habsbourg; s'il avait pu reconquérir la Suède, il y aurait rétabli le catholicisme; de plus, une fois maître de la Baltique, il l'aurait, avec ses deux alliés, le roi de Danemark et le czar de Moscovie, fermée aux Provinces-Unies et à la France. Mais le pouvoir du roi de Pologne était loin d'être absolu. Le parti du grand chancelier Zamoyski, peu favorable à cette guerre, qu'il considérait comme une querelle de famille des Wasa, était très hostile à l'empereur.

Henri IV et surtout Sully penchaient du côté de Charles, qu'ils comptaient entraîner dans la ligue des princes protestants; mais ils craignaient de s'aliéner la Pologne et de la jeter par là dans une alliance plus étroite avec l'Autriche. Henri IV aurait voulu avoir le duc et le roi pour amis.

Étant donné cette situation compliquée, le livre de M. W. Sobieski devait être forcément un peu diffus. Il en a puisé la matière à des sources de divers pays, et dont on ne s'est pas servi jusqu'ici : Wilhelmus Ekblom, *Negotia inter Henricum IV et Carolum IX*. Stockholm, 1840. De Rommel, *Correspondance inédite de Henri IV avec Maurice le Savant*. Carl Sprinchorn, *Om Sveriges Politiska Förbindelser med Frenkrike*. Stockholm, 1880 (en suédois). Forsten, *Baltijski wopros*. Pétersbourg, 1894 (en russe). Szelagowski, *Walka o Baltyk* (en polonais).

La guerre était commencée depuis 1598. Charles avait accordé à la France l'exportation du cuivre. En 1600, des officiers français, entre autres Samson de la Motte, obtenaient la permission de servir dans l'armée suédoise. Sigismond s'en plaint au pape, qui fait des remontrances à Henri IV.

En 1632, Charles de Gonzague, duc de Nevers, se rendait en Hongrie pour prendre le commandement de l'armée contre les Turcs; il s'arrêta à Cracovie, où il est reçu avec enthousiasme par la noblesse. Le roi lui

témoigne également de la bienveillance. Il travaille activement à un rapprochement entre la France et la Pologne, en pronant les avantages que les Polonais pourraient retirer d'une médiation de Henri IV. Il leur propose de faire épouser à Sigismond une princesse française.

Le roi se tenait sur la réserve, prétextant que le duc de Nevers n'avait pas qualité d'ambassadeur. Henri IV paraît avoir été assez satisfait des résultats de ce voyage. Il écrit à Maurice le Savant (1603) « que les Polonais sont las de cette guerre et que leur désir serait que le roi de France fût médiateur entre Charles et Sigismond ». En même temps, la forteresse de Volmar ayant capitulé, Zomoyski fait proposer à Charles de conclure la paix. Et celui-ci s'empresse d'en avertir Maurice le Savant. Ainsi, en 1605, les demandes de médiations venaient de la noblesse polonaise, de Zomoyski et de Charles. Henri IV pouvait croire l'affaire en bonne voie. Il écrit à Charles; mais celui-ci avait espéré que le roi de France se montrerait plus favorable à sa cause, et il laissa la lettre sans réponse. D'un autre côté, la Diète polonaise, contrairement à l'avis de Zomoyski, vota la continuation de la guerre.

En 1604, Charles, au grand scandale de tous les souverains d'Europe, se fait décerner la couronne. Il envoie à Paris M. de Sainte-Catherine, avec une lettre, où il ne parle plus de médiation, mais seulement d'un traité de commerce très avantageux pour la France. Par égard pour le pape et les souverains catholiques, Henri IV ne pouvait traiter avec un usurpateur, qui s'était élevé au trône grâce à un réveil du fanatisme protestant; il le fait comprendre à Charles et renouvelle ses offres de médiation. En 1605, Sigismond, craignant que la prochaine Diète ne lui refuse des subsides pour la continuation de la guerre, envoie à Paris Jean de la Blaque pour demander les bons offices de Henri IV en vue de la paix. Henri IV exige d'abord un acte par lequel les deux parties s'engageront d'avance à se soumettre au jugement, que prononcerait un tribunal composé de princes choisis et présidés par le roi de France. Il voulait être arbitre et non médiateur. Sigismond refuse une pareille condition.

Charles fait prononcer par le Sénat la déposition de Sigismond. Le roi de Danemark et le czar de Moscovie se mettent du côté de la Pologne. Henri IV, effrayé par cette coalition qui pouvait nous fermer la Baltique, envoie en Suède M. de Coulogne avec un assez fort détachement de troupes. Ce secours arrive trop tard, et Charles est battu à Kerholm, 27 septembre 1605. La même année, Sigismond épouse Constance d'Autriche.

Charles, vaincu, refuse de traiter, si, avant tout, son titre de roi n'est pas reconnu. Ses sujets, pressurés d'impôts, commencent à murmurer. Les États de Suède écrivent à la Diète de Pologne et proposent une réunion de délégués à Stralsund; mais, à l'instigation de Charles, les conditions offertes sont refusées par les Polonais. Le soulèvement de Zebizydowski en Pologne (1606 et 1607) sauve la situation de



Charles. Le 15 mai 1607, il se fait couronner et, pour se justifier, publie un récit arrangé de toutes les négociations : *Wahrahaftiger Abdruck der Missiven* (Stockholm et Amsterdam, 1608). Il envoie à Paris l'année suivante J. van Dyck, porteur d'un traité encore plus avantageux que celui de 1559. Henri IV fait partir cet ambassadeur pour La Haye, afin d'en étudier les clauses avec Jeannin. Le roi de France semble décidé à s'allier avec Charles. M. de La Brode est autorisé à aller en Suède avec des officiers et des hommes. Sully accorde même la liberté à tous les forçats qui veulent s'enrôler dans l'armée suédoise. En 1689, Jean de Thumery de Boissise part pour la Suède. Il reprend encore une fois, pour la forme, les propositions de médiation ; il avait surtout pour mission d'attirer Charles dans la ligue des princes allemands. Charles voulait également envoyer une ambassade. La mort de Henri IV arrêta toutes les négociations.

Alexandre SCHURR.

M. J. LEHTONEN. *Die Polnische Provinzen Russlands unter Katharina II in den Jahren 1772-1782*. Traduit du finnois par Gustav Schmidt. Berlin, G. Reimer, 1907. In-8°, 640 pages.

Un livre sur les provinces polonaises de la Russie de 1772 à 1782 par un savant finnois, voilà, il faut l'avouer, un phénomène bien singulier en littérature historique. J'ignore absolument qui est M. Lehtonen et s'il a déjà publié d'autres travaux, mais, comme son volume est fort intéressant, je lui sais gré de l'avoir fait traduire dans une langue accessible aux savants européens. L'auteur n'a pas abordé ce travail délicat sans une forte préparation : il sait le russe, ce qui n'est pas très extraordinaire chez un naturel d'Helsingfors, mais ce qui est pourtant assez méritoire ; il sait le polonais, ce qui est beaucoup moins commun ; il sait l'allemand et le français ; il a consulté les archives russes et il a travaillé à l'Université de Berlin sous les auspices du professeur Schieman. Par quelles circonstances a-t-il été amené à traiter un sujet qui semblerait tout naturel sous la plume d'un écrivain russe ou polonais, mais auquel sa nationalité ne semblait pas le prédestiner ? A mon avis, les savants chez les petits peuples se doivent avant tout à leur histoire nationale et font en quelque sorte une infidélité à leur pays lorsqu'ils se permettent quelques excursions à l'étranger. Dans sa préface, M. Lehtonen nous explique comment il en est arrivé à s'aventurer sur un terrain si nouveau pour lui. Il s'était mis en tête d'étudier la politique polonaise d'Alexandre I<sup>er</sup>, qui avait été le souverain constitutionnel tout ensemble de la Pologne et de la Finlande. Il avait étudié l'histoire diplomatique de son règne, il s'était plongé dans les archives. Il lui sembla qu'on ne s'était pas rendu un compte bien exact de la situation des Polonais vis-à-vis de la Russie,

des circonstances qui avaient eu pour résultat les partages de la Pologne et de la façon dont les pays arrachés à la République, — ou repris sur elle, — avaient été administrés sous le régime russe. Il remonta donc jusqu'au premier partage de la Pologne, mais, comme il voulait savoir pourquoi ce malheureux pays avait couru aux pires catastrophes, il se mit à étudier son organisation, — ou plutôt, hélas ! sa désorganisation, — et ses recherches l'entraînèrent tellement loin qu'elles lui ont fourni la matière de deux volumes in-8°. Le premier, le seul que nous ayons sous les yeux, compte déjà près de 650 pages.

Le travail de M. Lehtonen est assurément très méritoire. En général, les ouvrages historiques dont la Pologne est l'objet sont toujours suspects à tel ou tel point de vue : ils émanent de Polonais qui tendent naturellement à justifier leurs ancêtres et à noircir leurs ennemis ; de Russes ou d'Allemands, chez lesquels on est sûr de trouver la tendance contraire. Dans ce grand débat, qui n'est pas si près de finir, M. Lehtonen nous apparaît comme un tiers arbitre. On pourra craindre, étant donné les conflits récents de la Finlande et du tsarisme, que son livre n'ait pris lui aussi les allures d'un réquisitoire. Il n'en est rien. L'auteur a tenu avant tout à jouer le rôle d'un rapporteur impartial qui s'efforce uniquement d'être exact et bien informé. De Helsingfors à Pétersbourg, il n'y a qu'un pas à franchir, et M. Lehtonen a eu sous les mains une foule de documents imprimés ou inédits qui seraient difficilement accessibles aux historiens occidentaux. Il les a mis en œuvre avec un soin minutieux : son livre nous écrase sous l'abondance des détails ; il est parfois un peu pénible à lire ; mais il sera très précieux à consulter si l'auteur a soin d'ajouter au second volume un index détaillé. M. Lehtonen commence par étudier, dans une introduction de près de 150 pages, les causes principales de la chute de la Pologne. Il soumet tous les éléments qui constituèrent la République à une impartoyable analyse. Ce n'est pas précisément là l'histoire idéalisée que nous ont racontée en français les Léonard Chodzko et les Lelewel. Un septième seulement de ce pays si fertile était cultivé. Les paysans ne pouvaient ni acheter ni vendre sans la permission du seigneur ou l'intervention du commerçant juif. Les Juifs formaient un état dans l'état et en entravaient, à bien des points de vue, le développement agricole et économique (p. 42). Dans certaines provinces, les paysans devaient jusqu'à 221 jours de corvée par an et ne mangeaient de viande que trois fois par an. Sur 8,000,000 d'habitants, 5,355,000 étaient réduits au servage : serfs de la couronne (1,630,000), serfs de l'église (920,300), serfs de la noblesse (3,404,700). Ceux-là étaient les plus malheureux. Aussi, bien loin de songer à défendre la patrie, beaucoup étaient disposés à se joindre aux Russes contre les seigneurs ; la vie des villes était très peu développée ; la classe bourgeoise et commerçante n'existait pas ; la défense du pays n'était pas organisée ; les troupes régulières ne dépassaient pas 30,000 hommes et n'obéissaient point au roi. Tout ce premier

chapitre, où M. Lehtonen résume les misères de la Pologne agonisante, — en grande partie sur le témoignage d'historiens polonais tels que MM. Kalinka ou Korzon, — mériterait, ce me semble, d'être traduit en français. Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur expose la manière dont la Russie organisa les provinces de la Russie blanche, enlevées à la Pologne pendant la période 1772-1782, c'est-à-dire depuis l'occupation militaire jusqu'au voyage triomphal de Catherine II dans l'ouest de l'empire, en 1782. Il semble vraiment que ses agents déployèrent dans cette œuvre d'organisation et d'assimilation une véritable habileté, et que, d'autre part, elle ne rencontra pas trop de mauvaise volonté chez les annexés. Cette longue enquête a dû demander à son auteur beaucoup de temps et de patience. Quelques-unes de ses assertions seront sans doute contestées. Mais le temps n'est plus où l'on n'écrivait l'histoire qu'au point de vue du sentiment et il faut savoir s'incliner devant l'inexorable témoignage des chiffres et des faits. Ce qu'il convient de tirer des leçons du passé, c'est le désir de corriger les fautes commises par les ancêtres et de refaire la nation sur un type nouveau. Nous attendons avec impatience le second volume de M. Lehtonen; qu'il n'oublie pas surtout l'index que nous lui demandions tout à l'heure.

Louis LEGER.

---

Ernst von Meier. **Französische Einflüsse auf die Staats- und Rechtsentwicklung Preussens im XIXten Jahrhundert.**  
T. I : **Prolegomena.** Leipzig, Duncker et Humblot, 1907. In-8°, viii-242 pages.

M. E. von Meier, qui avait déjà fait paraître, en 1881, un important travail sur les réformes de Stein et Hardenberg, a voulu rechercher l'influence que les conceptions françaises ont eue sur le droit public de son pays. Il nous donne aujourd'hui la première partie, très intéressante, d'un ouvrage qui doit former trois volumes. Ces « Prolegomena » ont surtout pour but d'instituer un parallèle entre les conceptions du XVIII<sup>e</sup> siècle et celles de la Révolution. L'influence des idées françaises en Allemagne au XVIII<sup>e</sup> siècle a été considérable. Elle n'apparaît pas seulement dans l'ordre philosophique et littéraire; elle se retrouve au moins aussi marquée dans le domaine du droit. Le droit allemand a été de tout temps largement ouvert aux influences étrangères. En matière de droit public notamment, c'est surtout la France qui, depuis plusieurs siècles, a servi de guide et de modèle. Sans doute, il ne faut pas vouloir expliquer tous les principes communs aux deux pays par des emprunts faits au droit français. Une place importante doit être accordée à certaines conceptions qui sont partout à peu près les mêmes. Mais il est incontestable que les écrivains français ont été très lus et

ont eu une grande influence, influence d'autant plus difficile à préciser que souvent on a transformé des institutions d'origine française en les combinant plus ou moins avec des théories d'origine germanique. Comme l'a remarqué Mommsen, l'idée de l'État telle qu'elle avait été élaborée par les jurisconsultes romains s'était perdue en Allemagne : les peuples germaniques ne furent pas capables de conserver cette notion de la *Majestas Populi romani*, au nom de laquelle les magistrats romains commandaient souverainement à leurs concitoyens.

Au moyen âge, le centre de gravité de la vie politique du peuple allemand est dans les « territoires ». Et dans chacun de ceux-ci la puissance publique s'est formée sans aucun contact avec l'antiquité. Ce n'est plus l'État et les sujets qui se trouvent en présence ; c'est le prince en personne qui apparaît. Il est investi d'une espèce particulière de droit qui est son droit propre. On l'appelle droit de supériorité, *Landeshoheit*. Il n'indique pas une plénitude de pouvoir analogue à celle que nous reconnaissons aujourd'hui à l'État. La *Landeshoheit* se compose de droits acquis l'un après l'autre à des titres différents, acquis d'un côté, vis-à-vis de l'Empire comme démembrement de la puissance originelle de l'empereur, d'un autre côté, vis-à-vis des sujets qui sont réputés francs et libres de toute charge et ne sont soumis au prince que dans la mesure où les prétentions de celui-ci peuvent s'appuyer sur un titre juridique. Combien nos conceptions modernes sont différentes de celles-là ! On a pu caractériser la transformation qui s'est opérée en disant que la souveraineté nationale a été substituée à la souveraineté personnelle des princes ou des rois, conception qui s'accommode aussi bien de la forme monarchique que de la forme républicaine. Le monarque est le premier fonctionnaire de l'État. Il est le collaborateur principal du groupe d'êtres humains dont les suffrages sont tenus pour l'expression de la volonté générale. Il doit, comme les autres citoyens, subir la loi. C'est la loi qui commande, c'est elle et elle seule qui est placée au-dessus de toutes les autres autorités. La transition s'est faite plus lentement en Allemagne qu'en France, où elle est sortie d'un seul jet de la fournaise de la Révolution. En Allemagne, il y a eu des transitions ; on retrouve encore des vestiges du passé. M. von Meier a recherché les origines des conceptions nouvelles dans les écrivains allemands des *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles, inspirés eux-mêmes des idées des publicistes français de cette époque. Bien que l'influence des théoriciens soit contestable, il ne faut cependant pas méconnaître l'importance du courant connu sous le nom de « droit naturel » qui guida pendant si longtemps beaucoup d'esprits distingués en leur inspirant une « foi invincible en un droit émanant de la nature ». Il a préparé la voie à l'idée de l'État moderne, en plaçant les devoirs et les droits du prince « sous le point de vue central du but de l'État ». Le prince est là pour augmenter le bien-être général ; tous les droits spéciaux dont il est investi sont subordonnés à ce but. Ces conceptions ne se sont élaborées que fort

lentement en Allemagne ; nos voisins ont passé par une période intermédiaire qu'on a appelée *Polizeistaat* ou régime caractérisé par la prépondérance de la police, avant d'arriver au régime actuel du droit, au *Rechtsstaat*, qui a finalement triomphé. Nous ne pouvons suivre M. Meier dans l'étude minutieuse à laquelle il s'est livré des théories allemandes du XVIII<sup>e</sup> siècle, en les comparant aux idées qui se sont épanouies pendant la période révolutionnaire. Il nous donne surtout d'intéressants détails sur la façon dont la Révolution française fut accueillie en Allemagne et de curieux extraits de la littérature de cette époque. Ces extraits complètent les publications d'Hippolyte Carnot sur les « premiers échos de la Révolution française au delà du Rhin » et les citations faites par Jaurès dans son « histoire socialiste ». Carnot et Jaurès ont ignoré les recherches de Heinrich Campe, dont les observations corroborent celles de Wieland et reflètent « les impressions faites sur les Allemands par cette intéressante tragédie ». Le livre de M. von Meier renferme en outre sur tous ces points des réflexions d'un vif intérêt.

Georges BLONDEL.

---



## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des questions historiques.** Octobre 1907. — E. RÉVIL. LOUT. La fable en Égypte. — J. DE LA SERVIÈRE. Les idées politiques du cardinal Bellarmin (analyse très bien faite des doctrines de celui qui fut, à la fin du xvi<sup>e</sup> s., l'interprète le plus autorisé des doctrines de l'Église au point de vue politique et religieux telle qu'elle sortit du concile de Trente et telle qu'elle est restée jusqu'au pontificat de Léon XIII; c'est la théorie très logique et cohérente de l'alliance de l'absolutisme monarchique avec l'absolutisme religieux). — M. SEPET. Les antécédents du règne de Louis XVI (introduction au *Louis XVI* que va faire paraître M. Sepet et qui sera lui-même une introduction aux intéressants volumes sur les débuts de la Révolution publiés dans ces dernières années par M. Sepet. On y trouvera des pages curieuses sur l'éducation de Louis XVI et les Jésuites qui y contribuèrent). — A. BONNEFONT. Les mœurs et le gouvernement de Venise en 1789 (fragment d'un livre sur la chute de Venise; analyse des causes qui la condamnaient à périr). — Dr MAGNAC. Le fédéralisme en 1793 et 1794 (bonne analyse du soulèvement fédéraliste et de la terreur dans l'ouest; dans une conclusion vague, paraît dire que le fédéralisme a existé comme doctrine, mais sans l'avoir prouvé). — Lieutenant-colonel PICARD. La préparation d'une campagne de Napoléon (la transformation de l'armée républicaine en armée impériale en 1804). — ERMONI. Un nouveau manuel d'histoire ancienne du christianisme (critique sérieuse et respectueuse du livre de M. Guignebert). — GUGAUD. Les noms anciens des Iles britanniques (Ériu, Hibernia, Scottia, Alba, Albania, Wallia, Britannia). — RIOULT DE NEUVILLE. Au lendemain des Cent-Jours (critique sévère du livre de M. Bonnal sur *les Royalistes contre l'armée, 1815-1820*). — C. rendus : G. Krüger. Das Papsttum. Seine Idee u. ihre Träger (sans valeur). — H. Vincent. Canaan (bon). — *Saintyves*. Les saints successeurs des dieux (très fortement construit). — E. Michael. Gesch. d. deutschen Volkes vom dreizehnten Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters, t. IV (volume important consacré à la poésie et à la musique du xiii<sup>e</sup> s.). — P. BIAUDET. Le Saint-Siège et la Suède pendant la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> s. (t. I; origines des relations non officielles; très neuf). — F. van Kalken. La fin du régime espagnol aux Pays-Bas (utile, malgré des erreurs). — Bagès. Le vice-amiral Bergasse du Petit-Thouars, 1832-1890. — M. Spahn. Das deutsche Centrum. — E. de Robillard de Beaurepaire. Les Puys de Palinod de Rouen et de Cau (curieux pour l'histoire littéraire). — *Mairesse*. Histoire du Cateau (bon).

2. — **Revue des études historiques.** T. LXXIII, 1907, mars-

avril. — G. DAUMET. Les généraux des ordres religieux exilés en France sous le premier Empire (raconte comment les généraux des ordres religieux furent en 1809, de même que le pape, expulsés d'Italie par ordre de Napoléon et relégués dans de petites villes de France, puis rapatriés à condition de prêter serment à l'Empire; deux rebelles furent déportés en Corse). — A. SCHUERMANS. Itinéraire général de Napoléon I<sup>er</sup> (suite ici et en mai : 1804-1808). = Mai-août. L.-G. PÉLISSIER. Un voyage en felouque de Saint-Tropez à Gênes, 1687 (publie le récit d'un des voyageurs). — P. FROMAGEOT. Le roman du comte d'Angiviller (histoire intime du ministre de Louis XVI; † 1809).

3. — **Revue d'histoire diplomatique.** T. XXI, 1907, n° 4. — BAGUENAUT DE PUCHESSE. La diplomatie anglaise sous le règne d'Élisabeth d'après les documents du Record Office (publiés dans les *Calendars of State papers*). — W. KONOPCZYNSKI. La deuxième mission du comte de Broglie, 1755-56 (pour conclure une alliance avec le roi Auguste de Pologne). — F.-Ch. ROUX. Les Échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> s. (fin : la Révolution française entraîne une désorganisation complète). — G. DE MUN. Une Assemblée du clergé sous Louis XIII, févr.-août 1641 (l'Assemblée ne vota le « don gratuit » demandé par Richelieu qu'après le renvoi des prélats récalcitrants). — D'ANTIOCHE. La présidence du maréchal de Mac-Mahon, d'après un livre récent (G. Hanotaux, *Hist. de la France contemp.*, t. III). — LAIGUE. Un soldat diplomate au XVI<sup>e</sup> s.; ambassade extraordinaire de Beauvoys à Venise en 1536.

4. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. IX, n° 1, oct. 1907. — A. CRÉMIEUX. Le procès des ministres en 1848 et l'enquête judiciaire sur les journées de février (étudie le dossier de l'enquête ouverte contre le ministère Guizot au lendemain de la révolution de 1848; il en ressort que la révolution eut un caractère beaucoup plus violent qu'on ne le dit généralement). — Ph. SAGNAC. L'industrie et le commerce de la draperie en France à la fin du XVII<sup>e</sup> s. et au commencement du XVIII<sup>e</sup> (causes politiques et économiques de la décadence de la draperie au début du XVIII<sup>e</sup> s.). — A. MATHIEZ. Le classement et l'inventaire des archives départementales (établit le bilan du travail fait et déplore qu'il reste tant à faire).

5. — **La Révolution française.** 1907, octobre. — Ph. SAGNAC. L'Église de France et le serment à la Constitution civile du clergé, 1790-91 (cherche à déterminer quels furent les sentiments du clergé français). — G. BUSSIÈRE. Une famille anglaise d'ouvriers en soie à Lyon, 1753-93 (suite ici et en nov. : contrat passé entre le moineur Badger et la Grande Fabrique, en 1755, et ses suites; Badger à la veille de la faillite). — A. MATHIEZ. La France et Rome sous la Constituante, d'après la correspondance du cardinal de Bernis (suite ici et en nov. : il n'y avait pas chez les Constituants de parti pris contre le catholicisme; le haut-clergé voulait éviter, de son côté, toute rupture : c'est le pape qui y poussa. Avant même la Constitution civile du clergé,

il était décidé à la rupture). — J. MERLANT. Sénancour et Napoléon (comment Sénancour en est venu à admirer Napoléon). — LÉVY-SCHNEIDER. Un document sur le partage des biens communaux (signale un acte de partage antérieur au décret de 1792). = Nov. H. PRENTOUT. Les tableaux de 1790 en réponse à l'enquête du Comité de mendicité; Calvados (ces tableaux furent dressés après enquêtes sérieuses). — E. POURÉ. Le mouvement fédéraliste à Hyères (d'après les délibérations d'une des sections de la ville).

**6. — Société de l'histoire du protestantisme français.** Bulletin. 1907, juill.-août. — N. WEISS. Quelques notes sur les origines de la Réforme et des guerres de religion en Dauphiné (la Réforme a été propagée par l'Église même; les protestants ne tirèrent l'épée que pour se défendre contre les persécutions et les injustices dont ils étaient victimes). — G. BONET-MAURY. Le rétablissement du culte protestant dans le Queyras, 1774-1810. — H. HAUSER. Un nouveau texte sur Aimé Maigret (bref de Clément VII de 1524, et non 1525, comme le date J. Fraikin; éclaire le mouvement de réaction dont Maigret fut une des premières victimes). — Documents sur les persécutions des protestants en Dauphiné (1639, 1677, début XVIII<sup>e</sup> s., 1689). — Ch. SCHNETZLER. Jean Martel, prédicant du Dauphiné, et ses mémoires, 1688-1727 (édition). = Sept.-oct. A. MAILLET. Histoire d'une famille protestante dauphinoise au XVII<sup>e</sup> s. : les Coutaud de Rochebonne et les Coutaud de Beauvallon (épisodes des persécutions protestantes sous Louis XIV). — E. GRISSELLE. Une lettre de Bossuet après l'Assemblée du clergé de 1682 sur les mesures prises contre les protestants de son diocèse. — FOSBRUNE-BERBINEAU. Les descendants de Duplessis-Mornay après la Révocation (1686). — E. GRISSELLE. Chronique des événements relatifs au protestantisme, 1682-87 (suite : extraits de lettres, 1685).

**7. — Revue des bibliothèques.** 1906, nos 9-12. — E. DEVILLE. Les mss. de l'ancienne bibl. de l'abbaye de Bonport (suite en 1907, n° 1). — P. DE NOLHAC. Le catalogue de la première bibliothèque de Pétrarque à Vaucluse. — G. MERCATI. Un lexique de notes tironiennes de Saint-Amand (au Vatican). — J.-B. CHABOT. Inventaire sommaire des mss. coptes de la Bibl. nationale. = 1907, nos 1-3. A. ARTONNE. Les bibliothèques au Japon. — H. DEHÉRAIN. Catalogue des mss. du fonds Cuvier à la Bibl. de l'Institut. = Nos 4-6. SEYMOUR DE RICCI. Liste sommaire des manuscrits grecs de la Bibliotheca Barberina.

**8. — Bulletin critique.** 1907, nos 10-11. — Brun-Durand. Le président Charles Ducros et la société protestante en Dauphiné au commencement du XVII<sup>e</sup> s. = Nos 12-13. L. Boulard. Les instructions écrites du magistrat au juge-commissaire de l'Égypte romaine (ce ne sont que des survivances de l'époque ptolémaïque). = Nos 14-16. E. Ollivier. L'empire libéral; t. XII. = Nos 17-19. Les registres des papes de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> s. (publ. p. l'École française de Rome; article de P. Fournier). — HYRVOIX DE LANDOSLE. Remarques sur Bossuet,

d'après les Mémoires de Le Gendre, rectifiés conformément au ms. de Tours : 1, Bossuet à l'Assemblée du clergé de 1682; 2, Bossuet et M<sup>lle</sup> de Mauléon (le ms. de Tours n'a pas le mot : scandale). — Mémoires du colonel Dufour, éd. *P. Delarue* (page curieuse de l'histoire de la chquannerie).

9. — **Polybiblion.** 1907, juillet. — *Pierling.* La Russie et le Saint-Siège; t. IV : Pierre le Grand (remarquable). = Août. Ouvrages relatifs à l'histoire, l'art et les sciences militaires. — *H. Grisar.* Il Sancta sanctorum ed il suo tesoro sacro. = Sept. Publications récentes sur l'Écriture sainte. = Oct. Ouvrages sur Napoléon I<sup>er</sup> et son temps. — *E. Bourgeois* et *E. Clermont.* Rome et Napoléon III (G. de G. reproche aux auteurs une partialité révoltante). — *J. Guibert.* Le réveil du catholicisme en Angleterre au XIX<sup>e</sup> s.

10. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1907, 30 sept. — *E. Gerland.* Geschichte des lateinischen Kaiserreichs von Konstantinopel. I, 1204-1216 (intéressant). — *Issleb.* Moritz von Sachsen als evangelischer Fürst, 1541-1553 (on ne peut admettre la thèse de l'auteur que Maurice de Saxe fut le champion zélé du luthéranisme). — *K. Tschamber.* Der deutschfranzösische Krieg von 1674-1675 (insuffisant; manque de sens critique). = 7 oct. *Dom Cabrol.* Les origines liturgiques (agréable). — *Id.* Introduction aux études liturgiques (très utile). — *Id.* Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie; fasc. 9-11 (la lettre A est maintenant terminée. Précieuse compilation). — Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française, publiée par le ministère de l'Instruction publique. = 14 oct. *Ch. Gilliard.* Quelques réformes de Solon; essai de critique historique (bon). — *Desbrière.* La campagne maritime de 1805. Trafalgar (excellent). — *Ch. de Valicourt.* La conquête de Valence par l'armée française d'Aragon (en 1811-1812; attachant et instructif). — *Azan.* Le colonel Rocquancourt et les écoles militaires (très intéressant; ce colonel, qui écrivait sous Louis-Philippe, eut parfois des vues prophétiques, ainsi quand il parle des fortifications de Paris et de leurs conséquences fâcheuses au point de vue militaire). = 21 oct. *G. Maugras.* La fin d'une société. Le duc de Lauzun (bon). — *A. Le Glay.* Théodore de Neuhoﬀ, roi de Corse (excellent). — *G. Lenôtre.* Les massacres de septembre (intéressant). — *Id.* Les fils de Philippe-Égalité pendant la Terreur (renseignements utiles et habilement présentés). — *Id.* La fille de Louis XVI (excellent). — *E. Bourgeois* et *E. Clermont.* Rome et Napoléon III (remarquable. A. Mathiez fait des réserves sur certains points; il demande encore plus de lumière). = 28 oct. *Chabot.* Inventaire sommaire des manuscrits coptes de la Bibliothèque nationale (G. Maspero donne des renseignements sur l'origine des dernières acquisitions de la Bibliothèque). — *Saïd Boutifa.* Manuscrits berbères du Maroc. — *H. Jordan.* Topographie der Stadt Rom im Altertum; I, 3 (dernière partie publiée par Hülsen). — *G. Daremberg.* Les grands médecins du

xix<sup>e</sup> s. = 4 nov. *Ph. Monnier*. Venise au xviii<sup>e</sup> s. (beaucoup d'érudition, de vie; le style est élégant, trop même). — *J. Deymes Dumé*. Les doctrines politiques de Robespierre (documentation insuffisante et méthode incertaine; beaucoup d'erreurs et de lacunes). — *P. Morane*. Paul I<sup>er</sup> avant l'avènement, 1761-1790 (intéressant et bien présenté). — *F. Salmon*. William Pitt der Jungere. II : Die politische Wirksamkeit (récit très minutieux et bien documenté; important). — *Max Billard*. La conspiration de Mallet (livre assez inutile). — *M. de Marcère*. L'Assemblée nationale de 1871; tome II : la présidence du maréchal de Mac-Mahon (l'auteur laisse trop voir ses opinions personnelles, qui importent peu, et ne rapporte pas assez fidèlement ses souvenirs, qui pourraient être intéressants). = 11 nov. *Th. Mommsen*. Gesammelte Schriften. Bd. III. Juristische Schriften. Bd. III. = 18 nov. *K. Seth*. Urkunden der 18 Dynastie (donne un texte très correct des annales de Toutmès III). — *J. Baillet*. Les noms de l'esclave en Égyptien (bon). — *A. Grenier*. Habitations gauloises et villas latines dans la région des Médiomatrices (très bon). — *K. Lamprecht*. Deutsche Geschichte. 3. Abth. : Neueste Zeit; Bd. I (original, plein d'idées). — *A. Hélot*. Journal politique de Charles de Lacombe, député à l'Assemblée nationale.

**11. — Études; revue fondée par des Pères de la C<sup>ie</sup> de Jésus.** 1907, 5 oct. — *H. Fouquerey*. La mission de France à Constantinople durant l'ambassade de M. de Césy, 1619-40 (fin le 5 nov. : retrace les difficultés avec lesquelles les missionnaires jésuites furent aux prises). — *P. Bliard*. Les religieuses et la Révolution (fin). = 20 oct. *P. Suau*. Madagascar; la conquête protestante (examine surtout l'œuvre de la *London missionary society* depuis 1820). — *J. Burnichon*. Devant Sébastopol (chapitre d'une vie du jésuite *Amédée de Damas, 1821-1903*). = 5 nov. *F. Prat*. La théologie de saint Paul (extr. d'un volume paru sous ce titre). — *P. Suau*. Madagascar; l'apostolat catholique (suite : tentatives faites par les Jésuites, et surtout par le P. Jouen, pour regagner du terrain à la suite de l'arrêté d'expulsion contre les étrangers en 1845 et leur lutte contre les missionnaires protestants, 1857-1878). — *J. Calès*. L'ancien Testament et l'ancien Orient; bulletin bibliographique. = 20 nov. *P. Bernard*. Bulletin de théologie (critique de Gottlob, *Kreuzablass u. Almosenablass*). — *L. de Grandmaison*. Un nouveau manuel d'archéologie chrétienne (par dom Leclercq).

**12. — La Revue de Paris.** 1907, 15 juillet. — *L. Batiffol*. Louis XIII et la liberté de conscience (fin le 1<sup>er</sup> août. Louis XIII a été à la fois très pieux et libéral; il n'a jamais souffert qu'aucun ecclésiastique pesât sur ses déterminations politiques; il garda son sang-froid au milieu des passions soulevées par les huguenots. Mais il concilia les exigences de sa foi avec les concessions de sa politique en travaillant secrètement à convertir les protestants. Ces conversions ont été importantes, mais peu durables. Les historiens n'en parlent pas). — *L. Séché*. Béranger, Châteaubriand, Lamennais (fin le 1<sup>er</sup> août.



Publie des documents inédits qui font pénétrer dans l'intimité de ces trois personnages, sans apporter de faits importants à leur histoire). = 1<sup>er</sup> août. F. CAUSSY. Voltaire, seigneur féodal : Ferney (très curieux documents sur les efforts de Voltaire pour tirer de Ferney tous les avantages possibles, pour obtenir que cette terre fût exempte de la capitation et des vingtièmes, comme si elle eût été une terre authentiquement noble. Il finit par réussir, grâce à son crédit auprès de M<sup>mes</sup> de Pompadour et de Choiseul. « Vivent les terres libres où l'on est chez soi maître absolu et où l'on n'a point de vingtièmes à payer ! C'est beaucoup d'être indépendant, mais d'avoir trouvé le secret de l'être en France, cela vaut mieux que d'avoir fait la *Illiade* ! »). — P. MONNERON. Mon odyssee (récit des tribulations éprouvées en pays musulmans par ce Pierre Monneron, 1792-1794 ; c'était un simple commerçant aux Indes qui, peu d'années auparavant, avait accompagné en France les ambassadeurs de Tippoo-Sahib, 1886-1888). = 15 août. L<sup>l</sup>-c<sup>l</sup> PÉROZ. Le dernier grand pirate (fin les 1<sup>er</sup> et 15 sept. Récit très attachant de la capture du Dé-Tham, redoutable chef de bandes au Tonkin). — A. LE BRAZ. Châteaubriand professeur de français (à Beccles, près de Londres, en 1797 ; Châteaubriand a indiqué le fait en le dissimulant dans ses *Mémoires*). = E. PICARD. La route de Sedan (fin le 1<sup>er</sup> sept. Expose, à l'aide de documents en partie inédits, les motifs qui poussèrent Mac-Mahon à la périlleuse marche vers Sedan. Dans la soirée du 30 août, il eut la vision très nette qu'il s'était trompé ou qu'il avait été trompé et pensa qu'il n'avait plus qu'à battre en retraite. C'était le bon parti ; il ne sut le prendre avec toute la résolution nécessaire). = 15 sept. A. MORET. Autour des pyramides (expose les raisons religieuses d'où est sortie la conception de ces vastes constructions funéraires. Ce ne sont pas des monuments d'orgueil et d'égoïsme ; « pour leurs contemporains, ces Pharaons ont été les bienfaiteurs qui réalisent les grandes idées et facilitent à tout un peuple la conquête des paradis. Ils n'ont pu mener à bien, pendant plusieurs siècles, ces œuvres démesurées que soutenus par un enthousiasme général, pareil à celui qui permit, il y a moins de neuf cents ans, la construction des cathédrales »). = 1<sup>er</sup> oct. C. BOUGLÉ. Le progrès des castes dans l'Inde. = 15 oct. La reine HORTENSE. Lettres à Alexandre I<sup>er</sup> (en 1814-1815 ; tirées des archives impériales de Saint-Petersbourg). — C. JULLIAN. La civilisation gauloise en Europe.

**13. — Annales de Bretagne.** T. XXIII, n<sup>o</sup> 4, nov. 1907. — F. DUINE. Les généraux des paroisses bretonnes : Saint-Martin de Vitré (les « généraux » étaient composés de douze paroissiens tenant lieu à la fois de conseil de fabrique et de municipalité dans les localités qui en étaient dépourvues). — P. DELARUE. Une tentative de Mgr de Girac pour organiser les bureaux de charité dans le diocèse de Rennes, 12 févr. 1778 (projet inédit). — F. LOR. Les diverses rédactions de la Vie de saint Malo (fin : la rédaction anonyme, qui est la plus ancienne de toutes, est primitive ; elle n'a pas été composée avant 825 ; l'auteur y a amalgamé des traditions saintongeaises et galloises. Appendices : la

translation des reliques de saint Malo d'Alet à Saint-Magloire de Paris se place vers 920-925, si elle eut lieu, ce qui est douteux; Alet est un évêché gallo-romain). — H. SÉE. Les classes rurales en Bretagne du xvi<sup>e</sup> s. à la Révolution (suite). = C.-rendus : *Le Gallen*. Belle-Isle; hist. politique, religieuse et militaire (intéressant pour les xvii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> s.). — J. VIGNERON. Le bail à domaine congéable. — E. DUPONT. Recherches historiques et topographiques sur les compagnons de Guillaume le Conquérant.

14. — *Annales de l'est et du nord*. T. III, 1907, n° 4. — R. REUSS. Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution (la situation en 1789; mouvement en faveur du développement de l'instruction publique à l'Assemblée provinciale d'Alsace, 1787-89; l'instituteur progressivement émancipé du contrôle du clergé, 1789-92). — A. JENNEPIN. Essai sur les anciennes mesures agraires usitées avant le système métrique dans toute l'étendue de l'arrondissement d'Avesnes, avec leurs conversions en hectares, ares et centiares. — L. GERMAIN. François de Rozières, seigneur de Chaudeney. — Ch. PETIT-DUTAILLIS. Documents nouveaux sur l'histoire sociale des Pays-Bas au x<sup>e</sup> siècle (quatorze lettres de rémission de Philippe le Bon).

15. — *Annales du midi*. T. XIX, 1907, oct. — F. CHAMBON. Le dernier seigneur de Pont-du-Château : Philippe Claude de Montboisier Beaufort-Canillac (1712-1797; épousa Elisabeth Colins de Montaigne, femme déséquilibrée et de mœurs légères, devint lieutenant général, émigra et mourut à Londres). — J. ANGLADE. Sur le traitement du suffixe latin « -anum » dans certains noms de lieu de l'Aude et de l'Hérault. — L. CONSTANS. Les chapitres de paix et le statut maritime de Marseille; texte provençal des xiii<sup>e</sup>-xiv<sup>e</sup> s. (publie le texte provençal des traités conclus en 1257 et 1262 entre Charles d'Anjou et Marseille et des chapitres des statuts de Marseille intéressant le commerce maritime). = C.-rendus : Archives du château de Lérans. Inventaire des documents de la branche Lévis-Lérans, devenue Lévis-Mirepoix, précédée d'une notice sur les cinq premiers Lévis. — CASAZURAN. Cartulaire de Berdoues (édition défectueuse).

16. — *Bulletin de la Société archéol. de Tarn-et-Garonne*. T. XXXIV, 1906, n° 3. — TAILLEFER. Un écho des guerres religieuses, 1579 (lettre inédite). — H. DE FRANCE. La confrérie des tisserands à Montauban (depuis 1505). — F. GALABERT. Les écoles pendant la Révolution (en Tarn-et-Garonne). = N° 4. A. GRÈZE. Documents concernant Saint-Nicolas-de-la-Grave et son seigneur abbé (xvi<sup>e</sup> s.). — TAILLEFER. Des baptêmes et des noms donnés au baptême au xvii<sup>e</sup> s. (d'après un registre de Lauzerte). — P. FONTANIÉ. Les comptes consulaires de Saint-Porquier, 1666-67 (difficultés financières de la commune : logement de gens de guerre, procès, etc.). — F. GALABERT. L'administration communale à Aucamville, 1346-1446. — Traité pour les sonneries de cloches à Montauban (en 1525), éd. DE FRANCE.

17. — **Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.** 1907, n° 1. — P. CHAMPION. Un scandale parisien au xv<sup>e</sup> s. : l'enlèvement d'Étiennette de Besançon, 1468 (elle fut enlevée par Gaston IV, comte de Foix; l'affaire fit grand bruit et fournit le sujet de maintes œuvres poétiques et autres. Plusieurs documents inédits tirés d'un ms. de Stockholm). = N° 2. G. MARCEL. Le plus ancien plan de Paris et les dérivés italiens du plan d'Arnoullet (celui de la traduction latine de la *Cosmographie* de Sébastien Munster, 1550; le plan d'Arnoullet, de 1552, en dérive). — A. TUEY. Documents parisiens (le bourg et la foire Saint-Germain, 1548-1679; autopsie d'un suicidé, 1550; la pêche en Seine, 1605-1636).

18. — **Mémoires de la Société de l'histoire de Paris.** T. XXXIII, 1906. — A. TRUDON DES ORMES. Contribution à l'état civil des artistes fixés à Paris de 1746 à 1778 (d'après les *Affiches* ou *Annonces de Paris*). — A. GÉRARD. La révolte et le siège de Paris en 1589 (travail très détaillé d'un jeune érudit mort en 1903 sans avoir eu le temps de revoir son œuvre, déjà ancienne). — L. BRÉTAUDEAU. La famille de Jean Le Vacher, missionnaire et consul en Barbarie, né à Écouen (détails biographiques en grande partie inédits. Jean Le Vacher, prêtre de la mission de saint Vincent de Paul, fut consul à Tunis de 1647 à 1666, puis à Alger de 1668 à 1683; on sait qu'il fut mis à mort pour avoir refusé d'abjurer la religion catholique). — R. BUSQUET. Étude historique sur le collège de Fortet, 1394-1764 (ce collège, dont les vestiges sont encore visibles près de la place du Panthéon, fut fondé en vertu du testament de Pierre Fortet, chanoine de Paris, daté du 12 août 1391. Fortet mourut le 23 avril 1394. Travail rédigé d'après les archives mêmes de ce collège, d'ailleurs fort obscur).

19. — **Revue de Saintonge et d'Aunis.** T. XXVII, 1907, n° 4. — E. GUÉRIN. La guillotine à Saintes en 1794 (il n'y eut pas alors à Saintes d'exécutions politiques; historique des exécutions capitales à Saintes depuis lors). — La municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud (suite : 1794-95; simple analyse chronologique des actes). — P. LEMONNIER. Le clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution (suite ici et au n° 5 : listes). = N° 5. J. PELLISSON. Documents sur la fabrication des épingles à Barbezieux et à Cognac. — E. DARLEY. Sainte Véronique (conclut à la réalité de son apostolat. A la suite, réponse par Ch. DANGIBEAUD).

20. — **Revue d'histoire de Lyon.** T. VI, 1907, fasc. 4. — E. VIAL. Les réjouissances publiques à Lyon (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> s.). — O. FESTY. Un essai de « Société générale des passementiers de la ville de Saint-Étienne » en 1841 (d'après le dossier des poursuites qu'elle provoqua). — C. PERRENET. La contribution du Rhône à la défense nationale, 1791-1795 (suite ici et au fasc. 5 : volontaires et levées en 1792; levées de 1793). — Instructions d'Imbert-Colomès à un agent royaliste, Lyon, 1792, publ. p. C. RIFFATERRE. = Fasc. 5. BUFFENOIR. Le

« Précurseur » et la Révolution de juillet (le journal lyonnais soutint la cause libérale). — C. RIFFATERRE. Mémoire de Précý à Louis XVIII sur la situation du Lyonnais, Forez et Beaujolais, 15 nov. 1800 (écrit au nom ou sous la dictée de Précý par Goutallier, lequel fut compromis dans une affaire de livraisons d'armes; édition du Mémoire).

**21. — Société des antiquaires de l'ouest.** Bulletins. 1906, n° 3. — L. DESAUVRE. Inventaire du mobilier du château de la Mothe-Chandener en 1530. = 1907, n° 1. BLEAU. Jeanne d'Arc à Chinon et à Poitiers (Jeanne arriva le 6 mars 1429 à Chinon, le 17 à Poitiers, où elle resta jusqu'au 17 avril). = N° 2. LABBÉ DE LA MAUVINIÈRE et M. DE ROUX. La Cour de cassation à Poitiers en 1870. — BOISSONNADE. Les cahiers de doléances de l'Isle-Jourdain et du Vigeon en 1789 (édition; contiennent surtout des revendications d'ordre économique et social).

**22. — Annalen des histor. Vereins für den Niederrhein.** Fasc. 81, 1906. — B. KUSKE. La navigation à Bonn au XVIII<sup>e</sup> s. — A. HUYSENS. La crise du commerce allemand pendant la guerre de succession de Gueldre, 1542-43 (conséquence de la difficulté des communications par le Rhin spécialement avec les Pays-Bas. Les commerçants d'Augsbourg tentèrent d'y remédier en dirigeant leurs marchandises sur Hambourg). — A. BRACKMANN. Chartes du bas Rhin, XII<sup>e</sup> s. (suite au fasc. 82). = Fasc. 82. W. KISKY. Le chapitre noble de Saint-Géréon de Cologne (dès 1329, on voit qu'il faut appartenir à la haute noblesse pour en faire partie, l'écolâtre et cinq prêtres exceptés).

**23. — Annalen des Vereins für nassauische Altertumskunde u. Geschichtsforschung.** T. XXXV, 1905. — L. BECK. La famille Remy et l'industrie sur le Rhin moyen (vers 1586, les Remy, d'Ivoy en Lorraine, vinrent s'installer dans le pays, où ils développèrent l'industrie de la poterie, de la quincaillerie et l'industrie minière). — G. CROON. L'ordre des chevaliers de saint Hubert des comtes de Sayn (1447-1480). = T. XXXVI, 1906. H. MATZAT. Weilburg il y a mille ans (reconstitution). — O. VON DUNGERN. Lettres d'un lieutenant de Nassau pendant la campagne de 1866. — R. BODEWIG. Fermes romaines entre le « limès » et le Rhin. — F. NEUROTH. Oberursel au temps de la guerre de Trente ans (esquisse de la vie dans une petite ville du Nassau).

**24. — Archiv für Frankfurts Geschichte und Kunst.** 3<sup>e</sup> série, t. IX, 1907. — F. SCHROD. Pour l'histoire de l'Ordre teutonique. La commanderie de Sachsenhausen jusqu'au milieu du XIV<sup>e</sup> s. (additions au livre de A. Niedermayer). — K. EULER. Contributions à l'histoire de la Réforme à Francfort (1523-1525; d'après des pièces inédites des archives de Vienne). — J. KRACAUER. Francfort et la Révolution française, 1789-92 (étudie la politique suivie par Francfort, son occupation par les troupes de Custine en oct. 1792 et la prise de la ville en déc.

suivant). — R. JUNG. Documents sur la prise de possession de la ville impériale de Francfort par le prince-primat le 9 sept. 1806.

25. — *Baltische Studien*. 2<sup>e</sup> série, t. IX, 1905. — H. VOGES. Contribution à l'histoire de la campagne de 1715 (fin : prise de Wolgast, d'Usedom et enfin de l'île de Rügen). = T. X, 1906. R. HELING. Rapports de la Poméranie avec la ligue de Schmalkalde (de 1523 à 1531, la Poméranie se rapproche progressivement des états protestants; en 1534, la Réforme y est introduite; en 1536, la Poméranie entre dans la ligue, où le duc Barnim compte trouver la sauvegarde de ses intérêts). — Journal militaire du lieutenant L. Schulz en 1813-1815, publ. p. P. MEINHOLD.

26. — *Beiträge zur Geschichte des Niederrheins*. T. XX, 1906. — P. ESCHBACH. La marche de Ratingen; contribution à l'histoire économique du bas Rhin (cette marche, fraction de la grande forêt royale de la Ruhr, placée par Pépin sous la juridiction du couvent de Kaiserswerth, passa sous celle du duc de Berg; elle fut partagée en 1816). — B. KUSKE. La navigation sur le Rhin entre Cologne et Düsseldorf du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> s., avec un tableau des plus anciennes sociétés de bateliers à Cologne.

27. — *Byzantinische Zeitschrift*. T. XVI, 1907, fasc. 1-2. — D. SERRUYS. Recherches sur l'Épitomé (Théodose de Mélitène, Léon le Grammairien, Syméon Logothète, etc...). — Ed. KURTZ. Textes inédits de l'époque de l'empereur Jean Comnène (morceaux inédits de Théodore Prodrome sur la première prise de Kastamon, sur la mort de Theodora, belle-fille d'Anne Comnène, sur le sébastocrator Isaac Comnène; prologue du testament d'Anne Comnène; important pour le règne de Jean Comnène et l'histoire de sa famille). — Id. Christophoros d'Ancyre, exarque du patriarche Germain II (envoyé à la demande du despote d'Épire, Manuel, désireux de se réconcilier avec l'empereur Jean Vatazès et le patriarche, 1233; réédition critique de la correspondance échangée à ce sujet). — K. PRÄCHTER. A propos de l'éloge de l'empereur Jean Vatazès le Miséricordieux (voy. *Byz. Zeit.*, t. XIV, p. 193). — H. GRÉGOIRE. Saint Démétrianos, évêque de Chytri [île de Chypre] (publie la vie de ce personnage, contemporain de l'empereur Théophile). — G. KAZAROW. La législation du prince bulgare Krum (étude critique sur le témoignage de Suidas, qui, à côté d'inexactitudes, peut renfermer un fond de réalité). — W. MILLER. Le plus ancien arbre généalogique des ducs de Naxos. = C. rendus : S. *Papadimitriu*. Theodoros Prodromos (conclusions incertaines; publie plusieurs fragments inédits). — E.-W. Brooks, Guidi, I.-B. Chabot. Corpus scriptorum christianorum orientalium Scriptores Syri; IV : *Chronica minora*; pars tertia. = Fasc. 3-4. F. GÖRRES. Les possessions byzantines sur les côtes de l'empire hispano-wisigoth, 554-624 (étude sur les luttes des princes wisigoths contre la domination impériale). — S. KUGEAS. Contribution à l'histoire du manuscrit de Thucydide,



Augustanus F. = C.-rendus : *Th. Preger*. *Scriptores rerum Constantinopolitanorum*. Pseudo-Codini Origines. — *K. Beth*. Die orientalische Christenheit der Mittelmeerländer. — *K. Güterbock*. Byzanz und Persien in ihren diplomatisch-völkerrechtlichen Beziehungen im Zeitalter Justinians (contribution utile à l'histoire du droit international). — *L. Bréhier*. L'Église et l'Orient au moyen âge. Les croisades. — *E. Gerland*. Gesch. des lateinischen Kaiserreiches von Konstantinopel.

**28. — Deutsche Rundschau.** 1907, août. — *GOTTLOB-EGELHAAF*. Lettres de Friedrich-Theodor Vischer écrites de l'église Saint-Paul de Francfort (où était réuni le Parlement en 1848). — *ZURBONSEN*. Du banc de l'école à la mort héroïque (mort du jeune prince Florentin de Salm-Salm en 1870). = *Sept. H. BRANDI*. La situation de Venise dans le monde et sa civilisation (rapide aperçu historique). = *Oct. C. NEUMANN*. Le testament politique de Jacob Burckhardt (étude des *Weltgeschichtliche Betrachtungen*, publ. p. J. Oeri; fin en nov.). — *O. SEECK*. La correspondance épistolaire dans l'antiquité. — *M. v. BRANDT*. Le Japon et les États-Unis (aperçu historique). = *Nov. P. GÜSSFELDT*. Épilogue à mes « Souvenirs de guerre » (parus en avril-juin : ajoutez quelques souvenirs évoqués par une visite à Mars-la-Tour, Sedan, etc.). — *C<sup>te</sup> DE LEYDEN*. La résurrection de l'Égypte et Lord Cromer.

**29. — Göttingische gelehrte Anzeigen.** 1907, sept. — *J. Zehmaier*. Leichenverbrennung u. Leichenbestattung im alten Hellas (d'une ignorance extraordinaire). — *A. Furtwängler*. Aegina; das Heiligtum der Aphaia (long article de E. Pfuhl). — *P. Friedländer*. Herakles; sagengeschichtliche Untersuchungen (obscur et étrange). — *A. Martini et D. Bassi*. *Catalogus codicum graec. Bibl. Ambrosianae* (utiles remarques par J.-L. Heiberg). = *Oct. Isocratis opera*, éd. *E. Drerup*. — *Lucani de bello civili libri X*, éd. *C. Hosius* (critique de ces deux éditions au point de vue de l'établissement du texte). — *L. Boulard*. Les instructions écrites du magistrat au juge-commissaire dans l'Égypte romaine (en général très bien déduit). — *K. Holl*. *Amphilochius von Ikonium*. — *C. Julii Caesaris Commentarii de bello civili*, éd. *H. Meusel* (excellent à tous points de vue). = *Nov. H. Plenk*. *Untersuchungen z. Ueberlieferungsgesch. der ältesten lateinischen Mönchsregeln*.

**30. — Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Gesch. u. Altertumskunde.** T. XVIII, 1906. — *R. FORRER*. Les poids et mesures égyptiens, crétois, phéniciens, etc., aux âges européens de cuivre, de bronze et de fer, pour servir de base à une métrologie préhistorique (comment on en est arrivé à l'échange de lingots métalliques, puis de monnaies). — *J.-F. POIRIER*. La famille messine au bon vieux temps (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> s.). — *MÜSEBECK*. Regestes pour la généalogie de la branche Flörchingen-Ennery, de la maison ducale de Lorraine (analyse d'actes de 1169-1443). — *PINCK*. L'assistance publique à Metz : le Bureau des pauvres, la Maison de charité des bouillons et le

Bureau de bienfaisance (xvi<sup>e</sup> s. à nos jours). — P. LESPRAND. Quelques mots sur les cahiers de doléances des communes en 1789 (les cahiers du bailliage de Boulay : sauf un, ils n'émanent pas des assemblées; tableau qu'ils fournissent de la situation du paysan). — H. GERDOLLE. Pour l'histoire des biens-fonds seigneuriaux au pays de Metz (reconstitue partiellement la liste des propriétaires depuis le moyen âge). — E. SCHRAMM. Remarques pour servir à la reconstitution de l'artillerie gréco-romaine (suite, avec des dessins de machines à lancer des traits ou des pierres). — R. FORRER. Numismatique celtique des pays du Rhin et du Danube (fin). — T. WELTER. Les premiers établissements dans les Vosges, particulièrement aux environs de Saarburg (restes gallo-romains trouvés dans ces dernières années). — Id. et H.-E. HEPPE. Les villas gallo-romaines de Kurzel en Lorraine. — H. BRESSLAU. L'entrevue de Conrad II et de Henri I<sup>er</sup> de France à Deville et la date du décès de Frédéric II, duc de Haute-Lorraine (Frédéric mourut le 18 mai 1033; l'entrevue de Deville eut lieu entre cette date et le 20 juin). — N. HOUPERT. La vie des campagnards lorrains à la fin du xviii<sup>e</sup> s. — J.-B. KEUNE. Nouvelles inscriptions des Médiomatrices. — Documents des xiv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> s.

**31. — Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Gesch. u. deutsche Literatur u. für Pädagogik.** T. X, 1907, fasc. 1. — H. PETER. Ponce Pilate, gouverneur de Judée (fait ressortir la situation difficile des procurateurs romains en Judée et le caractère tendancieux des textes relatifs au gouvernement de P. Pilate). = Fasc. 2. A. STRUCK. Le canal de Xerxès à l'Athos (avec une carte levée spécialement; on ne peut plus douter que ce canal ait été exécuté). = Fasc. 5. A. SCHULTEN. Ampurias; une ville grecque sur la côte ibérique (fondée au v<sup>e</sup> s. par Marseille comme emporium; en 45 av. J.-C., César y établit une colonie de soldats; sous l'Empire, les trois groupements ibériques, grecs et romains se fondirent; description des ruines). — H. CHRISTENSEN. Les hexamètres du début de la Bulle d'or (tirés de divers poètes, Sedulius, Alanus, etc.). = Fasc. 7. A. BUSSE. Le théâtre des combats devant Troie. — K. DIETERICH. Romains; *Ρωμαίοι*; Romains (influence des Romains sur les Grecs; des Byzantins sur les peuples romans et inversement jusqu'à la prise de Constantinople).

**32. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde.** T. XXXIII, fasc. 1. — Rapport du comité des *Monumenta Germaniae historica* (travaux de 1907). — B. KRUSCH. Un légendaire salzbourgeois contenant la plus ancienne « Passio Afrae » (édition critique de la « Passio »). — E. CASPAR. Diplômes carolingiens authentiques et faux pour le Mont-Cassin (reconstitution d'un acte authentique de Charlemagne, du 28 mars 787, non mentionné dans la nouvelle édition des *Diplomata Karolinorum*; les diplômes faux du même souverain sont postérieurs au temps de Léon d'Ostie et doivent être l'œuvre de Pierre Diacre). — M. TANGL. La « Vita Bennonis » et

le droit de réales et de dépouilles (découvre dans la « Vita » de l'évêque d'Osnabrück le plus ancien témoignage des efforts faits par un évêque pour faire disparaître ce droit). — O. HOLDER-EGGER. Prophéties italiennes du XIII<sup>e</sup> s. (suite : prophéties relatives à Frédéric II et Conrad IV; à Pierre III d'Aragon; prophétie de Salimbene; vers prophétiques romains; « Liber de oneribus prophetarum » attribué à Joachim). — G. LEIDINGER. Un légendaire manuscrit provenant du couvent de Rebdorf (à la Bibl. de Munich). — M. TANGL. Sur le droit de protection des Juifs sous les Carolingiens (dans deux formules, des notes tironiennes ont été lues par Zeumer « sicut ipsi Judei » et « sicut Judeis » au lieu de « sicut jam diximus » et « sicut diximus »). — E. MÜLLER. Le champ de bataille de Fontaneum (Fontanetum) de 841 (se donne beaucoup de peine pour réfuter la brochure du capitaine Vaulet, qui place la bataille à Fontenay, près Chablis). — F. KOEHLER. Contributions à la critique du texte de Wipon. — E. SALZER. La femme d'Ezzelin de Romano, répudiée en 1244, était-elle une fille de l'empereur Frédéric II? (non). — O. GROTEFEND. Les actes relatifs à l'élévation du landgrave Henri I<sup>er</sup> de Hesse à la dignité de prince de l'Empire (1292).

**33. — Neues Archiv für sächsische Geschichte u. Altertumskunde.** T. XXVII, 1906. — L. BÖNHOF. La plus ancienne charte du couvent de Bénédictines de Remse, près Waldenburg, et son authenticité (1143). — G. MÜLLER. Les inspections de l'Université de Leipzig à l'époque de la guerre de Trente ans. — H. BESCHORNER. Descriptions et représentations figurées du camp de Zeithan en 1730 (Auguste le Fort y fit des manœuvres qui marquent une date dans l'histoire de l'armée saxonne). — L. BÖNHOF. Les débuts du comté d'Hartenstein (engagé en 1406 par les burgraves de Meissen aux seigneurs de Schönbürg, auxquels il reste en qualité d'arrière-fief de l'Empire depuis 1456). — R. MERKEL. Pour l'histoire du consistoire de Leipzig (actes de 1554-55). — A. GÜNTHER. Les origines de la paix d'Altranstädt (1706; d'après les archives de Dresde et Stockholm). — G. LOESCHE. Deux lettres inédites du duc George de Saxe sur l'affaire Pack (adressées au roi Ferdinand, 1528. Le conseiller saxon O. von Pack avait, en 1528, porté au landgrave de Hesse une soi-disant copie d'un acte d'alliance conclu par le duc de Saxe avec le roi Ferdinand et divers princes allemands. Pack fut condamné à mort). — P. ARRAS. Les archives municipales de Bautzen (aperçu de leur contenu).

**34. — Preussische Jahrbücher.** 1906, t. CXXXVI, n° 1. — H. DELBRÜCK. Pour l'histoire de l'art militaire (extraits du t. III de la *Gesch. des Kriegskunst*). — N° 2. P. INHULSEN. Une méthode de colonisation oubliée (conditions épouvantables de la colonie pénitentiaire de la Nouvelle-Galles du Sud, 1788-1840). — H. DELBRÜCK. L'origine militaire de la confédération suisse (autres extraits du t. III de la *Gesch. des Kriegskunst*). — Id. Les Mémoires de Hohenlohe (on y voit le côté tragique de la carrière de Bismarck, qui, après vingt-sept ans

de gouvernement, ne put renoncer au pouvoir et essaya d'un nouveau programme qui eût détruit toute l'œuvre de sa vie et qui obligea le grand-duc de Bade et l'empereur à l'abandonner. Suite au n° 3 : répondant aux critiques faites au précédent article, montre que c'est Bismarck lui-même qui a, par une manœuvre, empêché que la loi antisocialiste, de loi d'exception, ne devint loi durable. D'autre part, le Reichstag de 1890 ne lui eût pas permis de réaliser ses projets; d'où ses plans de refonte du système électoral). = 1907, t. CXXVII, n° 1. Fr. FRIEDRICH. Au printemps du libéralisme allemand (d'après la biographie de Gustav von Mevissen par J. Hansen). — E. DANIELS. Un ambassadeur et professeur (d'après l'autobiographie de A. D. White, longtemps ambassadeur des États-Unis à Berlin). = N° 3. M. LENZ. Nationalité et religion (cherche dans quelle mesure l'idée religieuse a pu, dans certains pays, soutenir l'idée nationale). — J. ZIEKURSCH. Idées d'un bourgeois silésien sur la réforme de l'État prussien après la paix de Tilsitt (les *Ideen zur Reorganisation Preussens* du médecin Gebel, 1807). = T. CXXVIII, n° 2. W. NITACK-STAHN. L'Église prussienne sous Frédéric-Guillaume IV (le piétisme, l'orthodoxie et les tendances romantiques du roi suscitèrent de graves difficultés). — Fr. GUNDELFINGER. Jakob Burckhardt et ses « Weltgesch. Betrachtungen ». — Chr. von HOININGEN-HUENE. Nouveaux détails sur l'histoire des Jésuites (d'après les lettres de Canisius, éd. O. Braunsberger, t. IV. Le rôle de Canisius en 1563-1565). = N° 3. VON STEINMANN. Contacts avec le monde slave (extrait des papiers de l'auteur par Anna v. Steinmann. Souvenirs de ses fonctions de « landrat » à Thorn pendant le soulèvement de la Pologne en 1863-64).

**35. — Rheinisches Museum für Philologie.** T. LXII, 1907, n° 2.

— F. MÜNZER. Aufidius et Pline (c'est en l'an 51 que se serait arrêtée l'œuvre historique perdue d'Aufidius Bassus et qu'aurait débuté celle de Pline). — W. JUDEICH. Recherches sur l'histoire constitutionnelle d'Athènes; le coup d'État des Quatre-Cents (en 411. Les informations de Thucydide et d'Aristote se complètent et se corrigent très heureusement sur plusieurs points). = N° 3. F. SOLMSSEN. Le prédorique en Laconie (montre, contre Niese, d'après les restes de la langue pré-dorique, qu'un nombre important d'Achéens demeurèrent en Laconie après l'établissement des Doriens et qu'il faut les reconnaître dans les hilotes). — E. DIEHL. Le « signum » (étude sur l'usage des prénoms qui se répand à la fin du n° s. dans l'aristocratie de fonctionnaires pour gagner peu à peu; forme et origine des premiers prénoms). — E. BETHE. La pédérastie dorique, sa morale et sa signification (c'était une très ancienne institution chez les Doriens; une inscription de Théra en fait un acte pieux).

**36. — Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst.**

T. XXIV, 1905, n° 1. — J. ZELLER. Le concile des « Septem provinciae » à Arles (dès 403, le préfet Petronius décide la tenue régulière du

concile à Arles, devenue métropole; cette décision, restée lettre morte, fut renouvelée « pour toujours » en 418 par l'empereur Honorius). — W. EWALD. Les sceaux de l'archevêque Anno II de Cologne, 1056-1075 (sont authentiques). = N° 2. A. v. DOMASZEWSKI. Bonus Eventus (C. I. L., VII, 97). — A. SCHMIDT. Manuscrits rhénans : 1° les mss. de l'*Eifelia illustrata* de Schannat; 2° le recueil d'inscriptions du Dr Petrus Jacobi Arlunensis de l'an 1500 (à la Bibl. de Darmstadt). = N° 3. B. KUSKE. Le commerce des poissons à Cologne, xv<sup>e</sup>-xvii<sup>e</sup> s. = Fasc. 4. C. SCHUCHHARDT. Aliso (l'identifie avec Haltern; ne peut être le château retrouvé près Oberaden). — E. KRÜGER. Muséographie, ann. 1904-1905. = T. XXV, 1906, n° 1. A.-C. KISA. Les antiquités romaines d'Aix-la-Chapelle (jamais il n'y eut là, semble-t-il, de camp romain; on n'a trouvé que des thermes qui n'ont pas dû être commencés avant 89 apr. J.-C. et ne furent terminés que par Septime Sévère). = N° 2. Th. BUNCKHARDT-BIEDERMANN. Châteaux romains du haut Rhin du temps de Dioclétien (après une longue période de paix, pendant laquelle les châteaux de la Suisse restèrent inoccupés, Dioclétien et Maximinien tentèrent, à la suite des invasions germaniques, de reculer la frontière jusqu'au Rhin, et c'est ce qui fut sans doute décidé à la conférence de Milan de 288-289; étude des châteaux de cette nouvelle frontière). — A. HASENCLEVER. Pour l'histoire de la formation des états provinciaux rhénans (extraits des délibérations des notables rhénans à Berlin en nov.-déc. 1822). = N° 3. J. ZELLER. « Concilia provincialia » en Gaule au Bas-Empire (rectifie les listes données par les historiens français des « concilia » des provinces gauloises aux iv<sup>e</sup>-v<sup>e</sup> s. Vers la fin du iv<sup>e</sup> et au v<sup>e</sup> s., les « concilia » de la 4<sup>e</sup> Lyonnaise et de la Novempopulanie sont devenus des conciles de la religion catholique, bien qu'on continue à les célébrer avec la pompe habituelle). — O. OPPERMANN. Contribution à l'histoire constitutionnelle de Fribourg-en-B., de Cologne et de la Basse-Saxe au moyen âge (Conrad de Zähringen, fondateur de Fribourg, en 1120, a pris pour modèle la constitution communale de Cologne, en 1112, laquelle dérive partiellement, à son tour, du système colonisateur des Carolingiens, spécialement en Basse-Saxe; étude détaillée de ce système). — H. KEUSSEN. Le « census curiae » dans le faubourg du Rhin à Cologne au moyen âge (serait un cens qui, primitivement payable au roi, à la « curia regalis », aurait passé à l'évêque au x<sup>e</sup> s. avec les autres droits royaux; il était levé sur les terres et non sur les bâtiments). = N° 4. W. GANZENMÜLLER. Les « ministeriales » flamands jusqu'au milieu du xii<sup>e</sup> s. (toute leur évolution dénote une avance d'environ un siècle sur les « ministeriales » allemands; l'auteur croit qu'ils procèdent des « liberti » et non des esclaves, sans que rien cependant ne l'établisse d'une manière absolue). = T. XXVI, 1907, n° 1. Th. ILGEN. La bulle de canonisation de l'archevêque Herbert de Cologne (datée d'ordinaire de 1075 environ; c'est un faux du xvii<sup>e</sup> siècle). — O. OPPERMANN. Pour l'histoire constitutionnelle de Cologne au moyen âge (additions à l'article du t. XXV). = N° 2.



H. JOACHIM. La gilde, prototype de la municipalité (soutient, contre l'article d'Oppermann du t. XXV et un article de v. Loesch dans les *Hans. Geschichtsblättern* de 1906, que les communautés urbaines, en Allemagne, procèdent des communautés marchandes, notamment à Cologne).

**37. — Zeitschrift des Vereins für Geschichte Schlesiens.**

T. XL, 1906. — F. FRIEDENSBURG. Le prix des céréales en Silésie avant 1740 (depuis le milieu du XIII<sup>e</sup> s.). — Notes de topographie et de statistique silésiennes rassemblées en 1810 en vue d'un voyage de Frédéric-Guillaume III, publ. p. O. LINKE. — T. XLI, 1907. G. SCHÖNAICH. Les origines des fortifications urbaines en Silésie (du milieu du XIII<sup>e</sup> s. à la guerre de Trente ans; les premiers travaux furent faits aux frais du duc ou de l'évêque, qui avaient appelé les colons dans le pays, puis aux frais des bourgeois). — E. FRANKE. Sur l'expulsion des Bernardins de Breslau (1522; montre qu'elle est sans rapport avec le mouvement de Réforme). — C. GRÜNHAGEN. Au temps de Bolko I<sup>er</sup> (tuteur du duc Henri V; la prise de Breslau en 1296). — G. BAUCH. Pour l'histoire de la Réforme à Breslau (le prédicant Jean Hess en 1523). — F. WIEDEMANN. Un journal du siège de Neisse en 1807.

**38. — Zeitschrift des westpreussischen Geschichtsvereins.**

Fasc. 49, 1907. — P.-G. SCHWARZ. La conduite de Danzig dans la guerre du nord, spécialement dans ses rapports avec la Suède, 1563-70 (d'après les archives de Danzig. La situation de Danzig fut particulièrement difficile parce que, indépendante au point de vue commercial, elle était politiquement rattachée à la Pologne; elle ne parvint à garder la neutralité, nécessaire à son commerce, qu'au prix de lourds sacrifices). — M. FOLTZ. L'administration communale de Danzig à la fin du XVI<sup>e</sup> s. — H. FREYTAG. Les chargés d'affaires de l'ordre teutonique à la Curie romaine, 1309-1525 (le transfert du siège de l'ordre de Venise à Marienburg, en 1309, entraîna la création d'un procureur général à demeure auprès de la Curie; il était choisi dans l'ordre même et, depuis le XV<sup>e</sup> s., surtout parmi les prêtres; liste de ces procureurs). — BÄN. La formation territoriale de Danzig et de son ressort administratif.

**39. — The american historical Review.** 1907, oct. — Ettore

PAIS. Amunclae a serpentibus deletae (déjà paru dans les *Rendiconti* de l'*Accademia dei Lincei*). — G. B. ADAMS. Institutions issues de la *Curia regis* (en Angleterre, avec un dessin qui représente graphiquement les rameaux qui sont sortis successivement du tronc primitif). — A. S. SALLEY. La déclaration de Meklenburg; état présent de la question (publie le texte authentique de la déclaration prise par le comté de Mecklenburg, dans la Caroline du Nord, le 31 mai 1775, à l'égard des mesures arbitraires du gouvernement anglais; montre comment le texte et le caractère en ont été fortifiés par la suite). — M. FERRAND. Les archives de la Convention fédérale (liste critique des documents

provenant de cette Convention, assemblée à Philadelphie en 1787). = Documents : *Directorium ad faciendum passagium transmarinum*; avec une introduction par C. R. BRAZLEY (fin de cet intéressant document). = C.-rendus : J. V. Prašek. *Geschichte der Meder und des Reichs der Länder* (intéressant). — J. Donaldson. *Woman; her position and influence in ancient Greece and Rome, and among the early Christians* (agréable). — The pearl-strings; a history of the Resuliyy dynasty of Yemen, by Aliyyu Bnu'l Hasan El Khazrejivy; with translation, annotations, index, by the late Sir J. W. Redhouse; vol. I (l'auteur de ce récit, El Khazrejivy, est mort en 1409; la famille dont il raconte l'histoire avait été envoyée dans l'Yemen par Saladin en 1173. L'ouvrage nous donne l'histoire de sept princes de cette dynastie). — G. H. Putnam. *The censorship of the church of Rome, and its influence upon the production and distribution of literature*; vol. II (médiocre; fait surtout d'après Reusch, mais avec encore moins de précision bibliographique). — I. A. Taylor. *Queen Hortense and her friends, 1783-1837* (consciencieux). — O. Browning. *The fall of Napoleon* (excellent). — F. L. Petre. *Napoleon's conquest of Prussia, 1806* (bon). — Cei Wylly. *The campaign of Magenta and Solferino, 1859* (bon). — J. D. Rogers. *A historical geography of the British Colonies*; vol. VI : Australasia (bon). — E. Papinot. *Dictionnaire d'histoire et de géographie du Japon* (très estimable compilation). — D. Murray. *Japan*; nouv. éd. (médiocre). — Sir F. Swettenham. *British Malaya* (bonne histoire des progrès de l'influence anglaise dans la péninsule malaise par un homme qui fut pendant trente-six ans au service de l'Angleterre dans ce pays). — E. S. Meany. *Vanconver's discovery of Puget Sound* (publie une partie de la relation du voyage de Vanconver d'après l'éd. de 1801, avec de longues notes biographiques ayant pour objet d'expliquer l'origine des noms géographiques usités sur la côte du nord-ouest). — E. P. Alexander. *Military memoirs of a Confederate; a critical narrative* (bonne étude critique sur les campagnes de l'armée de la Virginie septentrionale). — W. L. Fleming. *Documentary history of reconstruction*; vol. II (bon).

40. — *The Nation*. 1907, 25 juillet. — W. Hunt. *The Irish parliament, 1775; from an official and contemporary manuscript* (rapport rédigé par le colonel Blaquièrre, secrétaire du vice-roi Lord Harcourt. Important). = 1<sup>er</sup> août. A. G. Bradley. *Lord Dorchester* (bonne biographie d'un des « Makers of Canada »; malheureusement, Lady Dorchester a détruit toute la correspondance de son mari, et l'on ne peut plus connaître celui-ci que par ses actes officiels). — James Hanney. *Wilmot and Tilley* (ces deux personnages, nés en New-Brunswick, ont joué un rôle notable dans l'histoire du Canada vers le milieu du XIX<sup>e</sup> s.). — J. A. R. Marriott. *The life and times of Lucius Cary, viscount Falkland* (bon). = 15 août. Julia Cartwright. *Madame. A life of Henrietta, daughter of Charles I and duchess of Orleans* (bon; publie près de cent lettres inédites de Charles II à sa sœur). = 29 août. Th. Speed. *The*

Union cause in Kentucky, 1860-1865 (bon). — *W. H. Hoyt*. The Mecklenburg Declaration of Independance (les citoyens de la Caroline septentrionale tirent vanité d'une déclaration d'indépendance rédigée à Mecklenburg le 20 mai 1775; d'après eux, Jefferson, en rédigeant celle de juillet 1776, n'a été qu'un plagiaire. Le malheur est qu'il n'y a pas eu de déclaration d'indépendance le 20 mai 1775. Il y eut, le 31 mai, dans cette ville, une réunion où l'on protesta contre la politique du gouvernement anglais; mais la prétendue déclaration a été écrite seulement vingt-cinq ans plus tard par un témoin dont la mémoire était infidèle. C'est un mythe que l'auteur a définitivement dissipé). = 5 sept. *C. R. L. Fletcher*. An introductory history of England, from Henry VII to the Restoration (bon). = 3 oct. *H. Christensen*. Det nitende aarhundredes Kulturkamp Norge (tableau fort instructif des progrès intellectuels et matériels accomplis par la Norvège depuis 1814). = 10 oct. *R. M. Burrows*. The discoveries in Crete and their bearing on the history of ancient civilization (excellent; l'auteur est très bien informé). — *Beazley*. The dawn of modern geography; vol. III, 1260-1420 (c'est la fin de cette remarquable histoire de la géographie au moyen âge). = 17 oct. Papers of the military historical Society of Massachusetts; vol. VI: The Shenandoah campaigns of 1862 and 1864, and the Appomattox campaign, 1865 (utile). — *Ph. At. Bruce*. Social life of Virginia in the xviii century (substantiel). = 24 oct. *L. R. Farnell*. The cults of the greek states; vol. III-IV (judicieux et sensé). — 31 oct. *J. A. Doyle*. English colonies in America; vol. IV-V (l'auteur avait quelques-uns des dons les plus précieux de l'historien, mais il manquait trop souvent de précision, d'exactitude dans le détail. Son premier volume avait excité de grandes espérances; mais, depuis, le lecteur américain est devenu plus exigeant et les derniers volumes sont, en somme, une déception). = 7 nov. George Buchanan (art. de E. K. Rand sur les poésies latines de G. Buchanan). — *L. W. King*. Chronicles concerning early babylonian kings (important). — *A. Shaw*. Political problems of american developement (superficiel et souvent contestable).

---

41. — **The english historical Review**. 1907, oct. — *E. H. PARKER*. Tartares et Chinois avant l'époque de Confucius (d'après les sources chinoises, qui seules peuvent nous renseigner sur les voisins immédiats de la Chine ancienne : Tartares et Tibétains). — *Ch. HASKINS*. Le service de chevalier en Normandie au xi<sup>e</sup> s. (publie pour la première fois ou réédite plusieurs chartes qui montrent qu'avant la conquête de l'Angleterre, en 1066, il y avait en Normandie des baronnies constituées avec les obligations féodales que l'on peut considérer comme caractérisant normalement le régime à partir du xii<sup>e</sup> s. Le fief de chevalier étudié par Round en Angleterre existait donc déjà en Normandie bien avant le Domesday book). — *C. G. BAYNE*. Le couronnement de la reine Élisabeth (étude critique sur les sources; des changements

introduits dans le rituel par Élisabeth. Publie le texte d'une relation, sans doute officielle, en anglais, et la traduction d'une relation italienne). — SCHOOLCRAFT. La prise de la Nouvelle-Amsterdam (expose les rapports de l'Angleterre et des Pays-Bas depuis 1652 et les raisons qui aboutirent à la prise de la Nouvelle-Amsterdam en pleine paix, il est vrai, mais à un moment aigu de la lutte commerciale entre les deux États). — J. F. CHANGE. La pacification du Nord en 1719-1720; 2<sup>e</sup> partie : les traités conclus par la Suède. — F. H. BARING. Le passage de la Tamise par César. — E. MAC CLURE. Les inscriptions de Wareham (inscriptions en breton du x<sup>e</sup> s.). — JAMES WILSON. Guillaume Fils Aldelin (publie deux chartes tirées du cartulaire de Saint-Bee). — L. W. VERNON HARCOURT. Les barons mis à l'amende par leurs pairs (étude des textes du xiii<sup>e</sup> s.). — P. S. ALLEN. Quelques lettres de maîtres et écoliers, 1500-1530. — R. DUNLOP. Une note sur le commerce d'exportation de l'Irlande en 1641, 1665 et 1669. — BASIL WILLIAMS. Chatham et la représentation des colonies au Parlement impérial, 1764-1765. — A. W. WARD. Moritz Brosch; notice nécrologique. — C. rendus : *Harnack*. Der Brief des britischen Königs Lucius an den Papst Eleutherus (cette lettre au pape Éleuthère peut avoir existé; mais elle fut adressée, non par un roi breton nommé Lucius, dont l'existence est inadmissible, mais par Abgar IX d'Édesse, autrement appelé Lucius Aelius Septimius Megas Abgarus bar Manu, régnant « in Britio Edessenorum »). Les mots *in Britio*, qui désignent le château d'Édesse, où demeurait Abgar IX et où saint Jude fut enseveli, auront été interprétés dans le *Liber pontificalis* comme désignant la Bretagne et le roi d'Édesse sera devenu un roi de Bretagne. Bède, trouvant l'erreur dans le *Liber pontificalis*, ne pouvait que la propager). — J. HAURY. Procopii Caesariensis opera omnia; III, 1 : Historia quae dicitur arcana (excellente édition). — W. HUDSON. The records of the city of Norwich; vol. I. — BANNISTER. Registrum Ade de Orleton, episcopi Herefordensis, 1317-1327. — A. de BEATIS. Die Reise des Kardinals Luigi d'Aragona durch Deutschland, die Niederlande, Frankreich und Oberitalien, 1517-1518 (très intéressant journal de voyage, publié par L. Pastor). — OSGOOD. The american colonies in the seventeenth century (excellent). — CH. BASTIDE. John Locke; ses théories politiques et leur influence en Angleterre (intéressant; mais la partie la plus faible du livre est précisément ce qui se rapporte aux théories politiques de Locke).

42. — **The scottish historical Review**. 1907, oct. — A. LANG. Les lettres de la cassette (estime, après nouvel examen, que la seconde de ces lettres est authentique). — J. EDWARDS. Les Templiers en Écosse au xiii<sup>e</sup> s. (publie le texte, la traduction et un fac-similé d'une charte de l'an 1354 où se trouvent racontés les procédés violents employés par un maître de l'ordre du Temple, en 1298, pour s'emparer d'un domaine sur lequel il n'avait aucun droit. Ce sont des violences de cette nature, et non l'accusation d'hérésie, qui perdirent les Templiers). — H. MAXWELL. La *Scala cronica* de Sir Thomas Gray (fin de la partie

relative au règne d'Édouard III). — H. BROWN. L'enseignement de l'histoire d'Écosse dans les écoles. — W. S. MAC KEGHNE. La nécessité constitutionnelle de l'Union en 1707. — W. Caird TAYLOR. Étudiants écossais à Heidelberg, 1386-1662. — DOWDEN. Les évêques de Glasgow depuis la restauration du siège par le comte David jusqu'à la Réforme; notes chronologiques. — Notes sur l'article du Dr James Wilson dans la *Scottish histor. Review*, juillet 1907, concernant une charte de 1167 relative au duel judiciaire en Écosse (cette charte n'est pas authentique). — C.-rendus : L. Toulmin Smith. The itinerary of John Leland in or about the years, 1535-1543 (excellente édition). — M. Newell. Canon Pietro Casola's pilgrimage to Jerusalem in the year 1494 (excellent). — J. B. Paul. The Scots peerage; vol. III-IV (important). — Sir A. H. Dunbar. Scottish kings; a scottish history, 1005-1625 (2<sup>e</sup> éd. corrigée de cette très utile compilation). — A. Lang. History of Scotland; vol. IV (très intéressant).

43. — *Transactions of the r. historical Society*. 3<sup>e</sup> série, t. I, 1907. — J. GAIRDNER. Un dessin contemporain de l'incendie de Brighton par les Français au temps de Henri VIII (en 1514; il n'est nullement certain que Brighton ait encore été brûlé par les Français en juillet 1545). — Sir H. HOWORTH. L'élévation de Gaius Julius Cæsar; ses plus anciens amis, ennemis et rivaux (s'efforce de retracer, aussi clairement et complètement que possible, la carrière de César jusqu'à la fin de son premier consulat). — J. F. CHANCE. Les traités du Nord en 1719-1720. — J. FITZMAURICE-KELLY. De quelques anciens historiens espagnols (quelques mots sur le *Corpus Pelagianum*, le plus ancien corps de chroniques espagnoles, œuvre de Pelayo, évêque d'Oviedo, qui s'arrête en 1109; sur le *Chronicon* de Luc, évêque de Tuy, souvent désigné par le nom de « El Tudense »; sur la *Historia gothica*, composée par le célèbre archevêque de Tolède, Rodrigo Ximénez de Rada, qui mourut en 1247; étude détaillée sur la chronique d'Alfonse le Sage, son état original et ses remaniements). — B. Wallis CHAPMAN. Relations commerciales de l'Angleterre et du Portugal, de 1487 à 1807. — H. ISHAM LONDON. Les « journaux » de Sir Justinian Isham, 1704-1736 (analyse les notes journalières des voyages faits par Sir Justinian en Angleterre et sur le continent, spécialement en Allemagne, de 1707 à 1736). — G. J. TURNER. La minorité de Henri III; 2<sup>e</sup> partie (remarques sur les sources; étude originale sur l'état réel du sentiment politique au début du règne de Henri III; récit minutieux du siège de plusieurs châteaux occupés par des adversaires du petit roi, jusqu'au départ du légat Pandolf). — H. HALL. De quelques peines ecclésiastiques infligées dans le diocèse d'Ely au temps de la reine Élisabeth (publie plusieurs documents inédits des années 1586 et 1594-1596).

44. — *The Nineteenth century*. 1907, sept. — H. CHILDERS. Le procès d'Élisabeth, duchesse de Kingston (cause célèbre qui fut plaidée devant la Chambre des pairs en 1776; la duchesse était accusée de



« polygamie », ayant épousé le duc de Kingston avant la dissolution d'un mariage secret qu'elle avait contracté auparavant avec Auguste Harvey, plus tard Lord Bristol). = Nov. H. W. HORWILL. L'église anglicane en Amérique. — J.-B. WILLIAMS. Les plus anciennes agences de publicité de Londres (au temps de la guerre civile et de Charles II). — M<sup>me</sup> MAXWELL-SCOTT. M<sup>me</sup> Louise de France, 1737-1787.

45. — *The Athenæum*. 1904, 3 août. — *Ad. Herman*. A handbook of egyptian religion (bonne traduction; mais le traducteur fait trop belle la part de l'auteur; en général, il y a lieu de faire les plus expresses réserves quant aux résultats auxquels est arrivée l'école de Berlin en égyptologie). — *Sir F. Maurice*. History of the war in South Africa; vol. II. — *Sir H. Maxwell*. Scalacronica (traduction utile d'une chronique en anglo-français compilée au xiv<sup>e</sup> s. par Sir Thomas Gray de Hetoun et intéressante pour l'histoire des guerres des Anglais et des Écossais pendant la première moitié du xiv<sup>e</sup> s. La chronique commence à la création; le traducteur a commencé seulement à l'avènement d'Édouard I<sup>er</sup>). = 10 août. *J. N. Figgis*. From Gerson to Grotius, 1414-1625 (bonne histoire des idées politiques au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> s.). — *M. Manucci*. Storia do Mogor, or Mogul India, 1653-1708; trad. p. *W. Irvine*; t. I-II (traduction faite sur le ms., heureusement retrouvé à la Bibliothèque royale de Berlin; le P. Catrou, qui utilisa le premier la *Storia* de Manucci, prit avec son texte les plus impardonnables licences. Le texte original est écrit partie en portugais, partie en français. Les notes du traducteur sont excellentes). — La bataille d'Æthandune (E. Mac Clure estime que M. Gresswell s'est fourvoyé en identifiant ce nom de lieu avec Edington en Somerset; l'histoire et la philologie s'y opposent. Edington en Essex, qu'a proposé W. H. Stevenson, est beaucoup plus vraisemblable). = 17 août. *T. M. Lindsay*. History of Reformation; vol. II: In lands beyond Germany (agréable à lire, mais superficiel). — *E. O. Gordon*. Saint George (incomplet et sans profondeur). — Sainte Catherine of Siena and her times (excellent). — De l'emplacement où se trouvait le gibet de Tyburn (au coin des rues Edgeware et Bayswater). = 24 août. *The Victoria History of the county of Gloucester*; vol. II. — *Lord Francis Hervey*. Corolla s. Eadmundi (recueil d'extraits, traduits en anglais, des chroniques relatives à saint Edmond, roi et martyr). — *C. W. Whish*. The græco-roman world; or the struggle of East and West during a millenium of world empire; vol. III (prétentieux et peu nouveau). — *Ph. Sergeant*. The last empress of the French (sans valeur). = 31 août. *A. Kitson*. Captain James Cook, « the Circumnavigator » (bon). — *A.-T. Bannister*. The Register of Adam de Orleton, bishop of Hereford, 1317-1327. = 7 sept. *A. Houston*. Daniel O'Connell's early life and journal, 1795-1802 (médiocre; le journal n'est qu'un tissu de banalités). — *L.-P. Dubois*. L'Irlande contemporaine (très consciencieux, mais l'auteur laisse trop paraître ses préjugés catholiques; il n'est pas impartial). = 28 sept. *W. Page*. The Victoria history of the county of Sussex; vol. II. — *Id.*

The Victoria history of the county of Berkshire; vol. II. — *Grenfell, Hunt et Goodspeed*. The Tebtunis Papyri; vol. II. — *J. B. Paul*. Accounts of the Lord High Treasurer of Scotland; vol. VII: 1538-1541. = 5 oct. *Wheeler et Broadley*. Napoleon and the invasion of England; the story of the great terror (important; beaucoup de documents nouveaux fort bien mis en lumière). = 19 oct. *F. C. Montague*. The political history of England; vol. VII: 1603-1660 (très bonne compilation, à laquelle manquent cependant l'originalité et la vie). — *W. St. Clair Baddeley*. A Cotteswold manor; being the history of Painswick (bon). — Le livre de l'ordre de Saint-Michel (signale plusieurs manuscrits contenant les statuts de l'ordre, à propos du vol commis à la bibliothèque de Saint-Germain-en-Laye). = 26 oct. The letters of Queen Victoria. — *Th. D. Seymour*. Life in the homeric age (excellent). = 9 nov. *A. C. Holliway-Calthrop*. Petrarch; his life and times (charmant ouvrage). — *H. N. Birt*. The Elizabethan religious settlement (très consciencieux; complète et, sur certains autres points, rectifie les ouvrages de Creighton et de Gee). = 16 nov. *Chr. Hars*. The life of Louis XI (ce qu'il y a de mieux dans cette compilation, ce sont les illustrations). — Early english printed books in the University Library, Cambridge, 1475-1640; vol. IV.

46. — Νέος Ἑλληνομνήμων (publié par Spyr. P. Lambros). T. III, 1906, n° 3-4. — 80 bulles de patriarches et 44 documents monastiques de la Bibl. nat. de Paris (Suppl. gr. 704-708, ann. 1593-1798). — Discours de consolation d'après le ms. 35 de Leipzig (xv<sup>e</sup> s.). — Catalogue des mss. de la bibliothèque de la Chambre d'Athènes (suite). — La prédiction d'Andritzopoulos (chute de l'empire byzantin et venue de l'Antéchrist). — Manuscrits grecs à l'île de Cos (chrysobulle de Trébizonde). — Les églises de Constantinople (liste d'un ms. du xvi<sup>e</sup> s. de la bibliothèque patriarcale du Caire). = T. IV, 1907, n° 1. Le droit de première nuit chez les Byzantins (mentionné dans plusieurs chrysobulles des xiii-xiv<sup>e</sup> s. et par le théologien Joseph Bryenne au xv<sup>e</sup> s., analogue au droit du seigneur). — Sur les murailles de l'isthme de Corinthe au moyen âge; supplément (voy. t. II, p. 434). — Vie d'Eugène Joannoulis l'Étolien par Anastase Gordios. — Trois bulles de patriarches conservées dans des monastères attiques. = N° 2. Trois « mirabilia » sur l'impératrice Pulchérie, l'histoire mythique du Péloponèse et Théodose II (d'après un ms. de l'Athos provenant de Monembasia, xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> s.; l'influence latine apparaît dans le vocabulaire et les noms propres du troisième morceau). — Copistes et possesseurs de mss. en Macédoine au moyen âge et pendant la domination turque. — Chrysobulle de l'empereur Jean Paléologue en faveur de Jacques Morellis de Florence (1439. Paris, Bibl. nat.; Suppl. gr. 821). — Deux bulles patriarcales (1580 et 1651) en faveur du monastère des Météores. — Nouveaux portraits de Constantin Paléologue (voy. t. III, p. 229). = C. rendu : *Pitzipios*. La flotte impériale de Byzance.

**47. — Rivista storica italiana.** 3<sup>e</sup> série, t. VI, 1907, n<sup>o</sup> 2. — *Pisano Baudò*. Storia di Lentini; II. — *U. Giori*. In qual tempo abbia scritto Vopisco le biografie degli imperatori (ingénieux; soutient que Vopiscus écrivit au milieu du IV<sup>e</sup> s.). — *R. Caggese*. Classi e comuni rurali nel medioevo italiano (très neuf). — *A. Gorretta*. La lotta fra il comune Bolognese e la signoria Estense, 1293-1303 (intéressant et consciencieux). — *E. Bertanza et G. Dalla Santa*. Documenti per la storia della cultura in Venezia: maestri, scuole e scolari a Venezia fino al 1500. — *U. Benassi*. Storia di Parma; V: 1523-1524. — *F. Tripodo*. L'espulsione della Compagnia di Gesù dalla Sicilia. = N<sup>o</sup> 3. *E. Verga*. L'archivio della Camera di commercio e dell' antica Università dei mercanti di Milano (excellent inventaire). — *A. Manno*. Il patriziato subalpino; t. II: Dizionario genealogico: A-B (très important pour l'histoire nobiliaire du Piémont). — *H. Lizier*. L'economia rurale dell' età prenormanna nell' Italia meridionale (simple esquisse). — *D. Muratore*. Una principessa sabauda sul trono di Bisanzio (des déductions un peu téméraires). — *M.-L. Gentile*. Studi sulla storiografia fiorentina alla corte di Cosimo I de' Medici (une bonne méthode, mais des erreurs). — *E. Rota*. La reazione cattolica a Milano (excellente étude sur la contre-réforme). — *C. Grimaldo*. Giorgio Pisani e il suo tentativo di riforma (bon; style incorrect). — Dernières publications sur le Risorgimento, 1815-1907.

**48. — Archivio storico lombardo.** T. XXXIV, 1907, sept. — *G. PETRAGLIONE*. Le « De laudibus Mediolanensium urbis panegyricus » de P. C. Decembrio (écrit en 1435-36 en réponse à la « Laudatio urbis Florentinae » de L. Bruni; édition). — *A. ZANELLI*. Pietro Del Monte (fin; Del Monte, nommé successivement par le pape évêque de Brescia, 1442; gouverneur de Pérouse, 1451; référendaire près le Saint-Siège, 1454; sa mort, 1457; documents). — *E. BELLORINI*. Désordres au théâtre à Milan au temps des républiques Cisalpine et Italienne, 1796-1805. — *C. MANARESI*. Francesco Sforza dans la lutte entre Astorgio et Taddeo Manfredi (1461). — *F. N.* Une visite de Louis XII à la cité de Crémone, 24-26 juin 1509 (publie une relation inédite d'un certain C. Affeni). = C.-rendus: *F. Brandileone*. Saggi storici sulla celebrazione del matrimonio in Italia. — *F. de Daugnon*. Gli Italiani in Polonia dal IX secolo al XVIII (très neuf).

**49. — Archivio storico per le province napoletane.** T. XXXII, 1907, fasc. 3. — *P. FEDELE*. Deux nouveaux documents gaëtans de l'époque normande (1046 et 1062; utiles pour la chronologie des seigneurs de Gaëte). — *B. MARESCA*. La mission du comm. Alvaro Ruffo à Paris en 1797-98 (suite de l'analyse de sa correspondance diplomatique). — *M. SCHIPA*. Luites sociales à Naples au moyen âge (suite: les groupements populaires au XIV<sup>e</sup> s.; un acte royal de 1347 fait tomber les barrières qui empêchaient le peuple de participer à la direction des affaires; importance qu'il prend dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> s.). — Récit des événements survenus à Naples de 1700 à 1732

(suite). — D. BASSI. Le P. Antonio Piaggio et les premiers essais de déroulement des papyrus d'Herculanum (1753-71 ; d'après des lettres et mémoires inédits).

50. — **Vizantijski Vremennik** (*Byzantina Cronica*). T. XIII, 1906. n° 1. — N. FESTA. A propos d'une biographie de saint Jean le Miséricordieux (publ. p. Heisenberg, *Byzantin. Zeit.*, t. XIV, p. 193-233 ; ce panégyrique a été composé par un habitant de Constantinople au début du x<sup>v</sup> s.). — B. ISTRINE. L'original grec de la prétendue traduction bulgare de la chronique de Georges Hamartolos. — Ed. KURTZ. Psellos est-il si difficile à traduire ? — Contribution aux actes du monastère d'Esphigmenou. = N° 2. ТΟΥΡΑΙΕΥ. Quelques vies de saints abyssins d'après les manuscrits de l'ancienne collection d'Abbadie. — ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ-ΚΕΡΑΜΕΥΣ. Histoire de Corcyre. Jean Apokaukos et Georges Bardanes (lettres inédites). — E. RJEDINE. Les régions et les peuples selon Éphore dans les manuscrits illustrés de Cosmas Indicopleustès.

51. — **Bulletin de l'Institut archéologique russe à Constantinople** (Sofia). N° IX, 1-2, 1904. — B. PANTCHENKO. La propriété rurale à Byzance. La loi agraire et les actes des monastères (le νόμος γεωργικός attribué aux empereurs de la dynastie isaurienne leur paraît antérieur ; les documents ecclésiastiques des diverses provinces byzantines montrent que le principe de la propriété individuelle et héréditaire s'est maintenu pendant tout le moyen âge chez les paysans malgré les tendances des colons slaves à la propriété collective et les droits supérieurs des grands propriétaires). — R. LÖPER. Quelques inscriptions grecques et romaines. — J. PARGOIRE. Les Saint-Mamas de Constantinople. = 3. B. PANTCHENKO. Catalogue des bulles de plomb de l'Institut archéologique russe à Constantinople. = N° X, 1905. Matériaux pour l'histoire ancienne de la Bulgarie. Aboba-Pliska (album de 117 pl. Vienne, 1905). — Th. OUSPENSKY. Importance historique d'Aboba. Études sur les inscriptions et les anciens alphabets. — ШКОРНИЛ. Étude sur la citadelle, les constructions, les routes, les canaux, etc. — D. АЙНАЛОВ. Objets et ornements ecclésiastiques. — B. PANTCHENKO. Sceaux et monnaies. = N° XI, 1906. Th. SCHMITT. Kabrié-Djami. I. Histoire du monastère de Khora. Architecture de la mosquée. Mosaïques des Narthex (album de 92 pl. in-fol. Munich, 1906 ; l'auteur étudie successivement l'histoire du monastère, puis celle de la construction de l'église ; les documents inédits ou peu connus sont publiés en supplément. Les mosaïques des Narthex, exécutées à la fin du xiii<sup>e</sup>-début du xiv<sup>e</sup> s., sont la reproduction de modèles syriens plus anciens. Nous reviendrons sur cette importante publication).

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

**France.** — Nous apprenons la mort du P. PARGOIRE, des Augustins de l'Assomption, enlevé prématurément, à l'âge de trente-cinq ans. Par ses travaux, il avait contribué de la manière la plus honorable à la renaissance de l'érudition byzantine. Il laisse inachevé le grand ouvrage qu'il avait entrepris sur l'histoire de l'église grecque et dont il avait publié le premier volume (*l'Eglise byzantine de 527 à 847*. Paris, 1905; cf. *Rev. hist.*, t. XCI, p. 327). Citons aussi son *Recueil des inscriptions chrétiennes du mont Athos* (en collaboration avec MM. G. Millet et L. Petit. Paris, 1904) et de nombreux articles d'histoire religieuse de l'Orient ou d'archéologie parus dans la *Revue des questions historiques*, la *Revue de l'Orient chrétien*, la *Byzantinische Zeitschrift*, le *Vizantijski Vremennik*, les *Échos d'Orient*, etc... L. B.

— MM. A. DESCHAMPS et A. DUBOIS viennent de fonder une *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, qui paraîtra par fascicules trimestriels à partir de janvier 1908 à la librairie P. Geuthner. Outre des articles originaux, les directeurs se proposent d'éditer ou de réimprimer, soit dans la revue même, soit dans un « Corpus des économistes et réformateurs sociaux français du XVIII<sup>e</sup> siècle », dont ils espèrent, d'autre part, pouvoir assurer la publication, des œuvres ou extraits d'œuvres des anciens théoriciens. La revue accueillera les articles écrits en français, en anglais, en allemand, en italien. Le prix de l'abonnement est fixé à 12 francs pour la France et 14 francs pour l'étranger.

\* — Robert DE LASTEYRIE et Alexandre VIDIER. *Bibliographie annuelle des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de France; 1903-1904* (Paris, E. Leroux, 1906, in-4<sup>e</sup>, 289 p.). — Ce fascicule fait suite à ceux qui ont déjà paru pour les années 1901-1902 et 1902-1903; il est pourvu d'une table analytique commune aux trois fascicules, qui constituent le tome I de la *Bibliographie annuelle*. Un supplément à la *Bibliographie générale*, qui comprendra les années 1886-1900, est actuellement sous presse.

— Roger PEYRE. *Histoire générale des beaux-arts*; 7<sup>e</sup> éd. (Paris, Delagrave, in-12, vi-884 p.). — Cette nouvelle édition ne diffère des précédentes que sur de rares points de détail : quelques indications nouvelles dans la partie consacrée aux artistes contemporains et la mention de quelques ouvrages récents dans les bibliographies. On a d'ailleurs peine à comprendre quelles raisons ont présidé au choix des volumes indiqués dans ces bibliographies quand on y constate, par exemple, l'omission d'un ouvrage aussi considérable que l'*Histoire de l'art* publiée sous la direction de M. André Michel. L. H.



— *Université de Paris. Positions des mémoires présentés à la Faculté des lettres pour l'obtention des diplômes d'études supérieures; session de juin 1906* (Paris, Alcan, 1906, in-8°, 425 p.). — Voici l'indication des mémoires historiques analysés dans ce volume : E. BARON. Le sénat et la noblesse sénatoriale à Byzance, du VI<sup>e</sup> à la fin du X<sup>e</sup> s. — J. RICHARD-BLOCH. L'anoblissement en France au temps de François I<sup>er</sup>. — A. COQUET. La sédition des Va-nu-pieds à Rouen et le voyage du chancelier Séguier. — A. CRÉMIEUX. La révolution de février 1848; étude critique sur les journées des 22, 23 et 24, suivie d'un appendice sur le procès des ministres en 1848. — A. DAVID. J.-N. Huyot en Asie Mineure, 1817-1820. — R. DOUCET. Les élections et l'esprit public dans le département de la Vienne pendant la Révolution, 1789-1795. — R. FAWTIER. L'abbaye de Saint-Evre-les-Toul depuis les origines jusqu'en 1552. — P. GARCEMENT. La politique de Marat sous la Constituante. — GÉNIEZ. Les pétitions adressées au secrétaire général du Gouvernement provisoire, 1848. — M. GRANET. La solidarité familiale dans le droit pénal mérovingien. — J. GUÉDEL. Mission du baron de Wicka, résident de l'Empereur à la cour de France, 1667-1669. — G. HARDY. La position gallicane de Bossuet. — P. JOLIS. Le rôle et l'attitude du Parlement et de la ville de Paris pendant la captivité de François I<sup>er</sup>, 1525-1526. — R. LAURENT. Les publicains et Cicéron en Cilicie; étude sur l'administration financière de Cicéron. — F. LA VIEILLE. La misère à Paris en 1709; un épisode de la lutte contre la disette sous l'ancien régime. — J. LÉPINE. La politique de la droite dans le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens avant le 18 fructidor. — LOTTIN. Les missions de J.-B. Cavaignac à l'armée des Pyrénées-Occidentales, 1793-1794. — G. RIGAULT. Le gouvernement du général Menou en Égypte, 1800-1801. — G. WEILL. La politique de Vergennes et son application dans l'affaire de la succession de Bavière.

— Le 3<sup>e</sup> fascicule du tome XIII des *Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires* (Impr. nat., 1906) est consacré à un mémoire de M. Louis Poinssot sur les *Inscriptions de Thugga* (253 p.). Le 1<sup>er</sup> fascicule du tome XV (ibid., 1907) contient un rapport de M. F. BRÆSCH sur les *Documents relatifs à la Révolution française à Paris, conservés au British Museum* (60 p.).

— Le tome XVII des *Mémoires de la Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher* (année 1903), dont les dernières livraisons viennent seulement de paraître, est consacré à une édition du *Cartulaire de la ville de Blois (1196-1493)*, due à MM. Jacques SOYER et Guy TROUILLARD et suivie de notices biographiques par M. Joseph DE CROÏ. Nous reviendrons sur cette publication. Le tome XVIII (année 1904) contient les mémoires suivants : A. CAUCHIE. L'abbé Polier, curé de Saint-Secondin (1726-1814). — D<sup>r</sup> LESUEUR. Une question d'hygiène municipale au XVIII<sup>e</sup> siècle (projet de construction d'un déversoir de latrines dans Blois

en 1788). — A. THIBAUT. Les gens et les choses de la justice à Blois aux temps passés. — P. LESUEUR. Les jardins du château de Blois et leurs dépendances.

— Dans le tome XXXVIII, 2<sup>e</sup> série, des *Mémoires de l'Académie d'Arras* (1907), M. DE LOISNE a donné l'analyse des 245 pièces du *Cartulaire des chapellenies d'Arras*, manuscrit de 1282, avec des additions des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles; ces pièces vont de 1180 à 1479; trois, dont une charte de Philippe Auguste (de Lens, 1192), sont publiées en appendice.

— *Cartulaires de l'abbaye de Molesme (916-1250)*, publ. par Jacques LAURENT; t. I : *Introduction* (Paris, A. Picard, 1907, in-4<sup>o</sup>, xxxii-354 p.). — Ce volume, qui est le premier d'une « Collection de documents publiés avec le concours de la Commission des antiquités de la Côte-d'Or », est tout entier consacré à une riche et très instructive introduction à la fois « diplomatique, historique et géographique ». Elle s'ouvre par une étude sur les archives et les cartulaires de Molesme, qu'illustrent plusieurs fac-similés; se continue par une histoire très soignée de l'abbaye et de l'ordre de Molesme, pour laquelle il eût peut-être été prudent d'utiliser avec moins de confiance la Vie légendaire du fondateur. La 3<sup>e</sup> partie est une étude de géographie féodale de la région langroise. Cette étude, fort poussée, est accompagnée de cartes dues à M. Perrenet. Nous ne faisons qu'annoncer aujourd'hui cette importante publication; nous y reviendrons quand les chartes mêmes auront paru. — L. H.

— J. DELAVILLE LE ROULX. *Cartulaire général de l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem (1100-1310)*. T. IV (1301-1310), 2<sup>e</sup> partie : additions et table (Paris, E. Leroux, 1906, in-fol., p. 309 à 696). — Les premières pages sont remplies par des « Additions, notes et corrections » qui sont d'une réelle utilité pour un recueil de semblables dimensions, renfermant des pièces relatives à des pays très différents et pour la confection duquel les collaborations les plus diverses ont dû être employées. Quoique la table ne soit pas analytique, ce qui est peut-être à regretter, elle permettra de tirer amplement parti de cette importante publication, dont nous avons eu déjà l'occasion de parler ici même. La valeur de l'ensemble fait oublier les erreurs matérielles de détail, toujours difficiles à éviter. Ph. L.

— Raoul BUSQUET. *Étude sur Pierre Aréoud, médecin et littérateur de Grenoble, 1490?-1571?* (Grenoble, Allier, 1907, in-8<sup>o</sup>, 86 p., extr. du *Bull. de l'Acad. delphinale*). — Ce Provençal établi à Grenoble se signale pendant les épidémies. Il publie, au sujet d'une *fontaine ardente* (un dégagement d'hydrogène carburé) des écrits polémiques assez curieux. Détails sur les *mystères* joués à Grenoble, sur « l'entrée » de Henri II en 1548, sur l'Université dauphinoise.

— L. LANDOUZY. *Le toucher des écouelles. L'hôpital Saint-Marcoul. Le mal du roi* (Paris, Masson, [1907], in-4<sup>o</sup>, 31 p.). — Ne cherchez pas ici la page d'histoire médicale que l'on était en droit de trouver sous la

plume du savant professeur de la Faculté de médecine de Paris. Ce fascicule (développement d'une communication faite au congrès de Reims de l'AFAS) vaut surtout, en somme, par son illustration documentaire. Signalons notamment la belle planche extraite des *Heures de Henri II* et les gravures relatives au toucher des écouelles en Angleterre. H. HR.

— Ernest LYON. *La corporation des maîtres boulangers de la ville de Limoges; histoire sommaire d'après les documents d'archives* (Limoges, Ducourtieux, 1907, in-8°, 56 p.). — Étude très consciencieuse après dépouillement de nombreux fonds aux Archives nationales, à celles du département de la Haute-Vienne et à celles de la ville de Limoges. Le métier de boulanger a été libre à Limoges pendant tout le moyen âge; il l'était encore au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Les statuts originaux de la corporation sont du 10 juin 1677. L'étude de M. Lyon ne commence donc qu'à cette date. D'autres métiers (selliers, cordonniers, fourbisseurs) avaient adopté, à Limoges, la forme corporative beaucoup plus tôt, dès le commencement du XV<sup>e</sup> siècle.

— Joseph PROST. *La philosophie à l'Académie protestante de Saumur, 1606-1685* (Paris, H. Paulin, 1907, in-8°, 180 p.). — Bonne étude sur les professeurs de Saumur, et en particulier sur l'introduction du cartésianisme à Saumur par le célèbre Genevois Jean-Robert Chouet. Nombreuses pièces. — Du même, *Essai sur l'atomisme et l'occasionalisme dans la philosophie cartésienne* (ibid., 1907, in-8°, 275 p.). La question est traitée historiquement. H. HR.

— F. STROWSKI. *Histoire du sentiment religieux en France au XVII<sup>e</sup> siècle. Pascal et son temps; 2<sup>e</sup> partie : l'Histoire de Pascal* (Paris, Plon, 1907, in-16, III-405 p.). — Cette nouvelle étude (cf. *Rev. hist.*, t. XCIV, p. 241) est écrite avec l'aimable subtilité qui caractérise M. Strowski. Pascal enfant, Pascal géomètre, Pascal physicien, Pascal mondain nous mènent agréablement à la grande conversion, et, chemin faisant, nous faisons connaissance avec plusieurs milieux du XVII<sup>e</sup> siècle, milieux de savants, milieux d'« honnêtes gens ». M. Strowski défend son héros contre les accusations de M. Mathieu. Il le fait sur un ton de sérieuse modération, qui est d'un critique et non d'un avocat; sur bien des points il a raison. Je ne reste pas très sûr qu'il ait lavé Pascal du reproche d'avoir plagié Descartes, et lui-même n'est pas très sûr qu'il n'y ait pas quelque chose de « singulier » dans la lettre sur le P. Magni. Il se contente de rejeter sur les parents ou amis de Blaise la responsabilité de cette « manigance ». Le mot est dur, même suivi de l'épithète « honnête ». Mais on ne se faisait pas alors les mêmes idées qu'aujourd'hui en fait de propriété littéraire ou scientifique et de plagiat. P. 16 : il n'y a pas de « parlement » de Clermont. — H. HR.

— Dr LE PILEUR. *Madame de Miramion (1629-1696). Notice sur sa santé et sa vie intime* (Paris, H. Champion, 1907, in-8°, 50 p.). — Étude médico-historique sur l'ascétisme dans ses rapports avec la névropathie. Chemin

faisant, quelques détails sur l'enlèvement de M<sup>me</sup> de Miramion par ce polisson de Bussy. On s'étonne qu'un médecin écrive : « On ne sait si elle nourrit, ce que toute femme faisait en ce temps-là. » — H. HR.

— Maurice MASSON. *Fénelon et M<sup>me</sup> Guyon. Documents nouveaux et inédits* (Paris, Hachette, 1907, in-16, xcv-377 p.). — M. Masson établit, d'une façon qui me semble irréfutable, l'authenticité de la correspondance dite « secrète » échangée entre Fénelon et la célèbre quietiste en 1688-1689, publiée une première fois par Dutoit en 1767-1768. Il en donne une réédition soignée, à laquelle il joint des poésies de Fénelon à M<sup>me</sup> Guyon et le fragment inédit d'autobiographie de l'auteur des *Torrents* : fragment capital, puisque ce sont les cinq feuillets que, pour ne pas compromettre son ami, elle fit arracher du manuscrit remis à Bossuet. Avec beaucoup de finesse, il analyse ce « Télémaque spirituel » qu'est la correspondance. Il en note les « enfantillages mystiques », bégaiements de nourrisson et chants de nourrice, « divertissements un peu puérils en leur simplicité, mais qui amusaient leurs sens ». Comment concilier cette dernière phrase (p. XLV) avec cette déclaration, qui a l'air d'être de style (p. XLVI) : « Est-il besoin d'ajouter que, dans cette amitié et cette union, il ne se glissait rien qui pût ressembler à de l'amour, même inconscient » ? Si le sentiment très complexe qui unissait les deux amis n'était pas de l'amour, c'était tout au moins un substitut de l'amour, tel qu'il peut s'en former en des âmes nées amoureuses, mais qui veulent résister à la tentation. Ces marivaudages mystiques feraient au total (p. XLI) « un spectacle plus scandalisant encore que les « abêtissements » de Pascal, si par bonheur il [Fénelon] n'eût été Gascon ». H. HR.

— Ch. URBAIN. *Bossuet et M<sup>lle</sup> de Mauléon. Étude critique sur le prétendu mariage de Bossuet* (Paris, Letouzey et Ané, 1906, in-8°, 100 p.; extr. de la *Revue du clergé français*). — Si les amis de l'évêque de Meaux avaient envie de triompher du « scandale » que donne Fénelon dans le livre de M. Masson, voici de quoi rabattre leur orgueil. Assurément, M. Urbain ne prend pas à son compte le malicieux récit de Voltaire et ne croit pas au « prétendu mariage » de Bossuet. Mais s'il recule devant cette conclusion, on peut dire que toute sa critique mène à quelque chose d'approchant. S'il manque la preuve décisive, le contrat, — de mariage ou de cautionnement ? — produit à la mort du prélat par M<sup>lle</sup> de Mauléon, du moins M. Urbain a rassemblé un tel faisceau d'arguments qu'on est ébranlé. Il ne reste rien, en tous cas, de la thèse des défenseurs de Bossuet, nommément de M. Floquet, dont M. Urbain souligne les monumentales erreurs. « Il est une chose qu'il faut dire, quoiqu'il m'en coûte : dans ses rapports avec Catherine Gary, Bossuet a dû manquer de prudence ». Catherine semble d'ailleurs avoir été peu digne de l'amitié que lui témoigna le grand homme. — H. HR.

— H. BARKHAUSEN. *Montesquieu, ses idées et ses œuvres, d'après les papiers de la Brède* (Paris, Hachette, 1907, in-16, vi-334 p.). — Les études

réunies sous ce titre ont surtout pour objet de rechercher, sous le désordre apparent de l'*Esprit des lois*, le lien caché, la puissante logique intérieure. L'examen des passages supprimés, des développements non utilisés est à cet égard d'un très grand secours. La renommée de Montesquieu n'aurait, au reste, rien perdu à ce que le ton employé fût moins uniment celui de l'admiration dévotieuse. H. HR.

— Edwin Preston DARGAN. *The Aesthetic doctrine of Montesquieu. Its application in his writings* (Baltimore, Furst, 1907, in-8°, 203 p.).

— Esthétique et Montesquieu sont deux mots qui s'étonnent d'être accouplés. En dépit des louables efforts de M. Dargan, il est difficile de voir dans le Président autre chose qu'un penseur, qui s'est imposé d'avoir du goût, parce que cela était de bon ton, comme il s'est imposé, après son voyage en Italie, de se connaître en tableaux et d'avoir une théorie sur l'art. Mais pour le sentiment de l'art, il l'avait encore moins, si c'est possible, que Taine en personne. « Elle sert de règle », dit-il de la Vénus de Médicis, « et ce qui est semblable dans les proportions à cette statue est bien, et ce qui s'en écarte est mal. » Il aurait été capable d'écrire un livre sur l'*Esprit des arts*. H. HR.

— Journal d'André Ly, prêtre chinois, missionnaire et notaire apostolique, 1746-1763. Texte latin. Introduction par Adrien LAUNAY (Paris, A. Picard, 1906, in-8°, xxiv-705 p. Index). — C'est affaire aux sinologues de dire ce que vaut cette publication. Les simples historiens ne sauront parcourir sans intérêt ce *diarium* que rédigea un prêtre chinois, élevé à Macao par des missionnaires français. Ils y trouveront d'abondants détails sur les chrétientés du Sseu-Tchouan, les persécutions, etc. Les interrogatoires des chrétiens poursuivis sont des documents de premier ordre. H. HR.

— Maurice VITRAC. *Les énigmes de l'histoire. Philippe-Égalité et Monsieur Chiappini. Histoire d'une substitution* (Paris, H. Daragon, 1907, in-8°, ix-155 p.). — Louis-Philippe était-il le fils d'un géolier italien? M. Vitrac établit péremptoirement que la duchesse de Chartres, qui accoucha au Palais-Royal en octobre 1773, ne pouvait avoir mis au monde, en avril de la même année, dans un village des Marches, l'aventurière qui signe « Marie-Étoile d'Orléans ». Celle-ci était bien une enfant substituée, mais la fille du comte Battaglini, échangée au moment de sa naissance contre le fils de Chiappini. Un seul point reste obscur dans la démonstration convaincante de M. Vitrac : on ne voit point le motif de cette substitution. H. HR.

— M. FERDINAND-DREYFUS vient de publier une histoire de l'*Assistance sous la deuxième République* (Paris, Cornély, in-8°, 224 p.), qui fait suite au volume sur l'*Assistance sous la Législative et la Convention* qu'il avait fait paraître en 1905. Ce volume est, comme le précédent, le résumé d'un cours libre professé à la Sorbonne et qui se continue cette année même par une série de leçons sur l'assistance en France en faveur des enfants sous la troisième République.



PUBLICATIONS NOUVELLES<sup>1</sup>. — BIBLIOGRAPHIE. — Catalogue général des livres imprimés de la Bibl. nationale; auteurs, t. 31 : Colombi-Corbiot. Impr. nat., 1264 col. — *U. Chevalier*. Répertoire des sources historiques du moyen âge; bio-bibliographie. A. Picard, 2 vol., 4832 col.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *Balogny*. Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne; t. V. Berger-Levrault, 573 p. — *T. de Cauzons*. Les Vaudois et l'inquisition. Bloud, in-16, 125 p. — *H. Choppin*. Le maréchal Gassion. Berger-Levrault, xi-196 p. — *A. Daigre*. Armorial général et universel; t. I. Institut héraldique, in-4°, iv-489 p. — *J. Dufaur*. La névrose de Louis XI (thèse de médecine). Toulouse, Gimet-Pisseau, 51 p. — *H. Duveyrier*. Anecdotes historiques, publ. p. *M. Tourneux*. A. Picard, xxvii-359 p. (Soc. d'hist. contemp.). — *O. Friedrichs*. La maladie, le décès et les obsèques de Louis XVII à Delft (1845). Daragon, 36 p. — *G. Goyau*. Jeanne d'Arc devant l'opinion allemande. Perrin, in-16, 84 p. — *E. d'Hauterive*. La police secrète du premier Empire; bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'empereur (1804-1805). Perrin, xvi-596 p. — *E. Ladoucette*. Les quatre sergents de La Rochelle. Libr. mondiale, in-16, 349 p.

HISTOIRE LOCALE. — *I. d'Aulon*. Nécrologe des Frères Mineurs capucins de l'ancienne province d'Aquitaine (1582-1790). Carcassonne, impr. Bonnafous-Thomas, 81 p. — *L. Bazin*. Notice histor. sur le village de Laives. Chalonsur-Saône, Bertrand, 156 p. — *C. Besse*. Histoire d'une commune de la Corrèze en 1793-94 : Rilhac-Treignac. Tulle, impr. « la Gutenberg », 30 p. — *O. Bled*. Regestes des évêques de Thérouanne; t. II, fasc. 1 (1415-1558). H. Champion, in-4°, 150 p. — *E. Bonneau*. Siège d'Alize par Jules César. Chalonsur-Saône, Impr. générale, 123 p. — *H. Cavanol*. Chaumont au xviii<sup>e</sup> s.; la peste de 1636; t. I. Chaumont, Cavanol, in-16, iv-385 p. — *J. Charles-Roux*. Souvenirs du passé; le costume en Provence. Lemerre, 2 vol. in-4°, 261 et 251 p. — *E. Delorme*. Histoire de Cormeilles-en-Parisis. Impr. Dupont, in-4°, 272 p. — *C. Denis*. La ville de Saint-Amand (Nord), de Louis XVI à Napoléon I<sup>er</sup> (1788-1805); fasc. 2. Douai, impr. Brugère et Dalsheimer, 123 p. — *H. Espauillard*. Notes histor. sur le plateau d'Avron. H. Champion, viii-104 p. — *V. Forot*. Les thermidoriens tullois (1794-95). Schemit, 100 p. — *Hugues de Ragnau*. Mgr François Cotton, évêque de Valence (1825-1905). Valence, Vercelin, 594 p. — *J. Mauveaux*. La poste montbéliardaise aux xviii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> s. Montbéliard, Impr. montbéliardaise, 56 p. — *Morel*. L'abbaye de Saint-Martin-aux-Bois. Clermont (Oise), impr. Daix, 88 p. — *P. Panisard*. Monographies de Labastide-Saint-Pierre, Corbarieu et Campsas. Montauban, impr. Forestié, 218 p. — *X. Poli*. La Corse dans l'antiquité et dans le haut moyen âge. Fontemoing, xi-214 p. — *E. Richemond*. Recherches général. sur la famille des seigneurs de Nemours, xii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> s.; t. I. Fontainebleau, impr. Bourges, 353-cxxviii p. — *Vincent-Dubé*. M. Claude Rollet, confesseur de la foi, dernier chanoine de Saint-Maxe (1754-1836). Saint-Paul, xi-210 p.

**Allemagne.** — Le général Albert von PFISTER est mort à Trossingen, près Stuttgart, le 19 octobre dernier. Il a publié plusieurs études historiques de valeur, parmi lesquelles nous citerons : *Denkwürdigkeiten aus der württembergischen Kriegsgeschichte* (1893); *Aus dem Lager des Rheinbunds, 1812-1813* (1897); *Aus dem Lager der Verbündeten, 1814 u.*

1. Sauf indications contraires, tous les volumes sont in-8° et édités à Paris.

1815 (1897); *Deutsche Zwietracht* (1902); *Die amerikanische Revolution, 1775-1783*, 2 vol. (1904).

— Le 16 novembre est mort M. Gustav HERTZBERG, professeur honoraire à l'Université de Halle. Il était né dans cette ville le 19 janvier 1826. Il laisse de nombreux travaux touchant surtout à l'histoire ancienne. Citons : *Alkibiades, der Staatsmann und Feldherr* (Halle, 1853); *Der Feldzug der zehntausend Griechen* (ibid., 1861; 2<sup>e</sup> éd., 1870); *Die asiatischen Feldzüge Alexanders des Grossen* (ibid., 1863-64, 2 vol.); *Die Geschichte Griechenlands unter der Herrschaft der Römer* (ibid., 1866-1875, 3 vol.); *Geschichte Griechenlands von der Urzeit bis zum Beginn des Mittelalters* (Leipzig, 1870); *Geschichte Griechenlands im 19. Jahrh.* (ibid., 1870); *Geschichte Griechenlands seit dem Absterben des antiken Lebens bis zur Gegenwart* (Gotha, 1875-79, 4 vol.); *Geschichte von Hellas und Rom* (Berlin, 1878-79, 3 vol.); *Geschichte des römischen Kaiserreichs* (ibid., 1881); *Geschichte der Byzantiner und des osmanischen Reichs* (ibid., 1883); *Geschichte der Griechen und Römer im Altertum* (ibid., 1885); *Grote'sche Allgemeine Weltgesch.*, t. II-III; *Geschichte der Stadt Halle* (Halle, 1889-1893, 3 vol.). Il était directeur de la *Zeitschrift des thüringisch-sächsischen Geschichts- und Altertumsvereins* et des *Neuen Mitteilungen aus dem Gebiet historisch-antiquarischer Forschungen*, et encore en 1902 il publia une *Geschichte des thüringisch-sächsischen Geschichtsvereins*.

— Sous le titre de *Zeitschrift für Brüdergeschichte*, les Frères de l'Unité (Frères moraves) publient, depuis le courant de l'année 1907, une nouvelle revue consacrée à l'histoire de leur secte. La revue paraît à Herrnhut à raison de deux fascicules par an. Le premier fascicule contient un article de J.-Th. Müller sur *la Charge d'« Ancien » dans l'Eglise des Frères après sa rénovation par Zinzendorf*; une étude de W.-E. Schmidt sur *la Vie religieuse aux premiers temps de l'Unité des Frères*, c'est-à-dire dans la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle. Le fascicule 2 est consacré à la publication du *Journal de Zinzendorf, 1716-1719*.

— *Meyers Grosses Konversations-Lexikon*; 6<sup>e</sup> éd., t. XVIII : *Schöneberg-Sternbedeckung* (Leipzig-Wien, Bibliographisches Institut, 1907, in-8°, 952 p.). — Signalons, parmi les articles historiques les plus importants de ce volume, ceux qui sont consacrés à l'Ecosse, à la Suède, à la Suisse, à la Serbie, à la Sicile, à l'esclavage, etc.

— Gustav EITEN. *Das Unterkönigtum im Reiche der Merovinger und Karolinger* (Heidelberg, C. Winter, 1907, in-8°, vii-245 p.; fasc. 18 des *Heidelberger Abhandlungen*). — A plusieurs reprises, les rois mérovingiens et carolingiens, sans vouloir briser l'unité de leurs États, crurent utile de constituer pour des membres de leur famille, surtout pour leurs fils, des royaumes subordonnés, où ils continuaient à être reconnus comme souverains tout en n'y exerçant plus directement l'autorité. M. Eiten passe en revue les diverses constitutions de royaumes subordonnés sous les deux dynasties et tente de dégager les caractères propres à cette institution. Pour l'époque mérovingienne, il n'en peut citer que

deux exemples, tous deux relatifs à l'Austrasie, confiée successivement à Dagobert I<sup>er</sup>, de 623 à 629, par son père Clotaire II, puis, de 634 à 639, par ce même Dagobert, devenu roi de Neustrie, à Sigebert III, son fils. Encore les textes relatifs à ces royautes sont-ils bien peu explicites : une formule de Marculf prouve que l'institution des royaumes subordonnés existait alors ; mais c'est à peu près tout ce qu'on sait. Pour l'époque carolingienne, nous sommes mieux renseignés. L'auteur étudie successivement les textes relatifs aux royautes de Pépin en Italie (781-810), de Louis le Pieux en Aquitaine (781-814), de Charles le Jeune en Neustrie, de Bernard en Italie (813-817), de Lothaire en Bavière (814-817), le partage de 817, le gouvernement de Lothaire en Italie (822-825, puis 829-840), de Pépin I<sup>er</sup> en Aquitaine (814-838), de Louis le Germanique en Bavière (826-840), de Charles le Chauve en Neustrie (838-840), de Louis II en Italie (840-855), de Pépin II en Aquitaine, le rôle des fils de Louis le Germanique, le gouvernement de Charles le Jeune en Aquitaine (855-866), de Louis le Bègue en Neustrie et Aquitaine (867-877), de Zwentibold en Lorraine (895-900), de Louis V en Aquitaine (982 env.-984). Il ressort des documents qu'il cite que les titulaires de ces diverses royautes, tout en ayant une administration indépendante, sont obligés d'en référer au roi franc ou à l'empereur pour tous les actes importants, que souvent même les églises auxquelles ils concèdent des privilèges jugent préférable de les faire confirmer par ce dernier et que, par suite, l'unité n'est jamais rompue en principe et ne l'est presque jamais en fait. L'étude de M. Eiten n'apporte pas de renseignements nouveaux ; mais, réserve faite de quelques détails<sup>1</sup>, elle est exacte et bien informée et éclaire plus complètement qu'on ne l'avait fait jusqu'ici une institution des plus intéressantes.

L. H.

— Ludwig BERGSTRÄSSER. *Christian Friedrich Pfeffels politische Tätigkeit in französischen Dienste, 1758-1784* (Heidelberg, C. Winter, in-8°, 95 p.; fasc. 16 des *Heidelberger Abhandlungen*). — Étude sur le rôle que le traité de Westphalie donnait à la France dans le Corps germanique. Conseiller juridique de l'envoyé de Saxe à Paris, puis secrétaire de la légation de France auprès de la diète d'Empire, Pfeffel entre au service de la Bavière, retourne à Versailles avec le titre de « jurisconsulte du roi » et fait profiter la France de sa profonde connaissance des questions allemandes, particulièrement dans l'affaire de la succession bavarroise et pour le maintien de l'alliance avec Deux-Ponts. L'auteur a utilisé les archives des Affaires étrangères.

H. HR.

— REGENSBURG. 1870-1871; fasc. 2 et 3 (Stuttgart, Franckh, 1907,

1. Ainsi, p. 203, le diplôme de la note 3 n'est pas daté du jour de l'ordination de Louis V, mais seulement de l'année de cette ordination, comme l'ont montré MM. Prou et Vidier dans leur *Recueil des chartes de Saint-Benoît-sur-Loire*. Pour le royaume d'Aquitaine sous Louis V, il eût fallu consulter F. Lot, *Fidèles ou vassaux ?*, p. 68-69.

in-8°, 208 et 336 p.). — Avec ces deux fascicules, M. Regensberg complète le t. I de son grand ouvrage sur les événements de 1870-1871. On y remarque les mêmes qualités de « patriotisme allemand » que nous avons signalées dans les premières pages, et, en plus, un emploi fréquent des sources étrangères à son pays. M. Regensberg écrit pour des Allemands, mais il s'efforce de les mettre au courant des dernières publications de toutes langues, ce qui doit être loué, et il a suivi avec un grand soin les travaux de l'état-major français et du général Bonnal; il les critique, mais les connaît. Le premier des présents fascicules est consacré à la *Déclaration de guerre, la Mobilisation générale, les Plans de combat et les Marches en avant*; les premières pages relatent en détails les délibérations de Saint-Cloud et les débats du Palais-Bourbon; l'auteur y souligne fortement cette erreur de Napoléon et de ses conseillers, décisive dans leur esprit, que la guerre était déclarée à la Prusse seule et que les États du sud tergiverseraient les premiers jours pour suspendre leur décision jusqu'au résultat des premiers combats; la majeure partie du fascicule est consacrée aux préparatifs de la guerre dans les deux pays et à l'organisation des deux armées; une carte de la frontière avec l'emplacement des corps de troupes, des tableaux d'ordre de bataille complètent et précisent utilement les renseignements du texte. — Le second fascicule est rempli par le récit des premiers combats, la *Comédie de Saarbrücken, la Première victoire, une Bataille improvisée, la Bataille des soldats près de Spikeren*; on y trouvera le récit très complet de l'engagement de Saarbrücken, — et M. Regensberg critique les fautes du général Gneisenau, — des batailles de Wissembourg, Wörth-Reichshofen et Spikeren, que l'on suivra sans difficulté grâce à des cartes bien faites. Le récit est vivant et intéressant, très allemand aussi, car les épithètes laudatives sont abondantes aux troupes germaniques, mais M. Regensberg sait reconnaître la vaillance de leurs adversaires (voyez par exemple le développement de la charge de Morsbronn), et, comme dit La Bruyère, « ce sont les faits seuls qui louent ». Nous attendons avec un réel intérêt les fascicules qui suivent. Paul MATTER.

**Belgique.** — Charles PERGAMENI. *L'avouerie ecclésiastique belge, des origines à la période bourguignonne* (Gand, Volksdrukkerij, 1907, in-8°, xii-226 p.). — M. Pergameni s'est proposé « d'édifier pour la Belgique médiévale, sur des bases éprouvées soigneusement, une œuvre analogue à celle que M. Senn » a consacrée à *l'Institution des avoueries ecclésiastiques en France*. Comme celui de son devancier, son volume se divise en deux parties, qui traitent successivement de l'avouerie carolingienne et de l'avouerie féodale. C'est un travail consciencieux, mais forcément peu original. Pour l'époque carolingienne, M. Pergameni ne peut guère que reprendre à son compte ce qu'avait déjà fort bien exposé M. Senn, puisqu'il n'existe pas de législation carolingienne spéciale à la Belgique. Pour l'époque féodale, il n'y a pas non plus de caractères bien particuliers à l'avouerie belge; en outre, comme l'avoué n'est plus dès lors un

fonctionnaire, qu'en dehors de sa protection on ne requiert plus rien de lui, mais qu'on se préoccupe seulement de limiter les prérogatives dont il peut jouir au même titre que n'importe quel seigneur, M. Pergameni, à l'exemple de M. Senn, en est réduit, pour cette seconde période, à un classement de menus faits d'une portée générale douteuse. Son mémoire n'en corrige pas moins très utilement la peu critique *Histoire des avoueries en Belgique* de Saint-Genois. L. H.

— O. ORBAN. *Le droit constitutionnel de la Belgique*; t. I : *Introduction et théories fondamentales* (Liège, Dessain; Paris, Giard et Brière, 1906, in-8°, 474 p.). — Il n'y avait pas jusqu'ici de traité complet sur le droit constitutionnel de la Belgique, mais seulement des ouvrages de commentateurs ayant la forme de dictionnaires ou de manuels. M. Orban a voulu doter son pays d'un ouvrage analogue à celui de M. Esmein pour la France. Il a prétendu non seulement étudier la constitution belge dans sa lettre et dans ses applications à la vie nationale, mais relier le droit public belge à ses origines historiques, lui assigner sa place dans l'évolution des idées et des régimes, déterminer ses rapports avec le droit public général. Le premier volume de ce travail, seul paru jusqu'ici, atteste le souci de M. Orban d'être à la hauteur d'une tâche si considérable. A. LICHTENBERGER.

**États-Unis.** — Edmund Henry OLIVER. *Roman economic conditions to the close of the Republic* (Toronto, University press, 1907, in-8°, 200 p.). — Ce travail sur la vie économique des Romains jusqu'à la fin de la République comprend deux parties. La première décrit le régime pastoral primitif, les débuts de l'agriculture, l'indépendance économique du *fundus*, les premières corporations. La deuxième est consacrée aux transformations successives qu'amène la conquête du bassin de la Méditerranée dans la population, l'agriculture, le commerce, l'industrie de l'Italie et aux traits généraux de l'administration publique et des finances. Ce travail, très consciencieux, puisé aux sources, appuyé sur une assez complète bibliographie, où manquent cependant, entre autres œuvres, les *Études* de Guiraud et le *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, n'apporte rien de nouveau, ne creuse aucun point, mais groupe beaucoup de textes et de renseignements et peut à ce titre rendre des services. Ch. L.

— L.-V. GOFFLOT. *Le théâtre au collège, du moyen âge à nos jours. Le cercle français de l'Université Harvard* (Paris, H. Champion, 1907, in-8°, xix-336 p.). — La première partie de ce médiocre livre (orné d'une préface de J. Claretie) n'apprendra guère aux Français qui connaissent tant soit peu le sujet. Il aurait pu n'être pas inutile aux lecteurs étrangers, pour lesquels il semble surtout avoir été écrit, si l'on y trouvait moins de désordre chronologique et si le texte en avait été revu avec plus de soin (citons, comme coquilles, p. 47 : « l'Adrienne [sic!] de Térence »; p. 195 : « Rollin, nommé recteur de l'Université de Paris, l'année où Bossuet publiait ses *Maximes et réflexions sur le théâtre*, et



écrivait, en 1726, son *Traité sur les études* »; à l'index bibliographique, *Conaxa* ou *l'ingratitude punie* est assez drôlement attribué à... M. Gabriel Compayré [est-ce le même *Conaxa* que p. 182?]; p. 266 : « Poestiche werke französische ». Ceci dépasse la mesure permise à la négligence d'un correcteur d'épreuves. Au fond, cette partie du livre n'est qu'une introduction au vrai sujet, intéressant, encore qu'un peu mince : les représentations françaises données à l'Université Harvard et dans d'autres cercles américains. L'illustration a une certaine valeur documentaire.

H. HR.

— Nous avons annoncé, en son temps, la fondation, à Toronto, d'une « Société Champlain », dont le but est d'éditer et de publier des ouvrages concernant le Canada. Le tome I des publications de cette Société a paru : *The history of New France, by Marc Lescarbot*, avec une traduction en anglais, des notes et des appendices, par M. W. L. GRANT, professeur (lecturer) d'histoire coloniale à l'Université d'Oxford, et une introduction où M. H. P. BIGGAR résume ce que l'on sait sur la vie de Lescarbot et sur les circonstances qui le conduisirent à visiter la Nouvelle France et, plus tard, à écrire la relation de son voyage (1609). Le texte publié par M. Grant est celui de la 3<sup>e</sup> édition (1618; pourquoi, p. 209, a-t-on imprimé « M. DC. XVII » ?) qui a servi également de base à la traduction, sauf pour le livre VI, où M. Grant a suivi de près une traduction, faite à la demande de Hakluyt, par un huguenot français établi en Angleterre, Pierre Érondelle, en 1609. L'ouvrage sera complet en trois volumes. Insister sur son importance paraîtrait sans doute superflu.

— Alexander FRANZ. *Die Colonisation des Mississippi'tales bis zum Ausgange der französischen Herrschaft* (Leipzig, Wigand, 1906, in-8°, 464 p.).

— Il n'existe pas en France de livre qui donne une vue générale de l'histoire de la Louisiane au temps de notre domination. Celui de M. Franz intéresse d'autant plus qu'il concerne une époque dont les Américains ne se sont pas occupés beaucoup dans les nombreux écrits qu'ils ont consacrés à ce pays. Grâce à ce volume, nous pouvons suivre la découverte de la vallée du Mississippi par les Espagnols et plus tard par les Français, la création de nos premiers postes aux bouches du fleuve, les tentatives de Crozat pour nouer des relations commerciales avec le Mexique, l'exploitation incohérente par la Compagnie des Indes, la détresse financière, le lent développement de l'agriculture sous l'autorité des gouverneurs royaux. L'auteur nous conduit jusqu'à la date de 1769, c'est-à-dire jusqu'à la répression par O' Reilly des tentatives de résistance que les colons firent au gouvernement espagnol; les derniers chapitres traitent des institutions administratives, de l'état social et économique et du caractère général de la colonisation française en cette région. M. Franz donne une bibliographie assez étendue dans laquelle il cite beaucoup de livres édités en Amérique et qu'il est impossible de trouver en Europe. Il a surtout utilisé pour son travail

les collections de French et de Margry, l'*Histoire de la Louisiane* de Martin, celle de Gayarré, l'*Histoire des États-Unis* de Bancroft, l'*Histoire d'Amérique* de Winsor, le livre de M. Villiers du Terrage. La critique la plus grave qu'on puisse lui adresser, c'est de ne pas avoir consulté les archives de Paris. Par suite, il n'a rien donné de vraiment neuf; quelque jugement dont il puisse faire preuve dans ses appréciations, elles n'ont jamais cette autorité que seule peut donner la connaissance du document original. Néanmoins, son livre vaut comme résumé clair et exact de ce qui a été écrit jusqu'à ce jour sur la Louisiane au temps de la domination française. P. CULTRU.

— *Collection of the Illinois State historical library. Virginia series*; vol. I : *Cahokia records, 1778-1790*, publ. par Clarence W. ALVORD (1907, in-4°, clvi-663 p.). — Les « trustees » de la Bibliothèque historique de l'État d'Illinois ont décidé de publier les documents conservés dans cette bibliothèque par séries, qui seront consacrées à diverses périodes, telles que celles de la colonisation française, de la domination anglaise (après 1763), de l'incorporation à la Virginie (à partir de la guerre de l'Indépendance). Le tome I de la « Série Virginienne » contient les archives du petit village de Cahokia, qui, en 1778, avait une population de 300 blancs et de 80 nègres; il se rapporte aux années 1778-1790, qui virent l'occupation du pays par les Américains et le départ des Français qui s'enfuirent sur la rive droite du Mississippi, sur le territoire possédé alors par les Espagnols. Ces documents sont pour la plupart rédigés en anglais; quelques-uns, qui ont été écrits en francocanadien (et quel français!) ont été aussi traduits en anglais. On trouvera peut-être que 600 pages de documents sur une localité infime, pendant une courte période de temps, c'est beaucoup. Cependant, les Français ne sauraient se désintéresser de cette histoire. M. Alvord y a joint une introduction intéressante et une utile bibliographie. — Ch. B.

— Ernst von HALLE. *Baumwollproduktion und Pflanzungswirtschaft in den Nordamerikanischen Sudstaaten*; t. II : 1861-1880 (Leipzig, Duncker et Humblot, 1906, in-8°, xxv-660 p.). — Ce livre intéressera tous ceux qui veulent se rendre compte de l'importance qu'a prise l'industrie cotonnière dans l'Amérique du Nord. Ce n'est d'ailleurs que la suite d'un important travail paru il y a neuf ans. L'auteur s'est efforcé, dans le volume plus remarquable encore que nous signalons ici, de mettre en lumière les conséquences qu'a eues la guerre de Sécession pour les États du sud. Il a compulsé des documents peu connus et a su rattacher à son travail des vues d'ensemble sur la vie économique des États-Unis, sur le rôle assumé par le pouvoir central ou par les pouvoirs des divers États, sur les ressources des États du sud, et aussi sur les intentions des Américains vis-à-vis de l'Europe. Nous recommandons particulièrement la lecture des chapitres où il parle de l'organisation du travail, des conflits de races, de la question nègre, toujours si aiguë, et des difficultés auxquelles se heurtent les tentatives d'assimila-

tion avec les blancs. Il montre combien ont été faibles, en définitive, les changements qui se sont produits dans les mentalités respectives des uns et des autres depuis un demi-siècle. Il est permis de craindre que les préjugés de races ne se perpétuent longtemps encore. La conversion de la plupart des nègres au christianisme ne suffit point à les supprimer et l'accroissement actuel du nombre des nègres augmente encore les inquiétudes et provoque un redoublement de mauvais vouloir à leur endroit.

G. BLONDEL.

**Grande-Bretagne.** — Le 9 mai dernier, est mort à Londres, à l'âge de cinquante ans, le Révérend Ethelred L. TAUNTON, un des membres les plus savants du clergé catholique en Angleterre. On lui doit une *Histoire des Jésuites en Angleterre*, un livre sur les Moines bénédictins en Angleterre, une biographie de Thomas Wolsey. — Le 4 août est mort, à l'âge de soixante-trois ans, M. John Andrew DOYLE, auteur d'ouvrages estimés sur la colonisation anglaise dans l'Amérique du Nord (*Rev. hist.*, t. XCIV, 132 p.). — Le 12 août est mort, à l'âge de quarante-trois ans, M. Henry DE B. GIBBINS, dont l'*Industrial history of England* n'a pas eu moins de dix éditions en quinze ans.

— Le 6 octobre dernier est mort M. David Masson, professeur honoraire à l'Université d'Édimbourg. Il était né le 2 décembre 1822. Il enseigna la rhétorique et la littérature anglaise à l'Université, de 1865 à 1895, et écrivit de nombreux articles sur les sujets les plus variés de la littérature, en particulier sur De Quincey et sur Carlyle; mais sa grande œuvre est une *Vie de Milton*, qui occupa plus de vingt années de sa vie (6 vol., 1859-1880) et qui contient une foule de renseignements sur l'histoire du parti puritain en Angleterre au xvii<sup>e</sup> siècle. Il publia, en outre, le *Registre du Conseil privé d'Écosse*; il avait été nommé, en 1893, historiographe royal d'Écosse.

— On sait que la « Canterbury and York Society », fondée en 1904, a pour objet de publier les registres épiscopaux et autres documents intéressant l'histoire ecclésiastique. La règle est de publier le texte intégral du registre le plus ancien de chaque diocèse, mais, dans les suivants, on supprimerait les formules souvent répétées et les longueurs, de façon cependant à ce que rien d'essentiel ne soit omis. Tous les textes, d'ailleurs, sont donnés dans leur langue originale, latin ou français. La Société a déjà commencé, d'après ce plan, la publication des registres de Hereford, de Carlisle, de Rochester, de Lincoln et de Cantorbéry. Celle des registres du célèbre Robert Grossetête, évêque de Lincoln, est en préparation. Mais la Société a besoin d'argent et fait un pressant appel aux souscripteurs. La souscription est d'une guinée par an.

— *Cambridge history of english literature*, publ. sous la direction de M. M. WARD et WALLER, t. I (Cambridge, at the University press, 1907, in-8°). — Le tome I de cette nouvelle histoire de la littérature anglaise,

qui commence à paraître à côté de la *Cambridge modern history*, va des origines au moment où s'épanouit la littérature romanesque. Il est l'œuvre de plusieurs collaborateurs; la bibliographie de chaque chapitre est rejetée à la fin du volume, et il y a un index des noms propres. Voici le résumé de la table des matières : ch. I : les Origines, par A. R. WALLER; ch. II : Runes et manuscrits, par Anna C. PAUES; ch. III : la Plus ancienne poésie nationale, par H. Munro CHADWICK; ch. IV : la Poésie chrétienne en vieil anglais (Caedmon, Cynewulf et leur école), par M<sup>lle</sup> B. SMITH; ch. V : la Littérature latine jusqu'au temps d'Alfred (Gildas et Nennius, Bède et Alcuin, etc.), par M. Rhodes JAMES; ch. VI : Alfred et la prose en vieil anglais; ch. VII : la Littérature, d'Alfred à la Conquête, par John S. WESTLAKE; ch. VIII : la Conquête normande, par A. R. WALLER; ch. IX : les Chroniqueurs latins du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, par W. Lewis JONES; ch. X : Savants anglais formés aux écoles de Paris et Franciscains d'Oxford; tableau de la littérature latine, de Jean de Salisbury à Richard de Bury, par J. C. SANDYS; ch. XI : la Littérature anglaise de transition, par J. W. H. ATKINS; ch. XII : la Légende d'Arthur, par W. Lewis JONES; ch. XIII-XV : Romans en vers, 1200-1500, par W. P. KER, J. W. H. ATKINS et J. GOLLANCZ; ch. XVI : Légendes et chroniques en anglais des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, par Clara L. THOMSON; ch. XVII : Poésies lyriques et satiriques, par A. R. WALLER; ch. XVIII : la Prosodie du vieux et du moyen anglais, par George SAINTSBURY; ch. XIX : Modifications de la langue anglaise jusqu'à Chaucer, par Henry BRADLEY; ch. XX : l'Anglo-français des juriconsultes, par feu F. W. MAITLAND. On voit assez tout ce que les historiens auront à prendre dans ce volume.

— Le tome XXVII des publications de la *Pipe roll Society* contient le grand rôle de l'Échiquier pour la vingt-quatrième année de Henri II (*The great roll of the Pipe of ... king Henry II, 1177-1178*. 1906). M. Round, chargé d'en surveiller l'impression, a mentionné en note les leçons différentes que porte le double du rôle, celui qui devait rester aux mains du chancelier. A ce dernier rôle (C. R.) est empruntée (p. 135) une liste des sommes que coûta, dans chaque comté, l'opération qui consistait à vérifier le titre des monnaies versées entre les mains des shérifs : « Combustiones de firmis comitatum ... facte apud Westmonasterium. » Cette opération est décrite tout au long dans le *Dialogus de Scaccario*.

— J. Armitage ROBINSON. *An unrecognized Westminster Chronicler, 1381-1394* (extrait des *Proceedings of the British Academy*, vol. III. Oxford, Univ. Press, [1907], 32 p. Prix : 1 sh. 6 d.). — Dans sa très défectueuse édition du *Polychronicon* de Ranulf de Higden, M. Lumby a publié une continuation qui remplit tout le tome IX. Cette continuation, qui est une des meilleures chroniques latines que l'on puisse lire sur la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, est attribuée à un moine de Worcester, John Malvern, et remplit les années 1346 à 1394. Elle est con-

servée dans deux manuscrits de Cambridge, dont l'un s'arrête en 1381. Frappé par ce fait que, dans la première rédaction (Cambridge, University library, li. 2. 24), le chroniqueur commet des erreurs ou des omissions graves quand il parle de l'abbaye de Westminster; que, dans la seconde au contraire (Cambridge C. C. C., n° 197), il porte un intérêt évident à l'histoire de la célèbre abbaye et fournit des détails que seul un moine de Westminster pouvait savoir, il tire cette conclusion fort vraisemblable qu'il faut admettre l'existence de deux chroniqueurs différents. John Malvern serait l'auteur seulement de la partie 1346-1381. Quel est celui de la seconde? M. Robinson présente seulement des hypothèses, mais incline à croire que ce pourrait bien être un certain John Lakyngheth, dignitaire de l'abbaye, qui mourut en 1396 (la chronique s'interrompt brusquement en 1394). En appendice, M. Robinson reproduit les passages de la seconde partie de la chronique qui se rapportent à Westminster, après avoir collationné le texte de Lumby avec celui du manuscrit, qui paraît être l'exemplaire ayant appartenu à l'auteur même de la chronique.

Ch. B.

— Oskar EMMERIG. « *The bataille of Agincourt* » im Lichte geschichtlicher Quellenwerke, t. I (Nuremberg, Wieser, 1906, in-8°, 67 p.). — Cette brochure est une « Inauguraldissertation » qui a été soutenue, le 28 juin 1905, à l'Université de Munich. L'auteur, qui se propose de donner une édition critique du poème attribué à Lydgate sur la bataille d'Azincourt, a consacré le présent mémoire au célèbre épisode des balles de tennis envoyées à Henri V par le dauphin de France. L'étude des témoignages contemporains, le silence des plus importants d'entre eux le mènent à cette conclusion que l'épisode est sans fondement historique. Ce doit être un conte populaire, dont la fortune fut d'ailleurs rapide et tenace (elle tient encore!). Ce conte présente de frappantes analogies avec ce que raconte le pseudo-Callisthène d'une lettre que Darius écrit à Alexandre en même temps qu'il lui envoyait, par manière de dérision, un fouet, une balle et une cassette. Seconde dissertation, greffée sur la première, et M. Emmerig suit cette légende dans les nombreux remaniements du roman d'Alexandre. Les analogies sont assez lointaines et la popularité du roman d'Alexandre ne suffit pas sans doute pour expliquer comment on put avoir l'idée d'en appliquer un épisode au dauphin de France. Du moins, l'auteur a-t-il étudié consciencieusement son sujet; il a publié ou réédité plusieurs récits en prose ou en vers concernant les préliminaires de la bataille d'Azincourt (il n'a pas connu les vers transcrits dans les *Chronicles of London*, que Kingsford publiait au moment même où il soutenait sa thèse); le plus développé est emprunté à une des nombreuses continuations, en anglais, de la chronique dite de *Brut*. La présente dissertation sera suivie de plusieurs autres sur les manuscrits du poème de Lydgate et sur les titres de Lydgate à en être considéré comme l'auteur. Tout cela n'est d'ailleurs autre chose qu'une introduction au texte même du poème, qui paraîtra en dernier lieu. — Ch. B.



**Italie.** — L'Université de Grenoble vient de fonder à Florence un Institut français comprenant trois sections : une section de lettres italiennes et une section d'histoire de l'art, destinées à faciliter les études et recherches des étudiants et travailleurs français, et une section de lettres françaises, où seront donnés des cours payants de littérature française à l'usage des Italiens. L'Institut est complété par un « Office de relations scientifiques et littéraires entre l'Italie et la France ». L'ensemble est rattaché à la Faculté des lettres de Grenoble.

— H. REMSEN - WHITEHOUSE. *Une princesse révolutionnaire : Christine Trivulzio-Belgiojoso, 1808-1871* (Lausanne, Payot, in-8°, 290 p.). — Cette biographie, sans cacher tout ce que la vie de la princesse eut de désordonné, rejette au second plan et ses attachements de cœur et ses fantaisies sensuelles, pour s'attacher surtout à son rôle politique. Grâce aux archives secrètes du gouvernement austro-lombard, conservées au palais Elvetico à Milan, comme aussi au livre de M. Barbiera, l'auteur a pu retracer de la manière la plus intéressante la carrière politique de Christine de Belgiojoso. Son dévouement à la cause italienne justifie l'indulgence et même l'admiration que les âmes éprises de liberté, comme M<sup>lle</sup> Melegari, auteur de la préface, ont vouées à sa mémoire. Les chapitres v à x, sur la période de 1848-1849, sur le rôle de Christine en Lombardie à la tête de sa légion, puis à Rome comme directrice des hôpitaux, sont les plus remarquables du livre. Mais les derniers chapitres sur ses essais de colonisation en Asie Mineure, sur son attitude en 1859 et les années qui précédèrent sa mort, le 5 juillet 1871, offrent encore des pages très neuves. On regrette que l'auteur, qui a très bien parlé de l'*Histoire de la maison de Savoie*, n'ait pas su déterminer si c'est bien l'abbé Cœur qui a dirigé la plume de la princesse dans l'*Essai sur la formation du dogme chrétien*. Il n'a pas dit que l'introduction à la traduction de Vico a été attribuée à Mignet, « cet Adonis que les femmes du grand monde se plaisaient à former », comme le disait Dubois. Il aurait fallu insister davantage sur l'importance qu'eut cette liaison dans la vie de Christine. Elle fut assez sérieuse pour qu'on ait prétendu qu'un fils en naquit, fils qui aurait été élevé dans l'ignorance de son origine doublement illustre.

G. M.

---

#### ERRATUM.

P. 171, l. 15, lire : « ne contient pas les passages essentiels », au lieu de : « ne contient que les passages essentiels ».

---

*L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.*

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

e  
e  
n  
-  
s  
ll  
is  
n  
e

me